L'Economie : les fonds structurels européens

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – Nº 15340 – 7 F – MARDI 24 MAI 1994 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Haïti sous embargo

L'ENTRÉE en vigueur, dimanche 22 mai, d'un embargo commercial « total » de l'ONU à l'encontre d'Haïti ne devrait pas dans l'immédiat beaucoup changer la situation dans ce pays déshérité, un des plus pauvres du monde. Voilà plus de trois ans et demi que les putschistes qui se maintiennent au pouvoir à Port-au-Prince pour le plus grand malheur du peuple haïtien, et au mépris des décisions de la communauté internationale, ont mesuré, en ce qui les concerne, l'irrésolution flagrante de cette dernière.

L'adjectif « total » doit être mis entre guillemets, puisque des sanctions de l'ONU de moindre ampleur ont été allègrement violées, ces derniers mois, par la République dominicaine, qui partage avec Haïti l'île d'Hispaniola. La voie de terre rend évidemment facile la contrebande dès lors que le pouvoir à Saint-Domingue tire de considérables avantages de ce trafic. Tout circule depuis longtemps, embargo ou pas, à *travers cette frontière-passoire*, en particulier le pétrole et certains produits, plus rares encore, sur lesquels des « douaniers » très spéciaux prélèvent leur dîme.

TOUT fonctionne *donc pour le mieux, grâce à l'alliance de fait* entre les putschistes haïtiens et l'entourage de l'octogénaire président dominicain. Le général Raoul Cédras à Port-au-Prince et le président Joaquin Balaguer à Saint-Domingue font en sorte que rien ne change, et surtout pas la domination économique de leurs amis, officiels et officieux, sur leurs pays respectifs.

L'embargo « total » de l'ONU ne devrait, dans l'immédiat, que permettre aux « douaniers » de s'enrichir encore davantage. Les comptes à numéro, protégés par le secret bancaire, qui pullulent dans les paradis fiscaux de la région caraïbe ne devraient pas trop souffrir de l'opération de l'ONU. On comprend l'intérêt manifesté par les mêmes à ce que M. Balaguer soit proclamé vainqueur du *scrutin présidentiel du 16 mai* dernier, qui a probablement été truqué.

LES pauvres, en Haïti, auront encore moins de nourriture, de combustible et de médicaments à leur disposition que le peu qu'ils ont déjà. L'embargo de l'ONU ne touche théoriquement ni les vivres ni les médicaments, mais les transitaires de bonne foi hésitent évidemment à maintenir, dans ces conditions, un commerce devenu à la fois dangereux et suspect.

Les Etats-Unis, et leur président, ne sortent pas grandis de ce nouvel épisode. Avant de prendre ses fonctions, Bill Clinton avait promis d'en finir avec le rapatriement forcé des « boat people » haïtiens auquel procédait son prédécesseur George Bush. Il a reculé précipitamment dans la nuit précédant son entrée à la Maison Blanche. Il a aussi préféré faire faire demi-tour en septembre dernier à un navire de guerre américain. Paris continue de soutenir le président légal du pays, Jean-Bertrand Aristide, exilé à Washington. Mais la France, pas plus que les Etats-Unis, n'est prête à envoyer un corps expéditionnaire pour le remettre en selle.

Lire page 4

M 0147 - 0524 - 7,00 F

A la veille de la réunion de l'OTAN à Bruxelles

La Russie veut faire reconnaître son statut de grande puissance

Alors que s'ouvre pour le Kremlin une semaine d'intense activité diplomatique, la Russie fait savoir qu'elle n'entend pas être traitée comme les autres pays et qu'elle revendique la reconnaissance de son statut de grande puissance. Elle demandera à être associée aux principales décisions des instances européennes et internationales. C'est ce message que le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, se propose de délivrer le 24 mai à Bruxelles en exposant la façon dont Moscou conçoit ses rapports avec l'OTAN. C'est aussi ce que dira à Paris, les 26 et 27 mai, le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, qui participera à la conférence sur la stabilité en Europe.

Plus égale que les autres

La Russie veut être intégrée et distinguée. Elle veut participer à toutes les entreprises et organisations européennes – ou internationales dans lesquelles les Occidentaux jouent un rôle – mais elle exige d'être traitée avec des égards particuliers. Qu'il s'agisse de la coopération économique, militaire ou politique, elle refuse d'être mise sur le même plan que les « petits » Etats européens, notamment ceux d'Europe centrale et orientale qui furent naguère les vassaux de Moscou, voire des composantes de l'ex-URSS.

La semaine qui s'ouvre, avec une intense activité diplomatique – mardi 24 mai et mercredi 25, réunion de l'OTAN, jeudi 26 et vendredi 27, conférence sur la stabilité en Europe, – va apporter une nouvelle démonstration que le Kremlin veut être dans le concert européen le plus égal des égaux. A Bruxelles, le général Gratchev, ministre russe de la défense, doit exposer à ses collègues de l'OTAN et du Conseil de coopération (COCONA, qui rassemble les pays d'Europe centrale et orientale aux côtés des seize membres de l'Alliance atlantique) les conceptions stratégiques de son gouvernement. Il doit aussi énoncer à quelles conditions Moscou est prêt à adhérer au « partenariat pour la paix ».

Le paradoxe, c'est que ce « partenariat pour la paix » avait été conçu par les Américains à l'intention de tous les anciens membres du pacte de Varsovie, pour faire patienter les Etats d'Europe centrale candidats à l'entrée dans l'OTAN, tout en évitant de laisser à l'écart certains pays, dont la Russie. Non content de ne pas être exclu, le Kremlin veut obtenir un statut spécial, sous la forme soit d'un protocole additionnel au « partenariat pour la paix », soit d'un autre accord plus large qui engloberait le « partenariat ». La Russie ne saurait être traitée comme, par exemple, la Slovaquie; elle insiste donc pour que les Occidentaux tiennent compte de la taille de son armée (près de 2 millions d'hommes), de sa nature de puissance nucléaire et de son rôle particulier, attesté par sa participation au groupe de contact sur la Bosnie.

Sous une forme ou sous une autre, les Occidentaux devraient faire droit à ces exigences de crainte qu'un isolement de la Russie ne renforce les tendances nationalistes et n'affaiblisse la position de Boris Eltsine, toujours considéré comme le meilleur garant de la poursuite des réformes. Lors de sa récente visite à Bonn, le président russe n'a pas caché qu'il était soumis à de fortes pressions intérieures; la Russie, a-t-il dit, doit avoir le traitement correspondant à ce qu'elle est : une grande puissance.

DANIEL VERNET

Lire la suite page 3

Les vérités de Marcel Ophuls

Dans son documentaire « Veillées d'armes », présenté à Cannes, le cinéaste juge le reportage de guerre

En marge des sélections, officielles ou pas, en dernière minute, pas même complet et sans avoir été annoncé, le nouveau film de Marcel Ophuls devait être montré à Cannes lundi 23 mai. Plus exactement une partie du nouveau cycle de films, *Veillées d'armes*, qui devrait se composer de trois longs métrages, dont deux seulement sont à ce jour achevés. Produit par Bertrand Tavernier, cet ensemble constitue une enquête sur les correspondants de guerre, réalisé à partir des cinq voyages effectués par Ophuls à Sarajevo.

Ces films montrent le travail de nombreux « envoyés spéciaux », des baroudeurs fous, des intellectuels qui ont quitté leur posture d'analyste à distance, ou des employés de France 2, de la BBC, de CBS ou de CNN, souvent vétérans des « théâtres d'opérations » mais pour qui cette guerre-là n'est pas une guerre comme les autres.

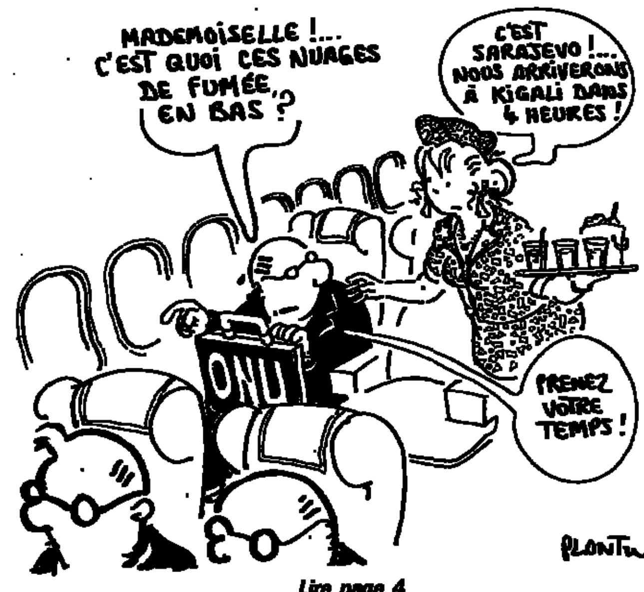
La présence de *Veillées d'armes* au dernier jour du Festival, fête introvertie du film de fiction, représente une triple hérésie : irruption simultanée du documentaire, des gens de télévision, et de l'actualité du monde. Salutaires hérésies : Marcel Ophuls est un cinéaste, et c'est avec les outils du cinéma qu'il s'interroge à la fois sur ce qui se passe à Sarajevo, et sur les systèmes de fabrication et de transmission des images, y compris les images de fiction, celles de films anciens dont il utilise de nombreux extraits, et, par ricochet, celles des films récents qui viennent d'être présentés sur la Croisette. Intransigeant sur les principes, le film, souvent émouvant, souvent ludique malgré la gravité des situations évoquées, effectue ce double travail qui est (qui devrait être) la définition même de la mise en scène de tous les types de film : à la fois donner à comprendre au sein de la réalité confuse, et donner à douter quant à la représentation de cette réalité.

Le « premier voyage » de *Veillées d'armes* s'ouvre sur une phrase extraite du *Faust*, de Goethe : *« Il n'est rien de plus plaisant, les jours de calme et de paix, que des récits de guerre et de cris de guerre, lorsque les peuplades dans la lointaine Turquie s'entredéfoncent le crâne. »* Apostrophe à l'Europe assoupie (à Cannes aussi), question de l'« autre » – et comment cet « autre » nous concerne comme tel –, question vitale du cinéma. Le *« deuxième voyage »* s'achève sur une pantomime de commedia dell'arte, à Venise, où se glisse le réalisateur masqué. Marcel Ophuls chante *Nobody knows the trouble I've seen*, gospel repris de la bouche d'un Musulman bosniaque, ex-ténor devenu chirurgien. En anglais (il est coproduit par la BBC), le film s'intitule *The Trouble We've Seen*.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire page 13 l'entretien avec le réalisateur

Rwanda : l'aéroport de Kigali aux mains des rebelles



Lire page 4

Les fauteuils menacés des patrons du public

L'arrivée à échéance du mandat d'administrateur de Louis Schweitzer, président de Renault, a ouvert le bal du renouvellement des présidences des entreprises publiques. La reconduction du PDG de Renault ne fait aucun doute. Mais celles de quelques grands patrons, d'Alain Gomez (Thomson) à François Heilbronner (GAN), s'annoncent plus incertaines.

Lire page 14

Pete Sampras à l'assaut de Roland-Garros

Les Internationaux de France de tennis, qui se disputent du lundi 23 mai au dimanche 5 juin dans un stade Roland-Garros rénové, sont pour l'Américain Pete Sampras, numéro un mondial, l'occasion de tenter de gagner un quatrième tournoi consécutif du Grand Chelem.

Lire page 7

Les vétérans du jour J

Lire, page 13, le septième volet de notre série : « Le ranger Len Lomell s'apprête à escalader la pointe du Hoc ».

L'écologie victime de son succès

Les partis verts reculent partout dans le monde alors même que les préoccupations d'environnement gagnent tous les secteurs de la société

Curieuse époque : tout le monde parle d'environnement, à tout propos, mais plus personne ne veut entendre parler des écologistes. Ni en France, ni en Europe, ni aux Etats-Unis. Il y a quinze ans, déjà, Philippe Lamour publiait un ouvrage au titre péremptoire : *l'Ecologie, oui. Les écologistes, non !* (1). Cette pétition de principe semble prémonitoire de la situation actuelle : alors même que la protection de l'environnement est omniprésente, les militants sont relégués au rang d'accessoires encombrants. Situation éminemment paradoxale. Comment diable peut-on ainsi conserver précieusement le bébé « vert » tout en jetant dédaigneusement l'eau du bain écologique ?

C'est pourtant un fait : en 1984, les Grünen allemands entrent en force au Bundestag... et en sont évincés en 1990, alors même que la protection de l'environnement devient, surtout en Allemagne, une véritable frénésie. Aux Etats-Unis, l'hebdomadaire américain *Time* du 1er janvier 1989 dans sa série des « Hommes de l'année », choisit la Terre (*Earth, planet of the year*). Surfant sur cette vague verte, les écologistes français remportent quelques succès spectaculaires, puis se déchirent sans pouvoir parvenir à décrocher un seul siège à l'Assemblée nationale en 1993. Alors que, *toutes listes* confondues, ils totalisent près de 11 % des voix, ils font aujourd'hui figure de mouche du coche.

Ce « tassement écologiste » va de pair avec un succès de l'écologie elle-même. En Allemagne, le citoyen est tellement pénétré des slogans « verts » que l'écologie est devenue pour lui une seconde nature, et non plus l'affaire d'un bulletin dans l'urne. Klaus Töpfer, le ministre de l'environnement, a pris des mesures draconiennes sans la moindre nécessité politique, les Grünen n'étant plus représentés au Parlement. Quant aux Américains, ils ont envoyé à Washington un vice-président « environnementaliste » alors même qu'il n'existe pas de parti écologiste aux Etats-Unis.

Le Sommet de la Terre, réuni à Rio en 1992, a pu apparaître comme une victoire des mouvements écologistes. En réalité, ce fut tout le contraire. Certes, les associations y ont tenu forum sur la plage. Mais les choses sérieuses se passaient ailleurs, comme si l'on assistait à une confiscation de l'écologie par les diplomates, les industriels et les scientifiques. En publiant leur appel d'Heidelberg à la veille du sommet, les scientifiques avaient clairement indiqué que l'écologie était une chose trop sérieuse pour être laissée aux écologistes, déchirés entre doux rêveurs et dangereux gêneurs. En finançant l'organisation du sommet ainsi que ses multiples expositions et manifestations, les industriels avaient, à leur manière, rappelé qu'il n'y avait pas de politique environnementale possible sans leur collaboration. Quant aux diplomates et aux politiques, ils sont finalement parvenus à *tirer toute* la couverture à eux, en se présentant comme les premiers défenseurs de la planète.

Dans ce concert des nations dédié au « développement durable », les écologistes faisaient figure de nain politique s'agitant sur un minuscule strapontin. On a même assisté, aux lendemains de Rio, à une sournoise campagne anti-écolo, comme si l'on voulait soudain leur faire payer cette omniprésence du thème environnemental sur la scène du monde. Lors des grands feux de 1993 en Australie, on a insinué que les mouvements écologistes en seraient responsables, puisqu'ils s'étaient opposés au débroussaillement du *bush* au nom du respect de la nature. Pourtant, les mêmes, parmi ceux qui dénoncent les irresponsables écolos, se félicitent d'avoir décroché l'organisation des Jeux olympiques de l'an 2000, présentés comme *« les premiers Jeux écologiques »*...

Aux Etats-Unis, on s'en prend aujourd'hui à deux types d'écologistes. D'abord les lobbies verts de Washington, ces *« requins »* en costume trois-pièces qui prospèrent sur la dénonciation des atteintes – vraies ou supposées – à l'environnement. Dans la revue *Insight* (décembre 1993), Richard Miniter constate que *« leur entrée dans l'establishment a fait perdre à beaucoup de groupes écologistes le contact avec le terrain et multiplié leurs ennemis »*. L'autre cible est la *Deep Ecology*, cet intégrisme naturaliste répandu sur la Côte ouest. Gregory Benford, universitaire californien pourtant bienveillant à l'égard des thèses écologistes, dénonce dans la revue *Reason* (janvier 1994) *« la rhétorique de l'homme comme cancer de la nature »*.

ROGER CANS

Lire la suite page 10

(1) *L'Ecologie, oui. Les écologistes, non !*, par Philippe Lamour (Plon, 1978).

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 590 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).

DÉBATS

Un entretien avec Paul Chemetov

« Le productivisme ne peut être le moteur de la ville »

L'architecte Paul Chemetov, âgé de soixante-cinq ans, ne semble pas près de prendre sa retraite. Il achève actuellement la rénovation du Museum d'histoire naturelle, vaste bâtiment du Jardin des plantes sauvé d'un long abandon et où s'affrontent toutes les espèces vivantes ou disparues de la Terre.

Des combats à l'image de cette personnalité qui, depuis 1960, a été de toutes les batailles architecturales, défendant pêle-mêle la continuité du mouvement moderne, une nouvelle conception du logement social, mais aussi des positions tranchées en matière d'urbanisme qui se seront notamment exprimées dans le nouveau ministère des finances, à Bercy, concours gagné avec son associé Borja Huidobro.

Grand prix national d'architecture (1980), il est tour à tour craint et respecté pour sa pugnacité et son savoir. Ses adversaires lui reprochent la raideur et la monumentalité excessive de son architecture. Il a conduit l'une des équipes concurrentes pour le futur Grand Stade de La Plaine-Saint-Denis.



« Vous exercez la profession d'architecte depuis trente-cinq ans. Comment évolue-t-elle ? Les lois de décentralisation ont-elles contribué à la faire bouger ?

– Dans cette profession, j'ai d'abord été nègre, puis artisan indépendant, et enfin petit patron. Je la connais donc un peu. Les choses ont effectivement pas mal bougé depuis mes débuts. On assiste depuis la guerre à une bureaucratisation accélérée de la sphère de production architecturale – et l'informatique y aide – en raison du nombre croissant de papiers, de comptes-rendus, de moyens de contrôle, de paiements anticipés, et en raison de réglementations de plus en plus compliquées et proliférantes. Mais la même vieille idée, celle du productivisme, qui peut se résumer en un seul mot d'ordre – vitesse et performance – est toujours à l'œuvre. Cette idéologie fait que la France est l'un des pays où le moins de temps est accordé aux études et aux chantiers. Or il est difficile de construire vite dans un système de réseau bureaucratique.

» Quand l'Etat était centraliste et régalien, tout se réglait en fin de compte dans une commission supérieure de l'architecture et de l'urbanisme. Quelques mandarins décidaient à la fois de la construction du front de Seine ou de dix mille logements dans une ville nouvelle. Aujourd'hui les niveaux d'intrication de l'Etat, des régions, des départements et des communes sont infiniment plus complexes et plus longs. Tout cela mènerait au « meilleur des mondes » si, chaque chose produisant son contraire, cette situation, qui pourrait devenir très triste, ne fabriquait, comme par éruption, par sursaut, du vedettariat, des images et des projets incroyables, bref de la furie française. Heureusement, notre monde n'est pas ossifié et, de temps en temps, des plaques sautent, des tremblements de terre ont lieu, et surgit une nouvelle commande, une nouvelle conception.

» La pratique d'un certain nombre d'architectes – ingénieurs ou paysagistes – a également joué un rôle positif. Depuis la Libération, le champ de l'expérimentation s'est considérablement élargi : on a construit plus de maisons individuelles qu'entre les deux guerres, plus d'habitat collectif, de villes nouvelles, et le tout à une échelle inusitée. Et par cette échelle inusitée, l'expérience et la pratique, se sont formés des architectes, des maîtres d'ouvrage qui ont une culture commune. Grâce à eux, en dépit de la bureaucratisation, il s'est passé quelques évènements majeurs. Ainsi la politique urbaine de Nîmes ou celle de Rennes sont quand même intéressantes. S'il est de bon ton de tirer à boulets rouges sur l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), l'urbanisme parisien est sans doute moins mauvais que celui de Londres, et très supérieur à celui de Bruxelles.

– Cette période, que vous faites commencer à la Libération, a-t-elle une unité ?

– Ce qui s'est accompli en France à la Libération était en germe dans les comités d'organisation de Vichy, eux-mêmes issus du planisme des années 30 et de la synarchie. Il faut se souvenir que l'idée d'un ordre des architectes, né en 1942, a été présentée une première fois à la Chambre du Front populaire par les communistes comme un progrès sur la notabilisation marchande des architectes. La réflexion de fond qui traverse toute l'époque, c'est encore le productivisme. Pourtant, il est évident que le slogan « Vitesse et performance » ne peut pas s'appliquer aux villes. On ne peut, en même temps, prendre le métro de Varsovie et celui de Paris. Ce sont des biens situés qui ne sont pas soumis à un marché international. La RATP n'a pas les problèmes de concurrence d'Air France. Le productivisme n'est pas une condition de la ville. Il produit des objets, or les villes ne sont pas des objets. Le modèle de la chaîne automobile pour produire de la ville – des planchers artificiels avec quatre vis, pour élaborer les constructions – est, hélas ! une pensée dominante depuis la guerre jusqu'à nos jours.

– Vous avez étudié pendant plusieurs années le développement d'une grande métropole régionale, Marseille. Quelles conclusions en avez-vous tirées ?

– Je me suis intéressé de très près à cette ville. Avec sans doute une bonne dose de naïveté. Je l'ai quittée juste avant l'élection du maire actuel. Marseille a un site fabuleux. La première condition de la ville est là. Il n'y a aucune autre cité d'une ampleur semblable en France, au sud, avec des collines face à la mer. Et quelle mer ! Avec une histoire urbaine complexe, un très vaste territoire de 23 000 hectares, elle a les conditions du centre et de la périphérie dans une seule entité administrative. C'est un cas d'école.

> *« Aujourd'hui, le véritable champ de la politique intérieure, c'est la politique urbaine »*

Et le « dépris » de cette ville sur elle-même, le ratage de son bipôle avec Aix, la clôture de l'ère coloniale, cette mer qui crée une frontière alors que la frontière n'existe pas, son refus des conditions géopolitiques réelles, font qu'elle se débat dans un système passéiste. La chute a commencé avec la fin de la guerre d'Algérie et la perte du privilège de pavillon qui assurait la fortune de la ville. Elle s'est accélérée avec la délocalisation du port de Marseille vers Fos sans aucune contrepartie politique.

» Gaston Defferre, grand tacticien politique, fut quand même l'auteur de cette situation paradoxale en refusant une communauté urbaine étendue jusqu'à Fos. Pour avoir raté ce tournant, Marseille est dans l'impasse que l'on connaît aujourd'hui. Avec trois énormes problèmes à résoudre. Celui du port, celui du centre, et celui des cités.

» Comment réussir la mutation du port sans en faire une marina ? Le port était productif. Qu'est-ce qui est productif aujourd'hui ? Les universités, par exemple : un lieu de formation, c'est un lieu d'échanges. On a préféré les installer à la campagne. L'échange purement économique a lui aussi été négligé. Regardez les relations que le port entretient avec l'Afrique du Nord, et les conditions d'embarquement des passagers pour le Maghreb. Quand on relègue avec des pincettes, dans le quartier Belzunce, le négoce des fripes, sans comprendre que Gênes et Alicante tentent de remplacer Marseille comme têtes de pont du continent africain en Europe, c'est qu'on ne comprend pas les véritables enjeux de la ville. Le port était la facade politique de Marseille sur la mer. Les édiles ont pendant longtemps méconnu cette évidence.

» Sur le centre-ville, la municipalité a fait une première erreur : laisser se dégrader ce quartier, sans réagir, quand ses habitants « chics » sont partis. On tâche actuellement de réhabiliter la Canebière, mais les interventions qui y sont faites ne concernent pas toutes les communautés. On pensait sauver ce centre par des injections de programmes économiques alors qu'il devait d'abord être symbolique et s'affirmer par un espace public partagé, solide, de bonne qualité : on a commencé par bousiller le bassin de carénage avec un échangeur autoroutier, puis on a installé une voie rapide en surplomb sur la Joliette, devant les plus belles maisons de Marseille.

» Sur les cités périphériques enfin, il y a une situation d'abandon que les architectes ont tenté de réparer à l'aide de plaisanteries, balcons roses ou violets, et d'un peu de décor alors qu'il y en a 10 % de quasi inhabitables. Ainsi dans la dernière cité – dite de la Solidarité –, construite sous le mandat de Gaston Defferre, il y avait encore il y a deux ans un bâtiment neuf, en parfait état, fermé depuis le premier jour, parce que personne n'a envie de loger dans ce coin, pratiquement sans issues, où rien n'est terminé, avec une vue imprenable sur un cimetière de voitures, sans système de transports cohérent. L'implantation de la plupart des cités a oublié le terrain : on ne construit pas dans la campagne comme en ville.

» La culture urbaine haussmannienne ne sert à rien ici. Construire en grande banlieue dans un maillage très lâche, c'est prendre d'autres repères, c'est savoir lire les traces des cultures abandonnées, les lambeaux des anciens champs et composer avec les nouvelles maisons, les nouvelles routes, pour que surgisse un nouvel équilibre. Prenez le bâtiment de Jean Nouvel, élevé à Paris pour Cartier. Il marche dans l'exception du boulevard Raspail et du cèdre de Chateaubriand, sur sa différence, sur une ironie de la transparence. Ce même bâtiment dans la banlieue marseillaise devient incongru. Les constructeurs qui ont été confrontés au problème de la grande dimension et qui n'avaient pas cette culture territoriale se sont lourdement trompés. Ils ont seulement réussi à détruire ce qui existait, c'est-à-dire les vieux villages, les bastides et leur référence au canal d'irrigation. Le système du gouvernement municipal de Gaston Defferre était simple : à moi le gouvernement des hommes, aux notables locaux celui des choses. Et pour que les choses marchent, il fallait que les bastides soient loties. Bien ou mal, ce n'était pas son problème. C'est aujourd'hui le nôtre.

– Ce paroxysme marseillais est-il l'avenir de la décentralisation ?

– L'ivresse des premières années est, on l'espère, oubliée. En dix ans, les municipalités auront appris à être indépendantes, à gérer un budget. Il y a des erreurs qu'elles ne referont plus. Charles Pasqua a fort bien compris que, aujourd'hui, le véritable champ de la politique intérieure, c'est la politique urbaine. Et le vrai ministère de la ville, c'est celui de l'intérieur : il possède un réseau, des moyens de mesure et de contrôle exceptionnels. Mais, compte tenu de la tradition de la place Beauveau, certains redoutent un contrôle policé ; or l'indépendance des maires est centrale. Il y a chez ces derniers une évolution des consciences. Les nouveaux instruments se mettent en place lentement.

> *« L'idéologie de « vitesse et performance » a fait du mal à l'exception française »*

– Qu'est-ce qui a fait évoluer l'architecture ?

– La conscience architecturale a changé – lentement – pour des raisons de masse, de volume. On est passé de deux mille architectes au dix-neuvième siècle à quarante mille architectes. Chiffre qu'on peut rapprocher de celui des trente-six mille communes. Y a-t-il quarante mille artistes, quarante mille Palladio face à trente-six mille rois ? On sait que ce n'est pas vrai. En réalité qu'est-ce qu'un constructeur ? Un inventeur-créateur. C'est déjà énorme. Mais le mirage de « l'artiste » continue de tarauder l'*ego* des architectes. Il est néanmoins certain que cette situation d'écorché vif fragilise une profession qui accepte mal de se remettre en cause dans le débat de la post ou de la surmodernité.

– Qu'appelez-vous « surmodernité ? »

– La symbolique de l'autoroute, du supermarché, de l'aéroport, l'image au lieu de l'imaginaire, l'événement au lieu de la pensée, l'individualisme comme pratique sociale. Or, plus que jamais en 1994, exercer la profession d'architecte, surtout en ville, c'est exercer une activité anthropologique, avoir le sens des autres. Marc Augé insiste sur ce rapport à l'autre *« parce que, si on ne construit pas l'autre comme autre, on le construit comme étranger »*. Et, j'ajoute, on se construit comme étranger. Si on n'a pas ce sentiment anthropologique à tous les niveaux de son travail d'inventeur-constructeur, on fait nécessairement des erreurs. Il faut enfin comprendre que l'idéologie de « vitesse et performance » fait du mal à ce pays très particulier. Du mal à l'exception française, centralisée, sans expérience fédérale, qui s'est lancée brutalement dans une décentralisation et qui pense qu'on va désenclaver les régions uniquement à coup d'autoroutes.

– Nous avons quelques garde-fous à cela : notre conscience du patrimoine, par exemple.

– L'exception française est surtout dans le rapport à l'histoire, le rapport à la mémoire, le rapport aux symboles. Il est bien certain que, dans notre surmodernité, il y a un fondamentalisme du lieu perdu qui se traduit en France par l'intérêt porté au patrimoine. Mais conserver, c'est transformer. Aurelio Galfetti dit justement qu'on ne peut conserver une ruine sauf à la reconstruire en tant que ruine, nécessaire à son nouvel usage. C'est un raccourci fabuleux. Cette activité créatrice à propos du patrimoine, la conservation institutionnelle ne le comprend pas. Elle est capable de préserver sa momification, alors que toute la ville travaille sur la modification et la substitution. C'est d'ailleurs en ce sens que les banlieues sont plus modernes que les villes nouvelles qui ont anticipé Disneyland.

» Cette « disneylandisation », on la retrouve quand on s'acharne à restituer un improbable état disparu. On arrive à des situations paradoxales, comme celle de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris, charmant hôtel particulier du dix-neuvième siècle. On impose à la banque voisine qui construit un nouvel édifice d'en faire un pastiche pour une raison de cohérence. Puis on détruit le bâtiment authentique pour en construire un neuf en verre et en acier. C'est l'histoire la plus folle du monde : le faux, c'est celui qui a l'air vrai.

» *La mémoire est la condition de la démocratie,* disait François Mitterrand. L'origine baudelairienne de la modernité, c'est précisément quand le nouveau surgit au milieu de l'ancien. C'est là que cette conscience aiguë, poétique, comparative naît. Ce qui exclut la reproduction de clones de l'ancien ou l'architecture dite d'accompagnement. Il faut, bien sûr, s'occuper du patrimoine, être préoccupé par son sort, mais il faut s'en occuper de façon partagée. C'est trop commode de déléguer sa mauvaise conscience à quelques-uns – un corps d'ancien régime – pour ne pas l'accomplir. Pourquoi les solutions patrimoniales ne sont-elles pas soumises à un débat public. Pourquoi délègue-t-on à une seule personne le droit de décider du sort d'une maison voisine de la cathédrale de Chartres ?

» L'intérêt premier d'un projet, c'est d'être légèrement déviant par rapport à l'axe habituel. Cette déviation, cette relecture du problème patrimonial, est rarement appliquée. Le patrimoine n'implique pas le gel absolu du passé. Le passé est incernable de façon précise, impossible à appréhender de manière globale. Arrêter le temps est une entreprise surhumaine. Au mieux, on peut payer un figurant pour que le public puisse assister au lever du roi à Versailles, ce qui est dérisoire et n'a aucun sens.

» Parfois, pourtant, il faut avoir le courage de geler des situations. De mettre des artisans, des métiers, au « Frigidaire », quelqu'un qui sache tailler une poutre à l'herminette, pour ne pas se contenter d'une découpe mécanique, vieillie artificiellement. Le patrimoine, c'est aussi la conservation d'un savoir. Ou l'on considère que le patrimoine est notre bien commun, qu'il est dans le débat de la vie de tous les jours, ou alors c'est une question de spécialistes et il n'a pas de raison d'être. L'entreprise de Pierre Nora sur les lieux de mémoire est plus importante pour le patrimoine français que la restauration à l'identique de tel ou tel hôtel du dix-septième siècle.

– Quand vous avez dessiné le ministère des finances, n'avez-vous pas transgressé les lois du patrimoine en faisant plonger un « pied » de votre bâtiment dans la Seine ?

– Nous avons transgressé une autoroute de berge, pas le patrimoine. Nous avons, *au contraire*, gardé les deux pavillons d'octroi. Tout le monde aurait accepté qu'on détruise ces deux éléments patrimoniaux, mais toucher à un symbole – surmonter une voie rapide et mettre un pied dans l'eau – a été mal vécu. Cependant, toucher au symbole a permis de donner une réponse que j'estime pertinente au programme urbain, cela a facilité l'intégration du Palais omnisports de Bercy et le lancement de l'opération immobilière du parc de Bercy, et matérialisé l'ancienne enceinte des Fermiers généraux.

» *Ce qui est intéressant*, c'est le dialogue qui s'instaure, de chaque coté de la Seine, entre le ministère des finances et la future Bibliothèque nationale de France. Le premier est voué au territoire et à la mémoire, et le second se réfère à « vitesse et performance ». Cette opposition n'est pas très grave puisqu'il s'élabore là un nouveau morceau de ville. Les deux bâtiments se renforcent de leurs différences.

» Les mots utilisés par les architectes peuvent paraître irritants mais ils ont leur importance. Aux termes de congestion et de déconstruction qui sont avancés par certains, je préfère ceux de traces, de nouveau, d'ancien, de conflit, de mémoire. Personnellement, l'anthropologie et la géographie humaine me sont plus utiles que les lectures sommaires de philosophes structuralistes ou les théories mathématiques liées au chaos, issues de René Thom. L'architecte ne travaille pas avec un tournevis, mais dans le temps. C'est cette conscience du temps, du rapport avec la société, qui donne de la flexibilité à son projet. Nos lectures devraient être plus historiques, plus anthropologiques. Plus cultivées, *en un mot. La situation* actuelle des constructeurs, c'est-à-dire des intellectuels praticiens exige d'eux une culture étendue qui fut celle des honnêtes gens. Un architecte doit être à prétention encyclopédique.

– L'enseignement de l'architecture ne doit-il pas être renouvelé ?

– L'enseignement doit être polytechnique. Pas dans le sens très français de ce terme – très mathématique –, mais pratique. Pendant un moment, il est vrai, l'invention mathématique a été fondamentale pour le progrès constructif, mais aujourd'hui, à cause des ordinateurs, il faut éviter que la procédure l'emporte sur la compréhension, sur cet esprit polytechnique capable d'apprécier différentes techniques, les comparer, les confronter, les exprimer, les maîtriser. Esquillan construisait le CNIT, à la Défense, sans les moyens actuels de calcul, et il le construisait précisément parce que les failles de la procédure lui permettaient d'inventer encore. S'il y a en France de bons architectes alors que la formation est statistiquement médiocre, c'est parce qu'il existe une pratique large : les architectes se forment sur le tas. Mais un meilleur enseignement fabriquerait des architectes ordinaires, d'une radicale normalité.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

هكذا من الأصل

ISRAËL

Itzhak Rabin se félicite de l'enlèvement d'un dirigeant islamiste au Liban

Fêtée à Jérusalem pour « l'éclatant succès » que représente l'enlèvement, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 mai, de Moustapha Abou Ali Dirani, un des principaux chefs de la résistance islamiste au Liban, l'armée israélienne a placé au cours du week-end ses troupes en Galilée et au Sud-Liban en état d'alerte maximum.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Décidé jeudi dernier en secret et à l'unanimité des membres du cabinet restreint, l'enlèvement du chef islamiste, chez lui, dans un village de la plaine de la Bekaa situé à 75 kilomètres au nord-est de Beyrouth, était préparé, selon le chef des renseignements militaires, le général Ouri Saguy, depuis *« au moins deux mois »*. Les vingt et quelque membres du commando, chaudement félicités par le premier ministre, Itzhak Rabin, pour avoir réussi à *éviter toute bavure* sanglante, ont été transportés à quelques kilomètres de leur objectif par deux hélicoptères Yassour 2000 ultra-perfectionnés et silencieux en vol.

A la faveur de la nuit, bénéficiant sans doute de complicités locales, les commandos ont rejoint leur objectif en voiture et sont passés à l'action vers 2 h 30 du matin. Sans coup férir, ils ont ficelé le beau-frère, *l'épouse et les* trois enfants de M. Dirani, puis l'ont chargé à bord d'un véhicule 4×4, lui aussi héliporté. Selon les témoins, l'opération n'a pas duré plus de sept minutes. Un membre du commando aurait été légèrement blessé lorsque la DCA libanaise, n'ayant repéré les appareils qu'à leur retour, a tiré une salve.

Dès samedi soir, à Tel-Aviv, Itzhak Rabin, qui cumule ses fonctions de chef du gouvernement avec celles de ministre de la défense, a convoqué une conférence de presse pour expliquer les motifs d'une opération qui était, selon lui, *« très risquée »* et dont l'objectif était d'*« obtenir des informations supplémentaires »* sur le sort de Ron Arad, cet aviateur disparu au Liban depuis sept ans.

Abattu par la DCA palestinienne le 16 octobre 1986, alors que son *Phantom F 14 faisait un raid sur* un objectif de l'OLP, Ron Arad, qui avait pu sauter en parachute, avait été capturé par la milice libanaise chiite Amal dont M. Dirani était alors le chef des services de sécurité. Selon une déclaration faite voici quatre ans par Nabih Berri, alors chef suprême de la milice et aujourd'hui président du Parlement libanais, M. Dirani aurait vendu son prisonnier à l'Iran pour un demi-million de dollars.



Annonce de représailles

Démis de ses fonctions au sein d'Amal en février 1988 pour avoir justifié le rapt d'un officier américain des Nations unies – le colonel William Higgins, exécuté par ses ravisseurs quelques jours après son enlèvement –, M. Dirani avait créé son propre mouvement et s'était placé sous le « parapluie » intégriste du mouvement Hezbollah, pro-iranien.

L'un des dirigeants du « parti de Dieu » – dernière organisation autorisée par le gouvernement libanais et son parrain syrien à combattre les armes à la main contre l'occupation par Israël des confins sud du Liban –, a annoncé, dimanche, des représailles *« spectaculaires ». « Nous allons montrer à Israël*, a-t-il averti, *qu'il n'est pas seul à avoir le bras très long... »* C'est une telle menace qui a notamment justifié des mesures de sécurité exceptionnelles en Israël et dans les missions diplomatiques de l'Etat juif.

Satisfait d'une opération qu'il a suivie *« minute après minute »*, M. Rabin a expliqué que, contrairement à l'objectif fixé en juillet *1989 après l'enlèvement, dans les* mêmes circonstances, au Sud-Liban, de Cheikh Abdel Karim Obeid, il ne s'agissait pas, cette fois, d'essayer d'échanger M. Dirani contre Ron Arad. *« Nous avons perdu cette illusion »*, a convenu le premier ministre. Dirigeant local religieux du Hezbollah, M. Obeid est toujours prisonnier quelque part en Israël. Il ne savait rien de Ron Arad, le seul homme présumé encore vivant parmi les six soldats israéliens disparus au Liban depuis onze ans.

Le premier ministre a reconnu *« ne pas savoir avec certitude »* si Ron Arad *« est vivant ou mort »*, mais *« c'est précisément pour en savoir plus »* que l'opération aurait été montée. Dès dimanche soir, le général Saguy a annoncé que les documents – papiers et cassettes – saisis lors de l'enlèvement, ainsi que que les premiers interrogatoires du prisonnier, avaient *« déjà apporté des réponses à des questions que nous nous posions depuis longtemps »*. Sans en dire plus.

La presse israélienne, unanime dans la louange, a noté la *« curieuse synchronisation »* de l'opération avec les récents déboires subis par l'armée lors de son retrait, sous les pierres et les insultes, des enclaves autonomes de Gaza et de Jéricho. De là à soupçonner le pouvoir d'avoir ordonné le rapt pour redorer le blason de Tsahal et redonner le moral à ses officiers supérieurs, il y a un pas que nul n'a franchi sauf quelques députés d'extrême droite...

Les considérations de politique intérieure, a confié M. Rabin à une poignée de journalistes, n'auraient joué qu'un *« rôle marginal »* dans la décision. *« Nous devons à nos soldats de tout faire pour les récupérer, vivants ou morts »*, a-t-il insisté. Pour ce qui concerne Ron Arad, dont la cause, soutenue par un très actif comité dirigé par son épouse, est très populaire en Israël, le chef du gouvernement a rappelé tous les efforts diplomatiques qui ont été entrepris pour faire la lumière sur son sort : *« Encore dernièrement, le président Clinton, lors de sa rencontre à Genève avec le président syrien Hafez El Assad, lui a demandé de nous aider sur ce point. Lors de la visite à Damas du secrétaire d'Etat Christopher* [la semaine dernière], *nous lui avons encore demandé d'intervenir. Il ne nous a rien apporté de nouveau. »* Or, a insisté M. Rabin, *« nous pensons que l'Iran ou des groupes pro-iraniens opérant au Liban dans des zones contrôlées par la Syrie »* retiennent l'aviateur. La capture de M. Dirani, espère-t-on à Jérusalem, devrait apporter la preuve formelle que Téhéran, malgré ses dénégations constantes, sait ce qu'il est advenu du prisonnier.

Dans le cas contraire, se consolait le général Saguy, *« nous avons mis la main sur un homme responsable de nombreuses activités terroristes contre nos troupes au Sud-Liban, nous avons démontré au pays et à l'ennemi qu'Israël est toujours déterminé à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour ramener ses hommes à la maison, nous avons enfin prouvé que notre armée et nos services de renseignement peuvent effectuer ce type d'opérations d'une manière impeccable »*. A tout le moins, certain que l'opération n'aurait *« aucune incidence »* sur les tractations de paix avec Damas – qui a qualifié l'enlèvement d'*« acte de piraterie »* – et Beyrouth, Israël a infligé, sans tirer un coup de feu, un bel affront au « protecteur » syrien du pays du Cèdre...

PATRICE CLAUDE

Le gouvernement israélien menace de retarder les prochaines phases de l'accord avec l'OLP

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plus de deux semaines après le coup d'envoi de l'autonomie dans les enclaves palestiniennes de Gaza et de Jéricho, le gouvernement israélien, mis en cause par l'opposition de droite pour le meurtre de deux soldats, vendredi, à Gaza, commence à donner certains signes d'impatience. Depuis samedi matin, le territoire « autonome » de Gaza, où s'entassent plus de huit cent mille Palestiniens, est hermétiquement clos, y compris pour les quelques milliers de travailleurs migrants qui ont un emploi régulier en Israël. *« Personne ne sortira*, a décrété le premier ministre, Itzhak Rabin. *Nous ne tolérerons le chaos ni à Gaza ni à Jéricho »*.

Dès samedi, quelques unités de policiers palestiniens ont participé à leurs premières patrouilles communes avec les soldats israéliens. Plusieurs barrages routiers, tenus par les anciens de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), ont aussi été mis en place, comme le souhaitait M. Rabin, à quelques centaines de mètres des postes de contrôle israéliens, avec pour mission de vérifier les identités et les cargaisons des véhicules palestiniens à proximité des lignes de démarcation entre l'Etat juif et l'enclave de Gaza.

Les relations entre le Fatah de Yasser Arafat et les mouvements qui sont opposés à l'actuel processus de paix – Hamas, Djihad islamique, FPLP et FDLP – risquent-elle de se dégrader rapidement ? A cet égard, l'agence de presse de l'OLP (Wafa) notait, samedi, que la mort des deux soldats israéliens visait *« directement la sécurité nationale palestinienne et les accords signés »*. Les craintes exprimées par les mouvements d'opposition palestiniens se vérifient donc : bien que 90 % des territoires conquis en 1967 demeurent pour le moment occupés, M. Rabin attend bien de Yasser Arafat qu'il empêche toute attaque anti-israélienne, à l'intérieur comme à l'extérieur des enclaves autonomes.

« Tant que nous n'aurons pas la preuve que la police palestinienne assume le contrôle effectif des affaires civiles et de sécurité à Gaza et à Jéricho, menace le premier ministre, *nous ne mettrons pas en œuvre la phase suivante des accords. »* Au 13 juillet 1994, les accords passés entre l'Etat juif et l'OLP prévoyaient l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie (Jérusalem-Est exclue) et la fin du redéploiement militaire israélien hors des zones palestiniennes. Nul n'imagine aujourd'hui que le calendrier initial, mis en œuvre à Gaza et à Jéricho avec un mois de retard, puisse être respecté.

Soumis à un véritable tir de barrage de la part de son opposition de droite, le gouvernement donne l'impression de se cabrer. Tout en admettant que la police palestinienne faisait *« son possible avec de très maigres moyens »*, plusieurs généraux ont fait état, dimanche, au conseil des ministres, de leurs profondes préoccupations. Le général Danny Rothschild, « gouverneur » des affaires civiles dans les territoires occupés, a prédit le pire *« si les fonds promis par la communauté internationale »* n'arrivaient pas rapidement dans les enclaves de Gaza et de Jéricho.

Indice de l'inquiétude qui croît en Israël, un ministre aussi « éclairé » que Yossi Sarid, a déclaré à la radio militaire que si Yasser Arafat ne remplit pas ses engagements, *« l'expérience* (de l'autonomie) *prendra fin. Nous le laisserons transpirer à Jéricho aussi longtemps qu'il le faudra et il finira sa carrière comme maire de la ville »*.

P. C.

Accrochage à Hébron. – Un Palestinien a été tué, dimanche 22 mai, à Hébron, et quatre autres arrêtés, par des soldats israéliens. Une patrouille a essuyé des coups de feu en provenance d'une maison, qui a aussitôt été assiégée. Après plusieurs heures d'échanges de tirs, quatre membres présumés du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, ont été arrêtés, et le corps d'un cinquième a été découvert. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

La Russie veut faire reconnaître son statut de grande puissance

Suite de la première page

Sans doute le Kremlin a-t-il refusé de signer le « partenariat pour la paix » après avoir annoncé qu'il le ferait et a-t-il fait monter les enchères, pour manifester son mécontentement à la suite des bombardements de l'OTAN sur quelques positions serbes en Bosnie. Mais il vise plus loin. Le général Gratchev a laissé entendre, alors qu'il accompagnait Boris Eltsine à Bonn, que la Russie voulait être consultée avant toute action de l'OTAN, que le Conseil atlantique – l'instance de décision de l'Alliance – devait coopérer avec la CSCE, voire lui être subordonné, et que l'utilité de la présence militaire américaine dans la nouvelle Europe pouvait être contestée.

A Bonn toujours, Boris Eltsine a défini sa conception de la sécurité européenne ; la réforme des institutions doit conduire à une réactivation de la CSCE – cet organisme né des accords d'Helsinki de 1975, où les décisions sont prises à l'unanimité malgré la présence de plus de cinquante membres. *« La meilleure voie pour y parvenir*, a déclaré le président russe, *consiste à faire de la CSCE une organisation régionale efficace ; dans ce cas, les efforts de coordination entre l'OTAN, le COCONA, l'UEO et la CEI pourraient sous sa tutelle trouver un nouveau contenu. »* Et pour qu'il ne subsiste aucun doute sur ses intentions, il a ajouté : *« Voilà ce qui déterminera notre attitude vis-à-vis du « partenariat pour la paix »*.

En clair, les Russes poursuivent trois objectifs : premièrement, mettre sur un pied d'égalité la Communauté des Etats indépendants (CEI) – qu'ils tentent de renforcer autour d'eux – et les institutions de sécurité occidentales, faute d'avoir pu parler eux-mêmes d'égal à égal avec les Etats-Unis ; deuxièmement, *subordonner* l'OTAN à la CSCE et obtenir par ce biais un droit de regard, voire de veto, sur les décisions de l'organisation atlantique, que celles-ci concernent d'éventuels engagements (comme dans l'ex-Yougoslavie) ou l'admission de nouveaux membres. Et troisièmement, faire reconnaître (et financer) par la communauté internationale leurs actions de maintien de l'ordre dans l'ex-URSS (Géorgie, Haut-Karabakh, Tadjikistan...).

Que la Russie veuille être présente dans toutes les instances européennes et internationales à la mesure de son rôle et de son poids n'est pas choquant en soi ; elle sera dès le prochain sommet de Naples, en juillet, associée aux discussions politiques du G7 en attendant que celui-ci se transforme en G8, avec l'appui des Allemands ; elle est candidate au GATT ; elle veut entrer au Conseil de l'Europe et Alain Juppé a levé les objections qui subsistaient, etc. Qu'elle veuille déterminer les règles du jeu est une autre histoire.

La même volonté d'être avec les autres sans être comme les autres a marqué l'attitude de Moscou face au « pacte de stabilité » proposé par Edouard Balladur. La Russie ne pouvait pas briller par son absence à la conférence de Paris mais elle ne voulait pas être traitée comme un petit pays d'Europe centrale qui aurait de vulgaires querelles de mur mitoyen avec ses voisins, elle qui se présente plus comme une puissance garante de l'ordre que comme un protagoniste de l'instabilité.

En agitant l'épouvantail des forces nationalistes à l'œuvre à l'intérieur, en jouant, à l'extérieur, sur la perplexité de ses interlocuteurs et sur leurs divergences, Boris Eltsine a obtenu ces derniers mois quelques succès diplomatiques significatifs. Certes, pour les Occidentaux, il n'est pas facile de trouver une voie moyenne entre deux écueils : l'intégration de la Russie dans les structures occidentales, ce qui scellerait leur impuissance définitive, ou son isolement, ce qui mettrait fin aux espoirs d'une évolution démocratique et libérale dans ce pays. Les Russes jouent de cette contradiction avec une habileté consommée pour faire progresser leur vision traditionnelle de l'Europe – que le pouvoir soviétique avait reprise à son compte sans en être l'inventeur : un partenariat avec les puissances de l'Ouest (sous les divers avatars) pour gérer *« la maison commune européenne »*.

DANIEL VERNET

YÉMEN

Le nouveau pouvoir à Aden tente de rassembler l'ensemble des forces sudistes

Quarante-huit heures après la proclamation, par Ali Salem El Bid, de l'indépendance de la République démocratique du Sud-Yémen, le nouveau pouvoir se met en place à Aden. Comme prévu, M. El Bid, ancien vice-président du Yémen unifié et chef du Parti socialiste yéménite (PSY), a été nommé, dimanche 22 mai, président du conseil présidentiel, et M. Abderahman El Jifri, chef de la Ligue des fils du Yémen, vice-président. Premier ministre du Yémen unifié, Abou Bakr Al Attas conserve son poste dans le nouvel Etat.

ADEN

de notre envoyée spéciale

Fruit de longues négociations, la composition de ce conseil présidentiel est révélatrice des efforts faits pour que soient représentées les forces politiques qui ont joué un rôle dans l'histoire récente du Sud-Yémen, ainsi que la quasi-totalité des gouvernorats sudistes, afin de freiner les velléités séparatistes de certaines provinces.

Aux côtés de M. El Bid, originaire de l'Hadramaout, on trouve Salem Saleh Mohammed, numéro deux du PSY, originaire de Yaffa, au nord-ouest d'Aden, Abderahman El Jifri, originaire *de la province pétrolière de* Shabwa, qui avait dû s'exiler en Arabie saoudite lors de la prise du pouvoir par les communistes en 1967. Abdel El Makkoui, originaire d'Aden et ex-premier ministre – chef de l'ancien Front nassérien de libération du Sud, il entretient de très bonnes relations avec l'Arabie saoudite –, et Salem Nasser Messaoud, *originaire de Moudia, dans le* gouvernorat d'Abyan, et proche de l'ancien président, Ali Nasser Mohamed.

« La guerre du Sud contre le Nord »

En acceptant un réel partage du pouvoir, le PSY a donc changé les données de la guerre qui déchire le Yémen depuis près de trois semaines et a rassuré beaucoup de sudistes qui craignaient qu'une sécession, sous le drapeau du seul Parti socialiste, signifie le retour à un régime autoritaire de parti unique. *« La présence de ces personnalités connues et respectées est une garantie que nous ne revivrons pas les années noires du marxisme*, nous affirmait, dimanche, soulagé, un opposant du PSY. *Cette guerre devient celle du Sud contre le Nord et celle-là, nous sommes prêts à la faire. »*

Ces personnalités apportent aussi une aide précieuse au PSY, sur lequel reposait entièrement, jusqu'à maintenant, le poids de la guerre. Dans un pays où l'influence tribale, régionale et familiale reste prépondérante, ses chefs peuvent tous entraîner, derrière eux, des milliers d'hommes sur le front.

Cette aide, le PSY pourrait bien en avoir rapidement besoin, même si la pression nordiste, qui s'accentue sur Aden, ne semble pas inquiéter outre mesure des dirigeants qui estiment aujourd'hui que, même si Aden tombe, cela ne signifiera pas la fin de la guerre. *« Abdallah Saleh concentre tous ses efforts sur Aden*, affirme un proche du PSY, *mais, s'il la prend, nous pourrons aussi lui créer des problèmes chez lui. La guerre ne se limite pas à Aden. Nous allons avoir rapidement les moyens de lui faire mal ailleurs. »*

En attendant, Aden a subi, pour la deuxième fois, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 mai, les effets directs de la guerre. Un missile de fabrication soviétique, qui visait une fois encore l'aéroport, est tombé sur un quartier résidentiel. Il y a eu quatre morts et neuf blessés graves.

FRANÇOISE CHIPAUX

Plusieurs dirigeants arabes déplorent la sécession

Les dirigeants nordistes réunis, samedi 21 mai, à Sanaa, autour du président Ali Abdallah Saleh, ont affirmé que la sécession sudiste était un acte de *« haute trahison qui ne doit pas rester sans châtiment »* et ont averti que *« tout contact avec le traître Ali Salem El Bid sera considéré comme un acte hostile au peuple yéménite et une ingérence flagrante et inacceptable dans ses affaires intérieures »*.

A cet égard, dans une allocution à l'intention des pèlerins à La Mecque, le roi Fahd d'Arabie saoudite a appelé les protagonistes du conflit yéménite au *« réalisme et à l'entente »*, sans évoquer la déclaration d'indépendance de la partie sud du pays. *« La sécurité et la stabilité du Yémen nous intéressent plus que n'importe qui et il est de notre intérêt que la situation soit stable »*, a-t-il ajouté.

« L'Irak appuie le pouvoir légal et constitutionnel au Yémen, sous la direction du président Saleh », a déclaré, à Bagdad, le ministre des affaires étrangères, Mohamad El Sahaf. D'autre part, échangeant leurs vœux à l'occasion de la fête musulmane du Sacrifice, le chef de la révolution lybienne, le colonel Mouammar Kadhafi, et le président égyptien, Hosni Moubarak, se sont déclarés opposés tant à la sécession qu'au recours à la force. – *(AFP.)*

AFRIQUE

Malawi : liesse pour l'investiture du nouveau président

Premier chef de l'Etat démocratiquement élu, Bakili Muluzi a pris ses fonctions dans l'euphorie mais le scrutin a révélé d'inquiétantes divisions ethniques

BLANTYRE

de notre envoyé spécial

« Qu'est-ce que les crocodiles vont se mettre sous la dent maintenant ? » La foule en délire, massée sur les gradins du stade Kamuzu, chante la bonne humeur en se riant des horreurs du régime passé, quand le président Kamuzu Banda jurait de jeter ses opposants aux sauriens du lac Malawi. Les partisans du Front démocratique uni (FDU), aujourd'hui au pouvoir, ont envahi la pelouse. A l'arrivée du cortège officiel, quatre-vingt mille personnes se lèvent d'un bloc en hurlant leur triomphe. Deux semaines plus tôt, au même endroit, le président Banda célébrait son anniversaire dans un stade à moitié vide, devant une foule disciplinée par un imposant service d'ordre.

Rien ne manque à la cérémonie d'investiture : défilé militaire, parade aérienne, hymne national, délégations étrangères et prière, dite par l'archevêque catholique du Malawi, James Chiona, l'initiateur de la fameuse lettre ouverte au chef de l'Etat, en mars 1992, qui réclamait plus de justice sociale et la liberté d'expression – geste qui avait déclenché le mouvement de contestation qui a emporté, le 19 mai, le « dernier père de l'indépendance » du continent.

Après les prestations de serment (sur le Coran pour le président Bakili Muluzi et sur la Bible pour le vice-président, Justin Malewezi), le discours du président élu sera écouté dans un silence quasi religieux, brisé par des ovations quand M. Muluzi annoncera la fermeture des trois prisons politiques ou la transformation du fastueux palais présidentiel de Lilongwe en Parlement (*le Monde* du 21 mai).

Vote ethnique

Dans son discours, M. Muluzi s'attarde sur la lutte contre la corruption. Il annoncera d'ailleurs le lendemain, avant même d'avoir formé son gouvernement, la dissolution des conseils d'administration de toutes les entreprises publiques, contrôlées par les proches du président Banda, dont le tout-puissant John Tembo, l'oncle de Cecilia Kadzimira, compagne du président déchu. Autant les Malawites semblent vouloir accorder à l'ancien chef de l'Etat une tranquille retraite, autant ils n'ont pas l'intention de pardonner à ces deux personnages, les plus impopulaires du pays : *« Tant que Banda est en vie, ils seront protégés. Après, ils vont sans doute devoir quitter le pays, d'autant que celle qui portait le titre d'« hôtesse officielle » est maintenant au chômage. »*

Mais l'attention se porte aujourd'hui sur les prochaines décisions du nouveau pouvoir. La presse comme la rue s'inquiètent face à la fracture ethno-régionaliste révélée par le premier scrutin pluraliste de l'histoire du Malawi. Le Nord, dominé par les Tumbukas, a voté massivement pour l'Alliance pour la démocratie (AFORD), qui y a raflé tous les sièges parlementaires. Dans le Centre, fief des Chewas, la tribu du président Banda, le FDU n'a pas obtenu plus de 20 % des sièges, alors que dans le Sud, région des Jaos et des Nyanjas, il a obtenu plus de 90 % des suffrages.

Cette solidarité régionale s'est renforcée depuis l'époque coloniale, quand le Nyassaland – du nom du lac qui borde le pays sur presque toute sa longueur – a été divisé en trois sur des critères linguistiques distinguant les principales ethnies. En 1968, le régime Banda a imposé le Chichewa, l'idiome du Centre, comme langue officielle, sans modifier de manière plus équilibrée le découpage régional. *« Pour désamorcer ces tensions et la tentation du fédéralisme qui prend corps dans le nord,* estime un responsable du parti nordiste, l'Alliance pour la démocratie, *M. Muluzi devrait proposer un gouvernement d'union nationale. »*

Dimanche, au lendemain de l'investiture de M. Muluzi, les résultats des élections de mardi étaient enfin rendus publics. Le nouveau président a remporté l'élection présidentielle avec 47,16 % des suffrages, suivi de l'ancien président Banda (33,45 %), de Chakufwa Chihana (18,9 %), dirigeant de l'Alliance pour la démocratie (AFORD), et de Kamlepo Kalua (0,52 %), du Parti démocrate du Malawi (PDM). Le Front démocratique uni de Bakili Muluzi a obtenu 84 des 177 sièges du Parlement, le Parti du congrès du Malawi (PCM, ex-parti unique) 55 sièges et l'AFORD 36 sièges. Les résultats de deux circonscriptions remportées par le PCM ont été annulés en raison d'irrégularités.

JEAN HÉLÈNE

RWANDA

De violents combats ont eu lieu avant une trêve demandée par l'ONU

De violents combats à l'arme lourde se sont poursuivis toute la nuit du dimanche 22 au lundi 23 mai à Kigali, où les forces rebelles du Front patriotique se sont emparées de l'aéroport, alors qu'une trêve était attendue à partir de lundi matin. Des affrontements ont notamment eu lieu aux abords de l'Hôtel Méridien, où cinquante « casques bleus » sont cantonnés.

A la demande de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), les belligérants ont accepté, dimanche soir 22 mai, d'observer une trêve jusqu'à 18 heures mardi, pendant la visite à Kigali d'un émissaire de l'ONU, chargé de préparer l'arrivée des renforts de la MINUAR. Iqbal Riza, un Pakistanais, membre du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, accompagné par un général canadien, Joseph-Maurice Baril, devait arriver lundi matin au Rwanda, par la route, depuis l'Ouganda.

Cette promesse de trêve est intervenue le jour où les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) se sont emparés de l'aéroport de Kigali et du camp Kanombé, la caserne voisine, qui était défendue par la garde présidentielle, accusée d'avoir déclenché les massacres de Tutsis après l'attentat qui a coûté la vie au président Juvénal Habyarimana, le 6 avril.

Au moins quinze soldats gouvernementaux ont été tués lors de l'assaut contre l'aéroport, selon des journalistes qui se sont rendus sur place. Quelque vingt-cinq civils, dont plusieurs enfants, ont par ailleurs été retrouvés morts à l'extérieur du camp Kanombé. Selon Abdul Kabia, porte-parole de la MINUAR, la plupart des soldats gouvernementaux avaient quitté le camp lorsque le FPR s'en est emparé. Plusieurs centaines de soldats gouvernementaux se sont rendus aux « casques bleus » et environ six cents personnes, habillées de vêtements civils, ont quitté le camp pour se rendre à l'aéroport, où elles ont demandé à être placées sous la protection des quelque deux cents « casques bleus » ghanéens qui s'y trouvent.

Aucun atterrissage possible

La MINUAR n'avait pas encore obtenu des deux belligérants, lundi matin, les garanties de sécurité nécessaires pour faire atterrir ses avions chargés d'aide humanitaire. Depuis jeudi, aucun appareil des Nations unies n'a pu atterrir à l'aéroport de Kigali en raison des combats. Un porte-parole du FPR a affirmé, dimanche, que l'acheminement des secours, vitaux pour les dizaines de milliers de personnes prisonnières des combats à Kigali, serait *« plus facile »* après la conquête de l'aéroport par son mouvement.

Le général Augustin Bizimungu, chef d'état-major de l'armée gouvernementale, a déclaré que ses troupes avaient évacué l'aéroport et la caserne à la demande de l'ONU. *« Nous nous organiserons et nous continuerons les combats*, a-t-il dit à Radio France internationale, *nous ne sommes pas défaits, nous perdons une bataille ici, nous gagnons une bataille par là. Nous ne sommes pas désespérés »*.

Quelque cinq cent cinquante Rwandais réfugiés dans l'Hôtel des Mille collines, à Kigali, ont demandé dimanche à être évacués d'urgence, a rapporté l'agence belge Belga. D'autre part, l'Ouganda a déclaré zones sinistrées trois districts côtiers sur le lac Victoria, où se sont échoués les cadavres de dix mille à quarante mille Rwandais. Ces corps, souvent mutilés, ont descendu la rivière Kagera sur plus de cent kilomètres avant d'atteindre les eaux du lac. – (*AFP, Reuter.*)

ALGÉRIE : décès d'un ancien dirigeant du mouvement nationaliste. – Abdelkader Mahdad est décédé, vendredi 20 mai, à Tlemcen, à l'âge de 98 ans. M. Mahdad était membre fondateur de l'Association des oulémas algériens créée en 1933, et membre du comité directeur des Amis du manifeste et de la liberté (AML), créé pendant la seconde guerre mondiale par Ferhat Abbas, l'un des principaux dirigeants nationalistes. Agrégé d'arabe, il avait fondé, en 1919, l'association Jeunesse littéraire musulmane et publié, en 1942, *le Viatique du voyageur* et *les Poèmes à chanter et à danser*, inspirés de la poésie andalouse. – (*AFP.*)

MALI : Amnesty International dénonce l'incarcération de deux femmes. – Dans un communiqué publié jeudi 19 mai à Londres, Amnesty International s'inquiète du sort de deux Maliennes arrêtées à Bamako, les 11 et 12 mai, et détenues au secret. Diallo Fanta Dramé et Korotoumou Traoré pourraient être des prisonnières d'opinion, *« détenues uniquement à cause de leur participation à une campagne pacifique demandant la libération d'étudiants »*, estime Amnesty, en précisant que l'une d'entre elles, diabétique, ne bénéficie d'aucun traitement médical.

EUROPE

ITALIE

Le parquet de Palerme demande que M. Andreotti soit traduit en justice

ROME

de notre correspondante

Un an après les premières accusations, portées par une dizaine de « repentis » de la Mafia, contre le sénateur à vie et ex-président du Conseil démocrate-chrétien Giulio Andreotti, le procureur de Palerme Giancarlo Caselli – après examen d'un dossier qui ces derniers jours semble s'être encore lourdement enrichi – vient de donner un premier feu vert au procès de celui qui incarna cinquante ans d'histoire politique italienne, en demandant que M. Andreotti soit traduit en justice. Déjà accusé à Rome d'avoir été le commanditaire de l'assassinat du journaliste Mino Pecorelli à la fin des années soixante-dix (une « faveur » que lui aurait consentie la Mafia, au moment où Pecorelli s'apprêtait à faire, semble-t-il, des révélations gênantes), Giulio Andreotti, selon plusieurs « repentis » aurait rencontré à plusieurs reprises en Sicile des chefs mafieux dont le plus célèbre d'entre eux Toto Riina, avec lequel, selon certaines versions, il aurait échangé un « baiser » rituel.

Impossible, rétorquait jusque-là l'ex-président du Conseil, *« j'étais sous escorte vingt-quatre heures sur vingt-quatre »*. Il semblerait pourtant, à la lumière de nouveaux témoignages, qu'il y ait eu des « trous » inexpliqués dans son emploi du temps, d'où la conclusion du procureur de Palerme : *« Giulio Andreotti a contribué, et pas seulement de manière occasionnelle, à favoriser les buts de la Mafia »*. La parole est à présent au juge des enquêtes préliminaires, auprès de qui seront transférés prochainement les milliers de pages du dossier. M. Andreotti, pour sa part, continue à proclamer son innocence, et se dit *« soulagé »* à la perspective de pouvoir crever l'abcès devant un tribunal.

Si la justice suit son cours, et que celui que l'on appelait il n'y a pas si longtemps *« Belzébuth »* ou encore *« l'inoxydable »* vient témoigner à la barre, accusé d'avoir été le *« protecteur politique »* de la Mafia, ce sont toutes les zones d'ombre, les accords sulfureux – contractés au nom de l'anti-communisme pendant un demi-siècle d'histoire italienne – qui seront explorés à l'occasion. Il s'agira du procès de certains fondements de la « première République », comme le procès du financier Sergio Cusani, qui vient de s'achever, aura été le procès des pratiques illégales et de la collusion entre affairisme et politique de cette même période de l'histoire italienne. Ce sera également l'occasion, pour la magistrature et le nouveau ministre de la justice, Alfredo Biondi, de confronter une nouvelle fois leurs thèses sur la valeur des témoignages des « repentis ».

Ces témoignages ont été essentiels, jusqu'ici, dans la lutte contre la Mafia, même s'ils sont à manier avec précaution pour éviter toute « désinformation ». Mais le ministre et le nouveau pouvoir en place voudraient les voir mieux ou plus contrôlés, par le filtre de la Direction nationale anti-mafia (DNA) par exemple, comme M. Biondi l'a proposé samedi 21 mai à Palerme lors d'un colloque à la mémoire du juge Giovanni Falcone ; proposition accueillie avec prudence et scepticisme, et dans laquelle certains voient même se profiler une reprise en mains par le pouvoir politique d'un secteur trop sensible.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Décès de l'ancien président du Conseil Giovanni Goria

L'ancien président du Conseil, le démocrate-chrétien Giovanni Goria, est mort, samedi 21 mai, près de Turin, à l'âge de cinquante et un ans, d'un cancer du poumon. Il avait dirigé, de juillet 1987 à mars 1988, le 47e gouvernement italien de l'après-guerre, formé d'une coalition de cinq partis de centre-gauche. Economiste de formation, plusieurs fois ministre du trésor, puis ministre de l'agriculture, M. Goria était soupçonné d'avoir été impliqué dans plusieurs affaires de corruption au profit de son parti dans son fief électoral d'Asti. Il avait toujours clamé son innocence. – (*AFP.*)

AMÉRIQUES

HAÏTI

L'entrée en vigueur de l'« embargo total » n'a pratiquement pas eu de conséquences immédiates

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

L'entrée en vigueur, dimanche 22 mai, de l'« embargo total » décidé par l'ONU n'a guère affecté la vie quotidienne en Haïti. Les acheteurs étaient seulement un peu plus nombreux à Port-au-Prince dans les supermarchés, stockant des produits importés. Emile Jonassaint, le président *de facto* mis en selle par les putschistes, a créé une « commission nationale de crise » chargée de gérer ce qui reste de l'économie haïtienne. Quant aux chefs militaires, ils ne paraissent toujours pas disposés à abandonner le pouvoir.

Trois ans et demi après le coup d'Etat qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide, la majorité des Haïtiens ne croient plus en l'efficacité des sanctions internationales. Le principal effet de celles-ci est d'accélérer l'inflation, qui frappe davantage la grande masse des pauvres que la riche minorité qui soutient les putschistes.

Les doutes de la population quant au succès de l'embargo sont d'autant plus grands que le président de la République dominicaine, Joaquin Balaguer, paraît déterminé à se maintenir au pouvoir malgré les sérieuses accusations de fraude pesant sur les élections du 16 mai. La République dominicaine, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti, n'a pas respecté l'embargo sur les produits pétroliers en vigueur depuis octobre dernier.

Le vieux président Balaguer n'a jamais caché son hostilité aux sanctions internationales contre Haïti et son peu de sympathie pour le jeune président haïtien en exil. Les putschistes haïtiens ont pour leur part diffusé des annonces en faveur de la réélection de M. Balaguer sur les radios de Port-au-Prince. Grâce à la taxe sur les carburants, la contrebande d'essence en direction d'Haïti a indirectement alimenté les caisses de l'Etat dominicain, qui se confondent en période électorale avec celles du parti au pouvoir. Les menaces américaines de gel des comptes des putschistes, qui datent d'il y a plus d'un an, ont drainé vers les banques dominicaines d'importants capitaux haïtiens.

Le président Balaguer a récemment accepté, à contrecœur, que trois observateurs des Nations unies viennent inspecter la frontière entre les deux pays. Son principal adversaire, le social-démocrate José Francisco Pena Gomez, s'est engagé à faire respecter l'embargo décrété par la communauté internationale.

Les accusations de M. Balaguer

Une semaine après le scrutin, les résultats définitifs des élections dominicaines n'ont toujours pas été annoncés. Les résultats provisoires du conseil électoral accordant une faible avance, de moins de 30 000 voix, au président Balaguer, sont contestés par M. Pena Gomez, qui affirme que plus de 200 000 de ses partisans n'ont pu voter car leurs noms ont été rayés des listes électorales. Plusieurs missions d'observateurs internationaux ont confirmé l'existence de graves irrégularités. La faiblesse du taux d'abstention, – 6 % alors qu'historiquement il évolue entre 30 % et 40 % – constitue, selon les proches de M. Pena Gomez, une autre preuve de la fraude, par le biais cette fois de la manipulation du système informatique de comptabilisation des résultats. En accord avec une commission de notables constituée par l'Eglise catholique, le conseil électoral a accepté de vérifier les procès-verbaux de tous les bureaux de vote à partir du mercredi 25 mai.

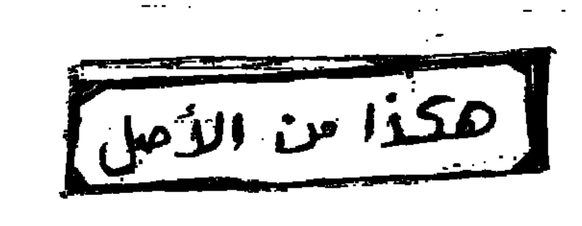
Comptant sur les pressions internationales pour faire respecter le verdict des urnes, M. Pena Gomez est jusqu'à présent parvenu à calmer sa base. Les partisans du président Balaguer ont de leur côté lancé une campagne nationaliste, accusant les *« grandes puissances »*, notamment les Etats-Unis, la France et le Canada, de favoriser le candidat de l'opposition. Noir, M. Pena Gomez serait selon eux prêt à accueillir à bras ouverts les réfugiés haïtiens et permettrait aux grandes puissances de *« régler la crise haïtienne sur le dos de la République dominicaine »*.

JEAN-MICHEL CAROIT

ARGENTINE : trois nazis amis d'Erich Priebke vivraient aussi à Bariloche. – Trois anciens officiers SS, camarades de l'ex-capitaine nazi Erich Priebke, actuellement détenu et dont l'Italie a demandé l'extradition pour sa participation au massacre des fosses Ardéatines, résident sans être inquiétés à Bariloche, à 1 450 kilomètres au sud de Buenos-Aires, a affirmé dimanche 22 mai le quotidien *Clarin*. Les trois hommes sont Max Christopher Naumann, Ernest Hamann et Oskar Otto Berger, ce dernier nom étant peut-être un pseudonyme, ils sont devenus des commerçants prospères et connus. – (*AFP.*)

BRÉSIL : un nouveau candidat à la présidence. – Orestes Quercia, ancien gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo, a été confirmé dimanche 22 mai comme le candidat du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) à l'élection présidentielle d'octobre prochain. M. Quercia, âgé de 56 ans, a été désigné lors d'un congrès du PMDB. *« L'emploi sera la première, la deuxième et la troisième priorité du programme du PMDB »*, a-t-il dit aux militants de son parti. – (*Reuter.*)

ÉTATS-UNIS : Marion Barry de nouveau candidat à la mairie de Washington. – Quatre ans après avoir été emprisonné pour possession de cocaïne, Marion Barry s'est lancé à la reconquête du poste de maire de Washington, la capitale fédérale américaine, qu'il a occupé de 1978 à 1990. *« Mandela en avril, Marion en septembre »* : tel sera le slogan de la campagne de M. Barry, qui a annoncé sa candidature samedi 21 mai devant 250 partisans. M. Barry entendait ainsi comparer son éventuel retour en politique à la victoire, déjà acquise celle-là, du président Mandela en Afrique du Sud. – (*AFP.*)



هكذا من الأصل

EUROPE

ALLEMAGNE

L'Assemblée fédérale élit le nouveau président de la République

L'Assemblée fédérale allemande, composée des membres du Parlement et de grands électeurs, devait élire, ce lundi 23 mai à *Berlin*, le successeur de Richard von Weizsäcker à la présidence de la République.

Le candidat social-démocrate, Johannes Rau, ministre-président du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est actuellement le plus populaire des dirigeants politiques allemands. *A cinq mois des élections législatives, un échec du candidat chrétien-démocrate, Roman Herzog – à la merci de défections dans les rangs du Parti libéral* (FDP) –, serait un camouflet pour le chancelier Helmut Kohl.

***Pour les premiers tours de scrutin,* le FDP a sa propre candidate, Hildegard Hamm-Brücher. Enfin, Jens Reich, venu de l'Est, est le candidat des Verts et du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste).**

Richard von Weizsäcker la conscience d'un pays à la recherche de lui-même

BERLIN

de notre envoyé spécial

Un grand Allemand, un grand Européen, se retire des affaires politiques du continent : Richard von Weizsacker, président de la République fédérale d'Allemagne depuis dix ans, dont le second mandat vient *de prendre fin.* L'Allemagne fait ses adieux à un homme sans lequel la réunification n'aurait peut-être pas été aussi facilement acceptée de ses voisins. Un homme qui a su formuler mieux que d'autres l'aspiration des nouvelles générations à retrouver la foi en leur avenir et leur *place en Europe,* sans pour cela occulter le passé nazi et l'Holocauste.

Richard von Weizsacker est l'homme d'un discours, prononçé le 8 mai 1985, devant le Bundestag, pour le quarantième anniversaire de la capitulation allemande ; un discours qui, neuf ans après, dans une Allemagne réunifiée confrontée à la poussée de fièvre néonazie qui touche une frange de la jeunesse, *garde toute sa signification.*

Le président avait qualifié le 8 mai 1945 de *«jour de la libération». «Nous avons toutes les raisons de voir dans le 8 mai 1945 la fin d'une période de perdition dans l'histoire allemande, une fin qui portait en elle un germe d'espoir pour un avenir meilleur».* Rappelant que la politique d'extermination des Juifs n'avait pas eu d'égale dans *l'Histoire, il avait souligné que si* sa mise en œuvre avait été l'affaire de quelques uns, *«chaque Allemand avait pu vivre ce que ses concitoyens juifs devaient subir, de la froide indifférence à l'intolérance cachée, jusqu'à la haine ouverte. Qui pouvait rester inconscient,* avait-il dit, *après l'incendie des synagogues, les pillages, la stigmatisation par l'étoile juive, la privation des droits, les violations perpétuelles de la dignité humaine !»*

«Se rappeler l'inhumain»

Sur la question des responsabilités, M. von Weizsacker avait affirmé que si personne ne pouvait demander aux Allemands nés après la guerre de reconnaître une faute pour des faits qu'ils n'avaient pas commis, il était important de garder *la mémoire éveillée. «Personne de sensible n'attend d'eux qu'ils portent une chemise de pénitent simplement parce qu'ils sont Allemands, avait-il dit. Mais leurs aînés leur ont laissé un lourd héritage. Nous tous, coupables ou non, vieux ou jeunes, devons accepter ce passé. (...) Celui qui ferme les yeux devant le passé sera aveugle pour le futur. Celui qui ne veut pas se rappeler l'inhumain sera de nouveau perméable aux risques d'infection».*

Imprimé par la suite à des millions d'exemplaires, ce discours, dans lequel tant d'Allemands se retrouvaient, exprimait le souhait profond de la grande majorité *d'entre eux de réintégrer pleinement* le concert des peuples européens, d'être désormais reconnus et acceptés comme de bons démocrates occidentaux. L'immense écho de ce discours s'expliquait aussi par le malaise provoqué à l'époque par les tentatives, plus maladroites, du chancelier Helmut Kohl pour défendre les aspirations allemandes.

Quelques jours avant l'intervention du chef de l'État, avait eu lieu cette cérémonie si controversée du cimetière militaire allemand de Bitburg, où le chancelier avait littéralement traîné le président américain, Ronald Reagan, pour y déposer une gerbe, malgré la présence, révélée au dernier moment, de tombes de soldats SS. L'attitude d'Helmut Kohl, déjà vivement critiqué lors d'une visite en Israël pour avoir parlé de *«la grâce de la naissance tardive»,* ulcérait une bonne partie des milieux intellectuels allemands, qui redoutaient le retour d'une droite revancharde.

Patriote d'instinct

On avait été légitimement amené à se demander si Richard von Weizsacker exprimait seulement, alors, la mauvaise conscience de cette frange libérale de l'Allemagne, dont les apports à la culture européenne ont toujours été *si* importants, *mais qui, dans les moments difficiles* de l'Histoire européenne, a, si souvent aussi, été défaillante. Après tout, celui qui détenait le pouvoir, qui avait été élu pour diriger les Allemands, ce n'était pas Richard von Weizsacker, mais le chancelier. La Constitution accorde au président de la République essentiellement un rôle de représentation, notamment vis à vis de l'extérieur. S'il entérine la nomi*nation du chancelier,* le président est choisi par la majorité gouvernementale au Parlement, dont il tire sa légitimité. La force du chef de l'État provient essentiellement de sa capacité à apparaître comme une sorte de guide moral au dessus de la mêlée des partis politiques.

Ce rôle, Richard von Weizsacker a su l'assumer au maximum de ses prérogatives, ce qui l'a, en permanence, exposé à *des tensions dans ses relations* avec Helmut Kohl. Mais peut-être est-ce, précisément, à cause de cette tension que son message, notamment celui du 8 mai 1985, a trouvé toute sa force, et est devenu une partie de la réalité allemande. Tout comme Willy Brandt, figure *emblématique des sociaux-démocrates,* mort l'année dernière, Richard von Weizsacker a incarné cette Allemagne idéalisée, miroir où il fait bon se regarder pour mesurer le chemin à faire. Une Allemagne morale et humaniste, patriote et européenne, que l'on accueille volontiers à *Jérusalem,* comme à *Paris* ou Varsovie. Qu'est-ce qui rapproche Willy Brandt, fils de prolétaires du nord de l'Allemagne et militant social-démocrate, né à Lübeck en 1913, poussé par les nazis à l'exil, marqué par ses années de résistance en Scandinavie, et ce rejeton d'aristocrates, de sept ans plus jeune – il est né en 1920 – dont le père, grand commis de l'État aux traditions prussiennes, se compromet avec un régime *nazi que l'on méprise pourtant?* Ce jeune bien né qui, tradition oblige encore, se bat héroïquement à vingt ans sur tous les fronts de l'Est, et dont plusieurs des proches finiront pendus pour avoir tenté d'assassiner Hitler le 20 juillet 1944.



Willy Brandt réintègre comme fonctionnaire norvégien le Berlin *en ruine* d'après guerre, Richard von Weizsacker se remet de ses combats en étudiant le droit à Göttingen, puis en aidant à la *défense de son père, accusé au* procès de Nuremberg. L'un deviendra le Kennedy de la gauche allemande, l'internationaliste au passé sans tâche. L'autre prendra dans l'ombre sa part à la reconstruction économique et morale, comme grand commis d'industrie et haut dignitaire laïc de l'Eglise protestante ; tous deux ont été bourgmestres de Berlin-Ouest, l'un sera chancelier et l'autre, vingt ans après, président.

Ces deux esthètes de la politique ont marqué, à leur manière, l'Allemagne, sur le chemin difficile de la redécouverte d'elle-même, de son identité. L'un, Willy Brandt, chaleureux, généreux, toujours méfiant à l'égard des appareils et des idées reçues ; l'autre, Richard von Weizsacker, moraliste affable, trop distant pour se battre vraiment pour le pouvoir, mais *animé d'une grande foi lorsqu'il* s'agissait de défendre l'idée d'une culture allemande, partie intégrante de la civilisation européenne des Lumières.

Dès la chute du mur de Berlin, les Allemands de l'Est ont trouvé dans l'un comme dans l'autre des patriotes d'instinct, convaincus de l'indivisibilité de la nation allemande, mais aussi de son appartenance, avec ses droits et ses devoirs, à la grande famille *européenne. «Mon appartenance allemande n'est pas un destin inéluctable, mais un devoir. Nous avons la responsabilité de donner à notre appartenance allemande un contenu sur lequel nous et nos voisins puissions nous entendre, dans lequel nous nous sentions nous-mêmes bien, qui soit accepté par nos voisins, et qui puisse valoir pour les nouvelles générations»,* déclarait en 1985 Richard von Weizsacker dans un discours sur l'identité allemande.

Mobiliser les énergies

Trois ans après la chute du *mur,* devenu entre-temps président de l'Allemagne réunifiée, il présidait, le 3 juin 1993, les obsèques officielles des cinq victimes turques de l'incendie raciste de Solingen. Comme tant d'autres responsables allemands, Richard von Weizsacker a mis du temps à réagir devant le déferlement du racisme sur la nouvelle Allemagne, comme si cela ne pouvait pas être. *«Nous sentons douloureusement le danger pour notre civilisation»,* s'alarme-t-il à Solingen.

A lui aussi, désormais, les mots manquent pour frapper les esprits, mobiliser les énergies pour une réunification qui se fait à reculons. En 1992, une diatribe amère, *publiée* dans un livre-interview, contre les insuffisances de la démocratie et des partis, lui vaudra une violente réplique de la classe politique, pour la première fois liguée contre lui.

Depuis la réunification, Richard von Weizsacker a longuement parcouru les nouveaux Lander de l'Est de l'Allemagne et avant de quitter son poste, il a voulu donner un nouveau signe en déménageant le siège officiel de la présidence de Bonn à Berlin. Mais ses moyens d'action concrets, pour avoir une *influence en profondeur sur le* processus, étaient limités. Son rôle était, en revanche, d'œuvrer pour rendre ce processus compréhensible à l'extérieur.

Parrainant en avril, à Weimar, la création par l'ex-chancelier Schmidt d'une fondation nationale allemande, il a une nouvelle fois plaidé, comme ne cesse de le faire le chancelier Kohl, pour ne pas séparer la réunification allemande et le processus d'unité européenne. *Au président* Eltsine, qu'il recevait le 11 mai à Bonn, il a rappelé que l'établissement d'une bonne relation entre l'Allemagne et la Russie ne pouvait plus signifier aujourd'hui *«un jeu de changements d'alliance»,* mais avait pour préalable l'ancrage de l'Allemagne dans l'*Union européenne* et l'Alliance atlantique. C'est à Paris, au président François Mitterrand, que Richard von Weizsacker a rendu symboliquement la semaine dernière sa dernière visite officielle de président de la République allemande.

HENRI DE BRESSON

BOSNIE-HERZÉGOVINE

De nouveaux pourparlers de paix pourraient reprendre cette semaine

Des négociations sur la Bosnie pourraient reprendre cette semaine, selon diverses sources, et le premier ministre bosniaque, Haris Silajdzic, a annoncé qu'il devait se rendre, dès lundi 23 mai, à Genève pour des entretiens avec le groupe de contact sur la Bosnie-Herzégovine (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne).

En outre, selon des sources diplomatiques russes citées par l'agence Interfax, le groupe de contact devrait tenir une réunion avec toutes les parties belligérantes sur la division territoriale du pays. Le lieu exact de cette réunion reste à déterminer, mais elle pourrait se tenir en Avignon, selon ces sources. La rencontre devrait notamment permettre d'exposer une méthode d'application du compromis sur la Bosnie proposé le 13 mai à Genève par les Etats-Unis, la Russie et cinq Etats de l'Union européenne. Ce compromis, rejeté par les différentes parties bosniaques, prévoit d'accorder 51 % du territoire aux Musulmans et aux Croates et 49 % aux Serbes.

Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a, pour sa part, annoncé qu'il acceptait de reprendre *«sans condition»* les négociations sur l'arrêt des hostilités. M. Karadzic répondait à l'appel lancé samedi soir aux parties musulmane et serbe par Yasushi Akashi, représentant du secrétaire général de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. Dans des lettres adressées au président bosniaque Alija Izetbegovic et au leader serbe bosniaque, M. Akashi a proposé un plan prévoyant notamment le désarmement des belligérants et l'interposition de «casques bleus» entre eux. Radovan Karadzic a souligné qu'il privilégiait *«un accord de paix définitif à un accord temporaire».* D'autre part, le président bosniaque est arrivé dimanche soir à Paris où il devait s'entretenir avec plusieurs dirigeants politiques. – *(AFP, Reuter.)*

UKRAINE

Bataille de mots en Crimée et négociations à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Bruits de bottes, vrais et surtout faux, appels à la raison et mises en garde : la situation est restée relativement calme en Crimée après le vote par le Parlement de Simferopol d'une Constitution en forme de proclamation d'indépendance, dont les dirigeants de Kiev ont exigé l'abrogation *(le Monde daté 22-23* mai). L'affaire reste cependant sérieuse, dans cette presqu'île où deux autorités, l'une et l'autre *armées, coexistent, et où la puis*sante flotte de la mer Noire, dont le commandement penche ouvertement du côté des dirigeants pro-russes, pèse de tout son poids.

Le président Kravtchouk a donné dix jours au Parlement de Simferopol pour revenir sur sa décision, faute de quoi lui-même demandera à son propre Parlement *«des pouvoirs adéquats»* pour lui permettre de rétablir son autorité sur la Crimée. De leur côté, les dirigeants de Simferopol, par la bouche de M. Sergueï Nikouline, chef du groupe «Russie» *majoritaire* au *Parlement,* ont affirmé que cette fois ils ne céderaient pas – même si certains observateurs, y compris russes, estiment qu'ils finiront par reculer.

La fin de semaine a surtout été marquée par des informations alarmistes de part et d'autre. Les Ukrainiens ont affirmé que la flotte de la mer Noire s'apprêtait à transférer à Sebastopol *«un bataillon de blindés et une division antiaérienne».* A l'inverse, le général Gratchev, ministre russe de la défense, a fait état d'informations selon lesquelles Kiev était en train d'envoyer des renforts en Crimée. Le ministère ukrainien de la défense a immédiatement dénoncé *«ce mensonge éhonté»,* s'interrogeant sur les intentions du général russe.

Sur le terrain, le «ministre de l'intérieur» de la Crimée, M. Kouznetsov, s'est alarmé de l'arrivée de blindés ukrainiens dans les environs de Simferopol (il s'agit de *«manœuvres prévues depuis des mois»,* a-t-on rétorqué à Kiev) et a pris des *«mesures préventives»,* dénoncées à leur tour comme une provocation...

Parlement alternatif

Par ailleurs, des représentants des Tatars, en butte à l'hostilité des Russes qui se sont longtemps opposés à leur retour après leur déportation par Staline, ont exprimé leur inquiétude. *«L'Ukraine sera obligée d'utiliser la force, sous peine de voir tout le pays se désintégrer»,* a ainsi déclaré un de leur dirigeants, tandis qu'un «Parlement alternatif d'opposition» composé d'Ukrainiens et de Tatars s'est créé dimanche au son de l'hymne national ukrainien.

A Moscou, le premier ministre intérimaire de l'Ukraine, M. Zviaguilski, devait avoir lundi 23 mai avec son homologue russe Viktor Tchernomyrdine des entretiens portant en principe sur le partage de la flotte, problème *qui n'a toujours pas été* complètement résolu. De toute évidence, le conflit de souveraineté dans la péninsule sera aussi évoqué, même si Boris Eltsine a affirmé quelques jours plus tôt que *«ni la Russie ni l'Ukraine»* ne devaient s'en mêler.

A Kiev, les dirigeants ont adressé des messages aux organisations internationales (ONU, CSCE et OTAN), indiquant que l'Ukraine se réservait *«le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégralité territoriale de l'Etat».* Alors qu'un conseiller du président Kravtchouk rappelait que l'accord sur le démantèlement de l'arsenal nucléaire ukrainien, signé en janvier à Moscou par les présidents Eltsine, Kravtchouk et Clinton, s'accompagnait d'une garantie de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

JAN KRAUZE

IRLANDE

Attentat au cœur de Dublin

Un homme a été tué et un autre grièvement blessé lors d'un attentat dans un pub du centre de Dublin où se tenait, samedi 21 mai, une réunion de sympathisants du Sinn Fein, l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise, destinée à collecter des fonds pour les prisonniers de l'IRA en Ulster.

Cet attentat, le premier d'importance dans la République d'Irlande depuis vingt ans, a *été* revendiqué par l'organisation terroriste protestante (UVF). Le vice-premier ministre irlandais, Dick Springs, a qualifié cette action de *«très grave»* et a annoncé une révision des procédures de sécurité le long de la frontière avec l'Ulster.

Par ailleurs, en Irlande du Nord, l'IRA a revendiqué l'assassinat, samedi, d'un soldat britannique, au lendemain d'une flambée de violence dans les quartiers protestants de Belfast, dans la nuit de vendredi à samedi. – *(AFP, Reuter.)*

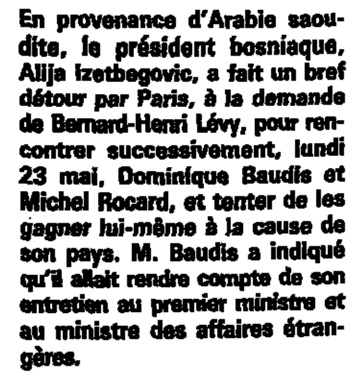
ASIE

JAPON : mort de l'ancien ministre *Masayoshi Ito.* – Masayoshi Ito, qui fut ministre des affaires étrangères et premier ministre par intérim en 1980 et 1981, est mort, vendredi 20 mai, des suites d'une pneumonie, à l'âge de quatre-vingts ans. En 1989, M. Ito avait été pressenti pour succéder à Noboru Takeshita au poste de premier ministre, mais avait refusé pour raison de santé, ainsi que pour manifester son *mécontentement* devant le refus du Parti libéral-démocrate de procéder à une véritable réforme des mœurs politiques nippones. – *(Reuter.)*

INDE : Incident frontalier au Cachemire. – Selon l'agence indienne PTI, l'armée pakistanaise *aurait tiré,* jeudi 19 mai, quatre obus contre un relais de télévision situé dans le district de Poonch, au Cachemire indien. *Ces tirs n'auraient pas fait de* victimes. Par ailleurs, dans la nuit de vendredi, dix-sept personnes ont été tuées au cours *d'incidents opposant* l'armée indienne aux séparatistes musulmans en plusieurs points de l'Etat. – *(AFP.)*

AFGHANISTAN : le président Rabbani refuse de démissionner. – Le président Rabbani a repoussé, samedi 21 mai, l'offre *de son rival, le premier ministre* Hekmatyar, qui proposait une démission conjointe comme première étape pour mettre fin à la *guerre civile.* Les *affrontements* se sont poursuivis à Kaboul vendredi et samedi, faisant quatre morts et quatre-vingt-huit blessés, *malgré le cessez-le-feu proclamé à* l'occasion de la fête musulmane du Sacrifice. – *(Reuter, AFP.)*

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES



A l'initiative de Bernard-Henri Lévy

Dominique Baudis et Michel Rocard se sont entretenus avec Alija Izetbegovic, président de la Bosnie

En provenance d'Arabie saoudite, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a fait un bref détour par Paris, à la demande de Bernard-Henri Lévy, pour rencontrer successivement, lundi 23 mai, Dominique Baudis et Michel Rocard, et tenter de les gagner lui-même à la cause de son pays. M. Baudis a indiqué qu'il allait rendre compte de son entretien au premier ministre et au ministre des affaires étrangères.

■ FRANCE-ALLEMAGNE. Au moment où certains dirigeants français commencent à accuser l'Allemagne de préférer l'élargissement de l'Europe à son approfondissement, des responsables allemands proches de la majorité actuelle reprochent à la droite française de mettre en danger l'intégration européenne en jetant un doute sur la politique économique et monétaire commune.

■ LUTTE OUVRIÈRE. Arlette Laguiller a lancé sa campagne européenne à l'occasion de la fête de Lutte ouvrière. Elle a assuré que *« construire l'Europe, c'est aussi détruire le capitalisme »*. Elle a aussi dénoncé *« les financiers qui donnent des ordres aux chefs d'Etat »*.

Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, est arrivé, dimanche 22 mai, en visite privée, à Paris, à l'invitation de Bernard-Henri Lévy et de ses amis de la liste « L'Europe commence à Sarajevo ». Il venait d'Arabie saoudite, où il avait effectué un pèlerinage à La Mecque. Après avoir vu, dimanche soir, dans une salle du Quartier latin, le film « Bosna ! », réalisé par « BHL » sur son pays, M. Izetbegovic a rencontré successivement deux des têtes de liste aux élections européennes, Dominique Baudis et Michel Rocard.

Reçu pendant une heure par le président bosniaque, M. Baudis a expliqué, au terme de cet entretien, qu'il y avait deux hypothèses : soit livrer des armes aux Bosniaques pour qu'ils assurent leur défense, soit exiger l'application des résolutions de l'ONU pour obtenir un désarmement de toutes les parties en cause. *« Je préfère des armes en moins que des armes en plus »*, a affirmé le maire de Toulouse, en précisant qu'il allait rendre compte immédiatement du contenu de son entretien au premier ministre et au ministre des affaires étrangères. Le premier secrétaire du Parti socialiste, qui rencontrait M. Izetbegovic pour la troisième fois, a réaffirmé de son côté sa position en faveur de la levée de l'embargo. *« On ne peut pas laisser les Bosniaques sans défense »*, a déclaré M. Rocard.

Avec cette visite impromptue du président bosniaque, les initiateurs de la liste « Sarajevo » ont réaffirmé, de manière spectaculaire, leur objectif de départ : placer la Bosnie au cœur de la campagne européenne. *« Notre initiative a transformé en véritable débat européen ce qui n'était qu'une sorte de campagne de premier tour d'une élection présidentielle anticipée »*, s'est félicité Bernard-Henri Lévy, dans un entretien accordé au *« Monde »* quelques heures avant l'arrivée de M. Izetbegovic. M. Lévy, qui se dit *« hanté par la Bosnie »*, explique : *« S'il y avait eu des élections européennes en 1936 ou en 1938, je n'aurais pas trouvé indécent que celles-ci tournent autour de la non-intervention en Espagne ou de Munich. De la même façon, je pense que, dans cinquante ans, on admettra aisément qu'en 1994, il n'y avait qu'un seul enjeu sérieux, celui de la Bosnie. »*

Dressant un premier bilan de l'action engagée depuis une semaine par les « intellectuels », l'écrivain juge que la liste « Sarajevo » a obtenu *« une réponse claire, satisfaisante de Michel Rocard »*. *« Il est allé plus loin qu'il ne l'avait jamais fait, même si je lui donne volontiers acte que ses déclarations présentes sont dans le droit-fil de ce qu'il a toujours pensé. M. Rocard a toujours été, dans la classe politique française, du parti des amis de la Bosnie. Il n'y a pas eu de revirement de sa part. Et, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, il n'y a eu ni négociation ni marchandage entre nous. Lorsque je l'ai rencontré, en compagnie de Gilles Herzog, ce fut un vrai débat, ouvert, comme il devrait y en avoir plus souvent entre intellectuels et hommes politiques. Il a soulevé des objections raisonnables, notamment sur la levée de l'embargo. Nous avons essayé de lever ces objections. »*

La liste sera déposée mais...

A droite, « BHL » s'est notamment entretenu avec Valéry Giscard d'Estaing, qu'il compte pour *« un ami de la Bosnie »*. *« Il est très apprécié par les intellectuels et les hommes politiques de Sarajevo. Il demeure très prudent sur la question de l'embargo. »* M. Lévy a aussi rencontré Dominique Baudis, tête de la liste UDF-RPR. *« Je l'ai trouvé plus embarrassé que Michel Rocard, dans la mesure où ses déclarations pouvaient interférer, voire entrer en contradiction avec les positions du gouvernement. Mais là encore, l'existence de notre liste a permis une clarification. Dans le texte qu'il nous a ensuite fait parvenir, M. Baudis dit « oui » à l'intégrité territoriale de la Bosnie, « oui » au retour des réfugiés, « oui » au tribunal international. En revanche, il ne dit pas un mot sur la levée de l'embargo. De même, Alain Juppé ne s'est jamais exprimé aussi nettement que dans les colonnes du « Monde », même si ce n'est pas du tout dans le sens que nous souhaitons. »*

Bernard-Henri Lévy estime à ce propos que les autorités françaises ne sont pas correctement informées sur la situation dans l'ex-Yougoslavie : *« Je suis frappé, chaque fois que je rencontre des responsables français, par leur degré de désinformation. Je pense qu'au sommet du pouvoir exécutif en France, il n'y a pas une juste appréciation du rapport de forces entre Serbes et Bosniaques, des courants politiques en présence à Sarajevo, de leurs divergences d'appréciation. Je fais une proposition : si vraiment Sarajevo est la capitale de l'Europe, la première chose à faire est de créer des circuits de remontée de l'information plus sérieux. »*

En dépit des nombreuses réactions des principales forces politiques, Bernard-Henri Lévy juge que la campagne de clarification entreprise avec ses amis n'est pas terminée. La liste « Sarajevo » sera donc officiellement déposée avant la date limite du 27 mai et elle demeurera *« suspensive à tout moment »*. *« Aucun de ceux qui sont présents sur cette liste n'a l'ambition d'être député européen. Afin de lever toute ambiguïté, j'ai moi-même choisi de n'être qu'en quatorzième position. Dès lors que notre programme aura été repris par les partis politiques, notre liste a vocation à se dissoudre. Dans cette hypothèse, qui n'est pas aujourd'hui la plus plausible, les Français apprécieront eux-mêmes quelle liste est la plus proche de nos orientations. »*

JEAN-LOUIS SAUX

La fête de Lutte ouvrière

Arlette Laguiller dénonce les « financiers qui donnent des ordres aux chefs d'Etat »

La vingt-quatrième édition de la fête annuelle de Lutte ouvrière, dans le parc du château de Presles (Val-d'Oise), a permis à Arlette Laguiller de lancer, dimanche 22 mai, sa campagne électorale, en axant essentiellement son allocution sur le problème du chômage, la crise sociale, et sur la remise en cause du système économique libéral.

Pour Lutte ouvrière, *« construire l'Europe, c'est aussi détruire le capitalisme »*. Pas question donc d'épargner un seul de ces hommes politiques qui se présentent aujourd'hui aux européennes : *« Ces gens-là se relaient au pouvoir depuis le début de la crise*, a dénoncé Arlette Laguillier, *et ils mènent tous la même politique, qui consiste à aider le patronat, la grande bourgeoisie à accroître ses profits malgré la crise, en démolissant les conditions d'existence de la classe ouvrière. »*

Et de mettre en parallèle le blocage des salaires, les licenciements, la diminution des prestations sociales avec l'allègement des charges patronales, la baisse de l'impôt sur les sociétés, les stages bidons. *« A gauche comme à droite, tous les gouvernements ont expliqué que ces mesures favorables aux patrons étaient indispensables pour créer des emplois. Mais où sont donc les emplois créés ? »*, s'est-elle exclamée.

« Prolétaires de tous les pays... »

Aux électeurs, Mme Laguiller a donné ce conseil : *« Reprenez confiance en vous, ne déléguez pas vos intérêts à des saltimbanques qui n'occupent le devant de la scène que pour cacher les mécanismes sociaux, les vrais rouages du pouvoir, de la bourgeoisie, de tous ces financiers qui donnent les ordres aux chefs d'Etat. »*

Interrogée sur l'initiative de Bernard-Henri Lévy de créer une « liste pour Sarajevo » Arlette Laguiller a trouvé l'idée *« simpliste »*. *« Il ne suffit pas de donner des armes à des camps pour que la guerre s'arrête »*, a-t-elle précisé, *« nous sommes accablés par ce qui se passe là-bas. Mais s'il reste un espoir, il est entre les mains des peuples eux-mêmes, et pas dans les sentiments nationalistes des gouvernants »*. Hormis les discours politiques d'Arlette Laguiller, la fête de *LO* revêt, de plus en plus chaque année, un air de franche kermesse, ce qui n'interdit pas, cependant les stands des « mouvements frères » internationaux. Zouc machine, Anne Roumanov, Djamel Allam, et Valérie Lagrange ont marqué par leur présence les temps forts de ces trois jours de fête. Sans compter le cinéma, le jazz, ou encore le cabaret. Au programme également, plusieurs débats : la drogue, avec Alain Labrousse, directeur de l'Observatoire géopolitique de la drogue, le Maghreb, avec Abraham Serfaty, l'affaire Dreyfus, avec Pierre Vidal-Naquet.

Dans cette ambiance de guinguette et spécialités régionales, les banderoles politiques s'affichaient de plus en plus discrètement. Seules les plus symboliques étaient encore là : *« Prolétaires de tous les pays, unissons-nous »*, ou encore *« Les frontières sont des barrières entre les peuples »*.

FRÉDÉRIQUE LOMBARD

Selon un sondage

Baisse de la liste Baudis

Selon une enquête, effectuée le jeudi 19 mai par Louis-Harris auprès de 1 013 personnes et publiée par *le Journal du dimanche* du 22 mai, la liste UDF et RPR conduite par Dominique Baudis recueillerait 32 % des intentions de vote aux élections européennes.

En quinze jours, la liste de la majorité perd, par comparaison avec un sondage du même institut, trois points et demi. En revanche, la liste PS, menée par Michel Rocard, remonte de 17 % à 19 % et la liste Energie radicale de Bernard Tapie gagne un point en atteignant 10 %.

Les listes opposées aux accords de Maastricht continuent à grignoter du terrain dans l'opinion, notamment celles de Philippe de Villiers et du Parti communiste, qui passent toutes deux de 6 % à 7 % ; la liste de Jean-Pierre Chevènement reste stable, à 4,5 %.

A « L'heure de vérité »

Mme Guigou : l'avenir de M. Rocard ne sera pas remis en cause si sa liste obtient moins de 18 %

L'ancien ministre socialiste des affaires européennes Elisabeth Guigou et Philippe de Villiers, chef de file de la liste « L'autre Europe » ont exposé leurs conceptions de l'Europe, dimanche 22 mai, au cours de « L'heure de vérité » sur France 2. Interrogé sur la situation en Bosnie, M. de Villiers s'est prononcé contre la levée de l'embargo sur les armes, tandis qu'Elisabeth Guigou a considéré que *« ce n'est pas une solution que l'on puisse récuser d'emblée, mais*, a-t-elle dit, *attention, est-ce qu'on ne risquerait pas d'aboutir à une mêlée générale ? »*. Mais ils ont tous deux jugé que *« les intellectuels ont raison d'alerter l'opinion »*.

M. de Villiers a défendu une *« Europe bouclier »*, basée sur la *« préférence communautaire »*. Mme Guigou lui a répondu que la préférence communautaire *« instituée par le traité de Rome sur les produits agricoles »* avait été étendue, grâce au traité de Maastricht, *« à l'audiovisuel, aux transports et à l'énergie »*.

L'ancien ministre socialiste a prôné une *« grande Europe »* qui aille *« jusqu'aux frontières de la Russie non comprise »*, dans laquelle le Parlement européen joue *« un rôle important »* et *« les Parlements nationaux se sentent davantage impliqués »*. Le chef de file de « L'autre Europe » a souhaité, quant à lui, *« restituer l'Europe aux peuples »* en faisant notamment de *« la Commission de Bruxelles un simple secrétariat du conseil des ministres et des chefs d'Etat »*.

Mme Guigou a estimé que la liste socialiste recueillerait *« 18 à 20 % »* des suffrages lors du scrutin du 12 juin et qu'*« il faudra additionner les voix de gauche »*. Elle a souligné que l'avenir politique de Michel Rocard ne serait pas remis en cause même si le score de la liste PS était inférieur à 18 %. Ne précisant pas le résultat qu'il escomptait pour sa propre liste, M. de Villiers a jugé qu'il faudrait *« ajouter à* [son] *score le score de la liste centriste de Dominique Baudis »*.

La politique économique et monétaire commune

L'Allemagne s'inquiète d'un fléchissement de l'engagement francais en faveur de l'Europe

BONN et FRANCFORT,

de nos correspondants

S'il y a bien unanimité en Allemagne, c'est sur la nécessité de maintenir une politique de stabilité de la monnaie sans laquelle il ne serait pas envisageable d'avancer plus loin vers l'Union monétaire européenne. Une *« politique monétaire accommodante »* – qui autoriserait plus de croissance et faciliterait la lutte pour la réduction du déficit, comme celle qu'ont défendue les socialistes français François Hollande et Jean-Paul Planchou dans les colonnes du *Monde* (*le Monde* du 11 mai), serait clairement un non-sens pour leurs amis sociaux-démocrates allemands. De même, la tentation de MM. Séguin et Chirac de vouloir revenir à un cavalier seul pour résoudre le problème du chômage a semé la confusion, quand ce n'est pas une profonde irritation, chez leurs partenaires politiques en Allemagne.

« La politique du franc fort est menacée », résumait la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, début mai. Le journal conservateur, très lu des milieux financiers, ajoutait que *« les investisseurs internationaux s'attendent à de nouvelles turbulences sur les monnaies avant l'élection présidentielle de 1995 »*. Se faisant l'écho d'une conviction largement répandue outre-Rhin, le quotidien soulignait que les crises du franc en 1992 et 1993 n'avaient pas pour origine l'état de l'économie française, mais bien des *« craintes politiques »*, nées, déjà, des déclarations d'un Séguin ou d'un Chirac.

La *FAZ*, comme on appelle familièrement le journal de Francfort, s'était inquiétée deux jours auparavant des déficits publics et de la dette française, qui aura augmenté de 40 % entre 1993 et 1995. Ce premier article était très sévère pour la gestion du premier ministre français, qui jouissait pourtant il y a un an à peine d'une bonne cote parmi les conservateurs allemands. Il dénonce un Edouard Balladur *« reformunfahig »*, incapable d'engager les réformes indispensables pour résoudre le chômage, à commencer par la suppression des multiples obstacles qui entravent le marché du travail. *« M. Balladur n'a atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés il y a un an »*, tranche l'auteur, qui estime que le premier ministre français est un digne élève de Georges Pompidou, dont la doctrine consistait à penser que *« céder devant les conflits sociaux provoque certes de l'inflation, mais évite la révolution »*.

Voilà le centre des critiques allemandes. La *FAZ* n'est pas isolée. Ces inquiétudes, on les entend aujourd'hui aussi bien à Bonn, dans les allées du pouvoir, qu'à Francfort. *« Les données économiques fondamentales de la France restent correctes, et les déficits, malgré leur hausse, demeurent comparables à ceux de l'Allemagne »*, note un économiste de banque. *Mais ce qui resurgit régulièrement, est ce doute que nourrissent les Français sur les bienfaits d'une politique de stabilité. »* Les débats français sur *« l'autre politique »* démontrent aux yeux des Allemands que leur partenaire principal en Europe n'a pas encore acquis la même *« culture de stabilité »* que lui.

Les Français n'apparaissent pas convaincus, population et classe politique réunies, qu'une monnaie forte (une politique anti-inflationiste) n'est pas défavorable à l'emploi mais lui est, au contraire, favorable à long terme. D'où les problèmes : la Banque de France est contrainte à en rajouter dans l'orthodoxie pour contrebalancer cette faiblesse politique du « franc fort », mais, peine perdue, les marchés internationaux restent dubitatifs et le doute persiste, payé par une prime de risque (des taux d'intérêt français qui restent plus élevés que les taux allemands).

Une dévaluation française, à l'image de ce qui s'est passé avec la livre britannique, la lire italienne ou la peseta espagnole, serait pour l'industrie allemande un scénario catastrophe. La compétitivité allemande, en voie de redressement, est encore fragile. La relation franco-allemande en pâtirait durement. Sans doute une telle hypothèse ne mettrait-elle pas en péril la politique de stabilité de la Bundesbank, puisqu'elle aurait l'avantage de faire pression à la baisse sur les prix intérieurs. En revanche, pour les autorités monétaires allemandes, en plaçant au second rang des priorités la lutte anti-inflationniste, elle serait une remise en cause du traité de Maastricht. Le donnant-donnant qu'est ce traité – la France voulait une monnaie unique, l'Allemagne a accepté à condition qu'elle soit forte – serait trahi.

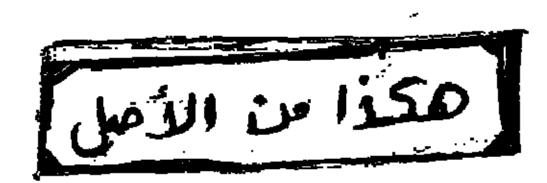
Les inconséquences de MM. Séguin et Chirac

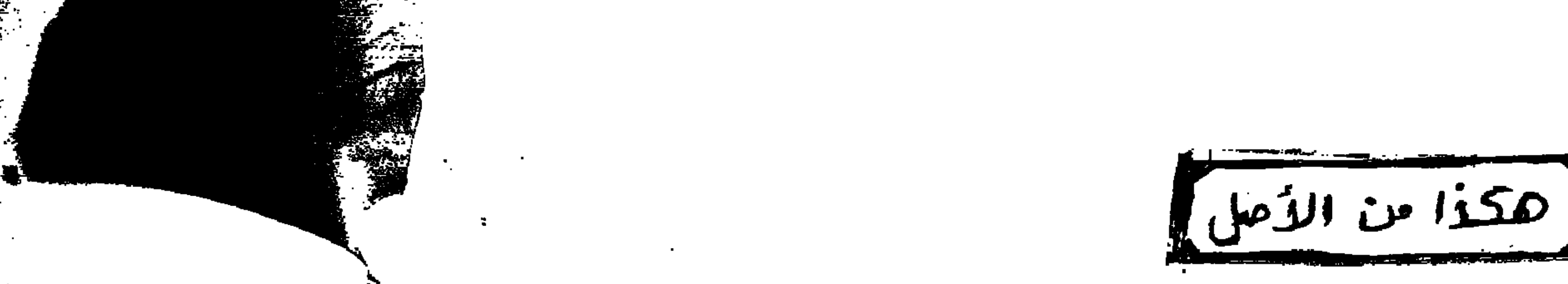
Diplomate, Horst Köhler, président de l'Union des caisses d'épargne allemandes et secrétaire d'État aux finances jusqu'à l'été 1993, estime compréhensible que Philippe Séguin veuille une politique plus engagée contre le chômage. Mais il ajoute aussitôt que cela ne peut vouloir dire que tout ce qui a été fait jusque-là est faux. Il s'étonne, devant les propositions de MM. Séguin et Chirac, qu'on puisse parfois encore se comporter en France comme si l'on était seul au monde. *« Il est très dangereux d'éveiller l'illusion que l'on peut se couper des autres »*, estime-t-il.

Responsable du groupe parlementaire chrétien-démocrate (CDU-CSU) au Bundestag pour les questions de politique étrangère, le député rhénan Karl Lamers ne décolère pas depuis les déclarations du président de l'Assemblée nationale française. Il estime que la mise en cause du credo de la stabilité monétaire est le meilleur moyen de renforcer ceux qui, précisément, en Allemagne, ont toujours été contre le traité de Maastricht au nom de la défense du deutschemark. Soulignant que l'Union économique et monétaire (UEM) est au cœur du processus d'intégration européenne mis en route par le traité, le responsable chrétien-démocrate affirme que sa remise en cause serait catastrophique. Il reproche aux Français leur inconséquence, au moment où ceux-ci soupçonnent l'Allemagne de vouloir faire de l'élargissement à l'Est la priorité, ce qu'il récuse.

M. Köhler, qui a été un des principaux négociateurs allemands du traité de Maastricht, reconnaît que les conséquences de l'unification allemande continuent de peser sur le climat européen. L'ancien secrétaire d'Etat estime que le traité de Maastricht, malgré les méfiances qu'il suscite, reste un bon cadre pour gérer cette situation. *« Il donne à la France la possibilité de continuer à parler, malgré un rapport de forces défavorable sur le plan économique, d'égal à égal sur le plan politique et diplomatique. On ne peut pas attendre que les Allemands se fassent toujours plus petits qu'ils ne le sont. »*

HENRI DE BRESSON et ÉRIC LE BOUCHER





TENNIS

Les Internationaux de France à Roland-Garros

L'objet de toutes les convoitises

Une main ouverte. L'affiche des Internationaux de France de Roland-Garros, signée cette année par le peintre Ernest Pignon-Ernest, suggère toutes les convoitises qui vont habiter les joueurs sur la terre battue parisienne du 23 mai au 5 juin.

Il y a la convoitise de l'Américain Pete Sampras, en quête d'une quatrième victoire consécutive dans un tournoi du Grand Chelem, après ses succès à Wimbledon, Flushing-Meadows et aux Internationaux d'Australie. Le numéro un mondial serait le premier *homme à réaliser cet exploit – sur deux saisons,* néanmoins – après Rod Laver, qui avait effectué le vrai Grand Chelem dans la même année en 1962 et 1969.

Pete Sampras n'imagine pas une victoire si tôt : *« J'ai dix ans devant moi pour gagner Roland-Garros »,* nous a-t-il déclaré, plutôt détendu, presque farceur, à la veille de ce qu'il appelle : *« le plus grand défi de* [sa] *carrière ».* Pete Sampras rencontrait, lundi après-midi, au premier tour, l'Espagnol Alberto Costa.

Il y a la gourmandise de Jim Courier, ex-numéro un mondial, double champion à Paris en 1991 et 1992, battu en 1993 par l'Espagnol Sergi Bruguera, et qui a dégringolé, depuis, au septième rang mondial. Courier voudrait bien se « refaire ». Il y a encore l'Ukrainien Andreï Medvedev, aux dents très longues. Tête de série n° 4 de la compétition, il n'a pas encore remporté de tournoi du Grand Chelem. Il est l'un des favoris de Roland-Garros.

Pas un seul des seize meilleurs joueurs et joueuses du monde n'a voulu rater ce rendez-vous marqué par le retour et les adieux de Martina Navratilova, qui boudait Paris depuis cinq ans et qui prendra sa retraite à la fin de la saison. Jennifer Capriati, retirée du circuit pour une année sabbatique qui risque d'être plus longue, Monica Seles, non remise de son agression à Hambourg il y a treize mois, et Guy Forget, toujours blessé au genou, sont les principaux absents.

Une main ouverte comme une invitation à parcourir les nouvelles allées du stade de la porte d'Auteuil. Les 300 000 spectateurs attendus cette année auront 2,5 hectares supplémentaires pour se promener et découvrir le central A, un superbe écrin d'acier et de béton de dix mille places, toutes occupées, lundi 23 mai, par les présidents de clubs français et leurs invités pour l'inauguration. Construit en quatorze mois après des atermoiements juridiques – des riverains avaient obtenu l'arrêt des travaux en 1992 –, le central A et ses installations (sept nouveaux courts, des milliers de mètres carrés de bureaux) ont été entièrement financés par la Fédération française de tennis, qui a déboursé 250 millions de francs.

Pendant que le très chic All England Lawn Tennis and Croquet Club de Wimbledon et le stade de Flushing-Meadows poussent, eux aussi leurs murs, à Roland-Garros tout était prêt, lundi, pour un tournoi de la continuité, géré par la traditionnelle équipe de Patrice Clerc, soutenu par ses fidèles partenaires, la BNP et Peugeot. Diffusés dans 133 pays – en France, le service public alternera les retransmissions sur ses deux chaînes, France 2 et France 3 – les Internationaux de France devraient être suivis par un bon milliard de téléspectateurs.

Un entretien avec le numéro un mondial

Pete Sampras : « Gagner à Paris est le plus grand défi de ma carrière »

« Vainqueur à Roland Garros, c'est un rêve d'enfant ?

– Je n'ai jamais osé en rêver quand j'étais petit. Je ne jouais pas sur terre battue. J'ai eu besoin de temps pour m'adapter. Cette année, une victoire serait merveilleuse, mais j'ai encore dix ans devant moi ! Chaque match sera une épreuve terrible. Vraiment. Je voudrais bien pouvoir dire autre chose, que je me sens autrement, mais c'est impossible. Ce que je sais, c'est que je suis détendu. Ma préparation a été très bonne. Je suis prêt à me battre.

– Que représenterait une victoire à Paris ?

– C'est le plus grand défi de ma carrière parce que tout joue en ma défaveur. Tous les joueurs pensent qu'ils ont une bonne chance contre moi parce que le tournoi se dispute sur une terre battue rouge lente (aux Etats-Unis, la terre battue, de couleur verte, est plus rapide). Cela me motive. J'ai tellement envie de prouver aux gens que je peux gagner sur cette surface. Une victoire à Roland-Garros serait plus précieuse que n'importe quelle autre.

– Vous allez peut-être entrer dans l'histoire en réalisant un Grand Chelem sur deux saisons.

– Je vais surtout ne pas y penser, l'oublier, avancer point par point, match par match. Après...

– En 1990, quand vous avez gagné l'US Open pour la première fois, vous avez fui la foule. Vous aviez dix-neuf ans. Vous êtes aujourd'hui numéro un mondial. Comment avez-vous grandi ?

– J'ai essayé de mettre les choses en perspective. Je me suis toujours dit que si j'arrivais à être numéro un mondial, il faudrait que j'y prenne du plaisir et que je laisse la pression et les problèmes glisser sur moi. Je joue et je travaille dur, mais j'aime garder un profil bas. Aujourd'hui, je reste le même que lorsque j'étais deuxième ou troisième. Je ne pense pas à cette place de numéro un. Je ne me consume pas à m'inquiéter de mon rang. Je joue, je gagne, et le classement prend soin de lui-même.

– Une victoire à l'US Open, en 1990, et plus de titre majeur pendant près de trois ans. Et, soudain, trois victoires consécutives en Grand Chelem : Wimbledon et l'US Open en 1993, les Internationaux d'Australie en 1994. Que s'est-il passé ?

– J'ai appris à tirer des leçons de mes échecs. Je suis passé à deux doigts d'une nouvelle victoire à l'US Open 1992. J'ai appris, quand je joue des grands matches, ce qu'il faut faire et ne pas faire. J'ai commencé à travailler avec Tim Gullikson, qui m'a fait franchir une étape pour gagner des matches. Et j'ai remporté trois tournois du Grand Chelem de suite.

– Que vous a-t-il appris ?

– Tim m'aide à rester décontracté, à avoir cette confiance en moi qui me manquait. Avec lui, j'ai acquis l'expérience qui efface les périodes de doute et les défaites. Avec lui, on ne peut être que détendu ! Il n'arrête pas de parler. Il est tout le temps de bonne humeur. De plus, je ne veux pas que mes jeunes fans me voient piquer une colère et pensent que mon sport est un repaire de caractériels.

– Vous parlez souvent de votre défaite de 1992 à l'US Open.

– Ce fut très décevant et terrible à surmonter. Cela m'a rongé intérieurement. Je n'aurais pas pu définir pourquoi il y a deux ou trois ans, et puis j'ai compris que j'avais simplement horreur de perdre et je me suis vengé en battant un Français (Cédric Pioline) en finale, lors de l'édition 1993.

– Vous pensez à une autre défaite, celle de Lyon face à la France en finale de Coupe Davis, en 1991.

– Le temps guérit tout. Mais celle-là, aussi, m'a vraiment blessé pendant longtemps, parce que je jouais pour mon pays, une équipe. Voir les adversaires faire la fête sur le court, ce n'est pas vraiment le meilleur souvenir de ma vie.

– On dit que le tennis va mal...

– En Europe, le tennis est toujours aussi fort. Aux Etats-Unis, il est en perte de vitesse, à la recherche d'une nouvelle popularité. Pourtant, il y a de bons moments. Lorsque j'ai rencontré Andre Agassi en finale du tournoi de Key Biscayne (Floride), le central était plein, et trouver des places pour l'US Open, quand j'y joue, se révèle difficile. Malgré cela, je crois que le public américain ne me connaît pas encore suffisamment, ni Jim Courier. Avant, ils avaient John McEnroe ou Jimmy Connors qui montraient beaucoup d'émotions sur le court et en faisaient un spectacle. Aujourd'hui, les joueurs gardent leurs sentiments pour eux.

– Vous sentez-vous un devoir, en tant que numéro un mondial, de promouvoir votre sport ?

– Je vais faire plus de marketing, d'ici à la fin de l'année et je pense que ce sera bon pour le jeu. Je passe chez Nike après Roland-Garros. Ils ont imaginé une nouvelle ligne pour moi, différente de celles d'Agassi et de Courier. Mais elle est encore confidentielle.

– Pour en revenir à votre devoir...

– J'ai effectivement un devoir, jusqu'à un certain point. Quand je rentre sur le court, je suis là pour remplir mon contrat et donner le meilleur de moi-même, mais je ne peux pas me faire passer pour quelqu'un que je ne suis pas. Mon seul souci, c'est de gagner. Je ne pense pas dire des choses insensées, je crois que tout athlète, dans n'importe quel sport, se bat pour gagner. Certains sont plus expansifs que d'autres... Je suis toujours prêt à participer à des rencontres avec mes fans. Je crois que l'association des joueurs professionnels devrait mettre de telles rencontres au point.

– Vous avez la réputation d'être resté quelqu'un de très simple.

– Je ressemble au type qui est de l'autre côté de la rue. Je vaque à mes occupations, je ne cesse de le dire, mais les gens ne le croient pas. Ils pensent que je devrais vivre d'une façon extravagante.

– Comment vit un joueur de tennis ?

– La réalité ne se limite pas à ce que l'on voit à la télévision : l'image d'un type qui reçoit un gros trophée et empoche un gros chèque et se barre poursuivre sa joyeuse petite route. Il y a les décalages horaires, la vie dans les hôtels. Je suis sollicité, dérangé, parfois malmené : tout le monde veut un petit bout de moi, et cela, ce n'est pas drôle. Je dirais plutôt que c'est le revers de la médaille.

– Jennifer Capriati vient d'être arrêtée en possession de marijuana. Elle a arrêté la compétition à dix-sept ans et semble de plus en plus loin des courts. La jeunesse est-elle si difficile pour un joueur de tennis ?

– Il est évident qu'elle traverse une période difficile. Je la connais assez bien, elle grandit... Jennifer a commencé à moins de quatorze ans dans le circuit professionnel. A cet âge-là, tant de dollars... C'était vraiment une petite fille. Il est difficile de garder la tête sur les épaules. J'étais plus vieux quand j'ai commencé. J'avais dix-sept ans, c'est très jeune, bien sûr. Les choses sont très différentes pour un garçon. J'ai eu une enfance équilibrée et mes parents m'ont toujours donné le sens du bien et du mal. J'ai eu la chance d'être entouré de gens qui n'ont pas eu de mauvaise influence sur moi, comme s'ils ne me voulaient que du bien.

– Vous avez eu des idoles ?

– Quand j'étais petit, j'admirais l'école australienne, c'est plutôt rare pour un garçon de ma génération. Mon premier entraîneur, Pete Fisher, m'a fait partager son admiration pour Rod Laver, dont les deux Grands Chelems, en 1962 et 1969, ont rendu le tennis encore plus populaire. Il y a aussi Ken Rosewall. Ces joueurs faisaient leur boulot avec une grande classe et beaucoup de grâce. C'est quelque chose que j'ai toujours admiré.

– Vous vous sentez leur héritier ?

– Un peu. De fois, je regrette de ne pas avoir joué à leur époque. Ils n'étaient pas plus excitants que moi, mais ils faisaient leur boulot. Et puis, la presse est tellement différente de nos jours. Elle en demande plus.

– Vous sentez-vous vulnérable lorsque vous pénétrez sur un court ?

– Je ne me sens plus jamais vulnérable. Ce que j'attends de moi, c'est une victoire.

– Que pensez-vous de vos adversaires ?

– Il y a les bons joueurs et les grands joueurs. Jim Courier, Michael Stich et Stefan Edberg sont des grands. Andreï Medvedev est un bon, il deviendra sûrement un grand parce qu'il est capable, comme les trois autres, de gagner un tournoi du Grand Chelem avant la fin de l'année. Je pense qu'il sera une grande menace à Roland-Garros.

– Et vous, êtes-vous un grand joueur ?

– Quiconque a remporté un tournoi du Grand Chelem est, à mes yeux, un grand joueur.

– Apprenez-vous de vos adversaires ?

– Il peut m'arriver de regarder les déplacements au filet et les volées de Stefan Edberg pour essayer de trouver un ou deux trucs, mais rien d'extraordinaire.

– Vous êtes un attaquant. Tim Gullikson a dit qu'il vous faudra avoir de la patience pour prétendre gagner à Roland-Garros.

– Il a absolument raison ! J'ai gagné aux Internationaux de Rome, mais la terre battue était plus rapide que celle de Roland-Garros. Je suis tellement habitué à jouer sur des courts rapides. Mon service est une telle arme que les échanges ne durent pas plus qu'un ou deux coups. Sur terre battue, on ne peut pas tenter un coup gagnant quand on est cloué sur la ligne de fond de court, parce que le coup que l'on renvoie reviendra, ou bien sera manqué après un échange long. Il faut que j'apprenne à vouloir taper beaucoup de balles et que je patiente pour monter au bon moment au filet. Mon coup droit sera mon meilleur atout. Il faudra attaquer et patienter.

– Quelles sont vos qualités de joueur ?

– Je fais à peu près tout bien ! Ma concentration s'est beaucoup améliorée. Je me remets beaucoup plus facilement entre les points perdants. Avant, je mettais plusieurs jeux à me remettre d'un point perdu. J'y perdais du temps et des victoires.

– Et dans la vie ?

– Je suis un garçon somme toute très normal, qui va au cinéma, aime le farniente et le golf, regarde la télévision et apprécie la cuisine italienne. Un garçon normal, à qui il arrive de jouer plutôt bien au tennis. »

Propos recueillis par
BÉNÉDICTE MATHIEU

Les déboires de trois absents

Trois « ex » ne participent pas à la fête : Jennifer Capriati, ex-bébé-championne, s'est éloignée des courts pour adolescence tumultueuse. Monica Seles, ex-numéro un mondiale, ne se remet toujours pas de son agression à Hambourg. Guy Forget, ex-numéro un français, qui souffre toujours du genou, a déclaré forfait en simple, mais s'alignera en double.

Jennifer Capriati la rebelle

Après avoir été interpellée en possession de marijuana, la joueuse américaine, âgée de dix-huit ans, est entrée dans un centre de désintoxication de la région de Miami, jeudi 19 mai. L'hebdomadaire *Newsweek* révèle, lundi 23 mai, que Jennifer Capriati avait déjà séjourné dans un tel centre en février. Si elle n'avait pas été retenue par la police pour son adolescence tumultueuse, elle n'aurait de toute façon pas fait le voyage à Paris. En septembre 1993, après avoir été piteusement éliminée au premier tour des Internationaux des Etats-Unis, la championne olympique 1992 décida de prendre un congé sabbatique pour retourner au lycée. Officiellement on attend son retour, inconsciemment on craint qu'elle ne soit perdue pour le jeu.

Comme Andrea Jaeger et Tracy Austin, dans les années 80, Jennifer Capriati fait partie de ces bébés champions que les Etats-Unis affectionnent. Lorsqu'elle débute sur le circuit, elle a treize ans et onze mois. Elle a déjà signé des contrats millionnaires. Et elle semble devoir tenir ses promesses en disputant la finale de son premier tournoi professionnel à Boca-Raton (Floride) en mars 1990.

Cette teenager qui a encore des joues d'enfant est une aubaine pour le tennis féminin qui s'est fatigué de l'interminable tête-à-tête Evert-Navratilova et doute de l'intérêt du dialogue Graf-Seles. On voudrait déjà la voir au sommet du classement mondial. Elle va rater les trois marches qui auraient pu l'y faire accéder : demi-finaliste à Roland-Garros et Wimbledon en 1990, puis à Flushing Meadows en 1991, elle se révèle trop fragile, tenaillée par la peur de gagner.

Le doute s'installe. Jennifer boude, prend du poids, peint ses ongles en noir et pique des colères phénoménales. L'enfant prodige est devenue une enfant gâtée. Drapée dans le drapeau américain sur la plus haute marche du podium aux Jeux à Barcelone en 1992, elle apparaît enfin comme on l'attendait, en championne. Posture éphémère. Jennifer Capriati entre bientôt en dissidence contre un monde et l'autorité d'un père qui ont rendu ses joies d'adolescente solubles au stress de la compétition et au harcèlement de l'entraînement.

En décembre, elle se fait prendre en flagrant délit de vol d'une bague à 10 dollars. Elle fait amende honorable et disparaît dans l'anonymat des campus, quitte ses parents à sa majorité, en mars, pour aller vivre avec des amis.

Arrêtés, lundi 16 mai, avec elle, deux adolescents l'ont accusée d'avoir consommé du crack et de l'alcool au cours d'un week-end qualifié d'« orgiaque ». Jeudi, ses principaux partenaires commerciaux, la marque de vêtements et de chaussures de tennis Diadora et le fabricant de raquettes Prince, ont annoncé qu'ils mettaient fin prématurément à leurs contrats avec Jennifer Capriati, tandis que plane de nouveau l'ombre de la toxicomanie dans un milieu du tennis que son environnement riche et en dehors de toute réalité, comparable à celui du show-biz, expose particulièrement.

Monica Seles l'Arlésienne

En treize mois, le tennis féminin a perdu beaucoup de sa saveur. Monica Seles, absente depuis son agression à Hambourg, le 30 avril, manque surtout à Steffi Graf. Sans elle, l'Allemande redevenue numéro un mondial s'ennuie et ne cesse de le dire en faisant peu de cas de ses adversaires, Arantxa Sanchez-Vicario ou Conchita Martinez, *ses deux suivantes, à qui* elle ne laisse que des miettes de son festin triste. Les deux Espagnoles n'ont pu lui subtiliser un titre du Grand Chelem depuis un an.

Le cas Seles reste un vrai mystère. Blessée par un coup de couteau à l'omoplate par un admirateur de Steffi Graf, elle semble se faire désirer, laissant chaque semaine planer la rumeur de son éventuel retour. A propos de son absence prolongée, on aura avancé toutes les interprétations : une blessure plus grave, l'impossibilité de serrer une raquette, un traumatisme tel qu'elle ne peut plus pénétrer sur un court de tennis, un père en train de mourir d'une tumeur au cerveau.

Devenue citoyenne américaine au début de l'année, Monica Seles vient de porter plainte contre la Fédération allemande de tennis et lui réclame 10 millions de dollars de dommages et intérêts (environ 60 millions de francs). Elle a aussi demandé que la justice allemande fasse appel du jugement qui avait relaxé le coupable, Gunther Parche.

Guy Forget l'empêché

Encore un peu de patience. Le retour de Guy Forget est retardé. L'ex-numéro un français, retiré du circuit depuis plus d'un an pour une blessure au genou, avait tenté un come-back au Tournoi de Monte-Carlo mais avait de nouveau ressenti quelques douleurs à son articulation. Selon ses entraîneurs, il lui manquerait trois semaines de préparation. A vingt-neuf ans, Guy Forget s'alignera toutefois en double à Paris, avant de revenir à Wimbledon.

B. M.

SPORTS

RUGBY

Les demi-finales du championnat de France

L'équilibre de Montferrand

La finale du championnat de France de rugby opposera l'AS Montferrandaise au Stade Toulousain, samedi 28 mai au Parc des Princes. Samedi 21 mai à Bordeaux, Toulouse a éliminé Dax, 30-25, au cours d'une belle partie où les Toulousains ont marqué trois essais et les Dacquois un. A Nîmes, dans l'autre demi-finale, également de bonne qualité, Montferrand est parvenu à battre Grenoble, 22-15. *La capitaine de l'équipe* de France, Philippe Saint-André, a inscrit le seul essai du match pour les Montferrandais, qui disputeront aussi la finale du challenge Du-Manoir.

NIMES

de notre envoyé spécial

«Ne nous prenez pas pour les Brésiliens de l'Auvergne». A peine entré dans les vestiaires, Philippe Saint-André, l'ailier montferrandais, tempère d'une formule l'enthousiasme ambiant. Aux louanges qui l'assaillent, le capitaine de l'équipe de France préfère quelques mots simples qui, pour une fois, ne sonnent pas creux. *«Solidarité, intelligence, plaisir du jeu»*, résonnent au milieu de la liesse. Après celle du challenge Du-Manoir, Montferrand vient de pénétrer en finale du championnat de France. Le club, qui n'a jamais caressé le bouclier de Brennus, qui n'a plus fréquenté le Parc des Princes depuis 1978, vient d'inscrire son nom aux deux rendez-vous majeurs du rugby français.

Joueurs et dirigeants pourraient s'extasier devant un parcours miraculeux – à égalité de points avec le Racing, ils n'ont dû leur qualification pour les quarts de finale du championnat qu'à l'expulsion d'un Parisien. Ils préfèrent raconter l'histoire d'une équipe qui a trouvé peu à peu son équilibre, contre les modes et les idées reçues. A rebours de la course aux centimètres, aux kilos, et de la tendance à la professionnalisation.

Cet équilibre est d'abord celui d'un jeu. Pour gagner sa place dans ses deux finales, Montferrand a dû écarter trois des mastodontes qui dominent l'ovale français : Castres, le champion en titre, en demi-finale du challenge Du-Manoir, Toulon, le favori de la compétition, puis Grenoble, le finaliste de l'an dernier, en championnat de France. Trois équipes qui pratiquent la monoculture du muscle par tradition.

Longtemps Montferrand a appartenu à cette école des paquets d'avants qui broient les adversaires, et étouffent les intentions de jeu. La réputation de son «monstre à seize pattes» renvoyait dans les mêlées l'écho de la puissance économique de la manufacture Michelin. Car à Clermont-Ferrand, la géographie sportive est aussi tranchée que les deux cités qui composent la ville. Par une sorte de Yalta rugbystique, la municipalité subventionne le Stade Clermontois tandis que Michelin demeure l'unique mécène de l'Association sportive montferrandaise (ASM). La prospérité de l'entreprise lui a permis pendant des décennies d'embaucher ces hommes forts qui nourrissaient son pack.

Jusqu'à ce que la crise économique coïncide avec une révolution culturelle, à la fin des années 80. Saignée par les départs, l'ASM a tenté l'expérience du jeu à la main, de la priorité donnée aux trois-quarts pour faire oublier la splendeur perdue de ses avants. *«Des joueurs comme Philippe Saint-André ont plaidé pour ce jeu de mouvement*, explique le troisième ligne Jean-Marc Lhermet, capitaine de l'équipe. *A tel point que la saison dernière, nous sommes même tombés dans l'excès inverse. Nous envoyions trop de ballons derrière».*

Esprit de clocher

Entre grand large et petit périmètre, entre anciens et jeunes joueurs recrutés par un club lassé de jouer les seconds rôles en championnat, l'harmonie est née cette saison d'un parcours cahotant. Guidé par un nouvel encadrement, les Montferrandais ont peu à peu emboîté les éléments d'un rugby total, comme en rêvent tous les théoriciens de l'ovale. Contre Castres, puis surtout contre Toulon, ils en ont touché la première récompense, sous la forme de victoires espiègles, arrachées à force d'opiniâtreté. A la manière des judokas, les Montferrandais ont utilisé la force et la suffisance de leurs adversaires pour les faire chuter.

Contre Grenoble, samedi, l'équilibrisme des Montferrandais, qui marchaient jusque-là sur le fil ténu de leurs innovations et de leurs passes en menaçant de verser à chaque match dans la défaite, est devenu vrai sens de l'équilibre d'un jeu complet. L'ASM est passée de la résistance à la création. Et les Grenoblois, comme stupéfiés par ce jeu dont ils se privent sciemment, ont confessé tous leurs blocages et l'inanité de leurs obsessions de puissance. Ils n'ont pu dessiner qu'une caricature de leur jeu monocolore.

Dans l'équipe surpuissante voulue par le directeur technique Jacques Fouroux, les trois-quarts centres ne servent qu'à percuter les murailles et enfouir les ballons. A Montferrand, au contraire, les avants ne pensent qu'à rester debout pour ne pas interrompre le fil de la progression. Le seul essai de la rencontre a jailli ainsi d'un mouvement perpétuel où chacun, quel que soit son poste, apporte sa vitesse et son improvisation. Philippe Saint-André, dernier de la chaîne, n'a plus eu qu'à se précipiter dans la faille qui s'ouvre forcément lorsque la défense adverse ne sait plus où donner de la tête. La victoire des Montferrandais, bourreaux des packs trop obtus, a fait souffler un air frais dans un championnat cadenassé par les certitudes et la mauvaise excuse du règlement. *«C'est aussi la victoire du rugby»*, jubilait Victor Boffelli, l'ancien international, directeur technique de l'ASM depuis le début de la saison.

C'était également celle d'un état d'esprit, d'un groupe aussi équilibré que son rugby. Car les joueurs montferrandais, en même temps qu'ils réformaient leur jeu, ont troqué culture d'entreprise contre esprit de clocher. Ils ne sont plus comme avant, les ambassadeurs de l'entreprise Michelin, tenus à la réserve qui a fait la réputation de la manufacture. *«C'est le principal changement de l'ASM cette saison*, dit Jean-Marc Lhermet, dernier joueur du club à travailler, comme ingénieur, aux usines Michelin. *Les joueurs n'ont plus cette mentalité de fonctionnaire qui nuisaie parfois aux résultats. Ils aiment aussi bien se retrouver sur le terrain qu'en dehors.»* Ils vivent le rugby comme Philippe Saint-André, vedette nationale qui n'hésite pas à se fondre dans la masse d'un collectif, à la fois talentueux et humble, concentré sur le terrain et capable de toutes les plaisanteries dès qu'il en sort. Et qui rêvait déjà à voix haute, samedi, d'une finale contre Toulouse, après le choc des packs Castres-Grenoble de l'an dernier, où le jeu de rugby oublierait tous les carcans qui l'ont entravé cette saison.

JÉRÔME FENOGLIO

JUDO

Les championnats d'Europe

La France domine chez les lourds

Deux médailles d'or, cinq d'argent et trois de bronze : le judo français, qui alignait une équipe largement renouvelée, a tenu son rang au cours des championnats d'Europe qui se sont achevés à Gdansk (Pologne), dimanche 22 mai. Ce bilan est certes moins bon que la récolte d'Athènes l'an *dernier (douze médailles, dont cinq* titres). *Mais* avec ses dix podiums la France, qui ne présentait pas moins de dix nouveaux judokas, reste le pays européen le plus médaillé, même si elle est devancée au nombre des titres par la Russie et les Pays-Bas.

Les deux médailles d'or françaises ont été gagnées par les deux poids lourds de l'équipe masculine. David Douillet a confirmé son titre de champion du monde en s'imposant dans la catégorie des plus de 95 kilos. Son remplaçant en toutes catégories, Laurent Crost, âgé de vingt-cinq ans, a réussi à dominer ses adversaires pour sa première apparition à ce niveau. Les poids lourds français n'avaient plus réussi ce doublé depuis celui d'Angelo Parisi et Jean-Luc Rougé en 1977. Patrick Rosso, en moins de 71 kilos, et Vincenzo Carabetta, en moins de 86 kilos, se sont inclinés en finale. Patrick Chambily et Benoît Campargue ont pris une médaille de bronze, respectivement en moins de 60 et de 67 kilos.

L'équipe féminine, qui doit remplacer des championnes comme Cécile Nowak et Cathy Fleury, n'a remporté aucun titre européen pour la première fois depuis 1983. Trois Françaises ont gagné des médailles d'argent : Sylvie Melloux (moins de 48 kilos), Esta Esombe (moins de 72) et Christine Cicot (toutes catégories). Magali Baton s'est classé troisième des moins de 56 kilos.

FOOTBALL

La fin du championnat de France

Cannes européen

Luis Fernandez a réussi ses adieux à Cannes. Un an après le retour du club azuréen en première division, l'entraîneur cannois, qui avait annoncé son départ au Paris-Saint-Germain, lundi 16 mai, a assuré la qualification de son équipe pour la prochaine Coupe de l'UEFA à l'occasion de la dernière journée du championnat de première division disputée samedi 21 mai.

Cannes rejoint Marseille, Bordeaux et Nantes en Coupe de l'UEFA. Paris-Saint-Germain disputera la Ligue des champions et Auxerre la Coupe des coupes. Sur décision de la Fédération française de football, Marseille est relégué en deuxième division, en compagnie de Toulouse et d'Angers. Rennes et Nice accèdent à la première division, mais il faudra attendre la dernière journée en deuxième division, mercredi 25 mai, pour connaître le troisième promu, Bastia ou Nîmes.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Coupe Busnel

Vainqueur de Strasbourg (83-66), dimanche 22 mai à Paris, Limoges, déjà champion de France, a réussi le doublé en remportant la coupe Busnel. La saison prochaine, Limoges et Antibes disputeront le championnat d'Europe, Strasbourg la coupe d'Europe, Cholet, Pau-Orthez, Dijon et Paris SG-Racing la coupe Korac.

FOOTBALL

Championnat de France

Première division

(Dernière journée)

*Monaco b. Nantes 1-0
*Le Havre et Toulouse 1-1
*Cannes et Saint-Etienne 0-0
*Paris-SG b. Bordeaux 4-1
Marseille b. *Lens 3-2
*Martigues et Lille 2-2
*Auxerre b. Strasbourg 2-1
*Lyon b. Montpellier 3-2
*Metz b. Caen 2-1
Sochaux b. *Angers 2-1

Classement final : 1. Paris-SG, 59 pts ; 2. Marseille, 51 ; 3. Auxerre et Bordeaux, 46 ; 5. Nantes, 45 ; 6. Cannes, 44 ; 7. Montpellier, 43 ; 8. Lyon, 42 ; 9. Monaco, 41 ; 10. Lens, 39 ; 11. Saint-Etienne et Metz, 37 ; 13. Strasbourg, 34 ; 14. Sochaux, 33 ; 15. Lille, 32 ; 16. Caen, 31 ; 17. Le Havre, 29 ; 18. Martigues, 27 ; 19. Toulouse, 23 ; 20. Angers, 21.

Deuxième division

(Quarante et unième journée)

Saint-Brieuc b. *Beauvais 1-0
*Laval b. Dunkerque 4-1
*Gueugnon et Bastia 0-0
Nîmes b. *Nancy 2-1
*Bourges b. Mulhouse 3-0
Valence b. *Red Star 1-0
*Charleville b. Niort 2-1
Rennes b. *Istres 1-0
*Le Mans et Valenciennes 1-1
*Alès b. Sedan 2-1
*Nice b. Rouen 2-0

Classement : 1. Rennes, 53 pts ; 2. Nice, 52 ; 3. Bastia, 51 ; 4. Nîmes, 49 ; 5. Red Star, 47 ; 6. Saint-Brieuc, 46 ; 7. Laval, 45 ; 8. Dunkerque et Charleville, 41 ; 10. Nancy, Mulhouse et Alès, 40 ; 13. Gueugnon, 39 ; 14. Sedan, Valence et Beauvais, 38 ; 17. Rouen, Le Mans, Niort et Valenciennes, 37 ; 21. Bourges, 30 ; 22. Istres, 26.

CYCLISME

Tour d'Italie

Armand de Las Cuevas s'est imposé, dimanche 22 mai, dans le prologue du Tour d'Italie qui se dispute jusqu'au 12 juin. Lors du contre-la-montre de sept kilomètres dans les rues de Bologne, le Français a devancé le Russe Evgeni Berzin de deux secondes et l'Espagnol Miguel Indurain de cinq secondes.

COMMUNICATION

Presse, publicité et pressions politiques

Un correspondant du «Moniteur» a été licencié à la demande de Pierre Méhaignerie

RENNES

de notre correspondant

Correspondant permanent en Bretagne du *Moniteur des travaux publics et du bâtiment* depuis dix ans, Jean-Luc Poussier, journaliste professionnel depuis 1971, avait cosigné avec son chef de service un article, paru le 9 octobre 1992 en page «Régions» du *Moniteur*, ainsi intitulé : «Les chantiers de Rennes». *Trois jours plus tard*, le président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, maire de Vitré, ancien ministre de l'équipement et aujourd'hui garde des Sceaux, Pierre Méhaignerie écrivait au PDG du *Moniteur* – auquel il avait remis les insignes de chevalier de la légion d'honneur peu avant – pour lui demander de choisir un autre correspondant en Bretagne. Ce qui fut fait.

Dans un courrier adressé en mai 1993 au conseil de prud'hommes de Rennes, le PDG du *Moniteur* expliquait que *«à plusieurs reprises, au cours de l'année 1992, le conseil général d'Ille-et-Vilaine s'est étonné auprès de la rédaction en chef du* Moniteur *du manque de suivi de ses initiatives»* et parlait d'une *«mise en doute de l'indépendance du* Moniteur», ce qui le conduisait *«à ne plus avoir entièrement confiance dans les articles»* de son correspondant. Ce dernier, selon le *président du conseil général* d'Ille-et-Vilaine, et tel que rapporté dans le jugement du conseil de prud'hommes de Rennes, n'aurait pas suffisamment mis en valeur la place dévolue au campus privé de Ker Lann, créé par M. Méhaignerie...

Travaux publics et recettes publicitaires

D'où le courrier de l'actuel garde des Sceaux, indiquant *«l'intention du conseil général de ne plus accepter que M. Poussier intervienne pour toutes les informations le concernant»*, ce que le *Moniteur* traduit par *«une perte de confiance»*. Reconnaissant au correspondant la qualité de journaliste professionnel et relevant l'existence d'un contrat de travail, *«en raison des nombreuses directives qu'il recevait du* Moniteur», le conseil de prud'hommes a *souligné* qu'aucune des propositions d'articles suivant l'incident du conseil général n'avait été retenue et que M. Poussier, *«dans un courrier adressé au maire de Vitré»*, ne figurait plus sur la liste des correspondants, sa remplaçante ayant *«été pressentie dès novembre 1992»*. Pour le conseil de prud'hommes de Rennes, dont la décision vient d'être frappée d'appel, *«la rupture du contrat de travail est imputable à l'employeur placé en face d'un licenciement sans cause réelle ni sérieuse»*.

L'opposition socialiste du conseil général d'Ille-et-Vilaine a exprimé *«sa stupéfaction»* devant une décision qui ne relève pas des instances où elle siège. *«Il ne peut donc s'agir que d'une décision de l'exécutif départemental, c'est-à-dire du président Méhaignerie»*, ce qui *«constitue une grave atteinte à la liberté d'expression des journalistes, c'est-à-dire à la liberté de la presse»* de la part d'une publication qui *«ne pouvait rester indifférente à la pression d'un donneur d'ordre de travaux publics dont la publicité est assurée par ledit journal et pour lequel elle constitue une recette non négligeable.»* Les conseillers généraux socialistes demandent au ministre de la justice, également président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, de s'expliquer devant les élus de l'assemblée départementale sur *«cette atteinte aux libertés fondamentales que constitue celle de la presse»*. A son arrivée place Vendôme, le garde des Sceaux avait insisté sur son souci de défendre ses magistrats. Les journalistes semblent relever d'une autre compétence. Le conseil de prud'hommes de Rennes a fait entièrement droit aux demandes d'indemnités de M. Poussier.

CHRISTIAN TUAL

Aux Etats-Unis

Un éditorialiste a été rétrogradé pour avoir critiqué l'ancien président Nixon

Un éditorialiste du *Daily Pilot* d'Orange (Californie) a perdu son poste et a été rétrogradé aux fonctions de rédacteur en chef culturel pour avoir signé un article très vif contre le défunt président Richard Nixon et contre le traitement que la presse a consacré à son décès, selon le *Hérald Tribune* du lundi 23 mai. Matt Coker avait traité l'ancien président de *«menteur paranoïaque, nuisible aux Etats-Unis»*. Il avait également stigmatisé *«la presse qui, après avoir facilité sa chute, couvrait maintenant d'éloges larmoyants cet homme misérable»*.

Des centaines de lecteurs du journal avaient protesté et beaucoup ont annulé leur abonnement. Le quotidien s'est excusé et a publié en «une» plusieurs lettres critiquant Matt Coker. *«J'essaie toujours de laisser sa liberté de ton à un éditorialiste*, a expliqué l'éditeur du journal, Willam Lobdell, qui avait approuvé l'éditorial. *Mais quand j'ai vu l'article imprimé, j'ai compris que c'était une erreur ; il ne cadrait pas avec avec ce que nous voulons faire.»* De son côté, l'éditorialiste déchu a fait remarquer *«que tout en comprenant la réaction des lecteurs, il lui semblait dangereux à long terme de sacrifier la liberté de parole de quelqu'un»*. Il a aussi mis en garde les lecteurs en leur faisant remarquer que, *«la prochaine fois, lors d'une véritable affaire, une campagne de ce type pourrait être montée et aboutir au licenciement de quelqu'un»*.

LOI SAPIN : la presse quotidienne régionale s'inquiète des circulaires d'application. – Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) s'inquiète d'une circulaire en cours d'élaboration, qui précise les modalités d'application de la loi Sapin concernant la publicité. Dans un communiqué, le SPQR estime que la rédaction actuelle de cette circulaire contredit l'esprit et la lettre de la loi, en excluant certaines opérations de «hors-média» – imprimés publicitaires, publipostage, etc. qui sont de féroces rivaux des journaux sur le plan des recettes publicitaires – du champ d'application, et en autorisant d'autres statuts que celui de mandataire pour les intermédiaires de la publicité. La presse quotidienne régionale, qui s'était opposée à la loi Sapin, souhaite, maintenant qu'elle a été adoptée, qu'elle couvre tous les produits imprimés, sans distorsion de concurrence.

BIBLIOGRAPHIE

Les journalistes, une profession «poreuse»

Les journalistes : pour parler d'une profession plurielle, le «s» s'imposait ; quoi de commun, en effet, entre *«stars, scribes et scribouillards»* qui forment le thème (et le sous-titre) de cet ouvrage collectif ? Le parti pris de la collection «Des gens» renforce ce constat de diversité, en confrontant plusieurs auteurs, plusieurs «angles» comme on dit dans ce métier qui cultive le *«professionnalisme du flou»* – selon l'expression de Denis Ruellan.

Ce socio-anthropologue définit en creux le journaliste, constatant qu'il n'est ni complètement écrivain ni vraiment chercheur, plus praticien que créateur, et pas encore intégralement *«communiquant»* (malgré une dépendance croissante à l'égard non seulement de l'argent, mais aussi des méthodes publicitaires). Bref, ce *«touche-à-tout»* entretiendrait une série d'ambiguïtés sur son statut, au risque de souffrir d'un certain discrédit auprès du public. Mais, justement, cette forme d'imposture ou de déséquilibre ferait la spécificité du métier.

L'historien Michael Palmer constate que ce mélange des genres et des disciplines ne date pas d'hier. Il replace et retrace dans le temps les rapports complexes entre la société et les *«héritiers de Théophraste»* (Renaudot, l'ancêtre des journalistes français). L'irruption de l'image, le commerce de l'information, le concubinage avec la politique... autant de questions qui façonnent des traditions, sans *pour autant borner une profession* qui répugne aux définitions et qui sait épouser les contorsions de son époque. Mais plus qu'en les cernant de l'extérieur, ou en sériant leurs représentations dans le temps, *les Journalistes se distingue des autres* ouvrages traitant du même thème par l'introspection réussie d'un récit à la première personne.

Jean-François Lacan, qui usa dans ces colonnes de la distanciation nécessaire à l'information, épanche dans son «Journal d'un chien», les frustrations et les contradictions d'un métier qu'il n'a *«pas choisi»* mais exerce depuis vingt ans. C'est justement parce qu'il n'a pas peur du «je» que ce témoignage subjectif, malgré ses omissions, ses raccourcis ou ses partis pris, dépasse l'analyse classique de la profession. De l'affaire Pechiney à la création et à la participation active à une «utopie» – le quotidien *le Truffe* –, des mœurs de la république littéraire aux mensonges de la guerre du Golfe, Jean-François Lacan plante une plume, impudique parfois, *«là où ça fait mal»*. Souvent, en tout cas, là où ça ne se fait pas : dans l'implicite des rêves déçus, des rancunes, des rivalités et des trivialités, quitte d'ailleurs à se donner alternativement le beau et le mauvais rôle.

Si la douleur d'un divorce personnel avec *le Monde* est sensible, l'auteur en tire des réflexions de portée plus générale. Il constate que *«le corps journalistique n'existe pas»* et que seuls *«quelques symptômes caricaturaux de comportement tribal»* unissent les détenteurs de la carte de presse. L'expérience – celle du chômage notamment, racontée avec lucidité – a tempéré son intransigeance : la *«révolte contre la porosité de cette profession»* qu'éprouvent nombre de confrères n'est qu'une autre façon de rêver du journalisme comme corps constitué, ce qui serait mortel pour sa liberté. Car l'auteur se réjouirait plutôt de ce *«scandale»* qui fait que *«personne ne nous a formés, homologués, mandatés pour écrire, analyser, juger, publier»*. Pour les *«chiens»*, le *«terrain vague n'a pas de frontières définies»*.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

▶ *Les Journalistes*, de Jean-François Lacan, Michael Palmer et Denis Ruellan, collection «Des gens», Ed. Syros, 276 pages, 145 francs.

هكذا من الأصل

هكذا من الأهل

Les rassemblements nationaux de la Pentecôte et les fêtes musulmanes

Une dizaine de manifestations de caractère religieux ont eu lieu au cours du long week-end de Pentecôte, du samedi 21 au lundi 23 mai, montrant la diversité des sensibilités, notamment dans l'Eglise catholique.

■ PÈLERINAGES TRADITIONALISTES. Les fidèles « traditionalistes » ont accompli leur pèlerinage annuel de Pentecôte : 7 000 environ, dans le sens Chartres-Paris (basilique du Sacré-Cœur), se situent dans la mouvance de la Fraternité Saint-Pie-X, en rupture avec Rome. Leurs « rivaux », ralliés au pape après le schisme de Mgr Lefebvre en 1988, ont marché en sens inverse, de Paris vers la cathédrale de Chartres.

■ RASSEMBLEMENTS. Les principaux rassemblements ont eu lieu toutefois à Paris et à Angers. A la cathédrale Notre-Dame se sont rencontrés pour la première fois 2 000 accompagnateurs de catéchumènes venus de toute la France. Treize évêques ont participé à ce rassemblement national. A Angers avait lieu le quatrième Forum des communautés chrétiennes. A La Pommeraye (Maine-et-Loire) enfin, étaient réunis environ trois cents prêtres-ouvriers.

■ AID-EL-KEBIR. Les musulmans de France ont célébré, samedi 21 mai, la fête du « sacrifice », dans un climat parfois tendu en raison d'une polémique sur l'abattage rituel du mouton (*le Monde* du 20 mai).

« Héritiers » et « fils adoptifs » du catholicisme

La coïncidence du calendrier a voulu que les « héritiers » du catholicisme « conciliaire » (par référence au concile Vatican II des années 60) et ses « fils adoptifs » se rassemblent au cours du même week-end de Pentecôte, les premiers à Angers au Forum des communautés chrétiennes, les seconds à Paris à la rencontre nationale des catéchumènes, c'est-à-dire de ces « néobaptisés » qui découvrent la foi chrétienne à l'âge adulte. Dans le climat de rejet « tranquille » de l'institution catholique confirmé par deux sondages récents (1), les uns et les autres ont exprimé des exigences qui illustrent les mutations à l'œuvre dans l'Eglise.

La génération des « héritiers » est celle des catholiques de quarante-cinq ans et plus – très majoritairement représentée au Forum d'Angers – pour qui Vatican II (1962-1965) n'est pas de la préhistoire. Pour *eux, nés dans l'Eglise*, la foi et la pratique vont presque toujours de soi. Ils représentent ce « noyau dur » traditionnel (mais certainement pas traditionaliste) qui, souvent contre vents et marées, fait tourner les paroisses, les mouvements, les services d'Eglise et les groupes caritatifs. A travers leurs partis, leurs syndicats, leurs associations, ils ont été à l'œuvre dans les transformations de la société française depuis vingt ans.

Plutôt contestataire, cette génération s'est souvent épuisée dans d'interminables querelles internes à l'Eglise sur le rôle respectif du clergé et des laïcs, la place des femmes, le centralisme romain ou l'œcuménisme intra-chrétien. Ces sujets ne mobilisent plus guère comme on l'a vu à Angers. En revanche, cette génération souvent grincheuse, mais réputée éternelle et fidèle, se découvre aujourd'hui inquiète. Comme la question qu'elle avait choisie pour thème : *« La foi a t-elle encore un avenir ? »*

Elle est troublée, d'abord, par cette génération des plus jeunes (leurs propres enfants) qui ne pratique plus, se détourne de l'Eglise et va chercher ailleurs (dans l'ésotérisme ?) des réponses. Elle est *déstabilisée, ensuite, par les* remises en cause venues de l'extérieur. Le choix des « parcours » les plus fréquentés à Angers était révélateur : les *« nouvelles spiritualités »*, le *« corps »*, la *« convivialité »* dans l'Eglise, la *« morale chrétienne »*, les interpellations des autres religions, etc. Et n'est-ce pas ce même Forum qui applaudit à tout rompre Bernard Kouchner provoquant son auditoire chrétien : *« Ça ne vous questionne pas, vous, tous ces gens qui au Rwanda, au Burundi, se réclament de Dieu et qui se coupent en rondelles ? »*

Réputée solide, la foi de ces « héritiers » est exposée aux doutes nés de la modernité. Ils ne remettent pas en cause leur appartenance à l'Eglise, mais la rêvent moins muette, sans tabous, ni interdits, capable de répondre aux besoins de sens et d'harmonie, de proposer des repères plus que des verrous, de susciter davantage de « témoins », d'accueillir les appels venus des autres religions et traditions spirituelles. Le Forum d'Angers a révélé un besoin criant d'expression large et libre.

Le poil à gratter des convertis

Ces « héritiers » cherchent hors de l'Eglise des réponses aux questions posées par la modernité. Dans la génération plus jeune, les « fils adoptifs » entrent au contraire dans l'Eglise pour y trouver la sécurité. Ce n'est pas un phénomène marginal ni confidentiel. On compte trois mille personnes d'âge adulte qui, chaque année en France, demandent et obtiennent le baptême. On les appelait hier des *« convertis »*. Et près de la moitié encore de ces « néocatholiques » disent avoir rencontré Dieu, comme Claudel ou Frossard, après un événement soudain, heureux ou dramatique : une rencontre extraordinaire, un accident, le décès d'un proche, un voyage, une émission, etc. On les appelle aujourd'hui *« catéchumènes »*, par souci de renouer avec l'une des plus anciennes traditions de l'Eglise.

Car il s'agit bien de tradition. Si, au moment où tant de « fidèles » désertent l'institution, d'autres choisissent d'y entrer, c'est bien par besoin d'adhérer à une histoire, de posséder des racines et une identité, de trouver cette chaleur qu'une communauté religieuse est supposée donner. Nés en dehors de l'Eglise, ils ont choisi le catholicisme non par hasard ou pour des raisons sociologiques (proximité, intérêt, etc.), mais, disent-ils, pour la qualité de l'accueil et parce qu'on y respecte leur liberté. C'est même la différence principale qu'ils font avec les sectes qu'une partie d'entre eux ont fréquentées.

Mais eux aussi, comme les pentecôtistes chez les protestants, sont devenus pour l'Eglise catholique une sorte de poil à gratter. Ils sont indifférents à son poids institutionnel, à ses débats internes, à son image contestée dans les médias et la société. Ils n'y viennent pas pour occuper des postes ou *« faire tourner la boutique ». Mais ces « fils adoptifs » ne* se sentent pas encore de la famille. Car, s'ils ne sont pas agressifs, ils bousculent les habitudes, recherchent des certitudes, alors qu'ils entendent des critiques, s'étonnent de la tiédeur des *« vieux baptisés »*, réclament de l'oxygène *« par besoin de respirer comme après une immersion prolongée »*, dit le Père Guy Cordonnier, responsable national du catéchuménat. Ils posent des questions non *« sur l'Eglise »*, mais *« à l'Eglise »*, pour qu'elle retrouve la radicalité de son message évangélique.

L'Eglise est-elle en mesure de répondre à tant de sollicitations, d'exigences diverses et parfois contradictoires ? Ce n'est pas la première fois que ses « héritiers » *doutent et que ses « fils adoptifs »* veulent revenir à la pureté d'origine. *« La vie chrétienne est un appel à changer. Le vieil homme résiste et craque »*, affirme le cardinal Lustiger (en visite en Nouvelle-Calédonie) dans un message lu aux catéchumènes et à leurs accompagnateurs rassemblés à Notre-Dame de Paris. A charge pour son institution de gérer sans casse de tels changements.

HENRI TINCQ

(1) Deux sondages sur la foi et les croyances des Français ont été réalisés d'une part, par CSA pour *le Monde* (12 mai), « La vie et l'actualité religieuse dans le monde », et, d'autre part par la SOFRES pour *la Croix* (20 mai).

L'Aïd-el-Kébir aux champs

La pluie aurait pu tout gâcher. Les premiers fidèles musulmans sont arrivés avant 7 heures, samedi 21 mai, sous les bourrasques. Ils ont déroulé leur tapis dans la grange pour la première prière de la fête de l'Aïd el Kébir. Les voitures pataugent déjà dans le champ voisin transformé en parking. Quelques heures plus tard, ce n'est plus que boue collante. Ils sont venus par milliers des banlieues de Paris et de la Normandie voisine.

Le Perchay, un village à quelques kilomètres de Cergy-Pontoise, est un des trois sites-pilotes retenus par la direction des services vétérinaires du Val-d'Oise (DDSV) pour encadrer l'abattage rituel de deux mille moutons. Serrant sur leur cœur les bons de commande, les pères traînent des familles un peu fébriles vers un hangar de cette ancienne ferme appartenant à la Caisse des dépôts. Ils sont dirigés vers les enclos où ils retrouvent, marqués à l'oreille par la DDSV, l'agneau gracile ou le mouton pansu qu'ils ont choisi, selon leurs moyens, deux semaines plus tôt.

« Salut Papy Roussel ! Tu es le roi ! » Au passage, presque *tous saluent un petit homme* rond au chapeau vissé sur la tête. Marchand de bestiaux sur l'île Laborde à Maisons-Laffitte, *« Papy Roussel »* organisait depuis plusieurs années le sacrifice de l'Aïd sur sa propre exploitation. Le rappel de la réglementation et les pressions du voisinage l'ont dissuadé de continuer. Cette année, il a préparé la fête avec le Comité de coordination de la communauté musulmane (CCCM). L'organisation de l'Aïd sur ce site a réuni 70 personnes liées par une convention.

Plus ou moins malhabiles, tirant parfois leur bête par les pattes arrière, les familles se dirigent ensuite vers le lieu du sacrifice, dissimulé par des bâches qui volent au vent. A l'entrée du champ en pente, tous semblent saisis par le spectacle rituel. Une dizaine de sacrificateurs posent les animaux sur des berceaux de bois. Le chef de famille leur tend un couteau qu'il vient d'aiguiser avec soin. *« Bismillah ! (A toi Dieu !) »*. La gorge de l'animal, fermement maintenu par son propriétaire, est tranchée d'un coup précis. Le sang bouillonne, puis s'écoule dans une tranchée creusée sous les caillebotis.

Des clous sur le macadam

Quelques mètres plus loin, les animaux sont suspendus par les pattes arrière à des dizaines de portiques. Des dépouilleurs leur arrachent la *peau et les vident de leurs* entrailles. Ces déchets partent vers de grands camions en bordure du champ. Les familles lavent soigneusement les abats qu'elles rangent dans des seaux. Les carcasses sont glissées dans des sacs en plastique que les hommes portent sur l'épaule jusqu'à leur voiture. Deux mille familles partent ainsi, avec la même joie sereine, préparer les plats traditionnels de l'Aïd. D'abord avec les abats, le lendemain seulement avec la viande du mouton.

A *une barrière, Mohamed* avoue sa fierté : *« C'est vraiment la première fois que nous prenons en main l'organisation de notre fête. Pour nous, c'est* « sunna muakkada », *une tradition obligée de notre religion. Plus on prend de peine à la respecter, plus on est récompensé. Il faut que les autres communautés comprennent l'importance que l'Aïd revêt pour nous. »*

Mais Mohamed ignore encore ce qui se passe à quelques kilomètres de là. Près d'une bourgade au nom charmant, Wy-*dit-Joly-Village, autre site* d'abattage organisé par la DDSV du Val-d'Oise, des dizaines de ses coreligionnaires ont dû arrêter leur voiture au bord de la route. Des clous de tapissier avaient été jetés sur le macadam.

CHRISTOPHE DE CHENAY

GRÈCE : séisme en mer de Crète. – Un séisme d'une magnitude de 6,1 sur l'échelle ouverte de Richter s'est produit en mer de Crète (sud de la mer Egée), lundi 23 mai à 8 h 46 (heure française). Selon l'Institut géodynamique de l'observatoire d'Athènes, l'épicentre du séisme était situé à 300 km au sud d'Athènes, au large des côtes nord de la Crète. Les autorités locales n'avaient signalé aucune victime dans la *matinée*, bien que le séisme ait été qualifié de *« très fort »* par l'institut. – *(AFP.)*

Au Forum des communautés chrétiennes à Angers

La foi dans tous ses états

ANGERS

de notre envoyé spécial

Pour sa quatrième édition (1), le Forum des communautés chrétiennes a réuni environ 2 200 participants au Parc des expositions d'Angers sur le thème « Croire aujourd'hui. La foi a-t-elle un avenir ? ». Ce Forum se veut un lieu d'expression libre pour les chrétiens de tous horizons – paroisses, mouvements, services d'Eglise – venus *« exposer sans complexe leurs questions et leurs convictions »*, comme dit le Père Henri Robin, son principal animateur.

Cette manifestation se distingue surtout par une pédagogie originale, à travers laquelle se croisent des besoins diversement exprimés dans les Eglises : des témoignages directs, des tables rondes, des discussions en petits groupes, des célébrations, avec, pour la première fois, des conférences magistrales qui ont transformé les locaux du Parc des expositions d'Angers en « amphis » sur la morale chrétienne, *la prière ou le* Nouvel Age.

Des personnalités aussi différentes que Mgr Georges Gilson, évêque du Mans, Bernard Kouchner, *de retour du Rwanda*, Jacques Barrot, président de la commision des finances de l'Assemblée nationale, Catherine Salviat, secrétaire de la Comédie-Française, Jérôme Vignon, collaborateur de Jacques Delors à Bruxelles, ont été invitées chacune à exposer son « itinéraire de foi ». Un engagement personnel, répond Jérôme Vignon, en vue d'une *« réhabilitation de la politique »*. La fidélité à un héritage, celui de Marc Sangnier et de la démocratie chrétienne, propose, quant à lui, Jacques Barrot. Bernard Kouchner ne se définit pas comme « croyant » : *« Je n'attends rien. Je suis pessimiste par nature, et c'est ce qui me permet de poursuivre »*, dit-il. Pour Mgr Gilson, enfin, la vraie question n'est pas *« la foi a-t-elle un avenir ? »*, mais *« l'homme a-t-il un avenir ? »*. Le Forum des communautés chrétiennes avait aussi invité à s'exprimer lundi, autour de Mgr Pierre Claverie, évêque d'Oran, trois représentants de l'islam, du judaïsme et du bouddhisme.

Les « parcours » de discussion ont témoigné d'une grande liberté de recherche et de ton. Vis-à-vis des nouvelles formes de spiritualité, par exemple : *« Y a-t-il incompatibilité entre notre foi chrétienne et le New Age ? »*, ont demandé plusieurs participants. *« Comment notre Eglise prend-elle en compte les besoins de guérison et de libération des hommes aujourd'hui ? » « N'est-elle pas trop silencieuse sur l'irrationnel, sur l'au-delà de la mort ? »*

On a entendu d'autres interrogations sur le thème du « corps », original dans une telle enceinte : *« Qui, dans l'Eglise, ose parler sans méfiance du corps ? » « Puis-je me réconcilier avec Dieu si je ne me réconcilie pas avec mon corps ? » « N'a-t-on pas trop intellectualisé l'expression de foi ? » « L'Eglise prend-elle assez en compte la sexualité comme lieu d'apprentissage du respect et de l'amour ? » « Ne parle-t-elle pas plus de sexualité que de Dieu ? »*

Si ce type d'exercice paraît salutaire, on ne lui voit guère de débouché concret. Depuis des années, le Forum des communautés chrétiennes cherche à élargir son audience. Ses promoteurs rêvent à une manifestation de masse comme le rassemblement catholique annuel de Rimini en *Italie ou les Kirchentage en* Allemagne. Sans succès jusqu'ici. Ses promoteurs mettent en cause le soutien jugé trop mesuré d'une hiérarchie épiscopale qui, selon eux, admet difficilement l'existence de lieux *« où il n'y a pas de bœuf sur la langue »* et où s'élaborent de nouvelles propositions de vie chrétienne. *« Nous ne sommes pourtant pas des casseurs de baraques »*, dit Henri Robin. Il leur reste pourtant à s'interroger sur leurs propres méthodes et capacités à rassembler.

H. T.

(1) Les précédentes éditions ont eu lieu à Lyon en 1984, à Montpellier en 1988, à Strasbourg en 1991.

ROME : le pape a salué les fidèles de sa chambre d'hôpital. – Jean-Paul II a salué les fidèles depuis sa chambre, dimanche 22 mai, pour la première fois depuis son hospitalisation, le *29 avril*, à la polyclinique Gemelli de Rome. Il est apparu légèrement amaigri, mais parlant d'une voix ferme. M. Berlusconi, président du conseil italien, lui a rendu visite samedi *21*. Sa sortie était prévue ce week-end, mais elle a été retardée de trois ou quatre jours. Dans un message diffusé à l'occasion de la Pentecôte, le pape a prié en faveur des *« peuples martyrs »* du Rwanda et de la Bosnie. – *(AFP.)*

ENVIRONNEMENT

Lancée par une trentaine de mouvements et associations

La manifestation contre le tunnel du Somport a rassemblé plus de 5 000 personnes

L'affaire du tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques) a connu un nouveau développement, dimanche 22 mai, avec le succès de la manifestation réunie par le Collectif alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7 : 5 000 à 7 000 personnes (10 000 selon les organisateurs), dont plusieurs centaines venues de Belgique, de Suisse et d'Allemagne, ont répondu à l'appel d'une trentaine de mouvements et d'associations.

Ce rassemblement, plus important que prévu, s'était tenu au sommet du col du Somport, dans une ambiance pacifiste, indique notre correspondant à Pau, Jean-Michel Guillot, avant que des incidents n'éclatent en fin d'après-midi : un *demi-millier de jeunes militants*, passant outre aux consignes des organisateurs, sont descendus, 3 kilomètres plus bas, sur le chantier du tunnel, aux forges d'Abel, et se sont heurtés aux forces de l'ordre. Des affrontements, brefs mais assez violents, ont eu lieu, et quatre manifestants et un gendarme mobile, blessés, ont dû recevoir des soins à l'hôpital d'Oloron.

Le percement, sur 8,6 kilomètres, du tunnel du Somport, qui vient de commencer (*le Monde* du 14 mai) pour relier la France à l'Espagne, devrait être achevé, selon les prévisions officielles, en juin 1996. Mais les opposants écologistes ont réaffirmé, dimanche, leur intention de *« ne pas abandonner la verdoyante vallée d'Aspe aux camions. »* Marie-Anne Isler-Beguin, tête de liste des Verts aux élections européennes – Antoine Waechter et Noël Mamère ont également participé à cette manifestation –, a notamment déclaré : *« Nous ne sommes pas contre le progrès, nous sommes tout simplement contre la destruction, et le projet de percement est criminel pour cette vallée. »*

Alors que la plupart des élus locaux, tous partis confondus, sont favorables à la réalisation de cet ouvrage, les adversaires du tunnel craignent non seulement que la vallée d'Aspe ne devienne *« un couloir à camions »*, mais encore que la route qui longe le gave d'Oloron ne soit aménagée, à terme, en autoroute. Ils préconisent la réouverture de la voie de chemin de fer, fermée en 1970, qui ralliait Pau à Canfranc (Espagne) et qui permettrait le ferroutage.

Tandis que, du côté espagnol, les travaux devraient bientôt commencer, une trentaine de mètres de galerie ont été creusés du côté français, où les techniciens se heurtent, selon un ingénieur, à *« un calcaire très dur »*, la progression n'étant que de 1 à 2 mètres par jour. Le *coût du tunnel du Somport*, pour lequel la CEE, en 1990, a accordé une subvention de 105 millions de francs, est évalué à 370 millions de francs.



L'écologie victime de son succès

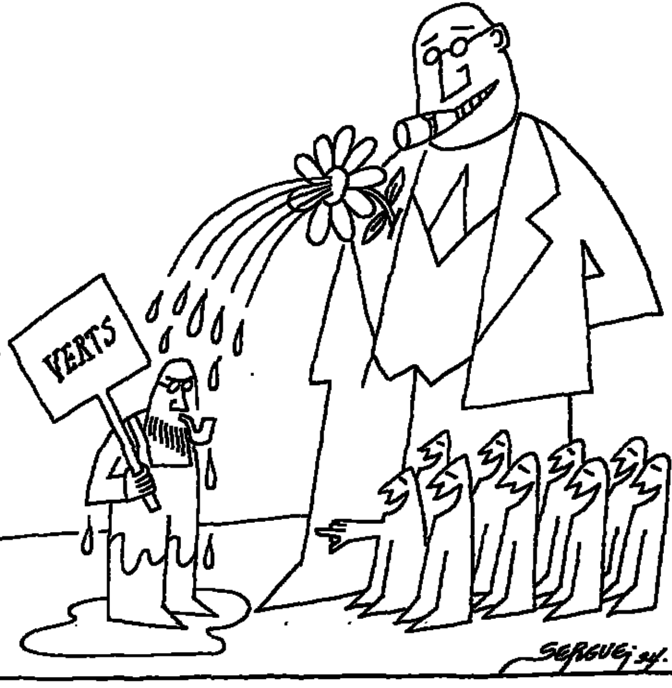
Suite de la première page

Même la communauté écologique de Davis, près de Sacramento, fait l'objet de sarcasmes pour son *« totalitarisme vert »*.

Au sein de l'Union européenne, *les députés verts de* Strasbourg apparaissent comme des agités *« qui préfèrent les tourterelles aux hommes »*. Aux Pays-Bas, la restitution d'un polder à la mer a déclenché une vague de protestations contre *« ces fous qui vont inonder une île et en chasser les paysans au profit des oiseaux »*. En France même, l'attaque a d'abord été menée par le philosophe Luc Ferry (2). Plus récemment, à l'occasion du suicide du maire de Chatain (Vienne), « victime » d'un projet de stockage radioactif, plusieurs personnes ont mis en cause les menaces proférées par des antinucléaires. Georges Suffert voit dans l'écologie une *« religion de substitution »*, qui recrute des adeptes *« fanatiques »*. Même Hervé Kempf, journaliste favorable à l'écologie, ne cache pas son agacement contre le culte de la nature lorsqu'il est dévoyé. Dans son dernier ouvrage (3), il montre bien que *« l'enjeu écologique n'est pas dans la nature, mais dans la société »*.

Alors même que cette méfiance se manifeste avec insistance, la préoccupation environnementale continue à gagner tranquillement tous les secteurs de la société. Pour s'en tenir à la France, qui n'a pourtant jamais été une terre de convictions écologiques affirmées, on s'aperçoit aujourd'hui que le souci de l'environnement, non seulement ne recule pas, mais gagne des milieux jusque-là *épargnés par la fièvre verte*.

Les notaires, on l'a vu (*le Monde* du 11 mai), ont consacré trois jours de congrès à ce thème, signe que la protection de l'environnement n'est plus seulement ressentie comme une responsabilité publique mais aussi comme une affaire privée.



Course de vitesse

La très discrète banque OBC (Ogier, Bungener, Courvoisier), spécialisée dans la gestion des fortunes, se demande aujourd'hui s'il n'y a pas de l'argent à gagner dans quelques « niches » comme le traitement de l'eau ou des déchets. Elle vient donc de créer une branche verte, Iéna Environnement, destinée à proposer des montages financiers.

Même la Fédération nationale du bâtiment, symbole du bétonnage s'il en est, va consacrer sa prochaine convention à l'environnement... Dans le même temps, on assiste à une course de vitesse entre services publics pour apparaître le meilleur défenseur du patrimoine naturel. Le ministère de l'agriculture ne voit de salut pour les paysans que dans l'entretien du territoire ou les productions vertes, comme les biocarburants. Les ministères de l'équipement et des transports se démènent pour que les grandes infrastructures se réalisent dans le respect de l'environnement.

La gendarmerie nationale produit un film qui exalte son rôle dans la police de la nature, dont plusieurs autres organismes se disputent aujourd'hui la responsabilité, comme l'Office national des forêts, l'Office national de la chasse, le Conseil supérieur de la pêche et les agents des parcs nationaux. Le ministère de l'environnement multiplie les interventions en matière de transports, d'agriculture et même de nucléaire, naguère chasse gardée du Commissariat à l'énergie atomique. Et il compte bien dire son mot dans le prochain programme de gestion de l'ONF, qui arrive à expiration en 1995. Ce qui ne manque pas de susciter des inquiétudes au sein de l'Office...

Jamais le souci de l'environnement, en Europe et aux Etats-Unis, n'avait été considéré à ce point comme une ardente obligation. Mais, après avoir mis vingt ans pour irriguer le corps social, le militantisme écologique se retrouve aujourd'hui comme vidé de sa substance, victime de son succès. L'écologie est tombée dans le domaine public. Et les écologistes se retrouvent privés de leurs droits d'auteur.

ROGER CANS

(2) *Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, par Luc Ferry (Grasset, 1992).

(3) *La baleine qui cache la forêt*, par Hervé Kempf (La Découverte, 1994).

REPÈRES

SAISIE

M. Tapie présente le déménagement de ses meubles comme une « affaire de famille »

Interrogé ce week-end sur le déménagement de ses meubles organisé dans la nuit de jeudi 19 à vendredi 20 mai pour échapper à la saisie conservatoire demandée par le Crédit lyonnais, Bernard Tapie a nié avoir voulu organiser la dissimulation d'une partie de ses actifs et a présenté cet épisode comme *« une affaire de famille »*. Samedi 21 mai, au journal de TF 1, le député (MRG) des Bouches-du-Rhône a expliqué que sa femme avait décidé *de s'adresser à son frère, déménageur*, afin d'emporter *« chez sa mère quelques meubles auxquels elle est personnellement attachée »*. *Précisant son propos* dans le *Journal du dimanche* du 22 mai, M. Tapie a ajouté que le mobilier déménagé était composé de *« deux meubles bas, deux commodes, un tapis, des gaines et un lustre »*. Contredisant le Crédit lyonnais, qui *affirme ne pas avoir reçu la liste* des meubles et objets d'art pris en garantie de ses créances sur M. Tapie, ce qui motive la saisie conservatoire, le député a assuré que cette liste avait bien *« été fournie par un expert »*. *« Si on n'arrive pas se mettre d'accord dans les jours qui viennent, c'est le tribunal qui décidera si c'est moi qui ai raison ou le Lyonnais »*, a-t-il ajouté.

ACCIDENT

Une information judiciaire est ouverte après la mort de cinq personnes dans un autocar belge

Une information judiciaire a été ouverte, dimanche 22 mai, par le parquet de Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur l'accident d'un autocar belge *qui s'est produit* vendredi 2 mai vers 22 heures. Sous une pluie battante, le véhicule, qui venait de Namur et se *rendait en Espagne avec à son* bord quarante-huit passagers et deux chauffeurs, a emprunté par erreur une bretelle d'autoroute, à *la sortie ouest de Nancy*. Abordant à la vitesse de 85 km/h, selon l'indication donnée par le disque enregistreur et rapportée *par les enquêteurs, un virage où* la vitesse est limitée à 40 km/h, l'autocar a dérapé sur la chaussée glissante et s'est renversé. *Cinq passagers ont trouvé la* mort et une vingtaine ont été blessés, dont une dizaine étaient encore hospitalisés dimanche. Le chauffeur, *Paul Arys*, âgé de quarante et un ans, n'avait pas de trace d'alcool dans le sang. Il a été présenté à un juge d'instruction, qui l'a autorisé à rentrer chez lui, en Belgique.

POLICE

La CFDT dénonce la discrimination sexuelle

La CFDT demande à Charles Pasqua de modifier son arrêté du 5 avril par lequel le ministre de l'intérieur réserve 60 % des postes du concours de gardiens *de la paix « aux jeunes gens ayant effectivement accompli le service national »*. Faute de quoi, prévient la fédération Interco *CFDT*, qui note que *« le ministère de l'intérieur est connu de* [ses] *services pour être récidiviste en matière de discrimination sexuelle »*, elle saisira la justice. Elle réclame aussi le retrait du projet de création d'un concours réservé aux policiers auxiliaires, ces jeunes hommes qui effectuent leur service national dans la police.

JUSTICE

Nouvelles expertises après la mort des frères Saincené

Les corps des frères Saincené, *découverts asphyxiés dans leur* voiture à Tourtour (Var), le 12 mai, subiront une seconde autopsie, décidée après l'ouverture, vendredi 20 mai, d'une information judiciaire pour assassinat (*le Monde* daté 22-23 mai). La famille des deux frères, qui ne croit pas au suicide, avait réclamé cette nouvelle expertise. La première autopsie avait corroboré la thèse du suicide par intoxication carbonée. De source *judiciaire, on apprend que des* experts tentent, par ailleurs, de dater des *« brouillons de courrier »* retrouvés sur les disques d'un ordinateur qui a été saisi dans la villa de Tourtour. *« L'unique moyen de poursuivre la lutte et de faire éclater la vérité est d'utiliser la seule arme qui me reste : ma vie »*, peut-on lire sur l'un de ces documents.

MÉDECINE

Un médecin britannique sur trois a déjà aidé un patient à mourir

Une enquête publiée vendredi 20 mai dans le *British Medical Journal* révèle qu'un tiers (38) des médecins ayant répondu à un questionnaire de la revue (119) ont déjà *« activement aidé »* un de leurs patients à mourir alors que l'euthanasie *« est illégale et contraire aux recommandations de l'ordre des médecins britanniques »*. – *(AFP.)*

ÉDUCATION

Réunis pour des assises nationales à Lyon

Les IUT restent en mal de reconnaissance

LYON

de notre envoyé spécial

Le malaise n'est pas encore totalement dissipé. Deux mois ont passé, et les instituts universitaires de technologie (IUT) n'ont toujours pas absorbé l'onde de choc négative que les manifestations contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP) avaient provoquée, jetant le doute sur la qualité de la formation dispensée et la valeur du diplôme délivré.

Convoquées par l'assemblée des directeurs, vendredi 20 mai à Lyon, les assises nationales des IUT ont révélé l'ampleur des inquiétudes d'une institution en mal de reconnaissance et qui s'estime, aujourd'hui encore, menacée. *« Nous sommes toujours mobilisés »*, a proclamé Jean-Claude Martin, président de l'assemblée des directeurs.

Avec lui, l'ensemble des responsables des 90 établissements, accueillant 93 000 étudiants, a tenu à rappeler que cette filière de formation technologique, à bac + 2, a fait ses preuves, tant en matière de qualité pédagogique que d'insertion professionnelle, auprès des entreprises.

A l'origine de cette inquiétude, la place qui sera reconnue aux IUT dans la réorganisation de la filière technologique en cours d'élaboration. En l'absence de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur, son directeur de cabinet, Christian Philipp, n'a pas, loin de là, répondu aux attentes formulées par ses interlocuteurs. L'annonce de la création, à la rentrée prochaine, de 37 nouveaux départements et l'attribution d'une dotation supplémentaire de 55 millions de francs n'ont pas suffi à apaiser des demandes précises concernant essentiellement l'articulation entre les IUT et les instituts universitaires professionnalisés (IUP), appelés à devenir le pivot de la nouvelle filière professionnelle des universités.

La question du recrutement des élèves en IUP à bac + 1 ou à bac + 2 comme la demande pressante d'ouvrir plus largement les portes des IUT aux bacheliers des filières technologiques ont révélé de profondes divergences. Certes, le représentant du ministre a « lâché » une avancée timide en autorisant, à titre expérimental, une troisième année en IUT qui pourrait être sanctionnée par un diplôme national, notamment pour les élèves se préparant au professorat de l'enseignement technique. Mais, M. Philipp s'est toutefois bien gardé d'arbitrer le conflit, interne, selon lui, concernant la place respective des IUT et des IUP à l'intérieur des universités.

MICHEL DELBERGHE

TAUROMACHIE

Feria de Nîmes

De l'intérêt des proverbes taurins

NIMES

de notre envoyé spécial

Ne prenez jamais une feria au vol. C'était vendredi 20 mai qu'il fallait être là. Cesar Rincon triomphait devant des toros de Samuel Florès. Samedi 21 mai, on attendait tout du « mano a mano » que se livrent à la royale Joselito et Ponce, les deux « numéro un » de l'heure, soit un de trop. Joselito et Ponce, le Madrilène et le Valencien, la vitesse juste et la précipitation, l'élégance philosophe et l'artisterie composée, le ténébreux et le communiant bien élevé, le numéro un dans l'âme (Joselito) et le numéro un dans les chiffres (Ponce). On allait y voir plus clair.

Ou la corrida a ce pouvoir de dévoilement, ou elle n'est rien. Ou elle en dit plus long et d'un autre ton sur la vie et le mouvement de la pensée, ou elle n'est qu'un inutile abattage en public.

Malheureusement, devant les toros, les proverbes ne mentent pas. Celui-ci, par exemple : *« Quand il y a des toreros, il n'y a pas de toros, et réciproquement. »* On étaient prêts à une contestation philosophique. C'était sans compter sur le dé du destin, le toro. Ceux de Zalduendo de Domecq sont sortis si faibles que le malheur s'est installé. Quelques séquences de Joselito et un toreo bâclé du jeune Valencien n'y ont rien pu. Peut-être, *après tout, étaient-ils pour* quelque chose dans le choix des zalduendo. Allez savoir. Beau geste de l'organisation, beau geste très taurin, donc très étrange, le « mano a mano » est remis aux vendanges avec le même ticket.

L'intérêt des proverbes taurins, c'est que pour ne mentir jamais, ils ne sont vérifiés qu'une fois sur deux. Quand il y a des toros, il n'y a pas de toreros? Le 22 mai, alors que l'on ne savait plus à quoi s'attendre, Eduardo Miura envoie un lot plus que convenable de son élevage illustre, belle présentation, solidité, pas commode, mais pas intoréable, et toujours cette légende des miuras qui fait que tout le monde les prend pour des miuras.

Devant, trois garçons se hissent presque à leur hauteur : José Antonion Campuzano, dont on croit toujours tout savoir, Nino de La Taurina, un peu débordé, et El Fundi, sans doute pas le meilleur de l'après-midi, mais le plus chanceux devant le cinquième. Au nom d'un autre proverbe : *« No hay mala quinto »* (il n'y a pas de mauvais cinquième toro). Et sinon non. Une miurada (corrida de Miura) réussie ne se trouve pas sous le sabot de tous les miuras.

Le public reste à Nîmes joyeux et turbulent. Bref, rendez-vous en septembre, rendez-vous manqué des *vedettes, rendez-vous réussi* avec la révélation locale, le jeune Swan Soto, très affirmé devant des « sanchez arjona » de catégorie. Les signes de Swan, comme les proverbes, ne mentent pas.

FRANCIS MARMANDE

Attendre à cheval

NIMES

de notre envoyé spécial

Le dimanche 22 mai au matin, une corrida équestre réunit Moura Telles, Gines Cartagena et Marie Sara. Avec les corridas à cheval (*rejoneadores*), *l'aficionado* du premier cercle se croit toujours obligé de prendre des distances. Les rangs spécialisés se vident. *Quelques raisons à cela* : les toros, amoindris avec leur guidon écourté sur un crâne à la Picasso, ont des airs de moutons. La mise à mort, puisqu'il s'agit de cela, se maintient d'un geste campagnard, échappée à l'industrie et transportée vers la mémoire, et, pour des tas de raisons, pénible. Mais la première impression est toujours forte.

On se *dit que l'avenir de la* corrida, s'il existe, est peut-être là : une fête, du soleil, de la musique, des exhibitions, et ce trio *magique, hommes ou femmes*, toro, cheval en *majesté*. Le public aime bien. Après quoi, les choses sérieuses commencent. L'ennui est souvent plus grave parce qu'il est social. La tauromachie à cheval dispense une sorte d'ennui aristocratique et malheureux (le toro défiguré), la tauromachie à pied suscite un ennui libertin, donc philosophe, et par là, politique. On *ne dit pas assez les* ennuis en tauromachie. C'est cela qu'on préfère ne pas dire.

Soudain, un Gines Cartagena trop théâtral, d'un écart, d'une inversion de pose, d'une vitesse trouvée, déchire le voile de l'ennui social. Le soleil s'aperçoit. On ne tue plus le temps. Il est retrouvé entre Parménide et Héraclite, entre Pascal et Voltaire, entre Sartre et Bataille. On espère de Marie Sara, comme, on s'en souvient, de Conchita Cintron. On attend Luis et Antonio Domecq, tels qu'on les vit à Séville en septembre. Bref, on recommence, comme toujours, d'attendre.

F. M.

هكذا من الأصل

URBANISME

Un architecte pour le cœur de Berlin

Les grandes manœuvres urbaines continuent de se dérouler dans la nouvelle capitale de l'Allemagne réunifiée. Un concours d'architecture a été lancé pour la restructuration du berceau historique de la ville. Le lauréat est un jeune architecte berlinois parfaitement inconnu : Bernd Niebuhr. Ses propositions *cadrent assez bien avec le souhait* des pouvoirs publics en place : faire disparaître tout ce qui peut rappeler la « parenthèse » de l'ex-République démocratique allemande.

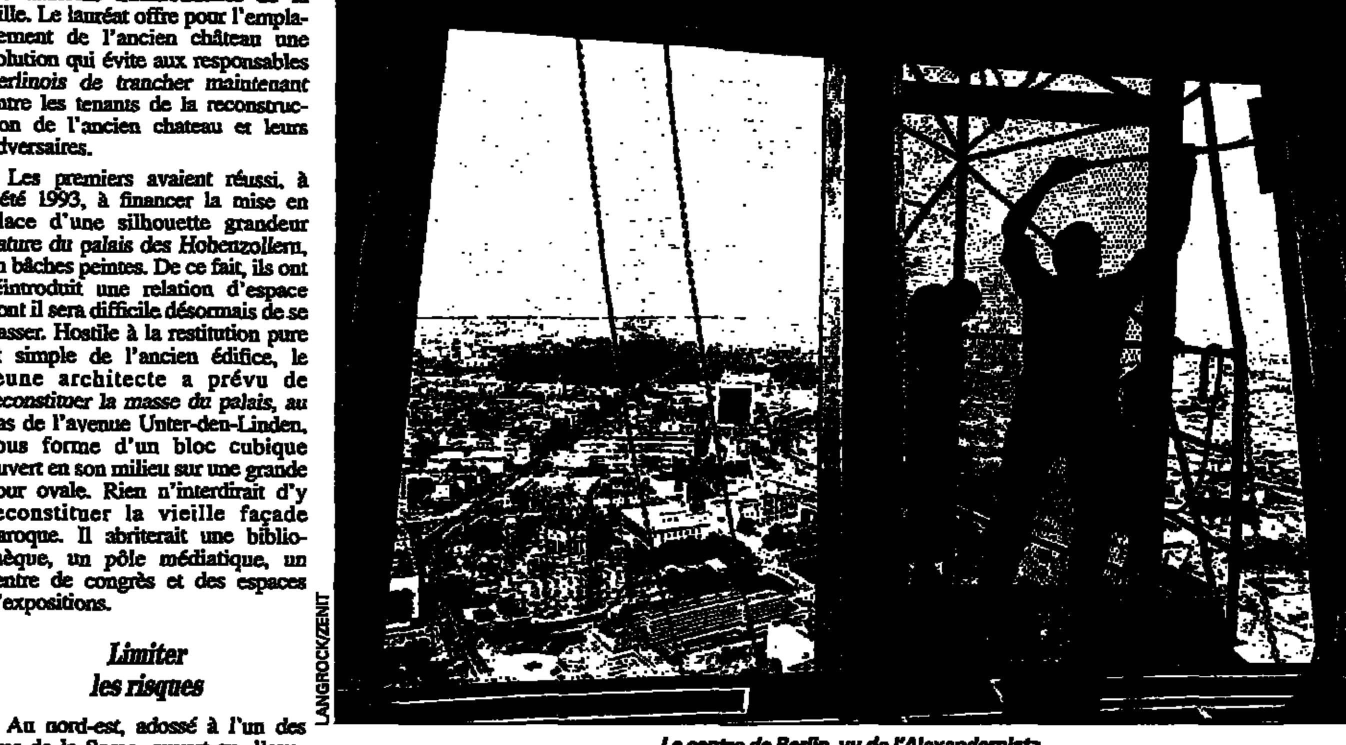
BERLIN

de notre envoyé spécial

C'était le plus grand concours d'architecture du siècle : pas moins de 1 106 projets venant de quarante-neuf pays pour un enjeu de taille, la reconstruction du berceau historique de Berlin, sur l'île de la Spree, autour de l'ancien château du *Kaiser*. Les communistes de l'Allemagne de l'Est, qui en avaient fait sauter les ruines après-guerre, y avaient construit leur palais de la République (fermé depuis la réunification pour cause de « pollution à l'amiante ») et aménagé une grande place qui servait aux pompes officielles du régime.

Présenté en public la *semaine* dernière à Berlin, le projet lauréat du concours est un jeune architecte berlinois parfaitement inconnu jusqu'ici, Bernd Niebuhr. Le jury était composé de neuf représentants des pouvoirs publics, berlinois et fédéraux, et de dix architectes. Les propositions retenues cadrent avec les vœux d'un *establishment* soucieux de mesure et de « purification idéologique ». Elles veulent passer l'éponge sur le passé est-allemand en rasant et le palais de la République et l'ancienne présidence d'état Est-allemande pour recréer sur les anciens axes d'avant-guerre des pâtés d'immeubles respectant les hauteurs traditionnelles de la ville. Le lauréat offre pour l'emplacement de l'ancien château une solution qui évite aux responsables *berlinois de trancher maintenant* entre les tenants de la reconstruction de l'ancien chateau et leurs adversaires.

Les premiers avaient réussi, à l'été 1993, à financer la mise en place d'une silhouette grandeur *nature du palais des Hohenzollern*, en bâches peintes. De ce fait, ils ont réintroduit une relation d'espace dont il sera difficile désormais de se passer. Hostile à la restitution pure et simple de l'ancien édifice, le jeune architecte a prévu de *reconstituer la masse du palais*, au bas de l'avenue Unter-den-Linden, sous forme d'un bloc cubique ouvert en son milieu sur une grande cour ovale. Rien n'interdirait d'y reconstituer la vieille façade baroque. Il abriterait une bibliothèque, un pôle médiatique, un centre de congrès et des espaces d'expositions.



LANGROCK/ZENIT

Le centre de Berlin, vu de l'Alexanderplatz.

Limiter les risques

Au nord-est, adossé à l'un des bras de la Spree, ouvert sur l'avenue des Tilleuls (Unter-den-Linden) et le jardin du Lustgarten, ce nouvel espace public serait bordé de quartiers réservés aux ministères. Celui des affaires étrangères, dans le prolongement de l'île, dont les bureaux s'articuleraient autour d'une cour carrée semi-publique. Et celui de l'intérieur, qui occuperait, de l'autre coté du bras ouest de la Spree, l'immeuble de l'ex-Reichsbank (l'ancienne banque centrale), *reconverti du temps de la RDA* en siège du Parti communiste, et dont l'architecture massive serait masquée par un nouveau bâtiment dans le prolongement de la façade du ministère des affaires étrangères. Bouclant le tout, face à l'ancien portail du *château, où se trouve* actuellement une bâtisse récente, particulièrement hideuse, qui abritait le siège de la diplomatie est-allemande, on reconstruirait l'Académie de la construction du grand architecte néo-classique berlinois, Schinckel (1781-1841).

Les résultats du précédent concours (*le Monde* du 27 mai 1993) organisé en 1993 pour l'aménagement de la boucle de la Spree, autour du Reichstag, où doivent s'installer le Parlement et la chancellerie, avaient suscité une polémique entre les architectes internationaux du jury et certains représentants des institutions de Bonn. Le projet retenu, celui du Berlinois Klaus Schulte, était jugé trop monumental au goût de ces derniers et ils avaient obtenu de reconvoquer le jury pour tenter, sans succès d'ailleurs, d'en modifier la décision. Cette fois-ci, le choix des membres du jury limitait les risques. Parmi les cinquante-deux finalistes se trouvaient vingt et un bureaux d'architectes berlinois. *« Le concours montre clairement que sans une connaissance approfondie des discussions actuelles sur l'architecture à Berlin, on a aucune chance de construire dans la capitale »*, note un spécialiste, Falk Jaeger, dans le quotidien local *Tagesspiegel*.

Le déménagement de l'administration fédérale

« Ainsi, écrit-il, *on a éliminé dès le premier tour tout ce qui se risquait au-dessus de l'arête des gouttières, tout ce qui était aussi un tant soit peu de travers, dynamique, organique. »* Des cent vingt-trois projets français, deux ont passé le premier tour, des quatre-vingt-deux américains, un seul.

La nomination du lauréat avait suscité la semaine dernière la perplexité des spécialistes. Les quatre premiers projets primés proposent, avec des variantes, des solutions avoisinantes. On s'interroge donc sur la nécessité de réunir de tels concours puisque l'on a de toute façon si peu envie d'innover, d'inventer. Ce qu'il est advenu des résultats de la compétition organisée en 1993 sur le réaménagement du bâtiment du Reichstag laisse rêveur. Trois projets avaient été primés, aussitôt jugés trop futuristes ou irréalisables par les responsables du Parlement fédéral. Après d'innombrables discussions, un nouveau projet avait finalement été retenu, prévoyant notamment d'ouvrir le Reichstag sur un puits de lumière. Mais la commission *ad hoc* du Bundestag vient de tout bloquer en relançant l'idée, onéreuse et compliquée à réaliser, de reconstruire l'ancienne coupole à l'identique.

Enfin, à quatre mois de la fin de la législature en cours, les projets de reconstruction de Berlin, liés à la question du déménagement de l'administration fédérale, restent dans le plus grand flou. La multiplication des instances de décision, les désaccords sur les modalités et le coût du déménagement, les manœuvres de ceux qui y sont de toute façon hostiles ne permettent pas pour le moment de préjuger de ce qui se fera. On commence à se poser sérieusement la question d'un renvoi des décisions à la prochaine législature. Mais rien ne dit que le nouveau Parlement sera plus ouvert au déménagement que le précédent. Une séance de discussion devait avoir lieu le 19 mai au conseil des ministres pour arrêter un concept d'installation des administrations. Le sujet a été rayé de l'ordre du jour, au dernier moment, sans qu'une nouvelle date ait été fixée. La chancellerie, les diverses administrations compétentes, le Parlement se renvoyant indéfiniment la balle.

La commission budgétaire du Bundestag, qui tient les cordons de la bourse, a *récemment* retourné sa copie au gouvernement en exigeant que les ministères renoncent à se faire construire de nouveaux sièges et en leur demandant de s'installer dans des bâtiments déjà existants. Du coup, personne ne peut dire si l'on construira un jour prochain un nouveau ministère des affaires étrangères sur l'île de la Spree, quelle part aura le gouvernement dans le réaménagement des espaces et, en cas de renoncement des pouvoirs publics sur tout ou partie du projet, ce que souhaiteront d'éventuels investisseurs privés.

HENRI DE BRESSON

DANSE

ANNE TERESA DE KEERSMAEKER au Festival des arts

Exercices du regard et de la mémoire

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Après *Toccata*, pièce créée en octobre 1993 sur une musique de Bach, on avait senti une furieuse envie chez Anne Teresa de Keersmaeker de retourner à la musique contemporaine. D'aller confronter à une partition qui s'élaborerait en même temps que sa chorégraphie ce qu'elle avait appris de la fréquentation des maîtres d'hier et d'aujourd'hui qui, depuis plus de dix ans, ont nourri sa création. Pour *Kinok*, la Flamande a donc fait appel à Thierry de Mey, jeune loup de la scène musicale belge. Avec Peter Vermeesch, il avait composé la partition de *Rosas danst Rosas*, chorégraphie historique et fondatrice de la compagnie, en 1983.

Dans *Kinok*, la musique de Thierry de Mey côtoie la *Sonate pour violon seul* de Bartok (tirée de *Rosa*, un duo que la chorégraphe a créé en 1991 pour Peter Greenaway, à l'occasion du départ d'une de ses grandes danseuses, la Japonaise Fumiyo Ikeda) et la *Grande Fugue* de Beethoven (empruntée à *Erts*, de 1992). *Kinok*, qui est le titre donné par Thierry de Mey à sa partition (préparée au cours d'une résidence à l'IRCAM, à Paris), est attribué à l'ensemble de cette création en trois actes.

« Kinok » est un mot russe qui exprime la faculté qu'a l'œil de saisir plusieurs choses *à la fois*. Il servait aux cinéastes, groupés autour de Dziga Vertov, à définir leurs principes du cinéma-vérité. La musique du jeune Belge est donc comme un regard posé sur le passé de Keersmaeker, une articulation possible entre Beethoven et Bartok. Il s'agit aussi du regard que la chorégraphe elle-même porte sur son propre travail à l'occasion de cette re-mise en scène. Regards des danseurs entre eux, celui du désir, celui du narcissisme. Regards aussi qui s'évitent, regards tournés vers l'intérieur, à la recherche de leur vérité. Mixage, recyclage : la chorégraphe travaille à remonter son répertoire, mais elle le fait vivre d'une pièce à l'autre. Etant entendu, bien évidemment, que le travail de Thierry de Mey sera repris et développé pour la création 1995.

Rencontres et enchaînements

Tout commence devant un rideau blanc. Avec un homme et une femme qui dansent le duo du film *Rosa*. Ce duo, interprété pour la première fois sur scène, montre les feintes du désir. Prises de judokas, esquives, déséquilibres doux, ralentis voluptueux, glissements. On dirait un tango, mais les protagonistes hésitent à s'abandonner. Elle, surtout. Au cours d'une phrase conquérante qu'elle reprend plusieurs fois, altière, le bras en corbeille, elle a de très petits mouvements de tête, drôlement ponctués par des accents musicaux, comme quelqu'un qui, retrouvant ses esprits, refuse de succomber. A la fin, quand elle s'allonge pour continuer le jeu, observer son partenaire dans sa danse de séduction, il quitte le plateau. Le visage rond aux traits très dessinés, l'œil expressif, non seulement Osman Khelili danse en virtuose, mais sa présence crève l'espace. La musique de Bartok est jouée en direct par George-Alexander Van Dam.

Le rideau blanc s'écroule. On pense tout de *suite* à l'argument de *l'Après-Midi d'un faune*, dans la version qu'en a donnée Jerome Robbins. Osman Khelili se dissimule dans l'ombre. Il observe une danseuse (Marion Ballester) qui avance à contre-jour dans une pièce *vide*, *style studio de répétitions*. Elle vient s'exercer dans une petite robe rouge qui la découvre jusqu'à la taille. Dans *Kinok*, ce n'est pas l'homme qui viendra rejoindre la jeune femme, ainsi que dans *l'Après-Midi d'un faune*, mais *une autre danseuse*, *tout aussi court* vêtue, Sarah Ludi, transfuge de chez Angelin Preljocaj, puis sept autres danseurs qui apparaîtront et disparaîtront, au gré des rencontres, des enchaînements. La chorégraphe pousse ici son art du contrepoint et de l'ornementation à son paroxysme, se faufilant au travers une musique d'une extrême liberté.

Qu'Anne Teresa de Keersmaeker n'arrive pas à se séparer de la danse qu'elle a créée sur *la Grande Fugue* de Beethoven, on la comprend : *elle est*, en *effet*, un moment de grâce absolue (*le Monde* du 10 février 1992). Sur deux écrans vidéo, placés de chaque côté de la scène, on peut suivre en gros plans fixes les mouvements des musiciens. Parfois des parties de corps *des danseurs* viennent s'encastrer dans l'image : c'est bien, sans nul doute, à une démultiplication du regard, mais aussi de l'écoute musicale, que nous avons été conviés.

DOMINIQUE FRÉTARD

▶ Grace Ellen Barkey en solo, les 25 et 26, à 20 h 30, les 27 et 28, à 19 heures. Wim Vandekeybus dans *Mountains Made of Barking*, les 28, 30 et 31, à 20 heures, le 29, à 17 heures. Festival des arts, de Bruxelles. Tél. : (19) 02-223-23-00.

Penser Bruxelles autrement

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Frie Leysen, qui a eu l'idée de ce nouveau Festival des arts de Bruxelles, est une personnalité de la scène artistique belge. Depuis plus de onze ans, elle dirigeait le Singel, à Anvers, haut lieu du théâtre, de la danse et de la musique. De la réflexion aussi. Le Singel était devenu le symbole artistique belge, une réussite certainement pas étrangère au choix de la ville d'Anvers comme capitale européenne en 1992. La jeune femme a décidé qu'il devenait urgent de donner à Bruxelles un avenir culturel et artistique.

« J'ai quitté le Singel que j'ai fondé, à Anvers, car tout directeur d'une institution vieillit avec ses choix. Il perd aussi de son élan, de son enthousiasme. Par contrat, j'avais donc fixé la date de mon départ. Je savais qu'une ville comme Bruxelles, carrefour cosmopolite, européen, dominé par la loi de l'argent et les bureaux, ville qui se vide de ses habitants, devait réagir, jouer aussi un rôle culturel, être capable d'élargir son identité. Je suis contre les festivals. Il y en a trop. Mais un festival, par le nombre de spectacles proposés sur une courte durée, peut créer un choc salutaire.

» Le Festival des arts de Bruxelles pouvait avoir un effet fédérateur, un effet de tolérance, par rapport à l'histoire même de la Belgique, mais aussi accompagner tous ces talents qui aujourd'hui créent dans la capitale. Ainsi le chorégraphe Wim Vandekeybus, connu dans le monde entier, est pour la première fois produit par son propre pays. »

D. F.

ARTS

JUAN MUNOZ à Nîmes

Parce que c'est absurde

NÎMES

de notre envoyé spécial

A première vue, cela doit plaire. Deux tableaux marquent l'entrée de l'exposition consacrée par le Carré d'art de Nîmes à Juan Munoz, une valeur montante de l'art espagnol : des dessins plus que des peintures, graphisme élégant et efficace montrant des intérieurs proprets, et coquets. Passé le hall, un alignement d'académies masculines, uniquement de dos : les visages, les mains et tout le bas du corps ont disparu. Au mur, une main courante, apparemment... courante.

Il faut se retourner vers l'entrée pour en voir une autre, tortueuse, sans fonctionnalité aucune. Elle reprend le tracé des lignes de la main de l'artiste. Il faut se méfier des rampes, ces soutiens supposés innocents : celles de Munoz recèlent des pièges variés. Ici, elles conduisent vers un garde-fou, qui lui-même permet de se pencher sans risque sur un atrium au mur duquel pendent d'autres balcons. Munoz les a trouvés à Nîmes. Ils sont défoncés, tordus, et se referment sur un mur bien plein. Munoz *n'est donc pas si simple : saisis par* un vertige qui n'est pas dû à la hauteur de la pièce, on ne sait plus si on regarde le mur, ou si c'est lui, abrité derrière son balcon, qui nous regarde.

La suite montre les mêmes ambiguïtés : *le Voyage d'hiver* est effectué par une statue de résine, posée sur un plancher géométrique, à la manière de ces marqueteries en trompe l'œil chères à l'Italie de la Renaissance finissante. Un personnage en porte un autre sur ses épaules, il a toute la salle à traverser, en gravissant cette illusion d'escalier procurée par les dessins au sol. Sa bouche est animée d'un mouvement mécanique, et s'entrouvre régulièrement. Claquement de dents ou halètement, l'effet est saisissant. Comme le contraste provoqué plus loin par la juxtaposition de ces fameux intérieurs douillets *(Raincoat drawings)* et une installation : une commode en bois au tiroir ouvert révèle des pull-overs de bronze, et laisse sourdre le bruit d'une averse. Comme le jeu pervers consistant à montrer des maquettes des salles du musée où la pluie s'infiltre en abondance : dans une ville où les inondations provoquent les ravages que l'on sait, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu.

Dans le même registre, montrer des tambours derrière une grille tramée qui ne les laisse voir que de loin perturbe la délicieuse manie qu'a l'amateur de trop s'approcher des œuvres. Mais le plus spectaculaire est encore à venir : *Conversations* est le titre générique de plusieurs sculptures anthropomorphes, mais aux yeux irrémédiablement clos et qu'une hypertrophie des membres inférieurs interdit à jamais de se déplacer autrement que comme des culbutos. Habituellement dispersées dans des collections aux quatre coins du monde, elles sont réunies pour la première fois dans un musée français et engagent un bavardage muet, uniquement perceptible par la mise en relation temporaire qu'a réalisée Munoz. De son atelier madrilène, Munoz a su restituer une bonne part des absurdités de la vie.

HARRY BELLET

▶ Carré d'art. Musée d'art contemporain. Place de la Maison Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : (16) 66-76-35-70. Jusqu'au 29 mai.

PRÉCISION. – Le directeur de l'Ecole nationale des beaux-arts nous prie de préciser que l'aide de 3 millions de francs apportée pour la rénovation de la bibliothèque de l'Ecole (*le Monde* du 20 mai) émane de l'Association des amis de Stratis Andréatis.

FESTIVAL DE CANNES

En attendant le palmarès et la distribution, au cours du gala de clôture, de prix prestigieux allant de la Palme à la Caméra d'or (la cour des grands), on se bouscule au portillon pour décerner une foule de distinctions « parallèles » (la cour des petits). Le « sponsor », souvent une marque, y attache son nom, parfois même un avantage financier, en espèces ou en échange-marchandise : Mercedes-Benz remet 60 000 francs au réalisateur du film primé ; Canal Plus garantit l'achat du film gagnant par la chaîne et une pré-production pour le prochain film du réalisateur d'un montant de 50 000 francs. Les grandes institutions – ministères, associations de critiques – jouent plutôt la carte de l'art pur et dur et du propos élevé. Les uns comme les autres recherchant le « signifiant », on voit insensiblement réapparaître des « attendus » dont la formulation fleure bon l'après-guerre : le lauréat, « de talent », révèle « un univers personnel et riche » par « une mise en scène audacieuse et parfaitement aboutie » ou présente « avec simplicité et efficacité... la façon dont l'intolérance détruit une société ». Cela ne devrait pas empêcher le spectateur de prendre du plaisir à « Exotica », d'Atom Egoyan (Prix Fipresci de la critique internationale, compétition), à « Bab El-Oued City », de Merzak Allouache (Prix de la Fipresci, autres sections, et Prix des glaces Gervais), à « Clerks », de Kevin Smith (Prix de la jeunesse du Film étranger, « Télérama »-ministère de la jeunesse et des sports et Prix Mercedes du long-métrage), à « Performance Anxiety » (Prix Mercedes du court-métrage), à « Trop de bonheur », de Cedric Kahn (Prix de la jeunesse du « Film français »), ou encore à « Killer Kid », de Gilles de Maistre (Prix « Télérama junior » et Prix du jeune public Air Inter)...

SÉLECTION OFFICIELLE

SOLEIL TROMPEUR de Nikita Mikhalkov

Le temps des « Cerisaies »

Que Maroussia est belle en ce jour d'été, les blés sont aussi blonds qu'elle. Et que cette journée d'été va être longue et cruelle... La campagne russe tremble sous le soleil mais le soleil est trompeur, le colonel Sergueï Kotov ne le sait pas, il est heureux avec sa jeune femme Maroussia et sa fille Nadia, petit lutin extra-lucide qui sera à elle toute seule le chœur antique de cette tragédie douce.

Une anachronique euphorie, une charnelle harmonie règne sur la datcha du colonel, on joue au croquet et aux charades, les babouchkas bavardent, le thé noir coule dans les tasses de porcelaine, la servante hypocondriaque est pucelle, elle parle le français encore, on porte des chapeaux de paille et des costumes de lin blanc, rien n'a changé. Nous sommes pourtant en 1936, et la révolution bolchevique a presque vingt ans.

Mais dans la datcha du colonel peut-être suffit-il de vouloir que rien ne change pour que le bonheur ancien persiste comme un parfum d'enfance qui s'entête. Si Tchekhov avait vécu jusqu'en 1936, il aurait pu écrire *Soleil trompeur*, donner, sans doute, cette suite grinçante et gracieuse à sa *Cerisaie*. *La Cerisaie*, référence obligatoire de la première partie du film, imposée presque autoritairement par Mikhalkov, amplifiée par la photographie d'une ostentatoire transparence irisée du chef opérateur Vilen Kaluta.

Ses images n'illustreraient-elles qu'une chronique délicieuse de la vieille Russie, le bal anodin et ludique d'une séduisante poignée de fantômes ? Il ne s'agit pas de cela, la nostalgie, en Russie, sera toujours ce qu'elle est, dans ce paradis bourgeois que l'on sait désormais interdit la menace, insidieusement, va s'insinuer. Des boules de feu inexplicables traversent le paysage, des chars cacochymes se prennent à parader soudain dans les champs, chassés à coups de bâton par de vieux et vaillants kolkhoziens (séquence extrêmement drôle, parodie brillante du cinéma réaliste socialiste), lorsqu'on va pique-niquer et danser au bord de la rivière, la partie champêtre est troublée par de grandes manœuvres militaires en prévision des « attaques impérialistes » et les trompes des masques à gaz transforment les danseurs en éléphants de cauchemar, une armée de travailleurs casqués monte un échafaudage, comme on monterait un échafaud, pour le lancement imminent du « dirigeable de Staline »...

Rien ne change rien ne s'arrête jamais

Mais surtout, Dimitri est revenu. Beau, brun, mystérieux, il est arrivé déguisé, grimé, Nadia a tout de suite adoré ce « père Noël d'été »... les cadeaux qu'il apporte sont pourtant d'un étrange nature. Dimitri a été le premier amoureux de Maroussia, son professeur de musique, il a disparu pendant dix ans, on pense qu'il revient pour elle, qu'on va être les témoins d'une simple histoire de jalousie et d'adultère sur fond de tumultes historiques, on s'en contente. Non, Dimitri n'est pas revenu pour elle, il raconte une fable à Nadia, une fable de vengeance et de trahison. Dimitri est revenu pour lui, Sergueï, le colonel. Magnifique retournement d'un scénario exceptionnel.

Dimitri, longtemps banni, est devenu un membre de la NKVD, la police politique de Staline, il est en mission, Sergueï a failli, et lui aussi Dimitri a trahi ; victime, bourreau, chacun son tour, *« l'aveu est source de justice »* entend-on, c'est la religion bolchevique, il y a toujours quelque chose à avouer, quelque chose à punir, quelque chose à tuer. Rien ne change, mais rien ne s'arrête jamais, c'est le terrible credo de Mikhalkov, pour lui le soleil sanglant, le soleil trompeur de la révolution de 1917 ne s'est toujours pas couché sur la Russie.

Dès que le film aborde ce second et sombre versant – et même si l'on n'adhère pas à sa radicale philosophie –, dès qu'il a quitté ses trop parfaites variations néo-tchekhoviennes, il devient terrifiant et splendide. La grosse voiture noire vient chercher Sergueï, Nadia veut la conduire un peu, c'est elle, ange de la mort insouciant, qui éloignera son père bien-aimé de la datcha, à jamais... Dans le ciel encore clair le dirigeable socialiste s'élève, emportant un gigantesque portrait de Staline, Staline mange le ciel, Staline mange le soleil. Le sang sera rouge qui coulera du visage massacré du colonel, le sang sera rouge qui coulera des veines tranchées de Dimitri, tous deux coupables, innocents tous deux, morts ennemis, morts pour la patrie.

Mikhalkov dans le rôle du colonel, sensuel, joyeux, attendant sa mort avec une sorte de gourmandise lucide, éperdu de tendresse bourrue pour sa fille – sa propre fille Nadia qui est l'irrésistible Nadia –, est remarquable. Comme est remarquable de grâce Ingeborga Dapkounaïte, Maroussia, croquant ce qui lui reste de joies comme on mord à pleines dents dans le fruit défendu, et étonnant d'intensité et de vénéneuse élégance Oleg Menchikov, Dimitri.

Avec *Soleil trompeur*, Nikita s'est voulu universel, consensuel, il donne son film le plus politique, le plus esthétique, le plus contemporain et le plus nostalgique, le film totalement séduisant et désespéré d'un génial dompteur de métaphores.

DANIÈLE HEYMANN



THIERRY ARDITTI POUR « LE MONDE »/LE STUDIO CANAL PLUS

NADIA MIKHALKOV

Sept ans et demi – *« mais vous pouvez écrire huit ans »* – la vedette en herbe de *Soleil trompeur*, réalisé par Nikita Mikhalkov, découvre calmement l'ouragan de Cannes. Ce sont ses débuts au cinéma, sa première montée des marches, sa première conférence de presse. *« On m'a posé une seule question : est-ce difficile d'être dirigée par son papa ? J'ai répondu que non, puisque c'est mon papa. »* Les marches du palais ? *« Beaucoup de monde. »* La réaction devant la longue ovation qu'a reçue le film ? *« Maman était en larmes, ça m'a rendue très triste. Elle m'a expliqué que c'était l'émotion, alors c'était bien. »* Nadia veut bien continuer à faire du cinéma, *« mais uniquement avec papa. »*

DESTINÉE de Shaji N. Karun

La femme qui pleure

Sur l'écran noir, un texte, sous-titré tant bien que mal, parle d'un roi qui ajoute des figures dans un tableau, ce n'est pas clair. Et puis la première image, plein écran. Très claire, elle. Un homme est en train de mourir. Il râle, il s'étouffe, il agonise. A son côté, une femme, défigurée par la douleur. Elle pleure. Pourquoi ? Pour son mari qui bientôt expire, pour elle-même qui se retrouvera seule, pour ses enfants dont l'avenir en sera cassé net, pour l'injustice qui frappe par hasard un homme de bonté, modeste... Pour tout cela, l'émotion de la veuve est universelle – comme celle, superficielle, qui saisit quiconque en est témoin. Les mille filaments de chaque douleur sont singuliers, ils n'appartiennent qu'à ces humains-là, vivant à cet endroit (un village du Kerala, dans le sud de l'Inde), à ce moment (aujourd'hui) , dans ce milieu. Il faut en passer par ces détails pour recouvrer une compassion qui ne soit pas de convenance. Ce sera le long chemin retors de ce film splendide, *Swaham*, *(Destinée)*.

Shaji Karun utilise l'événement violent qui ouvre son film comme un détonateur, faisant exploser les barrières entre passé et futur, entre réalité et imaginaire, entre couleur et noir et blanc, pour prendre à bras-le-corps, comme un corps justement, comme un organisme vivant, le sort de cette famille où l'homme, brave tenancier d'un estaminet, vient de disparaître. « Destinée » peut sembler un mot pompeux, il cesse vite de l'être tant ce sont tous les courants parcourant ces vies et dessinant leur sens qui sont ainsi montrés en une extraordinaire composition. Composition de prime abord déroutante, par son indifférence à la chronologie, à la psychologie, à toutes les logiques réductrices. De même, la beauté sidérante des images peut, dans un premier temps, paraître apprêtée, et la force insidieuse de la bande musicale, digne des plus grands éloges, peut paraître une décoration.

Ni facilité, ni esthétisme, ni décorum dans cette évocation du combat d'une famille pour s'en sortir, de l'intervention favorable ou défavorable des proches, du jeu des pouvoirs temporels et spirituels, des souvenirs, des désirs et des frustrations, des rôles que l'on s'astreint ou non à jouer. Nul artifice, mais une rigueur peu à peu éblouissante de simplicité, mise en place par un entrelacs de minuscules faits quotidiens, de gestes, d'absences dans le regard, de rémissions et de coups du sort. Avec une précision dont on ne sait ce qu'elle doit à l'instinct et ce qu'elle doit à la réflexion tant le film paraît se construire naturellement, hasardeusement sous nos yeux, *Destinée* organise une polyphonie vivante, souffrante et aimante, par laquelle on pénètre de plain-pied dans une société pourtant si lointaine. Et ce chant aux registres infiniment variés soudain se ramasse en un cri d'une violence sans âge, contre l'inadmissible malheur des humains.

Après *Piravi*, montré et remarqué à Cannes en 1989, *Destinée* est le deuxième film d'un réalisateur de quarante-deux ans. Présenté en fin de festival, un peu perdu parmi les « poids lourds » de la compétition à un moment où tout le monde suppute le palmarès et où, lassitude aidant, plus grand monde ne se soucie des outsiders (surtout s'ils durent deux heures trente-trois minutes), le film de Shaji Karun mériterait pourtant de retenir toute l'attention. C'est plus qu'un beau film, un grand film.

J.-M. F.

PULP FICTION de Quentin Tarantino

Fast-food, fast-film

Quelle que soit la place que lui accorderont les jurés cannois, Quentin Tarantino a déjà battu un record : proposer deux heures et demie de cinéma, avec tous les ingrédients requis, acteurs, scénario, mise en scène, sans faire de film. *Pulp Fiction*, le second long-métrage de l'auteur de *Reservoir Dogs*, ne se regarde pas, il se déchiffre comme un puzzle composé de références. Le titre même renvoie aux magazines à bon marché des années 30, imprimés sur mauvais papier *(pulp paper)* et dans lesquels s'illustrèrent Hammett et Chandler. Le scénario, organisé en triptyque, puise libéralement dans les situations classiques du film noir.

Le premier panneau montre l'exécution d'un contrat par deux tueurs, Vincent, le Blanc (John Travolta), et Jules, le Noir (Samuel L. Jackson), et comment Vincent escorte pour une sortie en ville Mia (Uma Thurman), la maîtresse de son patron, Marsellus (Ving Rhames). Le second chapitre explique comment le boxeur Butch (Bruce Willis) refuse au dernier moment de truquer un combat pour le compte de Marsellus et tente d'échapper à celui-ci en compagnie de sa maîtresse française, Fabienne (Maria de Medeiros). Pour finir, on découvre Mr Wolf (Harvey Keitel), dans ses œuvres, une espèce de médiateur du crime organisé, appelé à la rescousse par quelques-uns des précédents personnages.

La rédemption de John Travolta

Viennent ensuite les détails : la chauffeuse de taxi brune, et piquante, sort du *Grand Sommeil*, de Hawks, et la mallette mystérieuse d'*En quatrième vitesse*, d'Aldrich. Et, pour boucler la boucle, les costumes noirs de Travolta et de Jackson, les chansons idiotes des années 60 viennent de *Reservoir Dogs*, de Quentin Tarantino. Ce narcissisme, cette connaissance encyclopédique de l'*americana* ne sont pas étalés pour être pris au sérieux. Les références ne sont d'ailleurs pas alignées. Certaines se télescopent : John Travolta, vainqueur d'un concours de danse fameux dans les années 70, est forcé de danser le twist. D'autres relèvent du sacrilège : en une scène – sans doute la meilleure du film –, Christopher Walken piétine allègrement l'imagerie des films de prisonniers de guerre, performance légitimée par le souvenir du *Voyage au bout de l'enfer*, de Michael Cimino.

Mais, une fois le tri terminé (et, ici, on l'a à peine entamé), que reste-t-il de *Pulp Fiction ?* Un ton, qui vient essentiellement des dialogues oiseux que Tarantino sait écrire avec tant de facilité, et de la propension des personnages à conclure ces dialogues à coups de feu. Une aisance certaine dans la direction d'acteurs, qui provoque, par exemple, une rédemption inattendue de John Travolta. Une violence omniprésente, aussi, qui pourrait être le sujet d'un film, si elle n'opérait pas sur Tarantino une fascination qui empêche le cinéaste de sortir de la tenaille infernale exhibitionnisme-voyeurisme.

Les grands auteurs de *pulp fiction* se conformaient aux règles commerciales de leur métier, mais savaient faire passer, comme en contrebande, une vision (Hammett), une morale (Chandler), un désespoir au moins (Thompson). Tarantino est à la fois trop malin et pas assez courageux pour se lancer dans l'aventure.

Reste derrière ce vacarme l'esquisse d'une petite mélodie intrigante, qui revient tout au long du film. A plusieurs reprises, le dialogue évoque l'expansion mondiale de la restauration américaine. Certaines scènes, certains plans même, sont coupés en leur milieu d'un écran noir, comme les séries hollywoodiennes lorsqu'elles passent en Europe sans interruptions publicitaires. Un petit catalogue ironique et tendre de l'exportation des produits américains, alimentaires et cinématographiques, et de leurs mutations en cours de trajet. De quoi faire un court-métrage, peut-être.

THOMAS SOTINEL

LE JOUEUR DE VIOLON de Charlie Van Damme

Flûte !

Quand Richard Berry est au violon, le chômeur découragé relève la tête, le loubard rengaine son agressivité, l'enfant fatigué s'assoupit et le vieillard meurt apaisé. C'est vrai qu'il joue bien, ce violoniste auquel Gidon Kremer prête son archet. Quant aux raisons qui l'ont conduit, lui le virtuose, à exercer son art dans le métro, puis dans les entrailles de *la grande cité, le film ne livre que* quelques explications fumeuses. On sait seulement que, comme son instrument, *« il a l'âme qui force un peu trop »*, ce qui le destine à entraîner bientôt les damnés de la terre dans une sarabande joyeuse.

Par damnés de la terre, il faut entendre principalement les usagers du métro, tous prompts à s'enthousiasmer pour la *Chaconne*, de Bach, et à interrompre le cours de leur morne existence pour suivre cet émule du joueur de flûte de Hamelin. Dans le métro, on rencontre des employés de la RATP mélomanes qui fournissent le virtuose en partitions rares et de jolies guichetières sensibles et discrètes, qui s'éclipsent sans un mot sitôt que le scénario n'a plus besoin d'elles. Il y a bien aussi deux personnages inquiétants, flics ou voyous on ne sait pas, mais assurément très méchants puisqu'ils marchent d'un pas décidé et sont filmés en travelling arrière. Ce sont eux qui cassent l'instrument du gentil Armand, accélérant ainsi sa descente aux enfers.

Si Richard Berry mime le jeu du violoniste, Charlie Van Damme, lui, ne fait pas semblant et a filmé cette histoire passablement onirique comme le chef opérateur qu'il fut avant de passer, pour la première fois, à la réalisation. Il saisit le tournoiement des billets de banque qui saluent la virtuosité de l'artiste, fait rougeoyer les braseros, sculptant les visages burinés (et tellement nobles !) des SDF, et cisèle de lumière bleutée les ombres des parias de la société. Lorsque enfin Armand s'éloigne sur une barque flottant par les égouts telle l'embarcation de Charon, le soleil peut en toute liberté caresser le tronc des jeunes arbres et balayer les fougères émues, elles aussi, par les cascades de notes. Il suffit alors de montrer quelques plans de foules en noir et blanc pour que le spectateur le moins attentif comprenne que la musique peut sauver le monde. C'est une consolation.

PASCAL MÉRIGEAU

هكذا من الأصل

FESTIVAL DE CANNES

HORS COMPÉTITION

Un entretien avec le réalisateur de « Veillées d'armes »

Marcel Ophuls : « Les journalistes sont piégés et ils le savent »

« Comment avez-vous conçu Veillées d'armes ?

– Comme tous mes précédents documentaires : ce sont des films « postscénarisés ». Je n'utilise jamais le commentaire en voix-*off*, je déteste les films qui sont des éditoriaux illustrés, je n'ai jamais considéré que la justesse de la cause autorisait tous les procédés. Ce n'est pas par hasard si ce sont John Huston, George Stevens ou William Wyler qui ont tourné les meilleurs documents sur la deuxième guerre mondiale... et si ensuite Eisenhower n'en a pas voulu ! Pourquoi ? Parce qu'ils ont un regard personnel, et le sens de la construction dramatique : ce sont des cinéastes. A l'opposé, lorsque la culture dominante ou la contre-culture dominante utilisent des images dans un esprit collectif, elles font (quelles que soient les convictions individuelles des réalisateurs) des films collectivistes. Elles font de la propagande, et non plus des films « à hauteur d'homme ».

» Ma manière de travailler consiste donc à filmer le plus possible. Pour *Veillées d'armes* j'ai environ cent vingt heures de *rushes*. Ensuite je m'enferme pour écrire le scénario, à partir de ce matériau. Là est le véritable travail, lorsqu'il faut trouver comment tel sourire se raccorde à tel geste, ce qui va ensemble et fait sens. Ce qui raconte une histoire et exprime une idée, des idées. Je déteste qu'on se serve du documentaire pour éviter d'avoir des idées.

– Parmi ces idées, il y a celle du parallèle entre la situation actuelle en Bosnie et celle qui prévalait à la veille de la deuxième guerre mondiale.

– *La comparaison s'impose, mais* il faut en voir les limites. La grande différence entre Sarajevo et Madrid assiégée par les franquistes tient à ce que les Serbes n'ont pas l'équivalent de Hitler et de Mussolini derrière eux. Ce n'est pas tant un raz de marée fasciste qu'un raz de marée cynique qu'il faut arrêter aujourd'hui. D'où une autre différence : les non-interventionnistes de naguère avaient des raisons d'avoir peur de Hitler, cette fois on recule devant une armée de soudards minables, d'ivrognes et de violeurs commandés par des bluffeurs médiocres. La comparaison, si on la fait, est en défaveur des lâches d'aujourd'hui : j'ai passé trois mois en compagnie de Daladier lorsque je réalisais *Munich ou la paix pour cent ans*, il montrait une lucidité et une humilité face à ce qu'il avait fait, dont je cherche en vain l'équivalent dans la morgue de nos dirigeants actuels, à commencer par François Mitterrand.

« Je suis parti à Sarajevo sans idées préconçues »

» Si nous trouvons les moyens nécessaires (pour l'instant Bertrand Tavernier n'a plus d'argent), ce sera le sujet de la troisième partie : la trahison des *politiques, et la manière* dont ils ont orchestré le mensonge médiatique pour empêcher que l'opinion soit alertée. Leur seule excuse tient à ce qu'on ne trouve pas, aujourd'hui, en Europe, de volontaires pour aller se battre à Sarajevo. Si on doit penser qu'il faut le Komintern pour qu'existent des brigades internationales, elle est vraiment moche, la condition humaine.

– Au début du film, Philippe Noiret souligne qu'après la deuxième guerre mondiale, on disait que, si on avait pu voir se qui se passait, on aurait arrêté l'horreur, mais qu'aujourd'hui on voit, et que cela ne change rien. D'autres pensent au contraire que désormais, au lieu de révéler la réalité, les images servent à la masquer.

– Je suis parti à Sarajevo sans idées préconçues, et j'ai été séduit par ces journalistes qui prennent vraiment des risques, et cherchent à informer et à réveiller les consciences. L'un d'entre eux, John Burns, constate qu'à la différence de ce qui se produit d'ordinaire dans les *grands hôtels servant de base à la* presse internationale durant les conflit, il n'y a pas de débats à l'Holiday Inn de Sarajevo. Tout le monde sait qui est l'agresseur, qui sont les salauds. Donc, à la différence de ce qu'affirme Romain Goupil dans mon film, il me semble que les journalistes font leur travail. Mais ils sont piégés, ils sont prisonniers et ils le savent. Stéphane Manier dit que, lorsqu'il rentre à Paris et qu'on le félicite pour un « beau sujet », il a honte. Quand les rédactions, à Paris, Londres ou New-York, commandent de la chair humaine, du *human interest story*, et qu'il faut chercher et livrer trois minutes d'un enfant avengle, c'est atroce.

» Le problème tient à l'utilisation qui est faite de ces images, au comportement des chaînes, à tous les niveaux. Dans le film, j'accuse Canal Plus (pourtant coproducteur) d'irresponsabilité meurtrière lorsqu'on expédie vingt-trois types sans protection pour un « 24 heures ». On trouvera peut-être futiles, dans ce contexte, les explications de Martine Laroche-Joubert sur la manière dont elle est payée (mal) par le service public français, pour moi, c'est important, aussi. Simultanément, *il* existe aujourd'hui un contrôle terrible sur les images. Quand j'utilise des extraits de film, il faut payer des sommes astronomiques. Lorsque je montre comment sont composés les sommaires des journaux télévisés où il vaut mieux commencer par la victoire de Prost que par le bombardement de Sarajevo, je suis poursuivi par l'organisme qui commercialise la formule 1, la FOCA, pour avoir montré une image d'un coureur, que tout le monde a vue.

» Le film parle de ces obstacles et de ces déformations, mais je refuse le relativisme qui prétend que montrer et ne pas montrer, c'est la même chose. Lorsqu'il n'y a pas de caméras, c'est Gorazdé, la barbarie totale. Les Serbes le savent, ils ont visé, et blessé, Tony Burtley, le seul journaliste ayant accompagné le général Morillon à Srebrenica. Quand on est réalisateur de documentaire, on n'a pas le droit d'être relativiste. Il y a une réalité ; soit il existe des viols collectifs, soit ils n'existent pas, ce n'est pas entre les deux. S'ils existent, il faut le dire, et le montrer, même partiellement. C'est la fable des douze aveugles qui butent sur un *éléphant* : chacun tâte un morceau de l'animal avec sa canne. Et ensuite, ils disent : c'est un éléphant. Parce qu'ils mettent en commun leurs informations. Lorsqu'on remet en cause la possibilité de capter la réalité, puis son existence même, on en arrive vite à « tout se vaut », c'est-à-dire au cynisme, c'est-à-dire au pire.

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON

▶ Le conflit en Bosnie avait déjà été évoqué à Cannes avec la présentation de *Bosna !*, de Bernard-Henri Lévy, et de *le Dieu, l'Homme et le Monstre (MGM Sarajevo)*, du collectif SAGA (*le Monde* du 17 mai).
▶ *Veillées d'armes* doit sortir en salles en octobre.

LE 50e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT

LES VÉTÉRANS DU JOUR J 7

7 h 10. Le ranger américain Len Lomell s'apprête à escalader la pointe du Hoc

***6 juin 1944, 7 h 10.* Neuf péniches d'assaut ballottées par une mer déchaînée et glacée accostent sur l'étroite plage située sous la falaise abrupte de la pointe du Hoc, à mi-distance entre les plages d'Omaha et d'Utah. Les hommes du 2e *bataillon de rangers US s'apprêtent* à tenter ce que le général Omar Bradley a appelé « la mission la plus dangereuse du D-Day » : escalader la paroi à pic, détruire la batterie de canons menaçant simultanément les deux plages et barrer la route côtière aux Allemands. Mission suicide ? Beaucoup le pensent. Mais le premier sergent Len Lomell, vingt-quatre ans, ne voit pas ce qui pourrait effrayer un ranger.**


HULTON DEUTSCH/SIPA

S'il y avait des hommes capables de mener à bien cette mission, c'étaient bien ces hommes-là, avait pensé le colonel Rudder en voyant embarquer ses rangers. Des hommes entraînés à un assaut rappelant une attaque de donjon au Moyen Age, et dotés de fusées propulsant des grappins liés à des câbles ou à des échelles de corde... et de grandes échelles de pompier.

« Je ne rêvais pas d'être un héros. Je voulais simplement faire mon travail. On avait confié aux rangers une mission délicate pour laquelle ils avaient été spécialement entraînés. A eux de ne pas trahir la confiance qu'on leur avait accordée. Question de loyauté, et de professionnalisme. La mission devait être accomplie. Point. Surtout pas d'états d'âme. Avoir peur ? Mais de *quoi ? Nous étions les meilleurs ! Je me sentais préparé*, qualifié, compétent. Donc parfaitement confiant. Aucun Allemand, me disais-je, ne serait assez fort pour triompher de moi ; aucune troupe ne pourrait venir à bout d'un bataillon de rangers. Ce n'était pas une question de muscles. Nous étions *moralement des leaders*.

» Les rangers, voyez-vous, ne sont pas des soldats ordinaires. C'est la crème de la crème. Volontaires et motivés. Choisis aussi. Et, croyez-moi, la sélection était impitoyable : tests médicaux, interrogatoires psychologiques, exercices physiques exténuants,... A Camp-Forest, dans le Tennessee, où nous nous étions entraînés, nous pouvions courir à l'aube 8 kilomètres avant le petit déjeuner, escalader des falaises, franchir des barbelés, marcher en pleine chaleur cinquante kilomètres, sac au dos, *sans s'arrêter, et arriver aptes au combat*, prêts au corps à corps... Oui, les rangers étaient une unité d'élite. La mission de la pointe du Hoc ne peut s'entendre que sous cet éclairage. Sinon..., c'eût été de la folie.

» Les vagues étaient grosses, et le crachin salé. Les péniches prenaient l'eau ; deux d'entre elles, sous nos yeux, venaient même de couler. Et les hommes, horrifiés, écopaient, écopaient. Il y avait du courant, et la brume enveloppant la côte émoussait les repères. La péniche pilote, donc, se trompa. Suivie de la petite flottille de chalands ballottés par les flots, elle fila droit vers la pointe de la Percée, cinq kilomètres à l'est de l'objectif, la pointe du Hoc. On s'en aperçut à temps mais le mal était fait. L'erreur allait nous coûter quarante minutes de retard dans un horaire calculé à la seconde près, l'exposition aux tirs allemands lors du voyage est-ouest parallèle à la côte, et un renfort de cinq cents hommes...

» Car les Allemands, bombardés jusqu'à 6 h 30 par l'artillerie navale, avaient largement eu le temps de se ressaisir. Nous étions encore dans les péniches que nous *distinguions déjà leurs silhouettes tout* en haut de la falaise en essuyant leurs premiers tirs. « *C'est incroyable ! Voilà qu'ils nous attendent !* » cria un de nos camarades. Oui, ils nous attendaient, probablement médusés, car la position de la pointe du Hoc avaient toujours été jugée imprenable par la mer.

» Ma péniche heurta de gros blocs arrachés à la falaise lors du bombardement. Il fallut donc nager en déchargeant le plus possible de matériel, et j'ai tout de suite pris une balle de mitrailleuse au côté droit. J'ai *tournoyé sous le choc, totalement sidéré*. Mais je me suis vite relevé. La blessure brûlait mais était loin d'être vitale. J'avais de la chance ; j'ai toujours eu de la chance.

» Il n'y avait pas une seconde à perdre. La falaise était à pic, haute d'une trentaine *de mètres, comme un immeuble d'environ* neuf étages. Nous en avions gravi de deux ou trois fois plus hautes à l'entraînement ! Le problème, c'était que ça mitraillait sec. Des fusées équipées de grappins attachés à des câbles et à des échelles de corde furent lancées, et les hommes se sont jetés sur la falaise avec une rage incroyable. Les cordes étaient trempées, glissantes, comme la paroi de craie. Et les meilleurs grimpeurs qui s'attaquaient à la pente à mains nues, utilisant leurs couteaux pour se tailler des marches ou leurs baïonnettes pour s'assurer des prises, redescendaient rapidement. De la rocaille se détachait parfois, déversant sur nos têtes une grêle de terre et de caillasse.

» *Mais rien n'était pire que les grenades à* manche ou les rafales de mitrailleuses des Allemands. Un remblai permit d'installer une échelle extensible que les hommes ont gravie tour à tour, avant de la hisser plus haut et de renouveler l'opération. Une main après l'autre, une poignée de rangers parvenaient à monter *le long des cordes boueuses*, protégés des tirs par le surplomb. Mais des soldats allemands se penchèrent pour sectionner les cordes, et des hommes tombèrent à la renverse en hurlant, rebondissant sur les corniches, cherchant désespérément une prise. Certains s'abritaient quelques secondes dans une niche avant de reprendre obstinément leur ascension. Rien n'aurait pu décourager ces hommes-là. Ils étaient 225 à avoir pris la mer ; il furent 180 à parvenir au sommet de la pointe ; ils ne seraient plus que 90 le lendemain.

« Je ne pouvais m'empêcher de penser aux canons »

» Le *spectacle qui nous attendait sur le* plateau était apocalyptique et ne ressemblait à rien qu'un homme ait pu connaître. Le sol était déchiqueté, perforé par les bombes et les lourds obus de la marine. Tout n'était que cratères, crevasses, débris. Impossible, dans ce chaos effroyable et lunaire, de *retrouver les repères soigneusement étudiés* en Angleterre sur des cartes et photographies aériennes. Des mitrailleuses entretenaient un feu permanent, et les balles de tireurs isolés sifflaient au-dessus de la moindre tête à découvert. De trous d'obus en cratères, on finit cependant par avancer et *découvrir que les abris bétonnés étaient* démunis des canons que nous étions venus détruire.

» C'était un choc, bien sûr, mais nous n'allions pas rester ruminer une quelconque déception. La mission comportait aussi l'établissement d'un barrage interdisant tout mouvement routier de la région de Grancamp vers l'ouest. Il fallait donc foncer à l'intérieur des terres. Les combats furent sévères, les Allemands jaillissant toujours mystérieusement d'un dédale de tranchées souterraines. Mais je ne pouvais m'empêcher de penser aux canons.

» Les renseignements alliés avaient été formels : la batterie de la pointe du Hoc – six obusiers de 155 millimètres de fabrication française – était la plus dangereuse du front normand. Elle pouvait prendre sous son feu les plages d'Omaha et d'Utah. Le succès du Débarquement dans *le* secteur américain en dépendait totalement. J'ai laissé mes hommes sur la route de Grancamp et je suis parti en reconnaissance avec le sergent Kuhn. J'avais cru remarquer des sillons profonds dans un chemin creux, bordé de haies. Je m'y suis enfoncé prudemment. Et puis, au bout de 200 cents mètres, j'ai pilé net : les canons étaient là. Cinq lourds canons en position de tir, couverts de filets de camouflage, planqués dans un verger.

» *Passe-moi ta grenade et couvre-moi* », ai-je dit à Kuhn. J'ai escaladé la haie, aperçu alors une centaine d'Allemands rassemblés autour d'un officier quelque trois cents mètres plus loin dans un autre champ et agi en un éclair. C'est très simple de saboter un canon quand on dispose de grenades à thermite. Je n'en avais que deux et les ai introduites délicatement dans la culasse de deux canons. L'intensité de la chaleur fait fondre le métal et démolit le mécanisme. Silencieux, épatant. Pour les trois autres, j'ai dû me contenter d'en bousiller temporairement la *mire* avec la crosse de ma mitraillette. Puis nous avons couru prendre d'autres grenades auprès des autres rangers avant de revenir terminer le *travail. Les Allemands approchaient. On* s'est rués dans le chemin et, là, on a entendu une énorme explosion. Etait-ce la salve d'un cuirassé explosant à proximité ou bien la thermite d'une grenade tombée dans de la poudre ?... Pas le temps de vérifier ! On a détalé sans même se retourner. La *mission était accomplie. Il était 8 h 30*. Des milliers de vies seraient épargnées sur les plages du Débarquement.

» Ne parlez pas d'héroïsme, juste de compétence. On était là, bien entraînés, et on a eu de la chance. C'est tout. Mais ne *vous fiez jamais au livre de Cornelius Ryan, le Jour le plus long*, qui fit tant de mal aux survivants de la pointe du Hoc en affirmant que leur effort avait été vain. C'est un mensonge. Des livres, des films se sont alignés sur cette version des faits, nous faisant presque passer pour des menteurs ! Un *comble ! C'est quand même nous qui étions* là ce jour-là ! C'est nous, qui avons pris la pointe ! Et ce sont beaucoup de nos copains qui y sont restés ! Cornelius Ryan m'avait d'ailleurs écrit pour me demander un entretien. Je lui avais répondu que nous pourrions nous rencontrer à New-York ou chez *moi, dans le New-Jersey, à une condition :* celle d'observer la règle qui veut qu'un ranger ne parle à un journaliste en sa qualité de témoin qu'en la présence d'un ou de deux de ses compagnons. C'est une règle d'or que Ryan n'a pas accepté. Tant pis.

» Le respect et la confiance de mes amis rangers a pour moi beaucoup plus de valeur qu'une citation dans la presse qu'ils n'approuveraient pas totalement. »

∴

Leonard Lomell – qui aime à rappeler qu'il s'est engagé dans les rangers en raison d'une solde avantageuse lui permettant de subvenir aux besoins de parents âgés, immigrés de Scandinavie – a participé à la libération de Brest et de Cherbourg avant de finir la guerre en Allemagne, blessé une troisième fois. Grâce à une bourse de l'armée, il a alors entrepris des études de droit, fut admis au barreau en 1951 et dirigea pendant trente-cinq ans une des sociétés d'avocats les plus prestigieuses de son comté. On ne compte pas les associations et actions communautaires dans lesquelles il s'est bénévolement impliqué. Il s'est marié un 6 juin, « date la plus importante de ma vie », *est fier de ses trois filles élevées, dit-il, dans les valeurs propres aux rangers, et organise cette année, pour ses camarades, un septième voyage en Normandie... et un vin d'honneur* « pour fêter les Normands ! ».

ANNICK COJEAN

Demain
7 h 15. Jess Weiss débarque sur la plage d'Omaha.

Le renouvellement des postes d'administrateurs des entreprises nationales

Les fauteuils menacés des patrons du public

Après Louis Schweitzer, PDG de Renault, le samedi 11 mai, la plupart des présidents d'entreprises publiques voient leurs mandats d'administrateurs arriver à échéance. Des bouleversements seront plus nombreux dans l'industrie et les transports que dans la finance. Les changements de président à la tête des plus grands établissements bancaires ou des compagnies d'assurances ont en effet déjà été réalisés. Seule exception *notable, celle du GAN, où le président* François Heilbronner devrait être remplacé par Jean-Jacques Bonnaud. Des renouvellements de présidents sont également probables à la Banque Hervet et à la Société marseillaise de crédit.

■ SOLUTIONS INTERNES. En revanche, du côté des groupes industriels, défense comprise, plusieurs postes de première importance risquent de se libérer. *Les présidents de Thomson, d'Aérospatiale,* de Pechiney pourraient être remplacés, déclenchant un jeu de chaises musicales plus ou moins ample. Le gouvernement affirme vouloir privilégier les solutions internes. Tel devrait être le cas à la RATP, où Jean-Paul Bailly, directeur général adjoint, tient la corde pour succéder à Francis Lorentz.

Le coup d'envoi a été donné en plein week-end de Pentecôte. Louis Schweitzer, président de Renault, a inauguré, samedi 21 mai, le rituel *des renouvellements de mandats* d'administrateurs d'entreprises publiques. Ces mandats, pour l'essentiel, arrivent à échéance courant juin ou juillet, mais l'exercice ne sera véritablement complet qu'en novembre, le 21 exactement, date à laquelle s'achèvera celui du gouverneur du Crédit foncier de France, Georges Bonin. Rumeurs, campagnes de « lobbying », candidatures plus ou moins avouées, agitent donc depuis quelques semaines, et pour quelques mois encore, le tout-Paris de la politique, de la haute administration et des milieux économiques.

Certes, un mandat d'administrateur (dont la durée est de cinq ans) n'est pas un mandat de président (trois ans, sauf dispositions contraires des statuts de l'entreprise). Mais le rendez-vous fixé par l'arrivée à échéance de l'ensemble des mandats d'administrateurs des entreprises du secteur public – dans l'industrie, le militaire, la finance et les transports – n'est pas que de pure forme : lorsque disparaît la qualité d'administrateur, celle de président *tombe* avec elle. En novembre, il sera donc possible de faire le bilan de la politique du gouvernement, et de voir qui, d'un Édouard Balladur rendu prudent par la proximité de l'élection présidentielle, ou d'un premier ministre ayant déjà prouvé sa capacité et sa détermination à mettre « amis » et « obligés » aux principaux postes de commande de l'économie, l'aura emporté. *« Le mandat de Louis Schweitzer sera renouvelé sans aucun problème »*, assure-t-on, depuis quelques jours, *dans les allées du pouvoir. Malgré* le qualificatif de « gauche » accolé au nom de cet ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius. Malgré l'échec de la fusion Renault-Volvo, qui ne saurait, il est vrai, lui être totalement imputable. La reconduction de Jean Peyrelevade, appelé en novembre *1993* par l'actuel premier ministre à la tête d'un Crédit lyonnais en déroute, ne fait également aucun doute. L'exercice de renouvellement n'est le fruit, dans ce cas, que de dispositions – complexes – de textes indiquant qu'un administrateur arrivé en cours de mandat ne peut qu'achever celui de son prédecesseur.

Plus généralement, banques et assurances devraient être peu affectées par la valse des PDG. Sur les huits présidents dont le mandat d'administrateur vient à échéance, trois seulement sont réellement menacés : *François Heilbronner* au GAN, Patrick Careil à la Banque Hervet et, dans une moindre mesure, Jean Matouk à la Société marseillaise de crédit. Dans l'industrie, défense comprise, en revanche, les *changements risquent* d'être plus importants. Que Jean Gandois, le patron de Pechiney, refuse d'effectuer un nouveau mandat, tronqué qu'il serait par l'obligation qui lui est faite de partir à la retraite ; qu'Alain Gomez, l'indéboulonnable patron de Thomson, soit juridiquement contraint, comme c'est probable, de laisser son fauteuil, et l'hypothèse d'un subtil jeu de « chaises musicales » n'est pas à exclure. Ce jeu ne serait alors tempéré que par la volonté, ou non, du *gouvernement de privilégier* la continuité et la promotion interne.

Pour Thomson, c'est clair, il n'existe pas de successeur potentiel à l'intérieur du groupe. Mais Louis Gallois, dont l'actuel poste de PDG d'Aérospatiale est l'un des plus convoités, a le profil. Pour Pechiney, Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, pourrait faire l'affaire au cas où les pouvoirs publics décideraient de ne pas donner sa chance à l'actuel numéro deux du groupe, Jean-Louis Vinciguerra.

La liste des restants, des partants, des incertains, ressemble, ensuite, à un inventaire à la Prévert. Restant, Loïk Le Floch-Prigent, que le gouvernement a déjà déplacé d'Elf Aquitaine à Gaz de France. Restant, aussi, Gilles Ménage, qui devrait son maintien à la tête d'EDF à la *fois au soutien sans* faille de l'Elysée et au récent départ de son ancien numéro deux, Jean Bergougnoux, à la SNCF. *Donnés partants*, en revanche, Francis Lorentz, président de la RATP, et Gérard Renon, PDG de la SNECMA. Nommé il y a moins d'un an, le 7 juillet 1992, ce dernier ne s'est pas imposé, mauvaise conjoncture aidant, à la présidence du fabricant de moteurs. Incertain, le général Jean Fleury à Aéroports de Paris. Ou encore Jacques Bouvet, protégé par les discussions qu'il vient de renouer à la tête de Charbonnages de France...

P.-A. G. et C. M.

Le sort des présidents de Pechiney et de Thomson demeure incertain

Ce sont les deux mandats « à problèmes ». Les deux cas difficiles. Jean Gandois, pdg de Pechiney, et Alain Gomez, patron de Thomson SA, pourraient – devraient ? – être les grandes victimes du renouvellement en cours des conseils d'administration des groupes industriels publics. Pour des raisons totalement différentes. Contingentes, pour le premier. Nettement plus politiques, quoi qu'on en dise, pour le second.

Personnalité écoutée, patron largement incontesté, Jean Gandois, dont le mandat d'administrateur de Pechiney arrive à échéance le 2 juillet, ne souffre d'aucune hostilité au sein de sa tutelle (un mot que son indépendance d'esprit abhorre). Sur le papier donc, son renouvellement est acquis. A condition que le patron de Pechiney le veuille.

Reconduit, Jean Gandois le sait, il devrait partir le 7 mai 1995, atteint par la règle de la limite d'âge qui n'autorise pas les pdg de groupes publics à demeurer en fonction au-delà de soixante-cinq ans. Seule, la privatisation de Pechiney pouvait le soustraire à cette obligation. Mais une privatisation rapide, réalisée avant la fin 1994. Faute de l'être à cette date, en effet, le groupe devrait attendre l'après-présidentielle, l'été 1995. Trop tard pour Jean Gandois. De quelques mois.

Conscient de ce calendrier défavorable, le pdg de Pechiney avait demandé aux pouvoirs publics d'enclencher le processus de privatisation, au plus tard le 1er juillet, veille de l'échéance de son mandat. Il ne sera pas exaucé : le rap*prochement du groupe d'alumi*nium avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR), qui devait faciliter son transfert au privé, a fait long feu (*le Monde* du 20 avril). Les schémas purement financiers, étudiés comme autres possibilités, sont avancés sans trop y croire.

Dès lors, la reconduction de Jean Gandois ne dépend que de lui. De son souhait de rester, ou non, patron de Pechiney pour dix mois. Le fait qu'il se soit réservé le mois de juin pour tester les patrons sur son éventuelle candidature à la tête du Conseil national du patronat français laisse penser qu'il n'est pas prêt à se satisfaire d'une présidence écourtée.

Le verdict négatif du SGG

Personne, en revanche, ne doute qu'Alain Gomez veuille rester. Et demeurer au poste de pdg du groupe Thomson SA qu'il occupe sans discontinuer depuis douze ans. Mais c'est cette longévité même, preuve de sa remarquable capacité à survivre aux changements de majorité, qui pourrait bien, cette fois, lui coûter son fauteuil. L'article 11 de la loi du 26 juillet 1983 *« relative à la démocratisation du secteur public »* interdit, en effet, aux membres des conseils d'administration d'exercer plus de *« trois mandats consécutifs »*.

Un couperet sans objet, assurent les partisans du pdg, Alain Gomez ayant entamé son premier mandat avant le vote d'une loi qui ne saurait être rétroactive et ne saurait s'appliquer qu'à des mandats complets. Un couperet justifié, rétorque, en réfutant ces arguments, le ministère de l'industrie où Alain Gomez n'est guère prisé. Faute de vraie stratégie, dit-on. Faute de véritable accointance politique, peut-on penser aussi. Les ennuis du jeune pdg (cinquante-cinq ans) se sont aggravés avec le récent verdict du secrétariat général du gouvernement (SGG), affirmant qu'un administrateur ne saurait réaliser plus de trois mandats consécutifs, quelles que soient leurs durées.

Le combat d'Alain Gomez se présente donc sous les plus mauvais auspices, même s'il n'est pas définitivement perdu. D'abord, parce que le passé enseigne qu'un avis du SGG peut rester lettre morte, pourvu que le pouvoir le décide. Ensuite, parce que le dossier recèle encore une incertitude et une inconnue. L'incertitude, c'est l'attitude de l'Elysée dont les juristes n'ont pas encore rendu leur verdict. Qu'ils suivent le SGG, et le chef de l'Etat, gardien *de la Constitution et des lois, ne* pourra s'opposer au départ d'Alain Gomez.

Que les juristes plaident en sens contraire, et le président de la République, chef des armées, pourra, s'il le souhaite, rappeler à son premier ministre que la défense, l'un des deux grands métiers de Thomson SA, relève du *« domaine partagé »*. Tous les marchandages, tous les trocs seront alors possibles ; *« ces choses-là se traitant de manière globale »*, comme le rappelle un expert. Le gouvernement, fera-t-il alors « monter la pression » sur Gilles Ménage, président d'EDF et protégé du chef de l'Etat, pour s'assurer d'une monnaie d'échange ? Certains lui en prêtent l'intention.

L'inconnue des conseils d'administration.

A cette incertitude vient s'ajouter une inconnue de taille : la situation inédite des comptes de Thomson SA et de sa filiale militaire, Thomson-CSF, rend encore moins « lisible » la situation objective d'Alain Gomez. Les résultats des deux sociétés, « plombés » par les déboires du Crédit lyonnais dont CSF est actionnaire à 21,56 %, devraient, en bonne logique, être mis au débit du pdg. Leur lecture oblige à une interprétation plus nuancée. *« Les pertes de Thomson-CSF font suite à des années de vaches grasses, pendant lesquelles le groupe a tiré de confortables dividendes de ses investissements financiers »*, rappelle ainsi un responsable.

Surtout, les comptes 1993 de Thomson-CSF, qui devraient être rendus publics mercredi 25 mai, résulteront, pour une part, de l'obligation faite au groupe de garantir, à hauteur de 1,8 milliard de francs, l'opération de *« defeasance* (1) *»* menée par la banque (*le Monde* du 27 avril). Une garantie qui mécontente certains administrateurs de Thomson-CSF comme de Thomson SA, décidés à ne pas voter les comptes 1993. Ce devrait être le cas, notamment, de bon nombre d'administrateurs salariés, voire de certaines personnalités qualifiées.

L'approbation des comptes 1993 ne se fera donc pas sans difficulté. D'autant que certains administrateurs de Thomson-CSF auraient demandé un audit juridique chargé de déterminer si la loi bancaire – ou la loi tout court – contraint le groupe, actionnaire important mais minoritaire du Lyonnais, à garantir la *defeasance*... Que penseraient les actionnaires anglo-saxons de Thomson-CSF si, le 25 juin (date d'échéance du mandat de M. Gomez), leur groupe n'avait toujours pas de comptes mais changé de pdg ? Pour le pouvoir, l'obstacle n'a rien d'infranchissable. Mais il est dommageable pour l'image des entreprises publiques à l'étranger.

Gandois, Gomez : deux personnalités fortes, même si la seconde est plus contestée que la première, qu'il faudrait remplacer. Par Francis Mer, aujourd'hui pdg d'Usinor-Sacilor ? Par Louis Gallois, pdg d'Aerospatiale ? Dédramatisé par le gouvernement, le renouvellement des administrateurs des groupes industriels publics pourrait bien entraîner, par ricochet, des changements plus importants qu'escomptés.

PIERRE-ANGEL GAY
et CAROLINE MONNOT

(1) La *defeasance* est une opération financière sophistiquée, consistant à transférer des créances immobilières douteuses dans une société spécialement créée à cet effet.

Aérospatiale : le poste convoité de Louis Gallois

Louis Gallois n'a pas démérité. Pourtant, le PDG d'Aérospatiale, dont le mandat d'administrateur arrive à échéance le 26 juin, appartient à cette catégorie de patrons qui pourraient devoir céder leur poste, tant les convoitises que suscite son fauteuil sont grandes. De fait, si ce proche de Jean-Pierre Chevènement devait être nommé à la tête d'une autre entreprise nationale, Thomson par exemple, ce serait davantage parce qu'il y a des candidatures à satisfaire que parce qu'il aurait échoué.

Sa tutelle, le ministère de la défense, le crédite d'un bilan plutôt positif. M. Gallois a commencé à apurer la situation difficile que lui avaient laissée et son prédécesseur, Henri Martre, et le contexte international, en raison de la mévente des productions civiles et militaires du groupe, Aérospatiale, fait-elle valoir. A la fin de 1993, les fonds propres du groupe sont remontés à 6,2 milliards de francs et l'endettement net est tombé à 13,3 milliards de francs. L'entreprise a pris le tournant de la coopération européenne, puisque 80 % de ses produits sont réalisés en partenariat avec des associés européens, et même 60 % avec la seule Allemagne. Désormais, Aérospatiale a une vocation essentiellement civile (près de 70 %), mais M. Gallois a souhaité que le secteur militaire puisse dépasser les 35 %, à terme, pour mieux équilibrer les risques encourus.

Les noms avancés pour remplacer Louis Gallois à Aérospatiale sont d'origines très diverses. Sont évoqués le général Vincent Lanata, qui quitte son poste de chef d'état-major *de l'armée de l'air ; l'amiral* Jacques Lanxade, l'actuel chef d'état-major des armées ; Jean Picq, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien directeur financier du groupe, et surtout, l'actuel délégué général pour l'armement, Henri Conze, qui a planifié en 1993 une réorganisation de sa propre institution, difficile à appliquer à cause des obstacles tous azimuts (politiques et syndicaux) auxquels elle se heurte.

J. I.

RATP : le départ annoncé de Francis Lorentz

Francis Lorentz n'a pas réussi à occuper le vide laissé par Christian Blanc aux commandes de la RATP. Arrivé comme pdg de l'entreprise publique le 12 décembre 1992, son mandat de président court normalement jusqu'en 1997, *mais M. Lorentz risque fort* d'abandonner son siège le 13 juin, date d'expiration de son mandat d'administrateur.

Ses relations avec son ministre de tutelle, Bernard Bosson, ne sont pas au beau fixe. *M. Bosson lui a trouvé* depuis plusieurs mois un successeur issu de l'entreprise, Jean-Paul Bailly, actuellement directeur général adjoint chargé de l'exploitation. Arrivé dans la maison en 1978, celui-ci en a gravi les échelons en occupant différents postes, au métro, au service des bus puis plus récemment à la direction du personnel.

M. Lorentz n'est pas décidé à laisser sa place et un rebondissement de dernière minute est possible. La nomination de Jean Bergougnoux à la tête de la SNCF à la place du candidat de M. Bosson, Raymond-François Le Bris, ancien préfet de Seine-Saint-Denis, montre que les choses peuvent évoluer.

Le *pdg* de la RATP a contribué à créer des postes au sein de l'entreprise publique pour faire face aux problèmes de sécurité. *Il a lancé récemment un plan* « qualité » pour améliorer l'image de l'entreprise auprès des voyageurs et un projet pour l'entreprise. Reste qu'il n'a pas su mobiliser ses troupes et qu'en interne, le courant ne passe pas très bien avec les anciens collaborateurs de Christian Blanc. On lui reproche notamment de ne pas suffisamment déléguer. *Certains* syndicalistes avouent même regretter son prédécesseur, pourtant démissionnaire à la suite des grève contre un projet de service minimum...

M. L.

Les PDG de la Marseillaise de Crédit, du GAN et de la banque Hervet sur la sellette

Du côté des groupes financiers, les échéances de mandats d'administrateurs des groupes publics qui vont se succéder au cours des prochaines semaines auront une portée relativement limitée. Les changements de présidents à la tête des plus grands établissements ont déjà été réalisés, à l'exception toutefois du GAN. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Balladur, les numéro un des deux principales banques publiques, la BNP et le Crédit lyonnais, et des deux plus grandes compagnies d'assurances publiques, l'UAP et les AGF, n'ont-ils pas été remplacés ?

Ces renouvellements ont été effectués à chaque fois en prélude à une privatisation, en dehors du cas particulier du Crédit lyonnais, dont la situation financière ne permet pas cette opération. Pour la BNP et l'UAP, qui ont été mis sur *le marché en octobre 1993 et en* avril 1994, c'est en effet chose faite. Pour les AGF, la privatisation devrait intervenir à l'automne.

Sans appuis politiques

Les mandats d'administrateurs des présidents du Crédit lyonnais et des AGF arrivent à échéance respectivement le 8 et le 21 juin. Il n'y a bien évidemment guère de surprise à attendre. Antoine Jean*court-Galignani, nommé* le 21 janvier à la tête des AGF, sera reconduit. Au Lyonnais, Jean Peyrelevade, arrivé en novembre 1993 avec la mission de sauver la première banque française, est logiquement en poste pour de longues années. Il avait troqué *la présidence de l'UAP,* reprise par Jacques Friedmann, contre celle du Lyonnais à la suite d'un savant « jeu de chaises musicales », qui avait également conduit Jean-Yves Haberer, président sortant de la banque publique, à prendre la tête du Crédit national. M. Haberer a été révoqué le 30 mars, en sanction de sa gestion du Crédit lyonnais. C'est Emmanuel Rodocanachi qui lui a succédé le 18 mai.

Restent toutefois, dans les prochaines semaines, quelques échéances de mandats périlleuses pour les présidents du GAN, de la Banque Hervet et de la Société marseillaise de crédit (SMC). Au GAN, le mandat de François Heilbronner arrive à son terme le 26 juin. Après huit ans passés à la *tête du troisième* assureur public, M. Heilbronner est très menacé et ne devrait pas conserver son poste. Non seulement sa gestion est critiquée par l'ensemble des assureurs, mais de plus il a perdu l'essentiel de ses appuis politiques. Proche collaborateur de M. Chirac sous la première cohabitation, il est aujourd'hui rejeté par la majorité pour avoir joué un rôle actif dans le raid manqué en 1988 sur la Société générale.Le *Monde* du 28 novembre 1988.

Deux successeurs possibles sont en lice : Jean Arvis, ancien président de l'assureur Victoire et candidat malheureux à la présidence des AGF, et Jean-Jacques Bonnaud, *actuel directeur* du GAN en charge des activités internationales. Il semble bien que M. Bonnaud soit aujourd'hui le mieux placé. Il bénéficie du soutien du ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, et offre une solution interne de remplacement présentant aux yeux du gouvernement le grand avantage d'éviter toute polémique.

A la Banque Hervet, le sort du président Patrick Careil, dont le mandat arrive à échéance le 25 juin, est très incertain. Cet ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, également mêlé au raid sur la Société générale, ne peut se targuer d'un bilan flatteur. La Banque Hervet a été touchée de plein fouet par la crise de l'immobilier et a perdu 1,2 milliard de francs en 1993. Sa privatisation de gré à gré (hors marché) en est devenue impossible. Mais le départ de M. Careil pose pourtant un problème technique : son mandat d'administrateur de la banque arrive à échéance, mais pas celui de président et administrateur de la Compagnie financière Hervet, actionnaire de la banque à hauteur de 89 % et créée pour faciliter la privatisation.

Dernier menacé, Jean Matouk, le président de la Société marseillaise de crédit depuis 1992. Cet économiste, qui ne cache pas ses liens avec le Parti socialiste, a hérité d'une situation difficile. Il a pourtant réussi à mener à bien un plan social concernant 650 personnes sans heurts et à gérer la quasi-faillite de la caisse de retraite. Son successeur pourrait être Pierre Habib-Deloncle, qui lui avait déjà succédé en 1986 à la tête de la Banque Chaix avant de partir en 1990. M. Habib-Deloncle est responsable du secteur bancaire au RPR depuis 1981.

ÉRIC LESER

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

ETRANGER

Après dix ans de politique d'ajustement

Le Maroc commence à obtenir des résultats économiques encourageants

Sorti de dix ans d'ajustement structurel, le Maroc affiche des résultats économiques encourageants. Dopée par une campagne agricole exceptionnelle, la croissance devrait friser 10 % en 1994. Mais beaucoup reste à faire pour venir à bout d'une pauvreté qui n'a que peu diminué ces dernières années.

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

Pays largement agricole, le Maroc vit au rythme du ciel et de ses caprices. Celui-ci ne s'était pas montré clément ces deux dernières années, marquées par la sécheresse. En revanche, 1994 s'annonce exceptionnelle, avec une récolte céréalière qui pourrait frôler 100 millions de quintaux, contre moins de 30 millions l'année précédente.

L'ensemble de l'économie du pays va être dopé par la « récolte du siècle ». Désespérément négatif depuis deux ans, le taux de croissance – avec un peu de chance – franchira la barre des 10 % en 1994, selon des estimations officieuses. Pareille bonne nouvelle ne pouvait tomber à un meilleur moment pour le Maroc, qui, en défaut de paiement en 1983, en termine avec dix années de plan d'ajustement structurel mené sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

A s'en tenir aux grands indicateurs, la cure d'austérité a porté ses fruits. Le déficit budgétaire est faible (moins de 2 % du produit intérieur brut en 1994 contre 13 % en 1986), l'inflation modérée, le service de la dette absorbe une part de plus en plus faible des recettes d'exportation, les avoirs en devises augmentent et la convertibilité complète du dirham, la monnaie nationale, est en bonne voie.

Indice d'une confiance retrouvée auprès de la communauté internationale, le Maroc commence à drainer les capitaux étrangers. Les sommes en jeu restent relativement modestes : 500 millions de dollars d'investissements l'an dernier, soit environ 3 milliards de francs. Elles n'en ont pas moins permis d'équilibrer les paiements extérieurs. Surtout, leur montant progresse rapidement. *« Entre 1990 et 1994, les investissements étrangers ont été multipliés par cinq »*, explique le ministre de l'économie, Mohammed Sagou. Cette manne devrait contribuer à redonner un coup de jeune à la Bourse de Casablanca. Installée dans un splendide immeuble colonial au cœur de la capitale économique du pays, elle n'a jamais retrouvé le lustre qui fut le sien au lendemain de sa création, il y a près de soixante ans. Aujourd'hui, elle ne sort de sa torpeur qu'une petite heure par jour en fin de matinée, lorsqu'une vingtaine d'agents de change – dont une femme – se retrouvent autour de la corbeille comme d'autres le feraient autour d'un café.

Accélérer les privatisations

Plus de soixante entreprises sont inscrites à la cote officielle, mais en pratique les transactions se limitent à une vingtaine d'entre elles. Et quelles transactions ! Comme les banques, principales détentrices des titres mais conservatrices en diable, rechignent à les céder pour des raisons liées au coût des transactions (il y a une offre de vente pour dix offres d'achat), la pénurie de « papiers » alimente une constante hausse des cours. *« Depuis 1987, la Bourse gagne près de 30 % par an en moyenne »*, indique Amyn Alami, un jeune *golden boy* qui, formé à Paris, ambitionne de créer dans son Maroc natal une banque d'affaires.

Artisanale et spéculative, la Bourse de Casablanca rêve de grandeur et d'honorabilité. Et elle compte sur la privatisation des entreprises publiques pour les réaliser. En fait, il y a près de quatre ans que ce chantier a été lancé. Mais il l'a été à si petite vitesse que jusqu'ici une douzaine à peine d'entreprises – dont nombre d'hôtels – ont été cédées au privé et pour certaines introduites en Bourse. *« Nous allons mettre les bouchées doubles. La loi prévoit la privatisation de cent douze entreprises d'ici à la fin de 1995. Nous irons au-delà. D'ores et déjà, nous travaillons sur une prochaine liste. Je n'exclus aucun secteur d'activité »*, assure le ministre des privatisations, Abderrahmane Saadi.

La prochaine vague de privatisations concernera le système bancaire et financier, et notamment quatre banques (1), dont l'Etat ne devrait se désengager qu'en partie. Les privatisations incluront également la Société nationale d'investissement (SNI), un holding omniprésent de l'agroalimentaire à la finance, en passant par le BTP que M. Saadi n'hésite pas à qualifier de *« pur joyau »*. La valeur de la SNI sera déterminée, fin juin, par un conseil d'évaluation composé d'*« hommes au-dessus de tout soupçon »* pour rendre possible une privatisation dès le mois de septembre, selon le ministre. A l'image des précédentes, elle se fera, selon un schéma calqué sur l'exemple français, avec constitution d'un *« noyau dur »* et conditions d'acquisition privilégiées pour les salariés.

« D'ici deux ans, le nombre des firmes cotées en Bourse aura doublé », jure son directeur général, Abderrazak Laraki. Alors, pour préparer l'avenir, on s'équipe – des écrans Reuter ont fait leur apparition à proximité de la corbeille – et on voit grand le déménagement dans un immeuble ultramoderne est programmé.

Surtout, c'est un environnement juridique qui est en train de se mettre en place, allant de la création de sicav et de fonds communs de placement à l'entrée en vigueur d'un nouveau plan comptable, en passant par la mise en place d'un « conseil déontologique », chargé d'assurer la transparence des opérations. Ce dernier aura fort à faire. Témoin l'exemple de CTM, la compagnie nationale de transport privatisée (avec succès) il y a tout juste un an. *« La société a attendu 1994 pour publier ses comptes de 1992 »*, note Jalal Houti, directeur de la première firme marocaine de courtage, Upline Securities.

La résurrection de la Bourse se mesurera à l'attitude des investisseurs étrangers. Pour l'heure, ce n'est ni la ruée ni l'ignorance dédaigneuse. Deux sicav spécialisées sur le Maroc ont fait leur apparition en France au cours des derniers mois ; l'américain Salomon Brothers, associé à l'Omnium nord-africain (ONA), le premier groupe privé marocain, a lancé au printemps un fonds doté au départ d'une centaine de millions de dollars, dont une partie ira s'investir en Bourse ; le financier George Soros, enfin, a annoncé qu'il discutait *« avec les autorités gouvernementales marocaines des moyens de participer à la vague de privatisations »*.

Au Maroc même, les premières opérations de privatisation ont suscité davantage qu'une curiosité polie. Plus de 11 000 personnes ont acheté des actions de la CTM et 15 000 dans le cas de Sofac-Crédit, une société de crédit à la consommation. Reste que le profil du nouvel actionnaire reste flou. Appartient-il à *« la bourgeoisie compradore »*, comme l'assure Abdelmajid Bouzoubaâ, secrétaire général du syndicat CDT, ou à cette classe moyenne dont on observe l'émergence économique et, demain, politique ? Faute d'études sociologiques, il n'est pas possible de trancher.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Banque centrale populaire (BCP), Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE), Crédit immobilier et hôtelier, et Banque nationale du développement économique.

Selon un rapport de la Banque mondiale

Deux fois moins de démunis

Depuis le milieu des années 80, la pauvreté diminue au Maroc. Il y a une génération, le produit intérieur brut (PIB) par tête ne dépassait pas 500 dollars, et le nombre des défavorisés était évalué à 6,5 millions d'individus. En 1991, le PIB est le double, et il y a deux fois moins de démunis. Mais, prend soin de préciser la Banque mondiale dans un rapport – *Royaume du Maroc : pauvreté, ajustement et croissance* – diffusé en début d'année, il ne s'agit que d'une *« faible amélioration »* dans la mesure où près de 1,7 million de personnes, à la merci de la moindre détérioration de leurs conditions économiques, sont *« presque pauvres »*.

Obtenus en dépit d'une croissance démographique très élevée et des restrictions imposées par la politique d'ajustement, les succès marocains, plaide sans surprise la Banque, sont à mettre à l'actif des gouvernements qui ont su *« stabiliser l'économie [...], entreprendre des réformes structurelles importantes et [...] maintenir une croissance économique élevée »*.

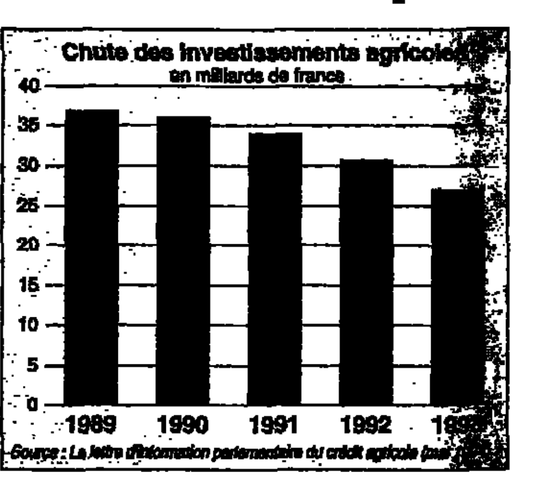
Le rapport met bien en évidence les disparités – qui s'accroissent – entre les milieux urbains et ruraux. *« La pauvreté au Maroc s'avère de plus en plus un phénomène rural »*, observe la Banque. Selon ses calculs, sept pauvres sur dix vivent en milieu rural. Un autre clivage, dont sont conscients les responsables marocains, oppose les riches régions côtières urbaines – où la population en état de pauvreté ne dépasse pas 5 % – aux zones rurales des régions du centre-nord, de l'est et du centre-sud –, où la pauvreté touche près d'un habitant sur quatre.

Pour améliorer les conditions de vie des plus démunis, la Banque préconise le maintien, autant que faire se peut, d'une croissance économique soutenue (*« Il s'agit là du remède à long terme le plus efficace contre la pauvreté »*), mais assortie de mesures plus spécifiques en direction notamment des milieux ruraux. Ainsi, pour ralentir l'exode rural, le rapport suggère de réduire l'écart actuel de 50 % entre le salaire minimum industriel et son équivalent agricole. A propos du chômage, un fléau qui fragilise le pays et affecte en priorité les plus déshérités, la Banque préconise de s'inspirer d'exemples étrangers et de développer des programmes de travaux publics *« qui emploient une main-d'œuvre non qualifiée à des salaires inférieurs au salaire minimum »*.

J.-P. T.

AGRICULTURE

Recul des investissements productifs



Ce graphique publié dans la Lettre d'information parlementaire du Crédit agricole du mois de mai illustre la chute des investissements productifs. Cette chute est le reflet des difficultés et des inquiétudes des paysans qui ont marqué la période des négociations du GATT. Cependant, la Fédération nationale du Crédit agricole précise que ce recul s'est accompagné d'une réduction des charges fixes et d'un effort de rationalisation des équipements, mais que si le mouvement devait se poursuivre au-delà de l'ajustement à la nouvelle donne agricole (résultant de la réforme de la PAC et des accords du GATT), le vieillissement du capital conduirait inévitablement à une dégradation de la compétitivité du secteur.

Le péril de l'ail chinois

La libéralisation progressive des échanges mondiaux de produits agricoles, et les appels pressants des paysans pour que soit mieux défendu le principe cardinal de la préférence communautaire ne concerne pas seulement le blé, la viande, le vin ou autres denrées qui défrayent régulièrement la chronique. Voilà que les producteurs d'ail montent, eux aussi, au créneau.

Au moment où la récolte de cette plante potagère débute dans le sud de l'Europe, le Comité européen interprofessionnel de l'ail, qui a son siège à Valence dans la Drôme, craint pour la survie de 27 000 familles de producteurs des Douze et 150 000 emplois ruraux. Principal « ennemi » visé : la Chine, puisque les importations en provenance de ce pays sont passées de 5 000 tonnes en 1991 à 12 000 l'an dernier. *« 5 000 tonnes de bulbes de Chine ont été importés depuis le 1er janvier, provoquant des chutes de prix de 12 F à 8 F par kilo, ce qui met en péril toute la filière du négoce »*, expliquent les responsables du Comité.

La France a bien demandé fin avril à Bruxelles l'instauration d'une clause de sauvegarde, mais la requête n'a toujours pas abouti. La Chine a bien proposé une régulation de ses expéditions et un contingentement assorti d'une taxe à l'exportation mais, même à ces conditions, l'ail chinois serait vendu en Europe à 6 F le kilo, alors que le prix minimum estimé par les Européens est de 12 F. Sans parler des importations par des pays périphériques de l'Union européenne qui ne servent que de « sas d'attente » ou de tremplin pour réexporter la marchandise vers la France, l'Espagne ou l'Allemagne.

Bref, si à compter du 25 mai – à en croire les professionnels – un coup d'arrêt aux importations chinoises n'est pas donné, les aulx européens auront pour longtemps une forte et tenace odeur de défaite.

F. Gr.

INDUSTRIE

Après avoir négocié des rabais de la part de ses fournisseurs

Fokker attend un soutien du gouvernement néerlandais

AMSTERDAM

de notre correspondant

Dans sa course effrénée à la réduction de ses coûts de production, le constructeur aéronautique Fokker vient de franchir une étape importante en obtenant un rabais *« substantiel »* sur le prix des fuselages fournis par Deutsche Airbus.

Celle-ci a beau, comme Fokker, être une filiale de Deutsche Aerospace (DASA), elle ne lui en livrait pas moins ses pièces à des coûts nettement supérieurs aux cours mondiaux moyens (plus 37 % pour le F-70, et plus 57 % pour le F-100), en vertu d'un contrat antérieur à l'entrée de DASA dans le capital de l'avionneur néerlandais et non révisé depuis. C'est désormais chose faite, avec effet rétroactif au 1er janvier et Fokker, qui a engagé des discussions avec ses autres fournisseurs (le motoriste Rolls Royce et le fabricant d'ailes Shorts) afin de négocier de nouvelles conditions de leur part, obtient ainsi un peu d'air dans l'attente du rétablissement du marché, prévu par son nouveau patron à l'échéance de 1996.

D'autant que l'accord passé avec DASA était l'un des préalables mis par le ministre des affaires économiques à une aide de l'État : Fokker a clos l'exercice 1993 sur une perte de 460 millions de florins (1,4 milliard de francs), qui a rogné ses fonds propres et qui lui vaudrait de connaître aujourd'hui des problèmes de trésorerie.

La direction de l'entreprise a démenti ce dernier point, mais elle a confirmé que des négociations étaient en cours avec le gouvernement de La Haye pour l'allocation d'un prêt et le montage, avec d'autres partenaires, d'une société de *leasing* de ses appareils. *« L'Etat doit nous aider à tenir jusqu'en 1996 »*, a expliqué le numéro un de Fokker, Ben Van Schaik, qui s'est montré confiant sur une issue rapide et positive de ces pourparlers.

CHRISTIAN CHARTIER

INDICATEURS

ALLEMAGNE DE L'OUEST

■ **Inflation : + 0,3 % en avril.** – Les prix à la consommation ont augmenté, dans la partie ouest de l'Allemagne, de 0,3 % en avril par rapport à mars, selon des données provisoires. Sur un an (avril 1993-avril 1994), la hausse est de 3,2 %, comme en mars.

ÉTATS-UNIS

■ **Indice composite des directeurs d'achats : + 1 point Hausse en avril.** – L'indice composite de l'activité économique établi par les directeurs d'achats des 350 principaux groupes manufacturiers américains (NAPM) a augmenté d'un point en avril par rapport à mars pour s'établir à 57,7 %. Les analystes tablaient généralement sur un recul de l'indice à 56,3 %.

FRANCE

■ **Augmentation du prix des matières premières importées : + 1,5 % en avril.** – Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 1,5 % en avril par rapport à mars (+ 1,7 % pour les matières premières alimentaires et + 1,4 % pour les matières premières industrielles). Sur un an (avril 1993-avril 1994), la hausse est de 18,3 %.

JAPON

■ **Inflation : + 0,5 % en mars.** – Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % en mars par rapport à février. Sur un an (mars 1993-mars 1994), la hausse est de 1,3 % contre 1,1 % en février.

REPÈRES

AUTOMOBILE

Progression de 5 % du marché mondial en 1994

Le marché mondial de l'automobile devrait croître de 5 % cette année pour atteindre près de 35 millions de véhicules avant de progresser jusqu'au niveau record de 43 millions en 1999, selon une étude publiée lundi 23 mai par le cabinet britannique DRI McGraw-Hill. Le marché, tombé à son plus bas niveau en six ans en 1993, se reprend grâce à la progression du marché américain et, à un niveau moindre, de certains marchés européens et asiatiques, remarquent les auteurs de l'étude. En Europe de l'Ouest, le marché devrait croître de 3 % en 1994, puis de 6 % en 1995, une fois la reprise enclenchée en Allemagne et en Italie. Cette année, la hausse est menée par la Grande-Bretagne, ainsi que par la France et l'Espagne grâce aux mesures de soutien prises par leurs gouvernements. Après avoir reculé de 18 % l'an dernier, le marché français devrait dépasser 1,9 million cette année, puis 2 millions en 95 avant d'atteindre 2,4 millions d'ici la fin de la décennie. Toutefois, estime l'étude, la progression du marché mondial d'ici 1999 sera menée essentiellement par les nouveaux marchés de la Corée du Sud, de la Thaïlande, de Chine, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

TRANSPORTS

Londres, la plus chère des capitales européennes

Les transports en commun de Londres sont les plus chers des capitales européennes, devant Bruxelles et Berlin, selon une étude publiée dimanche 22 mai par une association britannique d'usagers. Le rapport, établi par l'association Capital Transport Campaign, a notamment comparé le prix de ces transports pour les habitants des banlieues pour dix trajets de 10 km dans dix capitales européennes. Londres arrive largement en tête avec 15,65 livres (132,6 francs) suivie par Bruxelles (12,95 livres), Berlin, Amsterdam, Dublin, Paris, Copenhague, Lisbonne, Rome et Athènes. – *(AFP.)*

MARCHES FINANCIERS

Nombreuses places financières fermées lundi 23 mai

De nombreuses places financières (Bourse et marché des changes) étaient fermées lundi 23 mai. Il s'agissait notamment en Europe des places de Paris, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Luxembourg, Barcelone et Zurich.

TOKYO, 23 mai ▲

Nouvelle hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du lundi 23 mai sur une nouvelle progression, soutenue par la révision en hausse des prévisions de croissance des bénéfices des sociétés japonaises. L'indice Nikkei des 225 valeurs a terminé la séance sur un gain de 226,54 points (+1,1 %) à 20 568,71 points. Le Topix, à base plus large, a gagné 11 67 points (0,71 %) à 1,654 21 points.

Le marché japonais a notamment été soutenu par l'annonce de la hausse des profits du groupe d'électronique Kyocera et la quasi-stabilité des résultats du papetier New Oji Paper. Les opérateurs étaient également plutôt confiants sur l'issue des négociations commerciales entre le Japon et les Etats-Unis et espèrent la conclusion rapide d'un accord.

VALEURS	Cours du 20 mai	Cours du 23 mai
Bridgestone	1 530	1 540
Canon	1 690	1 710
Fuji Bank	2 380	2 400
Honda Motors	1 710	1 780
Matsushita Electric	1 720	1 730
Mitsubishi Heavy	708	714
Sony Corp.	5 920	5 980
Toyota Motors	2 010	2 030

DÉFENSE

Avant le vote du projet de programmation 1995-2000

Deux rapports parlementaires soulignent le «dérapage» du prix des armements

Devant le «dérapage» du coût de ses armes, la France, pour maîtriser ses dépenses militaires, va organiser une revue de détail de ses programmes d'armement. C'est ce qu'annoncent deux députés, Jacques Boyon (RPR, Ain) et Arthur Paecht (UDF, Var), dans les rapports volumineux qu'ils consacrent à l'examen, au début de la semaine prochaine, par l'Assemblée nationale, du projet de programmation militaire 1995-2000.

Les deux parlementaires font, chacun, une analyse identique de la situation, à la veille de l'examen d'un projet de loi qui prévoit d'allouer quelque 613 milliards de francs, en six ans, à l'équipement nucléaire, spatial et classique des armées. Selon eux, au rythme où vont la hausse du prix de revient des matériels militaires et le dépassement des devis initiaux, la France ne pourra plus faire face à ses besoins de sécurité. Toute «dérive», même mineure, des coûts entraîne des dépenses considérables, qui n'étaient pas prévues par le budget annuel, et il est urgent de les maîtriser, programme par programme.

M. Boyon cite quelques exemples. Estimé aujourd'hui à plus de 77 milliards de francs, le coût du développement des sous-marins stratégiques de nouvelle génération, de la classe du *Triomphant*, a augmenté de 43 %, alors que le fait d'être passé de six à quatre unités n'a fait diminuer que de 11 % le coût de leur construction. Le coût total du programme du char de bataille Leclerc, soit 41,9 milliards de francs pour 650 exemplaires, a connu une augmentation de 39 %.

M. Paecht renchérit, de son côté, avec le «dérapage» du prix d'autres matériels. Le coût de l'avion de combat Rafale s'est accru de près de 3 milliards de francs en développement et de près de 4 milliards supplémentaires en production, soit environ 3 % du coût global de ce programme.

Le laisser-faire coupable des experts de la DGA

Les deux députés – le premier préside la commission de la défense et le second est le rapporteur de la commission des finances – en appellent au gouvernement pour qu'il remédie à *«cette course folle»* aux performances et, donc, aux coûts, dus aux exigences opérationnelles des clients que sont les militaires, au goût des industriels ou des ingénieurs pour le perfectionnement des matériels qu'ils proposent et au laisser-faire coupable ou complice des experts de la DGA. *«Il n'existe aucune fatalité à l'augmentation incontrôlée des dépenses»*, écrit M. Boyon. *«Les industriels, les militaires et la DGA,* ajoute M. Paecht, *privilégient parfois les solutions techniques les plus performantes,* de facto *les plus coûteuses, au détriment d'une approche plus systématiquement fondée sur l'analyse comparée des coûts et des avantages opérationnels.»*

Dans son projet de programmation militaire, le gouvernement demande aux industriels de tout faire, entre 1995 et 2000, pour obtenir des gains de productivité – en d'autres termes, des baisses de prix – de 2 % par an. Ce qui suppose un effort conjugué des états-majors, des entreprises et de la délégation générale pour l'armement (DGA).

Le délégué général pour l'armement, Henri Conze, a créé des *«groupes de cohérence»*, entre les différents partenaires, qui sont chargés de passer en revue tous les programmes afin de dégager des gains significatifs que chaque industriel devra s'engager à «rétrocéder» en quelque sorte à l'Etat. Toutes les voies seront explorées, notamment le gel sur trois ans des taux horaires, le plafonnement *à 3 % par an (au lieu de 4 %)* de la clause de révision de prix des contrats passés, un moratoire sur les modifications technologiques envisagées au départ d'un programme ou, chaque fois qu'il est possible, la négociation de marchés sur la base du forfait par lequel l'industriel prend à charge tout dépassement de devis.

Les deux rapporteurs parlementaires s'attachent, outre ces quelques pistes, à mettre en garde la DGA sur la nécessité de sa propre réorganisation interne. M. Boyon considère qu'il est temps, en effet, d'afficher *«une volonté très affirmée d'accroître l'efficacité de cette administration»* et M. Paecht évoque le besoin d'*«améliorer la productivité»* de la DGA pour faire chuter le coût spécifique de ses interventions lorsqu'elle «pilote», pour le compte de l'État, la gestion d'un programme d'armement. Le député du Var évalue la tutelle de la DGA – c'est-à-dire l'alourdissement de la facture globale – à quelque 10 % (des industriels parlent même de 15 %) du prix de revient d'un matériel militaire.

Pour réduire ses coûts d'intervention, la DGA a choisi de mettre un terme à certaines rigidités, en transformant ses anciens arsenaux en entreprises de droit commercial privé.

C'est déjà le cas, depuis le début de la décennie 90, avec le Groupement industriel des armements terrestres (devenu GIAT Industries), et ce pourrait le devenir, dans quelque temps, pour la Direction des constructions navales (DCN), en dépit de la farouche opposition qui se dessine chez les personnels du secteur. Néanmoins, le rapprochement de *ces deux exemples ne plaide pas* en faveur du premier. M. Paecht note que GIAT Industries accumule les pertes, qu'il multiplie les plans de licenciement et il constate que le groupe subsiste quasiment à crédit grâce à des avances consenties par Abou-Dhabi en échange d'un engagement de prix fixes – sur huit ans – pour la vente à cet émirat de 400 chars de combat Leclerc.

JACQUES ISNARD

Nominations militaires

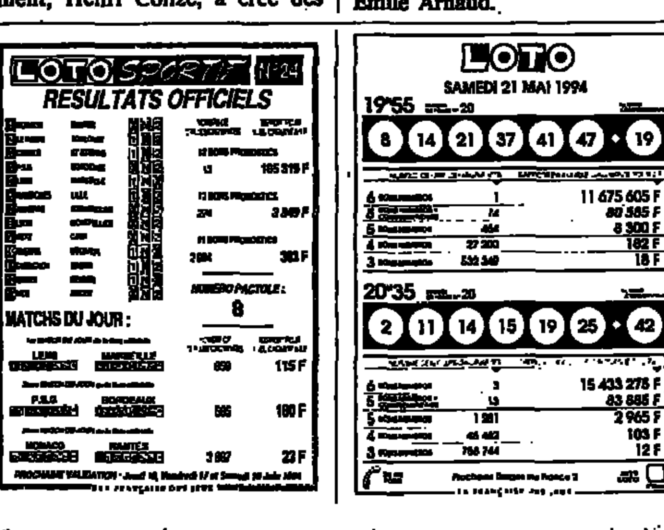
Sur la proposition du ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 18 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. – Est nommé commandant de la brigade des transmissions, le général de brigade Gwenaël Rolland.

● Air. – Est promu général de brigade aérienne, le colonel Jean-Claude Mansard, nommé au secrétariat général de la défense nationale.

Est nommé directeur technique du commandement «air» des systèmes de surveillance, d'information et de communications, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Faubladier.

● *Armement. – Est nommé* contrôleur général des armées en mission extraordinaire, l'ingénieur général de première classe Emile Arnaud.



LOTO

SAMEDI 21 MAI 1994

19'55

8 14 21 37 41 47 • 19

6	1	11 675 605 F
5 +	14	80 565 F
5	464	8 300 F
4	27 200	182 F
3	532 340	18 F

20'35

2 11 14 15 19 25 • 42

6	3	15 433 278 F
5 +	13	83 885 F
5	1 281	2 965 F
4	45 482	103 F
3	768 744	12 F

CARNET

Décès

– Odile Berest,
sa femme,
Elisabeth Berest,
Pierre et Lélia Berest,
Odile Berest et Jean-Claude Noël,
Claire Berest,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Eugène BEREST,
agrégé de lettres.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 16 mai 1994, en l'église Saint-Michel de Brest.

9, rue de la République,
29200 Brest.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre BRASSEUR,
inspecteur général
des affaires d'outre-mer (CR),
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 17 mai 1994, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 19 mai 1994, dans l'intimité familiale.

– M. et Mme Daniel Bandelier,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ainsi que sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Mme Marcel CERRUTI,
née Myriam Raich,

survenue le 6 mai 1994.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

– L'association Pour Magnelli se joint à sa famille, en particulier à sa mère Christina, et à l'ensemble de ses amis pour faire part du décès de

Susi MAGNELLI,
veuve du peintre Alberto Magnelli,

survenu le mercredi 18 mai 1994, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Selon ses vœux, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 20 mai.

– La direction des Musées de France,
Le Musée national d'art moderne/Centre de création industrielle, Centre Georges-Pompidou,
Le Musée municipal de céramique et d'art moderne de Vallauris,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Susi MAGNELLI,
épouse d'Alberto Magnelli
(1888-1971),

survenu le mercredi 18 mai 1994, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à Meudon le 20 mai.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani
gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy
directeur général
Noël-Jean Bergeroux
directeur de la rédaction
Eric Pialloux
directeur financier
Anne Chaussebourg
directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre
Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Bruno Frappat
directeur éditorial
Manuel Lucbert
directeur du «Monde des débats»
Alain Rollat
délégué auprès du directeur général
Michel Tatu
conseiller de la direction
Daniel Vernet
directeur des relations internationales
Alain Fourment
secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

– La famille,
Les amis,
Les collaborateurs de

Maurice PONDEVIE,

font part de son décès survenu le 19 mai 1994, à Lyon.

Une réunion aura lieu en l'église du centre à Sainte-Foy-lès-Lyon, le mardi 24 mai, à 9 h 30.

Rassemblement à l'entrée du cimetière nouveau de la Guillotière, 228, avenue Berthelot, Lyon-8e, à 10 h 30, pour l'incinération.

– Lyon.

L'Association des praticiens de l'urgence sociale (APUS),
L'Association lyonnaise pour l'insertion par l'emploi (saisonnier) [ALPIE(S)],
L'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANIT),
L'Union lyonnaise d'associations d'aide par le travail (ULAAT),
font part du décès de

Maurice PONDEVIE.

– Niort (Deux-Sèvres). Paris (Seine). Montembœuf (Charente).

Le professeur et Mme Henri Saraux,
M. et Mme Gilbert Leroux-Cauche,
Les docteurs Michel et Marie-Claude Saraux,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Camille SARAUX,
née Chaumier,

survenu le 16 mai 1994, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 20 mai, à Niort (Deux-Sèvres), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Werner Teich,
son épouse,
Les familles I. Teich et A. Moncheny,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Werner TEICH,

survenu le 7 mai 1994, dans sa soixante-dix-huitième année.

66, parc des Essarts,
78690 Les Essarts-le-Roi.

Anniversaires

– Mort pour la France le 23 mai 1942, le

capitaine Georges DUDACH,
militant du Parti communiste,
organisateur du Front national
des artistes et écrivains,

était fusillé au mont Valérien par l'occupant nazi.

– Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino DEL DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le vingt-septième anniversaire de son décès, le jeudi 26 mai 1994, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8e.

– Il y a dix ans, le 24 mai 1984,

Jean-Philippe EQUILBEY,

décédait d'un accident du travail.

Que ceux qui l'ont connu et apprécié aient une pensée pour lui.

« Les morts vivent tant qu'il y a des vivants pour se souvenir. »
E. Henriot.

Catherine, Isaure, Guillaume, *Edouard et Axel Equilbey.*

Communications diverses

– Pour la restauration, la restitution et la création de broderie et de tapisserie,

Philippe CÉCILE

a le plaisir d'annoncer l'ouverture de son atelier, 47-49, avenue du Docteur-Arnold-Netter, Paris-12e.

Ouvert du lundi au vendredi, de 14 heures à 19 heures. Renseignements au 44-67-92-02.

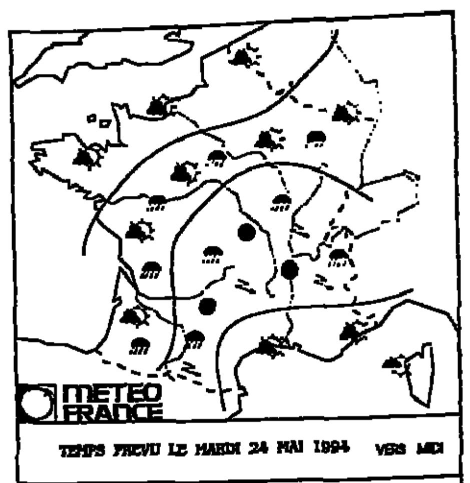
Soutenances de thèses

– Joseph Danan soutiendra sa thèse de doctorat sur : « Les transpositions du monologue intérieur au théâtre », vendredi 27 mai 1994, à 14 heures à la Sorbonne, salle Bourjac, galerie Rollin, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

– M. Paul Lignières a obtenu le diplôme de docteur en droit avec la mention « très honorable, félicitations du jury », pour sa thèse sur : « Les cautionnements et garanties d'emprunt donnés par les collectivités locales ». Cette thèse vient d'être publiée par les éditions LITEC, 27, place Dauphine, Paris-1er.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

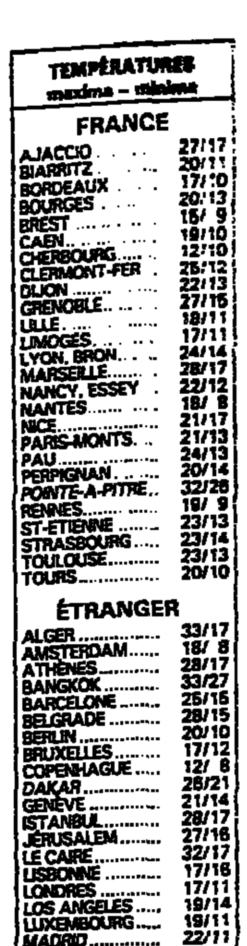
MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PRÉVU LE MARDI 24 MAI 1994 VERS MIDI

LÉGENDE

ENSOLEILLÉ — ÉCLAIRCIES PEU NUAGEUX — NUAGEUX COURTES ÉCLAIRCIES — TRÈS NUAGEUX OU COUVERT — PLUIE OU BRUINE — NEIGE — AVERSES — ORAGES — BRUMES ET BROUILLARD — SENS DE DÉPLACEMENT



TEMPÉRATURES maxima – minima

FRANCE	
AJACCIO	27/17
BIARRITZ	20/11
BORDEAUX	17/10
BOURGES	20/13
BREST	15/ 9
CAEN	19/10
CHERBOURG	12/10
CLERMONT-FER	25/12
DIJON	22/13
GRENOBLE	27/15
LILLE	18/11
LIMOGES	17/11
LYON, BRON	24/14
MARSEILLE	28/17
NANCY, ESSEY	22/12
NANTES	18/ 8
NICE	21/17
PARIS-MONTS.	21/13
PAU	24/13
PERPIGNAN	20/14
POINTE-A-PITRE	32/28
RENNES	19/ 9
ST-ETIENNE	23/13
STRASBOURG	23/14
TOULOUSE	23/13
TOURS	20/10

ÉTRANGER	
ALGER	33/17
AMSTERDAM	18/ 8
ATHÈNES	28/17
BANGKOK	33/27
BARCELONE	25/15
BELGRADE	28/15
BERLIN	20/10
BRUXELLES	17/12
COPENHAGUE	12/ 8
DAKAR	26/21
GENÈVE	21/14
ISTANBUL	28/17
JÉRUSALEM	27/16
LE CAIRE	32/17
LISBONNE	17/16
LONDRES	17/11
LOS ANGELES	19/14
LUXEMBOURG	19/11
MADRID	22/11
MARRAKECH	28/17
MEXICO	25/13
MILAN	18/13
MONTRÉAL	27/12
MOSCOU	15/ 4
NAIROBI	22/10
NEW-DELHI	43/28
NEW-YORK	26/12
PALMA-DE-MAJ.	28/15
PÉKIN	31/20
RIO-DE-JANEIRO	27/20
ROME	27/14
HONGKONG	31/26
SÉVILLE	22/16
SINGAPOUR	31/23
STOCKHOLM	17/ 7
SYDNEY	19/12
TOKYO	23/17
TUNIS	40/26
VARSOVIE	11/ 6
VENISE	23/16
VIENNE	24/13

Valeurs extrêmes relevées entre le 22-05-1994 à 6 heures TUC et le 23-05-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

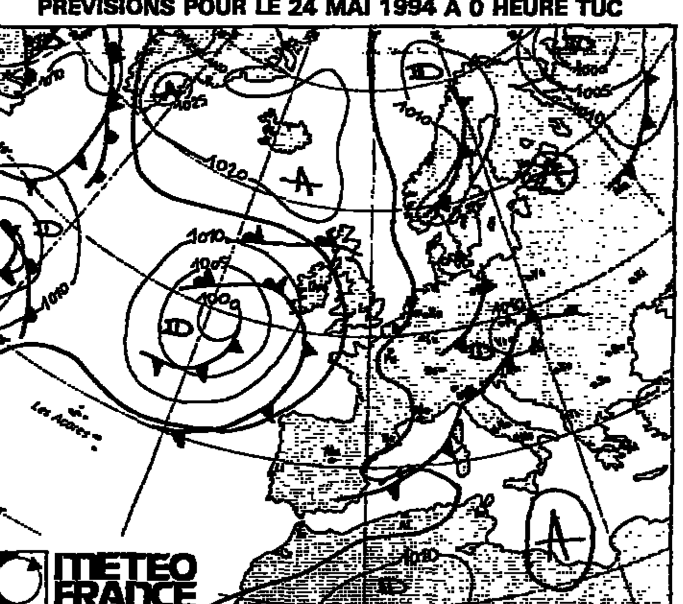
Mardi : très nuageux avec ondées et orages. – Le matin, des Pyrénées à l'Aquitaine jusqu'au *Massif Central et aux Alpes, le ciel sera très* nuageux avec des ondées et quelques orages. Sur le pourtour méditerranéen, le vent marin apportera beaucoup de nuages près des côtes. En Corse, il fera beau. De la Bretagne à la Normandie, nuages et éclaircies alterneront. Sur le reste de la moitié nord du pays, les nuages *seront nombreux avec localement quelques* ondées.

L'après-midi, des pays de Loire à la Bretagne jusqu'à la Normandie, malgré des passages nuageux, le soleil fera de belles apparitions. Des Pyrénées jusqu'aux régions nord et nord-est, le ciel sera très nuageux avec des ondées. Du *Sud-Est aux Alpes et à la Franche-Comté,* des orages éclateront en fin d'après-midi. En Corse, le soleil dominera.

Les températures minimales iront de 10 à 15 degrés au nord et de 12 à 15 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre indiquera 18 à 23 degrés au nord et 22 à 25 degrés au sud. *(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*

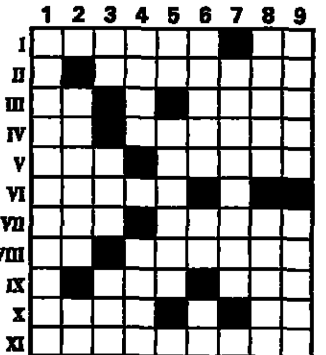
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI 1994 A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6306



HORIZONTALEMENT

I. Voie à sens unique. Morceau de poulet. – II. Il est difficile de la rattraper quand elle est lâchée. – III. Terme musical. Sont restés sans connaissances. – IV. Quartier de Pithiviers. Il fut sans doute sérieux comme un pape. – V. Certains l'ont bien en main. Aimable invitation. – VI. En France. – VII. Prénom. On attendrait vainement de leur part un mot d'encouragement. – VIII. D'un auxiliaire. Bon grimpeur. – IX. Meneuse de jeu. Sujet changeant. – X. Une branche et ses rameaux. En France. – XI. Fâcheusement diminuée

VERTICALEMENT

1. Il n'est pas rare qu'il visite un pavillon. – 2. Degrés gravis successivement en vue d'arriver à une haute situation. Quelque chose d'assommant. – 3. Terme d'impôts. Fit preuve d'attachement. Préfixe. – 4. Se manifestait parfois par de grosses bises. Enchaîner. – 5. En retard. Fâcheux résultat d'un mauvais calcul. – 6. Superpose. Fin de participe. Le neptunium. – 7. Sûrement bien accueilli. – 8. Mettent sur les genoux. Nom de guerre. – 9. Assurément mécontente. On ne peut plus raisonnable.

Solution du problème n° 6305

Horizontalement

I. Détective. Papes. – II. Ecumoire. Ariane. – III. Rater. Origine. – IV. Ni. Tennis. Terre. – V. Ile. Suites. Un. – VI. Elne. Ise. Eu. Sac. – VII. Relue. Estrade. – VIII. Tueuse. One. – IX. Encrer. Slang. – X. Yeux. Araire. Da. – XI. Alma. Emoi. Rodin. – XII. Œdèmes. Aisées. – XIII. Ennemi. Aède. Usé. – XIV. Electorale. – XV. EM. Quête. Sévère.

Verticalement

1. Dernier-né. Été. – 2. Ecaille. Nylon. – 3. Tut. Enlacement. – 4. Emet. Eu. Ruade. – 5. Corés. Etex. Emeu. – 6. Ti. Nui. Ur. Emile. – 7. Ironiste. Ame. Et. – 8. Vérité. Rosace. – 9. Ise. Essai. Et. – 10. Ag. Séseli. Ados. – 11. Prit. Ut. Arrière. – 12. Aines. Ronéos. Av. – 13. Paer. Sang. Deule. – 14. En. Ruade. Diéser. – 15. Semence. Danse.

GUY BROUTY

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 23 MAI

TF 1

13.35 Cinéma : Les Faux Durs. ■ Film américain de Michael Ritchie (1977).
15.30 Téléfilm : SOS amitiés. De Jerry Jameson.
17.10 Série : Superboy.
17.35 Divertissement : Vidéo gag.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.10). Invitée : Axelle Red.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.05).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.45 Variétés : Stars 90. Avec Pierre Bellemare, Mireille Darc, Patrick Sébastien, un ballet sur la mode minimaliste, Pierre Péchin, Frédéric François, MC Solaar, Indra, Jeane Manson, Phil Barney, Thomas Fersen, Yassine Dahbi.
22.45 Magazine : Faut pas pousser. Dossier : le tourisme.
1.10 Journal et Météo.
1.20 Magazine : 7 sur 7. Invités : Francis Wurtz, Jean-François Hory, un représentant du Front national (rediff.).
2.10 TF 1 nuit (et à 3.35, 4.15).
2.15 Concert : Brahms (et à 2.50).

FRANCE 2

13.50 Sport : Tennis. Internationaux de France, en direct de Roland-Garros.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.59 Journal, l'Image du jour à Roland-Garros, Journal des courses et Météo.
20.55 ▶ Série : La Bible. Abraham, de Joseph Sargent (1re partie).
22.30 Magazine : Savoir plus. Jamais sans mon kiné. Invités : François Jacob, kinésithérapeute ; Guy Valencogne, kinésithérapeute, spécialiste de la rééducation du périnée ; le docteur Dominique Gazielly, chirurgien de l'épaule.
23.50 Journal, Météo.
23.55 Magazine : Signé Croisette. Le palmarès et la clôture du 47e Festival de Cannes.
0.30 Sport : Tennis. Internationaux de France à Roland-Garros : le match du jour (rediff.).
2.00 Le Magazine de l'emploi.
2.55 Documentaire : Patagonie, force 10.

FRANCE 3

13.55 Série : La croisière s'amuse (et à 14.55).
14.45 Flash tennis (et à 15.45, 17.35, 18.20).
16.00 Tiercé, en direct.
16.15 Jeu : Télétennis. Animé par André Garcia.
16.20 Téléfilm : Nevada Smith. De Gordon Douglas.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. En direct des plages du débarquement.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Magazine : Côté court.
20.35 Tout le sport.
20.50 Cinéma : Pink Cadillac. ■ Film américain de Buddy Van Horn (1988).
22.50 Journal et Météo.
23.20 Magazine : Extérieurs nuit. En direct du Festival de Cannes : bilan et commentaires sur le palmarès.
0.35 Cinéma : Une histoire immortelle. ■■■ Film français d'Orson Welles (1967, v.o.).
1.30 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
1.50 Musique : Musicale graffiti. Trio René Urtreger : *Easy does it ; Senora.*

CANAL PLUS

13.35 Téléfilm : L'Affaire Jerry Sherwood. De Claudia Weil.
15.10 Documentaire : Les Allumés du cinéma. Les Porteurs d'ombres électriques, d'Hervé Cohen et Renaud Cohen.
15.35 Surprises.
15.45 Téléfilm : L'homme qui pleurait. De Michael Whyte.

— En clair jusqu'à 20.35 —

17.20 Décode pas Bunny.
18.20 Série animée : Léa et Gaspard.
18.25 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Spécial clôture Cannes.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Cérémonie de clôture du Festival de Cannes.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Qiu Ju, une femme chinoise. ■■■ Film chinois de Zhang Yimou (1992).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Le Journal du cinéma.
22.20 Cinéma : Prague. ■ Film franco-britannique de Ian Sellar (1992).
23.45 Cinéma : Sans rémission. ■ Film américain d'Edward James Olmos (1991, v.o.).
1.48 Pin-up.
1.50 Documentaire : Dernière parade nazie avant la guerre. De Luke Holland et Paul Yul.
2.40 Surprises.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

17.00 Documentaire : Les Lapirov passent à l'Ouest. De Jean-Luc Léon (rediff.).
18.30 Magazine : Snark. P'tit loup, d'An Wrombaut ; Moonlight Sonata, de Larry Jordan ; Mr. Frenhofer and the Minotaur (extrait), de Sidney Peterson ; Double, de Michael Curran ; Lointain-Le livre des souvenirs, de Matthias Müller (rediff.).
19.00 Série : Voisins. De Victor Kamer, avec Gadi Yaghil, Ofra Weingerten (v.o.).
19.35 Documentaire : L'Homme de glace. De Katharine Everett.
20.25 Ich liebe dich. Spécial Cannes. Miller-Monroe.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Cinéma : La Double Vie de Véronique. ■■■ Film franco-polonais de Krzysztof Kieslowski (1990).
22.10 ▶ Documentaire : Joe Cocker. D'Ulli Pfau.
23.10 Documentaire : Louis-Ferdinand Céline. D'Yves Kovacs.
0.00 Court métrage : Une histoire de guerre. De Miguel Alexandre (v.o., 17 min).

M 6

13.30 Dessin animé : Lucky Luke. De Morris, René Goscinny et Pierre Tchernia.
14.50 Téléfilm : Les Grandes Espérances. De Joseph Hardy, avec Michael York, Sarah Miles.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
19.00 Série : Pour l'amour du risque.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ciné 6.
20.50 Cinéma : La Main droite du diable. ■■ Film américain de Costa-Gavras (1988).
23.05 Téléfilm : Police mécanique. De Jud Taylor, avec Ernest Borgnine, Michael Shannon.
0.25 Six minutes première heure.
0.35 Magazine : Culture pub.
1.00 Magazine : Jazz 6. Hommage à Duke Ellington.
1.55 Magazine : Culture rock.
2.20 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. Où va l'Algérie (2) ? Avec Michel Jobert, Benjamin Stora, Najia Bouzegrane, Djamel-Eddine Bencheikh, Abdelkrim Djaad.
21.30 Fiction. Chambres sans vue, de Vera Feyder.
22.40 La Radio dans les yeux. Bilan du Festival de Cannes.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Serge Toubiana (Persévérance, de Serge Daney).
0.50 Musique : Coda. Satie (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 mars en l'église Saint-Paul de Lyon) : Motets, saint François d'Assise prêchant aux oiseaux, saint François de Paule marchant sur les flots, Via Crucis, de Liszt, par les Solistes des Chœurs de Lyon, Felicitas Bergmann, alto, Bruno Renc, baryton, Jean-CLaude Pennetier, piano.
22.30 Soliste. Par Robert J. Vidal. Julian Bream.
23.07 Ainsi la nuit. Par Myriam Soumagnac. Cinq fantaisies, de Purcell ; Octuor pour cordes et vents en mi bémol majeur op. 96, de Reicha.
0.00 L'Heure bleue. Par Claude Carrière. Duke Ellington.

IMAGES

Rites

EN ce dimanche de Pentecôte, on a vu François Mitterrand gravir, comme d'habitude, la roche de Solutré. Le président de la République a mis un point d'honneur à achever son ascension sans s'appuyer sur sa canne de marche, mais ce détail n'a trompé personne. Contrairement à la tradition, il est ensuite resté bouche close. On a donc eu la preuve que l'oracle élyséen, qui fut naguère un formidable souffleur de mythes, était aujourd'hui bel et bien essouflé.

On ne saurait en dire autant d'Edouard Balladur au vu des images reçues de Guyane. Le premier ministre a subi sans tousser l'épreuve du calumet amérindien que lui ont civilement infligée les honorables représentants de la communauté des Galibis installée à l'embouchure du Maroni. Il est toutefois regrettable qu'aucun observateur n'ait relevé que cette rencontre historique se déroulait à deux pas de la plage des Hattes, très connue pour ses magnifiques tortues géantes, les tortues Luth. M. Balladur avait manifesté en cette circonstance un tel flegme de Huron qu'il méritait assurément d'être rebaptisé «Danse avec les tortues».

Les défenseurs de la nature n'en avaient, en ce dimanche, que pour les ours. Ils ont été signalés défilant dans les Pyrénées pour exprimer, une fois de plus, leur refus de voir la vallée d'Aspe dénaturée par la prochaine ouverture du tunnel du Somport. En guise de calumet, ces Indiens de l'intérieur ont été accueillis par des gaz lacrymogènes mais on n'a entendu personne pleurer sur leur sort. Même pas l'inusable Arlette Laguillier, qu'on a pourtant aperçue chantant *l'Internationale* comme aux plus beaux jours des marches pacifiques pour la sauvegarde du plateau du Larzac, à l'époque où il n'y avait pas encore d'officiels chez les écologistes.

Nul n'est désormais à l'abri d'un dérèglement de boussole. Deux cortèges de pèlerins catholiques ont été filmés entre Notre-Dame de Paris et Notre-Dame de Chartres: ils marchaient...en sens inverse! Il est vrai que en ce moment, le Pape en personne – on nous l'a montré à la fenêtre de sa chambre d'hôpital – ne marche plus que sur une jambe.

Quant à la campagne pour les élections européennes, elle va son train-train. Le chef vendéen de la croisade contre l'Europe de Maastricht, Philippe de Villiers, qui s'occupe si profondément d'idées creuses, s'est livré, sur le plateau de «L'heure de vérité», à une édifiante démonstration sur les méfaits du libre-échangisme. Exhibant deux paires de sandalettes en tout point identiques mais dont l'une était fabriquée en Chine et l'autre en notre pays, il a entrepris de comparer leur prix de revient. Traité de menteur par l'ancienne égérie de l'Europe mitterrandienne, Elisabeth Guigou, ce beau bateleur s'est pris les pieds dans son propre sac à malices, prouvant surtout qu'il était un médiocre marchand de chaussures et que, Pentecôte ou pas, on n'a jamais que l'esprit qu'on mérite.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 24 MAI

TF 1

6.00 Série : Intrigues.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag. Les Fruttis ; Quick et Flupke.
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école. Les Bisounours ; Les Minipouss ; BC-BG ; Clip.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Série : Passions.
9.30 Feuilleton : Haine et passions.
10.15 Feuilleton : Hôpital central.
10.55 Série : Tribunal.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.35 Club Dorothée. Harry et les Henderson ; Drôle de vie ; Clip ; Jeux.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.05). Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Richard Chamberlain.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.50 Cinéma : Recherche Susan, désespérément. ■ Film américain de Susan Seidelman (1986). Avec Madonna, Rosanna Arquette, Aidan Quinn.
22.35 Tiercé.
22.40 Divertissement : Ciné gags.
22.50 Série : Columbo. Au-delà de la folie, d'Alf Kjellin, avec Peter Falk, José Ferrer. *Querelle de scientifiques.*
1.05 Journal et Météo.
1.15 Magazine : Reportages. Mauritanie express, le train du désert, de Bertrand Aguirre et Jean-François Monnet (rediff.).
1.40 TF 1 nuit (et à 3.35, 4.10, 4.40).
1.45 Téléfilm : L'Oreille. De Pavel Kohout, avec Joachim Bibmeier, Gertraud Jesserer.
3.40 Documentaire : Histoires naturelles (et à 5.10). La pêche à pied ; Survivances.
4.20 Série : Côté cœur.
4.50 Musique.

FRANCE 2

5.50 Dessin animé.
5.55 Divertissement : Rien à cirer (rediff.).
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.35 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.25 Magazine : Matin bonheur. Présenté par Lionel Cassan. Invité : Francis Lemarque.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus. Animé par Thierry Beccaro.
11.50 Jeu : Pyramide. Animé par Patrice Laffont.
12.25 Magazine : C'est tout Coffe. Présenté par Jean-Pierre Coffe.
12.55 Météo (et à 13.40).
12.59 Journal et Bourse.
13.45 INC.
13.50 Sport : Tennis. Internationaux de France, en direct de Roland-Garros.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne. Animé par Nagui.
19.59 Journal, Elections européennes avec Philippe Herzog et Brice Lalonde, l'Image du jour à Roland-Garros, Météo et Journal des courses.
21.05 Cinéma : Pas de problème. ■ Film français de Georges Lautner (1974). Avec Miou-Miou, Jean Lefebvre, Bernard Menez.
22.50 ▶ Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. Familles nombreuses : quand on aime, on ne compte pas. Reportages : 20 à table, de Jérôme Caza et Frédéric Convert ; Famille d'Eliane, de Catherine Hume et Stéphane Chaput ; Les sextuplés, de Dominique Rouch et Pierre Evrard.
0.05 Journal, Météo et Côté court.
0.30 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
1.40 Sport : Tennis. Internationaux de France à Roland-Garros : le match du jour (rediff.).
3.15 Documentaire : Lebensborn, les enfants de la honte (rediff.).
4.05 24 heures d'info.
4.30 Magazine : Savoir plus (rediff.).
4.40 Dessin animé.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 Premier service. Présenté par Brigitte Vincent.
7.15 Bonjour les petits loups. Les Petits Malins ; Mine de rien ; Mimi Cracra ; Bonjour les mamans ; Boumbo ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : Vol 714 pour Sydney.
8.20 Continentales. Reportages : l'Allemagne (v.o.) ; Zak (v.o.) ; Auslands Journal ; Oggetuige ; Rough Guide to the Americas ; Europodyssée, le retour.
9.30 Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Augry. Histoire : 13 mai 1958, de Vivette Schaefer et Dominique Brillaud ; A 10.00, Semaine thématique : Aux origines de la vie. 1. La vie primitive. Invité : Joël de Rosnay. Documents : Australie, mer primitive, de Shiro Takenaka ; Les fossiles et les sédiments, de Denise Payette.
11.00 Sport : Tennis (et à 12.05, 13.00). Internationaux de France, en direct de Roland-Garros.
12.00 Flash d'informations.
12.30 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.55 Jeu : Télétennis (et à 17.30).
14.05 Série : La croisière s'amuse (et à 15.05).
14.55 Flash tennis (et à 15.55, 17.35, 18.20).
16.05 Magazine : La Fièvre de l'après-midi.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Œuvres complètes, d'Antoine de Saint-Exupéry ; Album Saint-Exupéry de La Pléiade.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Magazine : Côté court.
20.35 Tout le sport.
20.50 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. Finale du Master des juniors.
22.10 Journal et Météo.
22.40 Les Brûlures de l'Histoire. Magazine présenté par Laure Adler et Patrick Rotman. L'Italie de Mussolini, de Patrick Le Gall. Invité : Pierre Milza, historien.
23.35 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent. Avec Serge July et Philippe Alexandre.
0.05 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
0.45 Musique : Musicale graffiti. *Symphonie n° 7,* de Beethoven, par l'Orchestre d'Amsterdam, dir. : Carlos Kleiber.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 7.25 —

6.59 Pin-up.
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi. Présenté par Martine Mauléon.
7.25 Canaille peluche. Albert, le cinquième mousquetaire.

— En clair jusqu'à 8.05 —

7.50 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.
8.05 Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot (rediff.).
9.00 Téléfilm : Balades fatales. De Peter Levin, avec Jean Smart, Park Overall.
10.35 Flash d'informations.
10.40 Cinéma : L'Ecole des héros. □ Film américain de Daniel Petrie Jr. (1990). Avec Sean Astin, Wil Wheaton, Keith Coogan. *Des terroristes prennent des élèves en otage.*

— En clair jusqu'à 13.35 —

12.29 Pin-up.
12.30 Magazine : La Grande Famille. Les francs-maçons ; Un animal m'a piqué ma place.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Louis, enfant roi. ■■ Film français de Roger Planchon (1992). Avec Carmen Maura, Maxime Mansion, Paolo Graziosi. *Fable historique sur les faux-semblants et l'art de la dissimulation.*
16.15 Cinéma : Tango. ■ Film français de Patrice Leconte (1992). Avec Philippe Noiret, Richard Bohringer, Thierry Lhermitte. *Très misogyne*
17.40 Magazine : Dis Jérôme ? Présenté par Jérôme Bonaldi (rediff.).
17.45 Surprises.
18.00 Canaille peluche. Les Enfants du Mondial.

— En clair jusqu'à 20.35 —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas, Antoine de Caunes, Jérôme Bonaldi et Philippe Vandel.
20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
20.35 Cinéma : Fatale. ■ Film français de Louis Malle (1992). Avec Jeremy Irons, Juliette Binoche, Miranda Richardson. *Une mise en scène qui manque de flamme et d'orages.*
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Agaguk. ■ Film français de Jacques Dorfmann (1992). Avec Lou Diamond Phillips, Toshiro Mifune, Jennifer Tilly. *Western polaire.*
0.17 Pin-up.
0.20 Cinéma : Fiorile. ■■ Film franco-italien de Paolo et Vittorio Taviani (1993). Avec Claudio Bigagli, Galatea Ranzi, Michael Vartan (v.o.). *Fable typique des Taviani et de leur terre natale : la Toscane.*
2.15 Documentaire : Chiens sauvages. D'Alain Degre.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

17.00 Documentaire : Tahar Djaout. L'assassinat d'un écrivain algérien, de Catharine Seddon (rediff.).
17.50 Téléfilm : Deux pièces-cuisine. De Philippe Harel (rediff.).
18.30 Magazine : Intérieur nuit. Reportages : Shara Nelson, de Philippe Cornet ; Pierre Van Stean, de Richard Wandel ; Quand art rime avec dollart..., de Frédéric Bréhant ; Andres Serrano (rediff.).
19.00 Série : Voisins. De Victor Kamer, avec Gadi Yaghil, Ofra Weingerten (v.o.).
19.30 Documentaire : La Mort d'un démocrate. De Nick Read. *Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, s'est-il suicidé ou a-t-il été assassiné en 1948 ?*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Leconte. 3 à 0 pour l'Allemagne : les relations franco-allemandes vues à travers le ballon rond. Invités : Just Fontaine, Henri Michel ; Reportages : La tragédie française, de Hans Blickensdörfer ; Le triomphe allemand, de Jean-Philippe Réthacker et Jacques Thibert ; Les adieux à la Côte d'Azur ; Un Allemand en Aquitaine ; La faute de Séville ; Les fans de coupe ; Et la jeunesse ?
21.45 ▶ Soirée théâtre : Friedrich Dürrenmatt.
21.46 Documentaire : Le monde est un asile de fous. De Roman Brodmann. *Dürrenmatt au travail pendant les répétitions* d'Achterloo IV *en 1988.*
22.35 Théâtre : Achterloo IV. Pièce de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de l'auteur, avec Kurt Beck, Helmut Lohner, Charlotte Kerr (135 min). *Quatrième et dernière version de l'œuvre du dramaturge suisse mort en 1990.*

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.10 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Emission présentée par Olivia Adriaco.
9.05 M 6 Boutique. Télé-achat.
9.30 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 0.55, 6.00).
11.00 Série : Campus Show.
11.30 Série : Lassie.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.35 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.30 Série : Drôles de dames.
14.20 Variétés : Musikado. Emission présentée par Valérie Pascale.
17.00 Variétés : Multitop. Emission présentée par Yves Noël et Laura Marine.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Un flic dans la Mafia.
19.00 Série : Pour l'amour du risque.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon.
20.50 Série : Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman. Un amour de parfum. Témoin. Avec Dean Cain et Teri Hatcher.
22.40 Série : Amicalement vôtre. Des secrets plein la tête. Quelqu'un dans mon genre. Avec Roger Moore et Tony Curtis.
0.15 Six minutes première heure.
0.25 Magazine : Mes années clip. Présenté par Charlotte Valandrey. Stars.
2.00 Rediffusions. Culture pub ; Sports et découverte ; Musimage ; L'Aviation du passé et du futur ; Violon tout terrain ; Fax'O ; Les Enquêtes de Capital.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
21.32 Grand angle. La *Naïe Presse,* 1934-1994, histoire d'un journal *juif* et communiste (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques. Le péril et l'exil – Algérie, aller-retour (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean Frémon (l'Ile des morts).
0.50 Musique : Coda. Satie (2).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 mars à Radio-France) : Œuvres de Vinao, par Frances Lynch, soprano.
23.07 Ainsi la nuit. Fantasiestücke pour clarinette et piano en la bémol majeur op. 73, de Schumann ; Sextuor pour piano et vents, de Poulenc.
0.00 L'Heure bleue. Carnet de route, par Philippe Carles. Patrick Scheyder.

Le Monde

TRAVERSES — PIERRE GEORGES

Cimetière secondaire

Il n'y a *pas* que la Toussaint dans la mort. Ce cimetière franc-comtois sous les fenêtres, ce cimetière qui tend *patiemment les murs*, m'est désormais plus familier que le village. Ses habitants du moins.

C'est ainsi, l'âge, un peu de nostalgie, rien de morbide, au contraire, un constat tranquille. *Il n'est pas donné à tout le* monde d'avoir son cimetière secondaire avec vue sur la tendresse, le souvenir souriant de tous ces morts qui peuplèrent une enfance.

A ses chers morts, l'auteur *reconnaissant. Ils sont* tous là encore à faire un brin de conduite, de causette peut-être. Pour parler du fond des temps, hier. Quand l'eau ne coulait *pas sur* les éviers. Quand les paraboles sur les toits pentus ne prêchaient pas l'Audimat. Quand l'idée du *plein emploi* serait *apparue* comme une lubie parigote.

Ainsi on veut parler ici de Trompe-la-Mort, doyen des souvenirs, qui avait échappé à tout – aux Prussiens, à sa femme, aux branches de cerisier qui cassent, aux chutes de chariot, aux verres de goutte *chaude volée à l'alambic* – et que sa vieille rivale finit par terrasser, vaincu mais centenaire. On parle du charretier *qui*, justement, jurait *comme* et marchait dans le balancement de ses bœufs. De son frère, *paysan-barbier-coiffeur qui rasait* au coupe-chou et coiffait au bol. Du charron et du sabotier, deux frères, les derniers des Mohicans, dont l'atelier tapissé *de copeaux et plein d'outils* extraordinaires était source d'émerveillement sans fin.

Debout, mes morts ! Le maréchal-ferrant, Bacchantes pour ses moustaches, et, quarante ans après, cette odeur de *corne brûlée toujours en* mémoire comme une épitaphe olfactive. Les brodeuses assises sur le pas des portes, qui faisaient du « Luxeuil » et, par-dessus leurs lunettes, vigilaient sur les amours adolescentes. Ce couple extraordinaire qui s'aimait assez pour s'insulter à la cantonnade, terrifiant les enfants, quand il ne *s'agissait guère que d'une* représentation permanente de *la Mégère apprivoisée*. Le curé, un brave homme de curé qui se *baignait* « nu », *c'est-à-dire en short anglais*, dans la rivière, communiait parfois un peu trop *dans les caves, et, abomination !* transporta un jour la fille du pontier sur le tansad de sa moto.

Debout, ceux-là et les autres par dizaines, pour parler d'une France qui n'existe plus. Ou *pour sortir un instant, un lundi* de Pentecôte, de l'autoroute de l'information. Par plaisir et en mémoire de ce journaliste malgré lui, le garde-champêtre qui roulait tambour dans le village pour aviser la population de la *vie comme elle allait*.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec Paul Chemetov

Grand prix national d'architecture (1980), tour à tour craint et respecté, l'architecte Paul Chemetov défend, pêle-mêle, la continuité du mouvement moderne, une nouvelle conception du logement social, mais *aussi* des positions tranchées en matière d'urbanisme *(page 2)*.

INTERNATIONAL

La situation au Yémen

Quarante-huit heures après la proclamation, par Ali Salem El Bid, de l'indépendance de la République démocratique du Sud-Yémen, le nouveau pouvoir se met en place à Aden. Comme prévu, M. El Bid, *ancien vice-président du* Yémen unifié et chef du Parti socialiste yéménite (PSY), a été nommé, dimanche 22 mai, président du conseil *présidentiel*, et M. Abderahman El Jifri, chef de la Ligue des fils du Yémen, vice-président *(page 3)*.

L'Assemblée fédérale allemande élit le nouveau président de la République

L'Assemblée fédérale allemande, composée des membres du Parlement et de grands électeurs, devait élire ce lundi 23 mai à Berlin le successeur de Richard von Weiszäcker à la présidence de la République. Le candidat social-démocrate, *Johannes Rau, ministre-président* du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, est actuellement le plus populaire des dirigeants *politiques allemands* *(page 5)*.

POLITIQUE

La fête de Lutte ouvrière

La vingt-quatrième édition de la *fête annuelle de Lutte ouvrière*, dans le parc du château de Presles (Val-d'Oise), a permis à Arlette Laguiller de lancer, dimanche 22 mai, sa campagne électorale, en axant essentiellement son allocution sur le problème du chômage, la crise sociale et sur la remise en cause du système économique libéral *(page 6)*.

SPORTS

Championnat de France de rugby

Samedi 21 mai à Bordeaux, Toulouse a *éliminé* Dax, *30-25*, au cours d'une belle partie où les Toulousains ont marqué trois essais, et les Dacquois un. A Nîmes, dans l'autre demi-finale, également de bonne qualité, Montferrand est parvenu à battre Grenoble, 22-15 *(page 8)*.

SOCIÉTÉ

Les rassemblements nationaux de la Pentecôte

La coïncidence du calendrier a voulu *que les* « *héritiers* » *du* catholicisme « conciliaire » (par référence au concile Vatican II des années 60) et ses « fils adoptifs » se rassemblent au cours du même week-end de Pentecôte, les premiers à Angers au Forum des communautés chrétiennes, les seconds à Paris à la rencontre nationale des catéchumènes *(page 9)*.

CULTURE

Architecture : le cœur de Berlin

Dans la nouvelle capitale de l'Allemagne réunifiée, un concours d'architecture a été lancé pour la restructuration du berceau historique de la ville. Le lauréat est un jeune Berlinois inconnu : Bernd Niebuhr *(page 11)*.

ÉCONOMIE

Résultats encourageants au Maroc

Après dix ans d'ajustement structurel, le Maroc affiche des résultats économiques encourageants. En 1994, la croissance devrait friser 10 %, mais la pauvreté n'a que peu diminué *(page 15)*.

SERVICES

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3617 LMDOC et 36-29-04-56

DEMAIN

Initiatives

Le concours des « meilleurs ouvriers de France », qui se tient tous les trois ans depuis 1924, distingue les grands professionnels. Il reste d'actualité parce qu'il célèbre la qualité.

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-l'Economie » folioté de I à VIII

Le numéro du « Monde » daté dimanche 22-lundi 23 mai 1994 a été tiré à 477 007 exemplaires

En visite dans les départements français d'Amérique

M. Balladur promet aux Amérindiens de Guyane le respect de leurs traditions

Edouard Balladur a achevé son déplacement dans les *départements français d'Amérique* en visitant, samedi 21 mai, la Guyane. Après s'être rendu à Saint-Laurent-du-Maroni, où il a inspecté le dispositif de contrôle des flux migratoires le long du fleuve frontalier avec le Surinam, le premier ministre a été reçu par les Amérindiens d'Awala-Yalimapo. Il leur a assuré qu'il entendait promouvoir le respect de leur culture et de leurs traditions.

AWALA-YALIMAPO (Guyane)

de notre envoyé spécial

C'est au rythme sourd du tambour et au son strident de la flûte qu'Edouard Balladur se glisse sous la case commune du village d'Awala-Yalimapo. Les femmes ont le front ceint de bandeaux et sont drapées dans le *saïa*, cette robe traditionnelle tout en franges de laine multicolores. Michel Thérèse, chef coutumier de la communauté d'Awala-Yalimapo, s'est couvert de sa coiffe hérissée de plumes de perroquet pour faire honneur au chef de gouvernement.

M. Balladur est invité à s'asseoir sur un *bolé* (banc des *défunts) sculpté en forme de* léopard. Il est tout entier livré au rituel des Amérindiens de l'embouchure du fleuve Maroni – les Kalinya –, qui sont les artisans du réveil militant des communautés autochtones de Guyane. On le sent comme *impuissant*, car, cette fois, le protocole lui échappe. L'émoi de la découverte se mêle rapidement à une vague inquiétude quand ses hôtes lui proposent de *« s'imprégner des symboles fondamentaux de la société amérindienne »*.

Doit-il vraiment fumer cette longue écorce roulée sur du tabac qu'on lui tend et qu'on appelle, ici, la *« cigarette spirituelle du chamane »* (guérisseur) ? Doit-il tremper ses lèvres dans cette coupe de *kasiri*, boisson euphorisante fabriquée à base de manioc mâché ? Il s'exécute, forcé, avec une raideur polie. Sauf, à la fin de la cérémonie, lorsque, invité à balancer son corps au rythme du tambour, il restera immobile, *pétrifié*, le visage *laqué par l'humidité* poisseuse du lieu. Alors, ses deux guides, qui lui ont saisi les poignets pour l'entraîner, se déhancheront seuls.

Un geste pour les créoles

C'est la première fois que les *Kalinya d'Awala-Yalimapo initient* à un tel rituel d'« intronisation » un premier ministre de cette lointaine République française, qui est aussi la leur. La visite est bien sûr trop brève pour qu'ils aient le temps de vider leur cœur, mais, enfin, il lui savent gré d'avoir fait le déplacement. Ces quelques instants vont suffire à Félix Tiouka, le porte-parole de la Fédération des organisations amérinidiennes de Guyane, pour donner la mesure de la détermination qui anime les jeunes militants du renouveau amérindien dont il est la figure emblématique.

Après avoir déploré que le droit commun administratif rende *« nulle (...) l'expression démocratique des chefs coutumiers »*, M. Tiouka demande *« solennellement »* à M. Balladur que *« l'école de la République ne lamine pas les cultures »*. Il dénonce la mise à l'écart des Amérindiens du groupe de réflexion sur la création du parc de la forêt tropicale. Il explique que les communautés autochtones *n'entendent pas « être victimes de l'économie des transferts sociaux »* et plaide pour un *« développement alternatif, autonome et écologiquement viable ». « Vous êtes venu à la rencontre de nos communautés*, conclut-il. *Elles tiennent à vous dire que la parole est notre mémoire collective vivante et elle est sacrée. Ne pas la respecter serait violer les symboles de notre communauté. »*

Le premier ministre s'arrache à son banc aux formes de léopard. Il tient à rassurer ses hôtes. *« Si je suis venu*, dit-il, *c'est que je voulais vous donner acte de votre droit à l'existence, à la culture qui est la vôtre, à la tradition qui est la vôtre. »* Puis il se lance dans une réflexion sur le concept d'égalité qui malmène quelque peu l'orthodoxie de l'assimilationnisme républicain. *« On a trop souvent eu de la notion d'égalité une conception trop juridique*, souligne-t-il. *Chacun aujourd'hui se rend bien compte que la notion d'égalité, ce n'est pas forcément l'identité, c'est d'abord et avant tout le respect de la dignité d'autrui, de la culture d'autrui, des traditions d'autrui. »* Selon lui, il n'y a pas de *« contradiction »* entre *« le respect de la culture de chacun »* et *« la solidarité au sein de la République ». « Il nous faut faire vivre ces deux traditions »*, insiste-t-il.

Voilà des propos qui ne devraient pas manquer d'être fraîchement reçus par nombre de créoles qui inclinent à penser que l'actuel militantisme amérindien se résume à une *« revendication ethnique »* sapant de l'intérieur la mosaïque guyanaise. Soucieux de maintenir un équilibre entre les uns et les autres, le premier ministre a annoncé le déblocage de 10 millions de francs en faveur du *« patrimoine architectural créole »*, ces bâtisses de l'ère coloniale qui, de Cayenne à Saint-Laurent-du-Maroni, s'abîment dans l'érosion. Il y a fort à parier, pourtant, que la recherche d'un équilibre entre les deux communautés ne se ramène pas à ce trivial exercice de comptabilité, car les dilemmes à trancher, notamment en matière foncière (appropriation privée ou collective du sol), sont d'ordre qualitatif. Maintenant qu'il s'est enivré des effluves de la *« cigarette spirituelle du chamane »*, le premier ministre a des engagements à honorer...

F. B.

COMMENTAIRE

Parfum de campagne

Le doute est-il encore permis ? *A ce stade, les postures et les* contenances, les sourires et les clins d'œil, ne disent-ils pas, déjà, l'essentiel ? Officiellement, Edouard Balladur s'est rendu aux Antilles et en Guyane pour défendre l'avant-projet de loi de son *ministre des DOM-TOM, Dominique* Perben, qui suscitait de grosses inquiétudes, à gauche, et de petites interrogations, à droite. Au lieu de quoi, un puissant parfum de campagne a flotté sur cette opération de charme préprésidentielle où *rien*, visiblement, n'avait été laissé au hasard.

Les lieux, d'abord. Si l'on *excepte de brèves visites de courtoisie* aux maires des fiefs de gauche que sont Fort-de-France en Martinique et Basse-Terre en Guadeloupe – mais peut-on faire l'impasse sur ces chefs-lieux ? – M. Balladur a surtout quadrillé des bastions acquis à la « chiraquie » tropicale comme s'il s'agissait de sonder les résistances. L'intrusion a, visiblement, été diversement *appréciée, à en juger par ces banderoles* tricolores frappées d'un *« Chirac président »* qui avaient été déployées en divers points de Fort-de-France, et que la police a arrachées *in extremis* avant l'arrivée du cortège officiel.

Les mots, ensuite. Le premier ministre a paru comme habité par l'obsession de ne pas vouloir circonscrire son propos aux seuls *horizons de l'outremer. Chacune* de ses interventions a été l'occasion de prendre de la hauteur, de diagnostiquer l'état de la France et de scruter l'Histoire. Une époque vient de s'achever, a-t-il dit en substance, il nous faut maintenant *inventer « sans brutalité ni autoritarisme »* une *« société différente »* ou une *« société autre »*. L'*« exemple français »* ayant visiblement épuisé ses charmes, M. Balladur a cherché à tester d'autres formules de campagne susceptibles de fixer une part d'imaginaire.

Les attitudes, enfin. Le grand bourgeois austère n'a pas craint de se mêler à la foule bigarrée des marchés antillais. Il a serré des mains, embrassé des enfants et interrogé les « *doudous* » *sur les* vertus de l'épice du bois d'inde. S'il lui reste difficile de forcer sa raideur naturelle – grave handicap en ces îles éruptives –, cette prise de contact lui a malgré tout permis de briser la glace.

En réalité, le risque pour lui est plutôt que cet exercice de transfiguration ait trop bien réussi. Et si, *après avoir souffert d'un déficit* d'image, il n'évoquait plus qu'un trop-plein de vieux souvenirs. En distribuant les petits cadeaux au fil de son itinéraire, en adressant des hommages excessifs à la controversée Lucette Michaux-Chevry et en cherchant à s'assurer les faveurs des patrons locaux, M. Balladur altère fatalement la *réputation de rigueur et d'impartialité qu'il aime d'ordinaire cultiver.* Sans doute ce réalisme cru est-il le prix à payer pour poser un pied en ces terres de mission. Et tant pis si cela consacre le retour au plus pur classicisme.

FRÉDÉRIC BOBIN

Hausse de la cote *de confiance* du premier ministre

Une enquête effectuée par l'IFOP du *10 au 20 mai* auprès de 1 859 personnes et publiée dans *le Journal du dimanche* daté du 22 mai, montre que 47 % des Français, soit une hausse de 4 points par rapport au mois précédent, sont « *très* » et « *plutôt satisfaits* » de M. Balladur comme premier ministre. Dans le même temps, le nombre de « *mécontents* » et de « *plutôt mécontents* » de l'action du chef du gouvernement passe de 49 % à 44 %. Ce sondage enregistre *également* une hausse de 4 points de la cote de confiance du chef de l'Etat : 45 %, au lieu de 41 %, des Français sont « *satisfaits* », et 46 %, au lieu de 49 %, sont « *mécontents* » de l'action du président de la République.

Le « pèlerinage » de Solutré

Un président peu disert sur une roche bruyante

MACON

de notre correspondante

Il débouche lentement à 11 h 30, canne à la main, entre deux *buissons* de buis qui dessinent une porte de verdure. Le petit chemin qu'il a emprunté pour grimper sur la route s'étire en pente sinueuse derrière lui. Tous ses amis, ses *invités* – Georges Kiejman, Jack Lang, Pascal Sevran, Roger Hanin, Pierre Bergé, parmi d'autres – marchent à ses côtés ou sur ses talons. *Le ciel* bourguignon s'est fait bleu pour l'accueillir et lui offrir, dans une luminosité odorante et laiteuse, le panorama qu'il vient contempler ici depuis plusieurs décennies...

En ce dimanche de Pentecôte 1994, François Mitterrand, chemise de *velours vert, pantalon beige*, a suivi son rituel de pèlerin. Et s'il y avait bien trois cents personnes au *sommet* de la roche de Solutré, journalistes et badauds confondus, à guetter, depuis plusieurs *heures parfois*, l'apparition de sa silhouette reconnaissable, c'est qu'elles avaient toutes conscience d'une évidence : François *Mitterrand* exécutait peut-être *sous* leurs yeux sa quarantième ascension, mais le président de la République parcourait, lui, pour la dernière fois devant eux son itinéraire bucolique préféré.

Rituel médiatique

Alors, sourire aux lèvres, visage un peu tiré mais *serein*, le chef de l'Etat s'est livré au *rituel médiatique*. Il s'est prêté sans protester, sans sourciller, aux regards vides et cliquetants des objectifs. Il a supporté, avec un brin d'inquiétude parfois, la bousculade *traditionnelle* qui accompagne son court moment de pause à l'extrême bord du rocher. Il a salué avec surprise et amusement la prestation rythmée d'un percussionniste un peu fou. Il a accepté avec plaisir une bouteille de pouilly-fuissé et les dessins de deux fillettes impressionnées.

Ceux qui s'attendaient à de longues déclarations ont été déçus. A peine a-t-il concédé *quelques mots pour exprimer* le sentiment étrange que lui inspire son absence aux prochaines compétitions électorales. Et, à propos de l'Europe, il a noté avec amertume la timidité des partisans de celle-ci à l'approche des élections du 12 juin. Juste un petit coup de griffe au gouvernement : *« L'argument de l'héritage, au bout de trois mois, ça ne passe plus ; on est maintenant à plus d'un an, alors... »*

Pas d'autres déclarations pour « Solutré 94 » : le président, visiblement, avait choisi le silence. *« Bien sûr, je reviendrai l'année prochaine »*, avait-il aussi précisé quelques instants plus tôt, l'œil malin, à un journaliste qui l'interpellait sur ce sujet. Mais en 1995 la Pentecôte *sera le 4 juin, et son successeur* sera déjà à l'Elysée. Peut-être, en prononçant ces mots, goûtait-il déjà par anticipation la perspective de retrouver sur la Roche un autre silence : celui qui *accompagnera la promenade* d'un citoyen ordinaire.

CLAUDINE METTETAL

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

Logement : le neuf se vend mieux à Paris



En 1993, après un creux de trois ans, les ventes de logements neufs ont augmenté dans la capitale. Mais la carte des ventes a changé et, sauf dans deux arrondissements, on est bien loin des sommets de 1989.

page II

Lettre de Tokyo : la bataille de l'embauche



Pour la deuxième année consécutive, les entreprises japonaises réduisent les embauches de jeunes et l'on ne prévoit pas d'amélioration en 1995. Principales victimes de cette baisse : les jeunes filles, moins diplômées.

page VII

Agriculture : défi ou repli



Confrontée à une situation mondiale bouleversée, l'agriculture française sera marchande ou ne sera pas, estime Philippe Mangin, ex-président du CNJA, au moment du débat agricole à l'Assemblée nationale.

page VII

L'ECONOMIE

BULLETIN

Débat

FAUT-IL réduire les impôts ou les charges sociales ? Beau débat, vrai débat lancé par Nicolas Sarkozy dans « la Tribune-Desfossés », aussitôt relayé « à titre personnel » *(sic)* par Edmond Alphandéry sur Antenne 2,
et par Michel Giraud au conseil des ministres. Une belle opération médiatique, bien montée, bien menée, qui fait d'une pierre trois coup.
Un, en posant le problème en termes de choix,
le gouvernement fait oublier qu'il avait en fait promis les deux – baisse des impôts et des charges – et que, s'il ne peut tenir ses promesses électorales, c'est qu'il a laissé filer le déficit budgétaire et s'est – comme ses prédécesseurs – révélé incapable de contenir les dépenses sociales.
Deux, l'appel à la rigueur rassure les marchés financiers, qui s'inquiétaient du dérapage budgétaire. Le franc est d'ailleurs aussitôt remonté sur le marché des changes.
Trois, Edouard Balladur fait plaisir aux centristes, principaux avocats de la baisse des charges, et répond indirectement aux attaques du RPR – et aux propositions de Philippe Séguin. « Vous voulez lutter contre le chômage, acceptez donc des sacrifices sur vos revenus », dit en substance le gouvernement, plaçant ainsi les Français – et ses faux amis politiques – face à leurs responsabilités.

CAR poser la question comme l'a fait Nicolas Sarkozy, c'est en réalité y répondre. Qui osera défendre une mesure fiscale à court terme, et à portée largement électorale – vers les cadres et les hauts revenus –, contre une politique de baisse des charges, dont tous les économistes s'accordent à dire qu'elle constitue sur le long terme le seul moyen efficace de lutter contre le chômage structurel ? Pourtant, la baisse des impôts stimulerait la consommation, ce qui ne serait pas un luxe dans la conjoncture actuelle. Et, le passé récent l'a montré, les « cadeaux » aux entreprises ne suffisent pas à relancer l'embauche tant que la demande ne suit pas. Au contraire, ils grossissent les placements financiers, plus rentables que l'investissement productif. Plutôt que de réduire les charges patronales sans contrepartie, mieux vaudrait pénaliser fiscalement les firmes qui placent leurs surplus à la Bourse... ce qui permettrait de réduire l'impôt sur le revenu des salariés. Mais on s'égare ! Il s'agirait alors d'une tout autre politique.

Véronique Maurus

FONDS STRUCTURELS

Europe : les milliards de la cohésion



L'effort est énorme, mais peu connu : au cours des six années à venir, l'Union européenne dépensera un tiers de son budget pour mettre à niveau les pays et les régions les plus pauvres – 930 milliards de francs : un pactole, dont la répartition détaillée fait actuellement l'objet d'âpres marchandages.

Car, si l'Espagne, l'Irlande, la Grèce et le Portugal sont les principaux bénéficiaires, les pays du Nord ont aussi leur part du gâteau (14,5 milliards de francs pour la France). Une politique coûteuse mais globalement efficace pour éviter la création d'une « Europe à deux vitesses ».

Lire pages IV et V les articles de Philippe Lemaitre et le point de vue de Frédéric Broussous.

À-CÔTÉS

Figaros en franchise

Les grands coiffeurs parisiens ont essaimé en franchisant un nombre croissant de petits salons

DANS les rues commerçantes, les enseignes Jacques Dessange, Jean-Louis David et quelques autres ont, ces dernières années, remplacé Monique ou Alain au fronton de nombreux salons de coiffure. Célèbres figaros parisiens, ils ont peu à peu essaimé dans les grandes villes, puis dans les moyennes et même aujourd'hui les petites, ainsi qu'au-delà des frontières, sur le principe de la franchise, déjà éprouvé pour les biens de consommation.

Les propriétaires de salons franchisés restent indépendants, ils utilisent une marque moyennant finances. En retour, le « franchiseur » leur apporte un certain nombre de services et un nom prestigieux.

Jacques Dessange et Jean-Louis David, les pères de la coiffure franchisée en France, ont lancé le mouvement à la fin des années 70. Pour le premier, *« cela s'est fait un peu par hasard »*. Un jour, un coiffeur du Havre lui aurait proposé spontanément de lui verser une redevance.

Florentin Collomp

Lire la suite page V

LA NOUVELLE AFRIQUE DU SUD

Naissance de l'« afristocratie »

L'émergence d'une élite noire désireuse de participer au renouveau économique du pays se heurte au pouvoir de l'establishment blanc

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

« *LA transition politique n'est plus un problème. Le plus dur reste à venir : le changement économique. Les Blancs ne lâcheront pas le pouvoir facilement.* » En tenant ces propos à la fin avril, lors d'un cocktail destiné à célébrer la naissance du consortium financier Rainbow (à capitaux libanais), qui devrait déboucher, en décembre, sur la création de la première chaîne de télévision câblée contrôlée par des Noirs, le docteur Nthato Motlana pouvait se prévaloir d'une double expérience.

Compagnon de route de Nelson Mandela, dont il est resté le médecin personnel, organisateur des grandes grèves de Soweto, le docteur Motlana s'est opposé pendant de longues années au régime de Pretoria. Dans le même temps, l'ami personnel du président de la « nouvelle Afrique du Sud » a mené une brillante carrière d'homme d'affaires qui lui a permis de jauger la capacité de résistance de l'establishment blanc.

Propriétaire d'une importante clinique privée située dans la célèbre *township*, où il a commencé à exercer au début des années 50 (ils étaient alors deux médecins pour une communauté de 1,5 million de personnes), et de divers intérêts financiers répartis dans la communauté noire, il a été nommé, il y a quelques mois, à la présidence de Metropolitan Life : la cinquième compagnie d'assurances du pays, qui appartenait jusque-là au conglomérat (blanc) Barlow Rand et qui est maintenant gérée par des Noirs.

Dans le même temps, le docteur Motlana prenait le contrôle de MTN, un des principaux opérateurs sud-africains sur le marché du radiotéléphone, une double performance qui lui valait le titre de « manager de l'année 1993 » délivré par la revue spécialisée *Portfolio of Black Business*. Un peu plus tard, l'incontournable « docteur de Soweto », qui n'a pas renié son appartenance au Congrès national africain (ANC), rachetait au groupe de communication Argus le journal *Sowetan*, le premier quotidien national, confortant ainsi un mini-empire qu'il veut diversifié.

BUSINESS • *« Politique et business font souvent bon ménage dans la communauté noire sud-africaine*, constate un spécialiste du secteur, *et il faut reconnaître que l'apartheid, s'il a privé les « non-Blancs » des droits élémentaires, n'a pas empêché certains Noirs de s'enrichir.* » Le simple fait de feuilleter la presse quotidienne et les magazines spécialisés conforte cette opinion. Toutes les publications consacrent à présent une large couverture à ce que certains ont déjà appelé l'*« afristocratie »*.

Serge Marti

Lire la suite page III

COLOMBIE

Le bonheur dans le crime ?

Malgré un climat de grande violence, le pays affiche une belle prospérité

BOGOTA
de notre envoyé spécial

A l'angle de la Jimenez-de-Quesada et de la 7e Avenue, au cœur du vieux Bogota et à deux pas du Jockey Club, le vénérable immeuble du Banco de la Republica ne déparerait pas la City de Londres. Hall de marbre, boiseries, fauteuils de cuir, galerie de portraits des fondateurs de la philosophie, toute de sérieux et de componction, de l'*establishment* colombien. On y parle à voix basse et l'ambiance de discrétion et de courtoisie est celle qu'affectionnaient les austères dirigeants colombiens il y a encore une quinzaine d'années.

Organisme autonome depuis 1991, dirigé par une junte de sept membres (dont le ministre des finances), le Banco, qui exerce en fait les fonctions de banque centrale, a conservé toute sa respectabilité. Les quelque 8,5 milliards de dollars de réserves amassés (1) (*« Le plus haut taux* per capita *en Amérique latine »*, fait remarquer l'un des membres du directoire) renforcent la sérénité de ce petit groupe d'hommes influents, chargés de piloter l'économie nationale. Au plus près, mais avec un but très ambitieux : se rapprocher des performances asiatiques. Malgré le cadre très *british* du Banco, ce n'est plus la vieille Europe qui inspire les décideurs financiers de Bogota, mais la Corée du Sud, Taïwan ou Singapour.

INFLATION • Maîtriser l'inflation (21 % en 1993) est le *« souci majeur »* du directoire, qui avait recommandé une hausse du salaire de base pour 1994 inférieure à 19 %, afin *« d'éviter des dérapages »*, dit Miguel Urrutia, président de la junte du Banco de la Republica.

Marcel Niedergang

(1) Le double des réserves de 1990.

Lire la suite page VI

LOGEMENT

Le neuf se vend mieux à Paris

Les ventes de logements neufs ont augmenté en 1993 après un creux de trois ans
Les prix ont baissé et leur éventail se resserre

LES ventes de logements neufs à Paris, qui s'étaient effondrées en 1990 et 1991 avant de se stabiliser l'année suivante à 1 075 unités, ont repris en 1993 pour atteindre 1 400 logements. Ce niveau, supérieur à celui de 1986 et 1987, reste pourtant sans comparaison avec les sommets atteints pendant les très riches heures de l'immobilier (3 000 logements en 1989). Sur ce chiffre, 200 appartements de quatre pièces et une vingtaine de six pièces ont été vendus, le reste étant des surfaces plus petites.

La reprise est plus vigoureuse à Paris (+ 31 %) qu'en Ile-de-France (+ 23 %). Deux arrondissements, le 11e et le 14e, réalisent plus de 200 ventes et retrouvent ainsi leur niveau de 1989. Mais, selon la chambre syndicale des promoteurs-constructeurs de la région Ile-de-France, à l'origine de ces statistiques, les 12e, 17e, 18e et 19e arrondissements sont restés à l'écart du phénomène de reprise.

L'organisation patronale note également une modification du marché : alors que depuis 1989, une vente sur trois à Paris était réalisée dans les 19e et 20e arrondissements, ce chiffre est tombé en 1993 à une sur quatre. En revanche, les 11e et 14e arrondissements progressent pour représenter 17 et 16 % des ventes respectivement.

RECUL • La reprise, en revanche, n'est pas au rendez-vous dans le nombre de logements mis en vente : au contraire, leur niveau (666 logements) a baissé d'un tiers en un an. Ce recul est encore plus fort intra-muros qu'en Ile-de-France et les produits apparus en 1993 ne représentent que 20 % des logements mis en vente en 1989. Là encore, le 12e et le 15e arrondissement sont en retrait puisque aucun appartement n'est mis en vente dans le premier, un seul programme de 19 appartements ayant été mis en commercialisation dans le second. Finalement, 23 programmes seulement ont été lancés l'an passé.

Les appartements mis en vente l'ont été au prix moyen de 28 900 francs, soit le niveau des années 1988-1989, nettement inférieur à celui de 1992 (32 525 francs) que la chambre syndicale juge non significatif dans la mesure où 20 % des mises en vente se sont produites cette année-là dans des quartiers chers, habituellement moins bien représentés. *« Dans la plupart des arrondissements, le prix moyen au mètre carré au début de la commercialisation a été revu à la baisse pour la deuxième, voire la troisième année consécutive »*, notent les promoteurs-constructeurs d'Ile-de-France.



En outre, le prix moyen du mètre carré affiché pour 1993 cache une fourchette comprise entre 15 000 et 46 700 francs, plafond le plus bas depuis 1987. La gamme de prix tend à se resserrer, l'écart entre le plus bas et le plus haut n'étant que de 2,5 contre 4,5 en 1990.

Sur le plus long terme, les demandes de permis de construire, après avoir connu un véritable effondrement en 1992 (2 705), se redressent de 60 % en 1993 (3 930 demandes de programmes privés de plus de cinq logements)... mais elles n'effleurent pas le niveau des années précédentes (en moyenne 6 900 de 1987 à 1991).

« La volonté politique de la Ville de Paris d'accroître son parc social a porté ses fruits. Les demandes émanant du secteur HLM ou assimilé ont plus que doublé en un an. Mais elles étaient situées à un niveau très faible en 1992 et l'accroissement observé en 1993 permet seulement de retrouver des niveaux proches de 1989 ou 1991 », note la Chambre syndicale des promoteurs-constructeurs de l'Ile-de-France.

En effet, les demandes de permis de construire des HLM se sont élevées l'an passé à 2 725, contre 1 160 en 1992, 2 658 en 1991 et 1 922 en 1990. La poussée du social fait donc retomber en dessous des 60 % la part du secteur privé dans les demandes de permis de construire.

OFFRE • Mais la Chambre syndicale s'inquiète de la faiblesse des autorisations de construire : en 1993, elles enregistrent un nouveau recul, *« alors qu'on espérait avoir atteint un plancher en 1992 »*. Tous logements confondus, les autorisations ont baissé de 8 %, passant de 4 903 en 1992 à 4 530 en 1993. La chute des autorisations destinées à la vente de logements privés est encore plus spectaculaire (12 %), 2 298 logements seulement étant autorisés en 1993, contre 2 621 en 1992.

La Chambre syndicale des promoteurs-constructeurs estime donc que *« le niveau des autorisations accordées en 1992 et 1993 ne devrait pas permettre de maintenir un flux de mises en chantier équivalent à celui de ces quatre dernières années »*. D'où sa conclusion : *« Malgré la reprise du volume des ventes, le manque de produits nouveaux pourrait perdurer à Paris. »* En clair, l'offre sera maigre dans l'avenir.

Françoise Vaysse

HUMEUR • par Josée Doyère

Entrée de service

DANS la plupart des maisons individuelles, en France, il y a deux entrées. La « grande », qui ouvre sur un vestibule plus ou moins large, où trône le portemanteau, plus ou moins luxueux, plus ou moins ancien, plus ou moins fonctionnel, ou une série de patères. Quand ce vestibule est de bonne taille, on y trouve aussi un coffre, une commode, voire une petite table et/ou un fauteuil. Cette entrée-là, autant dire qu'on ne s'en sert qu'exceptionnellement, quand on a des invités de marque, ou quand un inconnu sonne à la porte.

Au quotidien, on se sert de l'autre, celle qui donne directement sur la cuisine, de plain-pied avec le jardin. C'est là qu'on stocke les chaussures crottées, qu'on trouve les chaussons et pantoufles qu'on portera dans la maison, sans salir, que sont pendus en vrac les impers pour les pluies intempestives, les parapluies, les gros manteaux, avec des gants dans les poches, les bonnets, les écharpes.

C'est le passage obligé pour aller au travail ou à l'école et aussi pour partir en pique-nique ou aller faire un tour de vélo ou de jogging. Il ne viendrait pas à l'idée des familiers de passer par la grande entrée, verrouillée presque en permanence. Par l'entrée secondaire, ils sont sûrs de moins déranger, sûrs de trouver quelqu'un ou, connaissant la cachette de la clé de dépannage, d'entrer et d'attendre le retour des habitants.

Tout ce que je vous raconte est à peine moins vrai dans les banlieues pavillonnaires que dans le monde rural, où il y a plus d'espace et où la maison reste plus facilement ouverte à tous vents dès que la famille est rentrée.

Dans les immeubles collectifs, pas d'entrée secondaire pour les logements modestes, mais de vraies entrées de service dans les immeubles de prestige, anciens ou récents, réservées aux fournisseurs et aux domestiques (de moins en moins omniprésents, reconnaissons-le).

Le drôle, c'est qu'on retrouve l'usage permanent de cette « entrée de service » dans bien des entreprises, industrielles ou commerciales, l'entrée officielle étant réservée... aux visiteurs, VIP ou non. Alors, on entre au boulot par le quai de déchargement, pour peu qu'il soit d'accès facile, par la petite porte de l'administration... Seuls les cadres supérieurs et ceux qui travaillent directement à la direction générale – ceux qui « présentent bien » – empruntent la voie royale. C'est moins vrai au siège des grands groupes, mais on trouve là toutes les têtes pensantes de la société.

Cet usage n'est-il pas une rémanence de la France profonde ? Dans les grosses fermes, autrefois, les femmes s'épuisaient à entretenir salon et salle à manger aux volets toujours fermés, qu'on n'ouvrait que dans les grandes occasions, pour la communion du gamin, le mariage d'un enfant ou l'enterrement du grand-père... Les comportements mettent très longtemps à évoluer. Architectes et promoteurs devraient mieux en tenir compte. ■

LA COTE DES MOTS

Extrant, intrant

Un de nos lecteurs s'étonne de relever dans un texte le mot *intrant* (pluriel : *intrants*) : *« M. X... préconise de poursuivre les recherches qui visent à réduire les consommations d'intrants »*, car ce terme ne figure pas dans les dictionnaires qu'il a consultés.

En effet, *intrant* et son symétrique *extrant* ne sont pas mentionnés par la totalité des ouvrages. Nombre de dictionnaires, même, s'en tiennent aux anglicismes correspondants : *in[-]put* et *out[-]put*...

Dans son *Lexique des sciences sociales* (1), Madeleine Grawitz donne les définitions suivantes, en renvoyant aux entrées « anglicistes » : *« In-put, out-put*, angl., de *put*, « placer » ; *in*, « dans » ; *out*, « dehors ».

» Dans la terminologie scientifique, signifie « entrée » et « sortie ». (Eco.) Deux étapes de la production. Ex. : une usine reçoit des légumes : *input*, et vend des conserves : *output*. (...) ».

Les deux mots ont d'autres acceptions, notamment en sciences politiques, mais, pour nous cantonner au domaine de l'économie, et compte tenu des définitions sensiblement divergentes fournies par les ouvrages consultés, il apparaît qu'*intrant(s)* correspond soit à « introduction, entrée », soit à « matières premières », tandis qu'*extrant(s)* équivaut, selon le cas, à « sortie, production (s), produit(s) fini(s), rendement... ».

Pour autant, nous pensons qu'il n'est pas utile de créer des « vocables-calques » destinés à être substitués à des anglo-américanismes, puisqu'il existe déjà plusieurs termes connus de tout le monde, et qui, de par leur nombre, sont évidemment plus précis...

Jean-Pierre Colignon

(1) Dalloz, 1994 (6e édition).

LIVRE

Sentier du développement

Le tiers-monde connaît une révolution : celle de l'économie informelle. Mais celle-ci devra être réintégrée dans la légalité

L'AUTRE SENTIER
La révolution informelle dans le tiers-monde
de Hernando de Soto
La Découverte,
250 pages, 140 F.

RARES sont aujourd'hui les livres qui apportent un éclairage nouveau sur le tiers-monde et le développement. *L'Autre Sentier* (1), de l'économiste péruvien Hernando de Soto, est de ceux-là : à partir du cas du Pérou, il ouvre des perspectives sur l'ensemble de l'Amérique latine et des pays en développement. Et pour une fois, le retard mis à traduire l'ouvrage en français – la première édition d'*El Otro Sendero* a été publiée à Lima en 1986 –, bénéfique, a permis à l'auteur de mettre ses idées à l'épreuve du terrain.

Le livre est d'abord une enquête sur la place massive de l'économie *« informelle »*. Celle-ci n'est pas seulement l'*« illégalité antisociale »*, comme le trafic de drogue, mais toutes les activités qui fonctionnent hors des normes légales. Le petit commerce n'en est qu'un des éléments et pas nécessairement le plus important, même si les vendeurs ambulants font vivre près de 300 000 personnes à Lima. Les deux tiers des maisons construites au cours des années 80 l'ont été hors des procédures légales et pour dix logements « formels », il en existe neuf « informels ». 95 % des transports urbains sont « informels », comme la totalité de ceux qui desservent les quartiers populaires, et la plupart des marchés de ces quartiers. Représentant 39 % du produit intérieur brut et 61 % des heures de travail, l'« informel » est en fait le cadre de vie de la majorité du peuple.

RÈGLES • Il possède ses règles, ses organisations : associations d'habitants, comités de propriétaires, qui organisent les fréquences des bus, l'engagement de chauffeurs, les remplacements, l'aménagement de quartiers, syndicats et fédérations, qui négocient avec les pouvoirs publics, engagent parfois des experts, et arrivent à obtenir des avantages fiscaux, voire un *« droit de propriété présomptif »*. Preuve que la formule a un sens, les biens ont un prix : 164 dollars le mètre carré pour un emplacement de vente, 22 000 dollars pour un logement.

Cette *« révolution de l'informalité »*, consécutive à la migration massive des campagnes vers les villes, et aux réformes agraires qui ont achevé de détruire l'ordre ancien, traduit un dynamisme économique. Mais même reconnue, l'entreprise informelle, vivant dans l'incertitude, ne pouvant en général obtenir que des prêts usuraires, a une productivité réduite et une taille limitée. Elle ne peut donc assurer un véritable développement.

Ce blocage n'est pas le fait des entrepreneurs ou des propriétaires « informels », urbains ou paysans, mais de l'Etat, qui multiplie les obstacles : au Pérou, il faut deux cent quatre-vingt-neuf jours de démarches pour installer officiellement un petit atelier, quarante-trois mois pour construire légalement un logement et dix-sept ans ans pour un marché. *A contrario*, les réformes obtenues par Hernando de Soto de deux présidents péruviens successifs, en 1988 et en 1990, ont permis la légalisation de 100 000 entreprises (et d'autant de propriétés), et de multiplier leur productivité par trois en un an.

Tout se passe donc comme si la législation réservait l'activité économique à une minorité détentrice du pouvoir. Le tiers-monde se trouve dans une situation comparable à celle de la France à la veille de la Révolution française : cette dernière, en abolissant privilèges, droits « féodaux » et corporations, a libéré la propriété et la capacité d'entreprendre. Pour Hernando de Soto, c'est donc l'ensemble du système légal et de l'Etat qu'il faut réformer : *« La grande industrie n'apparaît que lorsque les obstacles à la participation populaire à l'action entrepreneuriale ont été éliminés et qu'est instauré un droit rendant possible la production moderne. »* Cela suppose d'incorporer dans la législation une partie des règles non écrites du secteur informel.

Mais comment, au-delà des simplifications administratives et de la décentralisation nécessaire, établir ce nouveau droit, *« dépolitiser l'économie »*, reconstruire l'Etat et lui donner les ressources nécessaires pour être l'arbitre et le garant indispensable de l'environnement (nombre d'activités informelles, reconnaît l'auteur, sont sales et insalubres), des relations sociales, le régulateur de l'économie ?

CLASSE • Hernando de Soto paraît hésiter entre un libéralisme radical – supprimer toutes les barrières à la liberté d'entreprendre, ôter toutes les protections et les contrôles, réduire l'Etat au minimum – et un réformisme plus méthodique. Il semble parfois donner aux « informels » un rôle d'avant-garde des temps futurs, comme le prolétariat pour les marxistes : n'en fait-il pas, d'ailleurs, une *« classe »*, alors qu'on y trouve des possédants et des démunis ? Et sa – longue – comparaison avec le *mercantilisme* européen des XVIIe et XVIIIe siècles n'apporte rien à l'analyse des pays sous-développés.

Mais le livre met en évidence les insuffisances des théories actuelles face à la réalité du tiers-monde et au développement. Comme le *« populisme »* de naguère, les politiques libérales n'ont pas prise sur cette économie immergée dans laquelle évolue la masse de la population. Hernando de Soto montre surtout comment le développement est inséparable de la démocratisation : si *« le développement n'est pas possible sans institutions légales mises à la portée des citoyens »*, celles-ci ne doivent pas être seulement représentatives d'une minorité et le gouvernement pas seulement le lieu d'obscures négociations dont la masse est absente.

Guy Herzlich

(1) Par opposition aux extrémistes révolutionnaires du Sentier lumineux.

NOTES DE LECTURE

LA PSYCHANALYSE ET L'ARGENT
d'Ilana Reiss-Schimmel
Odile Jacob,
282 pages, 140 F.

Il était une fois des sociétés primitives qui ne connaissaient ni le troc ni le commerce, mais la rapine. Elles évoluèrent vers des formes moins agressives d'appropriation en se tournant vers des rituels d'offrandes à la divinité qu'il fallut quantifier avec un instrument : le bétail sacrificiel, qui voulut bientôt dire « argent » en latin, en anglais comme en sanscrit.

Il est chaque fois, selon Freud, un petit enfant qui veut offrir à la personne aimée, sa mère, une partie de son corps, un premier cadeau : ses excréments. Il va grandir et transférer le symbole du cadeau sur l'argent, mais la chaîne « excrément-cadeau-enfant-argent » restera pour toujours.

Veau d'or ou fèces, qu'importe, l'argent est plus chargé de significations individuelles et collectives que ne le montre la calculette qui le totalise ou le multiplie. Psychanalyste, l'auteur de ce livre tente une théorie de *« cet équivalent général »* qui structure aussi bien une économie qu'une personnalité : *« C'est en tant que moyen d'échange qu'il objective et relativise la valeur des choses soumises à l'échange, en même temps qu'il impose l'identification des personnes se livrant à l'échange comme étant des semblables. »*

Un voyage aride dans les pathologies individuelles, avec, pour boussole, un langage tout à fait étranger aux familiers de l'économie, mais qui permet d'affirmer que l'argent est comme la manne de la Bible : *« Neutre, il épouse le désir de chacun et devient pour l'un sein intarissable, pour l'autre équivalent fécal, pour tant de gens un fantasme de complétude et de toute-puissance. Mais, contrairement à la manne, l'argent, invention humaine, porte en lui l'acceptation du réel, de la finitude et de la relativité. »* A condition que le Moi de celui qui le manipule soit assez adulte pour supporter ce deuil.

Al. F.

MANAGEMENT INTERNATIONAL
de Sabine Urban
Litec, coll. « Les essentiels de la gestion », 206 pages, 135 F.

Toutes les entreprises envisagent d'emblée de s'internationaliser en exportant ou même en s'implantant hors de France. Mais les déboires sont nombreux. Ce petit ouvrage livre les secrets de la réussite du management international en détaillant les stratégies, les organisations et les méthodes de contrôle. Il faut de la rigueur mais aussi de l'adresse, selon son auteur Sabine Urban, spécialiste de l'économie allemande et professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg.

E. L. B.

AGENDA

MERCREDI 25 MAI. Bruxelles. Conseil « énergie » de l'Union européenne.

JEUDI 26 MAI. Paris. « L'avenir des sociétés nationales des pays exportateurs d'hydrocarbures », séminaire organisé par le Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières (CGEMP) et l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (IEPE) de Grenoble, à l'université Paris-Dauphine (jusqu'au 27).
Paris. « Economie des coûts de transaction », colloque organisé à la Sorbonne par le Centre d'analyse théorique des organisations et des marchés (ATOM) de l'université Paris-I.

SAMEDI 28 MAI. Paris. Arrivée de la marche nationale partie début avril, à l'appel du collectif « Agir ensemble contre le chômage » (jusqu'au 29 mai).

DIMANCHE 29 MAI. France. Entrée en vigueur de la nouvelle politique commerciale de la SNCF : suppression du calendrier tricolore sur tous les TGV, simplification des réductions, amélioration des liaisons province-province (entre le Nord et le Sud-Est).

LUNDI 30 MAI. Bruxelles. Réunion des ministres de l'agriculture des Douze (jusqu'au 31 mai).
Croatie. Mise en circulation d'une nouvelle monnaie, la kuna.

هكذا من الأصل

par Jesse Doyère

Entrée de service

LA NOUVELLE AFRIQUE DU SUD

Naissance de l'« afristocratie »

Suite de la page I

Ce nouveau terme désigne l'émergence d'une élite noire désireuse de participer activement au renouveau économique du pays, par le biais d'entreprises détenues par les Blancs, par la création de sociétés à capitaux *« blacks »* ou par la constitution d'une cohorte de consultants, d'avocats et d'autres professions libérales, généralement formés à l'étranger et compétents.

L'amorce – prudente – de la « décartellisation » annoncée par certains conglomérats est un bon moyen de se glisser dans la brèche (*le Monde* du 28 avril). Ainsi, quand Anglo-American décide de se séparer de sa compagnie d'assurances African Life, le groupe cède cette société à l'un de ses anciens directeurs, Don Ncube, un Noir dont l'autorité ne semble pas être mise en cause et qui s'empresse, dans un premier temps, de confirmer à leur poste tous les cadres blancs de l'entreprise. Il en va de même pour la puissante compagnie d'assurances Sanlam, un bastion du pouvoir afrikaner, qui a récemment cédé sa filiale Met Life à des capitalistes noirs.

D'autres préfèrent voir plus loin que le marché national et faire alliance avec des intérêts étrangers dont ils espèrent développer les activités en Afrique du Sud. C'est le cas du fabricant de chaussures de sports Reebok, qui a cédé ses licences à un groupe d'investisseurs noirs conduit par Saki Macozoma, un ancien porte-parole de l'ANC, lequel possède un réseau de 400 magasins dans le pays.

COUVERTURE • Régulièrement, le magazine *Enterprise* et la presse économique racontent ces *success-stories*, à la mode aux Etats-Unis dans les années 80, qui doivent servir de modèle aux 75 % de la population qui, en Afrique du Sud, n'ont pas encore été insérés dans le circuit économique. Quand Emmanuel Lediga devient le premier Noir à pouvoir fouler le sol de la Bourse de Johannesburg, la revue *Tribute* lui consacre naturellement sa couverture.

Don Ncube, déjà cité, qui a fait ses classes à Soweto (mais aussi à l'université américaine Yale) avant de prendre la tête d'African Life, est aussi un habitué de ces nouvelles rubriques, où il côtoie Phuthuma Nhleko, un des plus importants banquiers d'affaires, et Eldridge Mathebula, le « roi » du transport. De son côté, *Portfolio*, plus sobre dans le ton, dresse une intéressante galerie de portraits où l'on retrouve le Dr Sam Mtsuenyane, président d'African Bank, le premier banquier noir en Afrique du Sud, le jeune Joe Mogodi, propriétaire d'une entreprise de travaux publics, ou encore Dawn Mokhobo, la *businesswoman* de l'année, responsable des ressources humaines chez Eskom (l'équivalent d'EDF) et qui a joué un rôle important au sein de la commission de contrôle des élections.

A parcourir ces livres d'images, on en viendrait à penser qu'une gigantesque OPA a été lancée, avec succès, sur l'establishment blanc et que l'élite noire est déjà en place, prête à prendre les commandes. La réalité est bien différente. Si une quinzaine d'hommes d'affaires noirs ont effectivement pénétré le cercle restreint des millionnaires sud-africains, ils sont loin de faire contrepoids.

A peine 1 % des entreprises privées sont détenues par des Noirs, lesquels n'occupent encore que de 5 % à 10 % des postes de direction au sein des sociétés. Si les micro-entreprises créées depuis trois ans sur les ruines de l'apartheid (et dont 62 % ont été constituées par des femmes) sont un élément encourageant, puisqu'elles accroissent leurs effectifs de 24 % par an, constate la Banque mondiale dans un volumineux rapport consacré au *business* noir (1), 70 % d'entre elles sont encore concentrées dans secteur commercial et leur influence reste limitée.

« Les entreprises détenues par des Noirs emploient généralement une ou deux personnes. De ce fait, sur les quelque 550 000 sociétés qui composent le « black business », à peine 10 % sont de véritables PME. Au total, les entreprises noires représentent moins de 1 % des petites et moyennes entreprises sud-africaines », confirme de son côté Anne Marynczak, dans une étude sur ce secteur (2).

> **Les longues années de « développement séparé » ont entraîné l'absence quasi totale de sources de financement adéquates.**

Un bilan qui relativise les ambitions affichées par la National African Federation Chamber of Commerce (NAFCOC). Cette association patronale noire, en perte de vitesse au sein de la communauté et dont la survie passe par une fusion avec son homologue blanche, estime que, d'ici à l'an 2000, 30 % des directeurs appartenant à des sociétés cotées à la Bourse de Johannesburg et 60 % des cadres dans les entreprises devront être des Noirs, tandis que 50 % des marchandises livrées devront provenir de fournisseurs noirs. Autant d'objectifs qui semblent aussi contraignants (les quotas n'ont finalement pas bonne presse parmi les hommes d'affaires noirs) qu'illusoires, au regard d'un passé qui a longtemps paralysé toute initiative.

« Jusqu'au milieu des années 70, un Noir ne pouvait pas s'installer dans les affaires », rappelle Willie Ramoshaba, le directeur de *Portfolio of Black Business. « Nous avions simplement le droit d'exercer une vingtaine de métiers parmi lesquels celui de coiffeur, de boucher, d'épicier, ce qui explique la réussite de certains hommes d'affaires dans les « townships », comme c'est le cas du maire de Soweto »*, explique ce consultant, qui a été l'un des premiers Noirs à travailler comme expert-comptable (chez Coopers & Lybrand), avant de passer quelques années à la Standard Bank (il a dirigé l'antenne bancaire de Soweto) et de s'installer à son compte dès que les restrictions ont définitivement été abolies, au début des années 90.

DISPARITÉS • Ces longues années de « développement séparé » n'ont pas seulement empêché l'émergence d'une véritable catégorie d'hommes d'affaires noirs. Elles ont aussi entraîné d'importantes disparités sectorielles pour les petites entreprises qui ont pu voir le jour (par exemple, une hypertrophie du secteur des services, notamment dans les transports, où les conflits entre compagnies de taxis collectifs se règlent souvent par rafales d'AK-47) et l'absence quasi totale de sources de financement adéquates, seules susceptibles de contribuer à leur essor.

« Le problème, c'est que mes amis confondent trop souvent le cash-flow et le bénéfice », indique volontiers le Dr Motlana quand on l'interroge sur les difficultés des Noirs à créer et à gérer une entreprise. L'explication est un peu courte. Toutes les études, et notamment celles de la Banque mondiale, mettent en avant le manque de fonds de roulement (qui s'atténue au fur et à mesure que se développe, cahin-caha, l'entreprise) et, surtout, l'absence de fonds d'investissement.

« Le défi auquel est confrontée cette activité économique en Afrique du Sud est la nécessité de bâtir une véritable structure financière institutionnelle qui permette aux micro-entreprises noires d'accéder plus largement aux sources de financement, mais aussi à l'assistance technique et aux possibilités de formation dont leurs responsables ont besoin », affirme la banque. Un discours régulièrement repris par l'ANC (y compris dans son programme de gouvernement) et que l'organisation de Nelson Mandela entend bien marteler en exigeant la refonte des – rares – organismes existants.

TONTINES • Le premier d'entre eux, dans ce domaine, est la Small Business Development Corporation (SBDC), un organisme semi-public qui, certes, peut se prévaloir de quelques succès (il a permis de créer 30 000 PME noires en une dizaine d'années) mais qui, trop lié au « pouvoir blanc », souffre d'un problème d'image auprès de la jeune génération de créateurs d'entreprises. Faute de pouvoir compter sur d'autres structures financières *ad hoc* (il faudrait aussi réformer l'Industrial Development Corporation, autre fief afrikaner devenu un « monument de conservatisme »), ceux-ci ont recours à des mécanismes plus artisanaux mais dont l'efficacité n'est pas contestable. C'est le système des *stokvels*, proches des tontines africaines, qui a permis de financer, d'abord, la naissance de nombre d'entreprises familiales, puis d'autres sociétés extérieures.

D'après les spécialistes, ces *stockvels* géreraient actuellement une dizaine de milliards de rands (l'équivalent de 17 milliards de francs). Le chiffre peut paraître important. Il est insignifiant au regard des besoins futurs du *black business*. La nouvelle élite noire, encore embryonnaire, en est consciente. Elle sait que c'est notamment ce volet financier (outre la formation des cadres noirs) qui peut faire la différence à l'avenir. Entre, d'un côté, des entreprises noires en bonne santé, ouvrant la voie à une intégration économique réussie, et, au-delà, à une véritable cogestion des affaires du pays, et, de l'autre, un échec financier et managérial que l'establishment blanc aurait beau jeu de mettre en avant pour conserver les leviers du pouvoir.

Serge Marti

(1) *Characteristics and Constraints Facing Black Business in South Africa*. Par Thyra A. Riley. Banque mondiale. Washington.

(2) *Les PME noires en République sud-africaine : développement et instruments de soutien*. Caisse française de développement. Mars 1992.

Un Noir plus cher qu'un Blanc...

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

Un Noir « vaut » maintenant plus cher qu'un Blanc ! Dans un pays bâti sur le régime d'apartheid, qui a longtemps privé la communauté noire de la possibilité d'accéder à la vie économique, l'affirmation peut surprendre. Elle est pourtant le reflet d'une situation nouvelle constatée sur le marché de l'emploi : anticipant l'arrivée prochaine d'employés et de cadres noirs dans les entreprises, au titre de « l'intégration », ces sociétés s'efforcent de sélectionner les meilleurs. Quitte à les surpayer.

« Les entreprises sont à la recherche de « Blacks » qualifiés, et les chasseurs de têtes se sont lancés sur ce nouveau marché en faisant du braconnage pour trouver l'oiseau rare », confirme Philippe Colombani, conseiller commercial à l'ambassade de France, qui s'est fait une spécialité de l'étude des milieux d'affaires noirs. Mais cet engouement ne va pas sans poser de problèmes. En termes de salaires comme de fidélité à l'entreprise.

« Actuellement, à qualification sensiblement égale, les Noirs se voient offrir une rémunération très supérieure à celle des Blancs, de l'ordre de 20 % ou 30 % », souligne Willie Ramoshaba, le directeur de la revue *Portfolio of Black Business. « De plus, comme ils sont très sollicités, ils n'hésitent pas à faire cinq ou six entreprises dans la foulée »*, déplore-t-il.

Bon gré mal gré, toutes les entreprises, ainsi que l'administration sud-africaine, devront se plier aux exigences d'une nouvelle réglementation destinée à favoriser l'insertion sociale des Noirs et dont la forme exacte reste à définir. Celle-ci repose essentiellement sur les dispositions dites « Affirmative Action », directement inspirées des Etats-Unis, où le Civil Rights Act de 1964 (amendé en 1972) réprime toute discrimination en matière d'emploi basée sur la race, la couleur de la peau, le sexe ou la religion.

Dans sa version sud-africaine, l'Affirmative Action telle que la conçoivent les conseillers de Nelson Mandela vise *« l'embauche et la promotion des travailleurs disposant de compétences identiques, de façon à éviter toute discrimination liée à l'apartheid ou au sexe »*, une volonté égalitaire applicable au secteur public comme au secteur privé.

Le Congrès national africain (ANC) n'envisage pas pour autant de recourir au système des quotas à l'américaine : l'organisation est consciente des dangers de racisme à rebours qu'il pourrait susciter. *« Je suis opposé à l'Affirmative Action telle qu'elle est pratiquée aux Etats-Unis*, affirme pour sa part Eric Mafuna, un jeune consultant noir qui s'est spécialisé dans le conseil aux entreprises pour favoriser l'intégration raciale. *Nous devons trouver des solutions adaptées à l'Afrique du Sud. »*

« Il ne faut pas s'aliéner les Blancs en faisant monter les Noirs à bord », prévient ce directeur général de Consumer Behaviour (Pty) Ltd. Le conseil n'est pas superflu. De nombreuses entreprises, tout en se disant favorables à un meilleur équilibre de leurs effectifs, craignent déjà de devoir faire des embauches au nom du « politiquement correct » et d'engager ainsi des gens inexpérimentés. De leur côté, des dizaines de milliers de « petits Blancs » employés dans l'administration savent leur place menacée. La plupart d'entre eux ne devaient jusqu'ici leur emploi qu'à la couleur de leur peau, et ils seront les premiers à devoir céder la place.

Qu'elle prenne la forme d'une loi ou celle de simples recommandations, l'Affirmative Action fera une entrée en force dans la nouvelle Afrique du Sud. Même espacée dans le temps, son application aura un impact économique et social considérable. Aux Etats-Unis, où les Noirs représentent 13 % de la population, les dispositions favorables aux minorités ont sensiblement modifié la société américaine. En Afrique du Sud, où 75 % de la population est noire, on mesure l'effet qu'elles peuvent avoir. Pour peu que l'establishment blanc joue réellement le jeu.

S. M.

Le serment du Mopani Lodge

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

« Nous nous sentons rejetés. Nous avons l'impression d'être des lépreux ! » Lorsque, à la fin octobre 1993, il s'adresse aux quelque soixante délégués de l'ANC réunis au Mopani Lodge, un hôtel situé dans le parc national Kruger et fréquenté par les amateurs de safari-photo, Gaby Magomola ne mâche pas ses mots. Hissé au rang de porte-parole des deux cents hommes d'affaires noirs venus déplorer le manque total de relations entre le Congrès national africain (ANC) et le *black business*, il n'hésite pas à forcer le trait. *« Nous aussi, nous avons dû nous battre pour faire valoir nos droits. Nous aussi, nous avons des cicatrices à montrer »*, lance-t-il à l'adresse des hiérarques de l'ANC qui, conscients du malaise, ont dépêché Cyril Ramaphosa, secrétaire général de l'organisation, et Trevor Manuel, l'économiste en chef du parti de Nelson Mandela, pour calmer les esprits.

« Au fur et à mesure qu'on approchait de la date des élections, la tension montait », raconte, après coup, Willie Ramoshaba, éditeur du *Portfolio of Black Business* et organisateur de cette manifestation, avec le concours d'Eric Mafuna, consultant et fondateur du Black Management Forum. *« Les milieux d'affaires noirs reprochaient à l'ANC de parler avec tout le monde – les formations politiques, le patronat blanc, les investisseurs étrangers –, sauf avec eux. C'est seulement lorsqu'ils ont mesuré l'ampleur de la colère que les responsables de l'ANC m'ont demandé de jouer l'entremetteur »*, explique M. Ramoshaba.

Il ne faudra pas moins de trois jours de réunion à huis clos pour que les deux parties conviennent d'un engagement commun. Ce sera le serment du Mopani Lodge. L'ANC accepte d'intégrer le *black business* à toutes les discussions portant sur l'aide aux PME, le financement de l'économie, la politique d'investissements étrangers, la législation antitrust, l'insertion sociale des femmes ou encore les dispositions dites « Affirmative Action ». En échange, les hommes d'affaires noirs s'engagent à mettre en conformité les relations sociales à l'intérieur de leurs entreprises avec une législation du travail plus contraignante, telle qu'on la pratique ailleurs.

De cette réunion naîtra le National Black Business Caucus (NBBC), un lobby chargé de faire entendre la voix des entrepreneurs noirs auprès du nouveau gouvernement. Et le début d'une coopération, que d'aucuns veulent fructueuse, entre des milieux d'affaires dont l'influence ira croissante et le monde politique, qui aura bien besoin de ces créateurs d'emplois et de richesse.

S. M.



FONDS STRUCTURELS

Europe : les milliards de la cohésion

Pour mettre à niveau les pays et les régions les plus pauvres, l'Union européenne déboursera 930 milliards de francs au cours des six prochaines années. C'est cher, mais globalement efficace

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

L'EFFORT est considérable, même si, en France, il est parfois méconnu : au cours des six années à venir (1994-1999), l'Union européenne consacrera plus de 30 % de son budget, soit 141 milliards d'écus (930 milliards de francs), au développement régional. Presque deux fois plus que les 73 milliards d'écus dépensés sur les cinq ans 1989-1993.

Ce pactole a été, pour l'essentiel, réparti entre les Etats membres fin 1993, et la Commission examine actuellement avec chacun d'entre eux le contenu détaillé des différents programmes présentés. Ces négociations, auxquelles les autorités territoriales sont associées, s'achèveront avant l'été.

Les quatre pays les moins riches de l'Union, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal sont les principaux bénéficiaires des interventions des fonds structurels, par lesquels transite l'aide européenne en faveur de la « cohésion économique et sociale » : le but est de rapprocher progressivement leur niveau d'équipement de la moyenne communautaire. Pour eux, cette politique de solidarité, très visible – qui n'a observé sur les grands chantiers, en Espagne ou au Portugal par exemple, les panneaux bleus, aux couleurs de l'Europe, signalant un financement communautaire ? – représente l'un des principaux attraits de l'Union.

Les états d'âme de l'Espagne à propos de la prochaine adhésion à l'Union de l'Autriche et des pays scandinaves, prélude à un nouvel élargissement aux pays d'Europe centrale, s'expliquent par la crainte que cela n'aboutisse bientôt à une remise en cause d'un acquis jugé essentiel à Madrid. De même, la controverse qui, au cours des mois passés, a opposé les autorités irlandaises à la Commission européenne à propos de la répartition entre les Douze de la manne communautaire a fait la « une » des journaux et presque provoqué une crise gouvernementale.

CHOC • L'accent placé sur la nécessaire solidarité au profit des moins nantis tient beaucoup à l'action menée depuis dix ans par la Commission. En février 1988, lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement (Conseil européen de Bruxelles) ont arrêté les orientations budgétaires de la Communauté pour les cinq années suivantes, son président, Jacques Delors, a réclamé et finalement obtenu que les crédits affectés aux fonds structurels soient doublés de 1988 à 1992. Refusant une « Europe à deux vitesses », il s'agissait, dans son esprit, de rendre supportable pour les quatre pays dits « de la cohésion » le choc du marché unique.

L'opération s'est répétée fin 1992 : c'est pour permettre aux pays de la cohésion de participer au programme d'Union économique et monétaire (UEM) que la Commission a plaidé, une nouvelle fois, avec succès, en faveur d'un accroissement significatif des sommes allouées aux fonds structurels. Le respect des « critères de convergence » qu'implique, notamment en matière de déficit budgétaire, le programme d'UEM, ne permettrait pas à des pays comme l'Espagne ou la Grèce de financer les investissements nécessaires pour se mettre à niveau. D'où l'idée d'une solidarité accrue.

Le Conseil européen d'Edimbourg a décidé de surcroît la création d'un « Fonds de cohésion », doté de 15 milliards d'écus (46 milliards de francs) sur sept ans, réservé aux « quatre », si bien que, dans ces pays, les crédits accordés au profit des régions en retard doubleront effectivement au cours de la période. L'impact d'un tel effort est d'autant plus important qu'à l'augmentation des fonds structurels doit correspondre un accroissement au moins équivalent des interventions publiques nationales.

En 1988 comme en 1992, les pays du Nord ont grommelé, mais se sont finalement inclinés. Ils sont intéressés à l'opération – environ 20 000 municipalités de l'Hexagone sont concernées par l'aide européenne aux régions – même si, au total, elle leur coûte cher : la contribution de la France représente 20 % du budget des fonds structurels, mais il ne lui en revient que 10 %.

En fait le « retour » dépasse ce simple seuil comptable. Quand, par exemple, les fonds structurels financent le TGV espagnol, une partie substantielle des sommes dépensées va aux industriels français, anglais et allemands, en l'occurrence GEC-Alsthom et Siemens. *« On estime*, explique la Commission, *que 100 écus* (660 F) *investis au Portugal engendrent des exportations pour les autres états membres d'environ 46 écus* (303 F). *Le même montant en Grèce, en Irlande ou dans les régions bénéficiaires d'Italie et d'Espagne donne lieu à des exportations pour les autres se situant entre 16 et 35 écus* (105 F et 230 F) *»*.

OBJECTIFS • L'action des fonds structurels recouvre cinq objectifs prioritaires, dont trois font l'objet d'une répartition géographique précise (objectifs 1, 2 et 5b). Environ 70 % des crédits, soit 93 milliards d'écus, seront affectés à l'objectif 1, autrement dit à l'aide aux régions en retard. Les « quatre », ainsi que l'Italie, à cause du Mezzogiorno, se taillent la part du lion. Mais celle de la France croît de manière appréciable : 2,19 milliards d'écus (14,5 milliards de francs), au lieu de 1,1 milliard pour la période précédente (6,6 milliards de francs), dont 1,5 milliard pour les DOM et 250 millions d'écus pour la Corse.

Les arrondissements d'Avesnes, de Douai et de Valenciennes recevront 440 millions parce que le législateur européen a eu la faiblesse d'inscrire le Hainaut belge dans l'objectif 1 et qu'il fallait bien compenser de l'autre côté de la frontière... Outre la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne (les Länder de l'Est), les Pays-Bas comptent également désormais des régions relevant de l'objectif 1.

Une raison presque suffisante pour scruter avec moins de sévérité que dans le passé la manière dont les principaux bénéficiaires de l'aide gèrent la manne communautaire...

RÉSULTATS • L'objectif 2 concerne les régions affectées par le déclin industriel, l'objectif 5b, les régions agricoles en perte de vitesse. « *Rats des villes et rats des champs* », comme les désigne un haut fonctionnaire, recevront, de 1994 à 1999, un total de plus 13 milliards d'écus (86 milliards de francs), la France se voyant attribuer 1,765 milliard d'écus (11,6 milliards de francs) au titre des zones industrielles à reconvertir et 2,238 milliards d'écus (14,8 milliards de francs) pour revitaliser les campagnes.

A Edimbourg, les pays riches de la Communauté ont été d'autant plus sensibles à la logique politique et économique mise en avant par Jacques Delors que le système, dans son ensemble, a donné jusqu'ici des résultats inégaux, mais plutôt encourageants. La Grèce ne rattrape pas son retard par rapport à la moyenne communautaire, mais la responsabilité semble devoir en être imputée davantage à la politique macroéconomique qu'à une défaillance des actions de développement régional. En Italie, les disparités régionales internes le plus souvent s'accusent au lieu de régresser. Mais l'Espagne, le Portugal et l'Irlande ont connu, pour partie grâce aux fonds structurels, une croissance supérieure à la moyenne communautaire.

ERREURS • L'effet macroéconomique, en termes de croissance, d'emplois, n'est guère contesté ; le niveau d'utilisation des crédits est élevé (sauf en Italie) ; les résultats atteints par rapport aux objectifs sont globalement satifaisants, même si la Cour des comptes de la Communauté relève dans son rapport de novembre 1993 une programmation parfois bâclée et une exécution à l'aveuglette.

« Des erreurs d'investissement ont pu être commises en raison surtout d'objectifs insuffisamment précisés. Parfois, l'incompétence administrative et la paralysie politique ont obligé à renoncer à des projets, mais il n'y a pas eu de cathédrales dans le désert. Avant Edimbourg, certains cherchaient à découvrir des scandales pour peser sur la négociation. Dans le climat d'austérité budgétaire généralisé qui régnait alors, la dotation des fonds structurels n'aurait jamais atteint 141 milliards d'écus si les gouvernements avaient eu un sentiment de mauvais fonctionnement », explique Eneko Landaburu, directeur général de la politique régionale de la Commission.

L'absence de critiques majeures ne signifie pas, loin s'en faut, une approbation sans réserve. A Paris, Londres ou Bonn, on ne conteste apparemment pas l'objectif politique qui sous-tend l'exercice, à savoir le renforcement de la cohésion économique et sociale au sein de l'Union, même si l'on préférerait alléger la contrainte financière qui en résulte. Mais le système, qui a déjà atteint les limites du supportable pour ceux qui y contribuent plus qu'ils n'en retirent, « exploserait » à coup sûr en cas d'élargissement aux pays d'Europe centrale. Qui envisagerait, pour mettre l'économie polonaise ou hongroise à niveau, un effort égal à celui qui est consenti pour moderniser l'Espagne ou le Portugal ?

SUSCEPTIBILITÉS • Du côté français, au-delà des susceptibilités qu'engendrent les interférences de Bruxelles sur le terrain, on estime que le modèle actuel crée une confusion entre deux fonctions distinctes : celle du développement régional et celle de l'aménagement du territoire. Concevoir et gérer ce dernier à l'échelle de l'Union n'a guère de sens, fait-on valoir, étant donné les disparités existant entre les pays.

On rêve de subsidiarité ! La France va recevoir des fonds structurels à peu près l'équivalent de l'effort qui est consenti par l'Etat (contrats de plan) au profit des régions, soit environ 75 milliards de francs pour six ans. C'est considérable, et on préférerait à l'évidence, à Paris, pouvoir se dispenser du détour communautaire, dont la valeur ajoutée ne saute pas aux yeux. On regrette l'absence de coordination entre politique de réseaux, politique de la recherche, développement régional.

Bref, on souhaiterait pouvoir « *faire autrement* » et on se félicite qu'une réflexion intergouvernementale ait été engagée sur ce thème.

L'exercice est sans doute utile, et la pratique actuelle améliorable. Il reste qu'une remise en question de l'effort de solidarité susciterait un traumatisme à Madrid, Athènes, Lisbonne ou Dublin et ne pourrait qu'éloigner davantage de l'Union des pays où, déjà, l'enthousiasme des premiers jours pour la construction européenne a fait place au scepticisme et au doute.

Philippe Lemaitre

Point de vue

Bruxelles devrait aider les associations

Le secteur associatif, partout en Europe, pourrait devenir une filière d'emplois utiles ne concurrençant pas les activités marchandes. L'argent des fonds structurels pourrait y contribuer.

par FRÉDÉRIC BROUSSOUS (*)

LE partenariat entre les collectivités locales et le monde associatif devient le fer de lance de l'action en direction des chômeurs et des exclus. Ce partenariat, qui se développe à travers les actions d'insertion par l'économie, peut trouver un second souffle en profitant des crédits européens. Le lancement de la deuxième réforme des fonds structurels permet en effet de mener une action de grande ampleur en s'appuyant sur le doublement des crédits alloués au Fonds européen de développement régional (FEDER), au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et au Fonds social européen (FSE), pour 1994-1999.

En utilisant au maximum de leurs possibilités les instruments européens, on peut créer plusieurs dizaines de milliers de postes de travail durables sur lesquels développer des actions d'insertion. Cette utilisation maximale suppose que l'on relève trois défis. D'abord favoriser l'échange et le transfert d'expérience, ensuite assumer le renforcement matériel et humain des associations, enfin financer des emplois à la frontière du secteur marchand, là où il existe une forte demande sociale.

Pour réussir, il faut s'appuyer sur le travail de nombreux élus locaux et responsables associatifs : Charles Gauthier à Saint-Herblain, André Dulait au conseil général des Deux-Sèvres, Edith Cresson à Châtellerault portent à bout de bras quelques milliers d'emplois à travers leurs associations locales.

Les Anglais ont ouvert de nouvelles pistes en s'appuyant sur des associations spécialisées, en utilisant les déductions fiscales nationales (« Charities Aid ») et les fonds européens (objectif 2). Ils ont notamment intégré les nouvelles technologies comme outils de réinsertion. Les Espagnols ont développé un modèle autonome assis sur les collectivités locales qui ont ouvert de grands chantiers d'insertion. Plus loin de nous, le Canada a mis en place des travaux d'entretien des espaces naturels, financés par l'Etat fédéral. Il y a donc une très grande diversité d'expériences et de modes de financement.

Certaines ont réussi et quelques-unes pourraient servir de modèle dans d'autres pays pour différents types de population. Mais alors que l'Union européenne finance les coopérations transnationales et les réseaux de communication du savoir-faire, aucun outil spécialisé n'intervient encore au profit du monde associatif de l'insertion et du développement local.

Un lieu d'échange

Il faut pourtant créer un lieu d'échange des expériences locales, régionales et nationales qui permette de recenser toutes les initiatives, de les évaluer dans leur contexte, puis d'examiner leur spécificité et leur caractère reproductible ou non. En effet, les nombreux capteurs qui existent actuellement (fondation sur *l'exclusion, observatoire sur la* pauvreté, réseaux d'associations et de développement économique) et les études qui sont menées n'ont que peu ou pas de point de convergence.

Le premier défi à relever est de faire financer une banque d'échange d'expériences qui pourrait fonctionner sur la base du volontariat et qui permettrait aux associations de décrire leur action selon un modèle préétabli. Un réseau de formateurs spécialisés diffusera le savoir dans les associations et les entreprises d'insertion. Ainsi, il deviendra possible à quiconque s'intéressant à la réinsertion de découvrir les expériences concrètes lancées à Milan, Barcelone ou Hambourg.

Le deuxième défi est de financer une action massive pour épauler le travail associatif. Les associations manquent en effet de personnel. Ce sont le plus souvent des bénévoles qui donnent de leur temps en prenant sur leurs loisirs. Or le nombre de cadres au chômage ou susceptibles de le devenir à tout moment est considérable. La population des cadres de cinquante à cinquante-cinq ans recouvre beaucoup de personnes dotées d'une forte expérience et qui, à la marge du marché du travail, n'ont que peu de chances, aujourd'hui, de retrouver un emploi. Ces personnes peuvent devenir un potentiel considérable pour les associations si l'on trouve les moyens de les rémunérer.

Il serait donc intéressant de reprendre l'idée des « Charities » britanniques, qui utilisent un crédit d'impôt pouvant atteindre 10 % pour créer des emplois d'insertion. Il faut donc encourager une forme nouvelle de « mécénat économique » en le dotant d'un statut à part entière ouvrant droit à des mesures d'incitation fiscale et à des aides du Fonds social européen. Ces dispositions favoriseront la mise à la disposition des associations spécialisées de personnels d'encadrement de grandes entreprises. Ces entreprises pourront ainsi valoriser leur image citoyenne, comme elles le font aujourd'hui avec le « sponsoring » ou le mécénat.

Mais tout cela ne servira qu'à peu de chose si on ne relève pas le troisième défi en débouchant sur un plan d'insertion, des emplois durables, socialement valorisants, et non concurrents de l'économie marchande. Les secteurs nouveaux sont en effet ceux de l'écologie et des emplois de proximité. La demande sociale est très forte pour aider, par exemple, les personnes âgées dans la vie de tous les jours. Elle n'est cependant pas encore complètement entrée dans les mœurs. Il faut donc profiter du doublement des crédits communautaires pour réaliser de grands travaux financés par le FEDER ou le FEOGA.

Sans léser le secteur marchand, aménager les berges des rivières, entretenir et baliser de nouveaux chemins de randonnée, transformer les banlieues, assurer les services permettant de maintenir à domicile des personnes âgées, c'est possible, grâce à l'Europe. La programmation à trois ou six ans mise en place par Bruxelles permet de travailler dans la durée. Enfin, on peut raisonnablement penser que le financement européen de ce type de travaux dégagera une demande à partir de laquelle pourront se créer des services marchands. L'Europe aura ainsi permis la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

(*) Président-directeur général d'Euroconsultants

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11.
Index - Microfilms : (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

هكذا من الأصل

FONDS STRUCTURELS

La Thessalie sous la manne communautaire

Tourisme, restauration de monastères, routes, pipe-line, modernisation de l'agriculture, investissement industriel, collectivités locales... Omniprésents, les financements européens servent aussi la politique

KALAMBAKA
de notre envoyé spécial

L'ARCHIMANDRITE Athanase, higoumène (supérieur) du Grand Météore, fait visiter avec une légitime fierté les nouveaux édifices de son monastère. Aujourd'hui encore, ce n'est pas une mince aventure de bâtir sur les sommets de ces rochers géants, somptueuse curiosité naturelle du nord-ouest de la Thessalie, où se trouve posé depuis le Moyen Age, par la foi des hommes et la grâce de Dieu, l'ensemble monastique le plus important de Grèce après le mont Athos. Les touristes y affluent. La décision de l'Union européenne de participer au financement de la restauration des monastères paraît donc justifiée. Les deniers des fonds structurels préservent un des patrimoines les plus précieux de l'hellénisme et contribuent à l'enrichissement de la région.

L'higoumène Athanase, quarante-deux ans, dynamique, chaleureux, n'est pas du genre à rester tétanisé par des combats dépassés. Pourtant, en chargeant un sac de cadeaux pour l'étranger de passage, il exprime le souhait que ce soit matière à réflexion pour mieux comprendre *« notre question nationale »*.

Une expression qui recouvre les problèmes que posent à la Grèce le conflit avec la « République de Skopje » (l'ex-République yougoslave de Macédoine), les tensions avec l'Albanie, les divergences surgies à propos de la guerre en Bosnie, et, surtout, expliquant le reste, la crainte des supposées menées de la Turquie dans les Balkans.

PARANOÏA • En Thessalie comme dans le reste du pays, la question imprègne tout, revient à chaque détour de la conversation, avec des prolongements inattendus sur la manière de gérer l'économie et l'aide communautaire. Elle marque aussi la relation entre la Grèce et le reste de l'Union européenne, celle-ci étant accusée de ne pas faire preuve du minimum de solidarité qu'est en droit d'attendre un des membres du club.

Suggérer qu'il s'agit d'une paranoïa collective aiguisée par les surenchères des politiques n'est pas la solution la plus constructive. Les Grecs savent qu'il leur faut faire preuve de davantage de modération, mais demandent qu'on les y aide en manifestant quelque compréhension. En ces temps étranges, experts et technocrates d'une Europe latine sont invités à lire l'histoire d'un Orient méconnu...

Le maire de Kalambaka, une dizaine de milliers d'habitants au pied des Météores, fait feu de tout bois pour attirer et retenir les touristes, et en profite pour valoriser les ressources locales. C'est un adepte de la coopération internationale : Kalambaka est jumelée au Haillan, près de Bordeaux, et participe à « Poleis », une association qui regroupe des cités méditerranéennes de taille moyenne en France (Albi), en Espagne, en Italie, au Portugal, avec l'idée d'assurer leur promotion collective, notamment culturelle.

La Commission européenne soutient l'entreprise, mais surtout finance le programme « Leader » en faveur du développement rural, qu'elle pilote en liaison directe avec les autorités locales (une des « initiatives communautaires » qui bénéficient de 9 % des crédits des fonds structurels pour les années 1994-1999). « Leader » a réparti 450 millions d'écus au cours de la période 1991-1993 (près de 3 milliards de francs) et, nous dit le maire, Kalambaka a été la première commune de Grèce à en bénéficier.

Parmi les projets ainsi aidés, il cite un centre de présentation de produits régionaux, des installations de stockage des fruits, de petits ateliers artisanaux (reproduction d'icônes notamment), qui contribuent à combattre le chômage.

Il n'oublie pas la montagne environnante (la moitié de la superficie de la Thessalie) : *« Des montagnes vierges,* dit-il, *où il faut protéger les animaux, développer un tourisme écologique, créer des refuges... »* Projets rentables, assure-t-il, car le tourisme profite de l'amélioration des voies d'accès à ces régions relativement isolées. Et arrive alors, inévitable, la référence au grand projet de l'heure : la construction d'un axe routier est-ouest, reliant Igoumenitsa, sur la mer Ionienne, à la frontière turque, une réplique de l'Egnatia antique, avec sa bretelle thessalienne de Metsovo à Trikkala (près des Météores), Larissa, jusqu'au port de Volos.

A Trikkala précisément, chef-lieu d'un des quatre départements de la Thessalie, on parle avec passion de ces autoroutes est-ouest, comme si elles représentaient la meilleure chance d'affranchir la Grèce de contraintes imposées par ses belliqueux voisins du Nord. Sont présents, outre notre hôte, Georges Moutsopoulos, secrétaire général de la région de Thessalie (nommé par le gouvernement), le préfet et trois députés du PASOK, le Parti socialiste hellénique.

La richesse de la Thessalie, qui possède la plus vaste plaine de Grèce, c'est l'agriculture. A cause du climat, melons et pastèques peuvent être vendus sur les grands marchés européens deux semaines avant les produits espagnols ou italiens. Mais encore faut-il y parvenir. *« La route Igoumenitsa-Volos, c'est le plus important. La Grèce est le seul pays de l'Union européenne qui subisse le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Il en résulte pour nous un blocus de fait. Il nous fallait deux jours pour arriver au marché de Munich, désormais il en faut huit ; le coût du transport a quadruplé, et nous perdons des clients »*, explique un des députés.

MACÉDOINE • Le passage par Igoumenitsa et l'Italie serait un progrès. Et – on se garde de le dire – la nouvelle Egnatia pourrait prendre de vitesse un autre projet routier parallèle, plus au nord, joignant la Turquie au port de Durres, en Albanie, conçu, lui, pour désenclaver la République de Macédoine, frappée d'embargo par la Grèce et qui ne peut donc plus s'approvisionner par Salonique !

Ce mélange permanent des raisons économiques et politiques brouille les données habituelles du financement. Sur les 600 millions d'écus du programme de développement régional de la Thessalie pour 1994-1999 (contre 300 millions pour 1989-1993), pris en charge à 70 % par les fonds structurels, 120 millions iront aux routes, avec comme objectif prioritaire l'amélioration des liaisons entre les quatre préfectures de Thessalie et les régions voisines. Mais les axes est-ouest sont dans tous les esprits. Une partie des crédits des fonds structurels, qui font l'objet d'une programmation nationale, leur seront affectés.

Et s'ils ne suffisent pas, on compte bien, à Larissa comme à Athènes, sur les crédits susceptibles d'être mobilisés au titre des « grands réseaux trans-européens ». L'échelon régional est décidé à fournir son écot : *« Avec les crédits dont nous disposerons, nous aménagerons quelques passages difficiles. A Volos, porte du Proche-Orient, les travaux d'un terminal pour containers ont déjà commencé, financés par le fonds de cohésion »*, explique Georges Moutsopoulos.

Les divergences avec Bruxelles sont parfois de nature plus technique. Ainsi, pour la modernisation de l'agriculture (qui doit bénéficier de 110 millions d'écus dans le programme de développement régional 1994-1999), comment concilier l'objectif de rattrapage, de coup d'arrêt à l'exode rural, et la réforme de la politique agricole commune ?

« La Communauté nous dit d'abandonner le coton d'ici à 1997, mais elle ne nous dit pas quoi faire à la place. Elle nous dit aussi de ne plus accroître les surfaces irriguées, à cause du GATT, mais sans eau, il n'y a pas de développement rural possible, et, précisément à cause des engagements pris au GATT, il nous faut réduire nos coûts de production et hâter la restructuration de nos exploitations », soulignent les parlementaires de Trikkala et les agronomes de Georges Moutsopoulos.

L'enjeu ? Le détournement, controversé depuis des années, d'une partie des eaux du fleuve Acheloos vers l'est, vers la Thessalie. *« Bruxelles est presque d'accord »*, affirme-t-on à Trikkala.

ENTREPRISES • Le gouvernement grec souhaite orienter davantage que dans le passé les crédits européens vers l'investissement industriel. Aussi le programme régional accorde-t-il à celui-ci une place importante (70 millions d'écus). La quasi-totalité des entreprises, surtout présentes sur l'axe Larissa-Volos, emploient moins de cinquante salariés. Souvent, leur situation n'est pas brillante. Le prêt-à-porter vit du travail à façon, mais ses clients transfèrent leurs commandes vers des pays à plus bas salaires. L'industrie métallurgique s'essouffle et des usines ont fermé.



Pour lui redonner une chance, on envisage, lorsque le gaz naturel arrivera – la construction d'un gazoduc venant de Bulgarie est l'un des grands « projets d'intérêt national » financés par les fonds structurels –, d'installer une centrale thermique, afin de réduire le coût de l'énergie, aujourd'hui prohibitif.

Pour le reste, le programme prévoit, de façon très classique, des aides à la recherche, à l'investissement et à la promotion de la qualité. Le directeur de l'Association des industriels de Thessalie et de Grèce centrale, convié lui aussi à donner son avis, heureux de cet intérêt pour le développement industriel, souligne les avantages comparatifs dont bénéficie la Thessalie, notamment son potentiel humain. Le représentant des syndicats, lui, est pour l'Europe, à condition que le patronat respecte la législation communautaire sur la protection des travailleurs : *« Les patrons obtiennent des subventions, mais les travailleurs n'en retirent pas grand avantage. »*

Des sommes substantielles iront aussi à la protection de l'environnement, l'éducation (80 millions d'écus chacune), le développement économique des zones montagneuses et des îles Sporades voisines (65 millions d'écus), et aux collectivités locales (61 millions d'écus, notamment pour encourager les fusions de communes). Du bel et bon argent. Mais, aujourd'hui, dans ce pays, comme nous le rappellent les parlementaires de Trikkala, le dernier mot revient au politique : *« Le peuple grec est favorable à la construction européenne, dont il attend des résultats concrets. Mais, pour nous, les deux grandes questions de principe demeurent Chypre et Skopje, et il ne faut certainement pas les perdre de vue pour de simples considérations économiques. »*

Philippe Lemaître

18 milliards d'écus sur six ans

Sur la période 1994-1999, la Grèce devrait recevoir du budget européen une aide au développement économique de l'ordre de 18 milliards d'écus (1), alors qu'elle en avait reçu, de 1989 à 1993, 8 milliards des fonds structurels. Sur ce total, près de 14 milliards d'écus seront destinés aux projets retenus au titre du « cadre communautaire d'appui » (CCA), une programmation pluriannuelle négociée entre les autorités helléniques et la Commission de Bruxelles. Cette programmation devrait être signée avant l'été.

Au titre des « initiatives communautaires », mises en œuvre directement par la Commission, la Grèce pourrait bénéficier d'environ 1,3 milliard d'écus. Enfin, le fonds de cohésion devrait en apporter 2,7 milliards environ.

Le premier CCA avait attribué un peu moins de la moitié des sommes à des projets présentés et exécutés par les treize régions du pays. A l'avenir, les crédits réservés à l'échelon régional ne représenteront que 30 % d'un total, il est vrai, considérablement plus élevé.

Les projets d'envergure nationale recevront donc 70 % des crédits, soit un peu moins de 10 milliards d'écus. Sur ce montant, 30 % iront à la modernisation des infrastructures – autoroutes, chemins de fer, gazoduc, aéroport d'Athènes, métro d'Athènes et de Salonique, ports et ponts – 25 % à l'aide à l'industrie, sur laquelle le gouvernement d'Andreas Papandréou a voulu mettre l'accent, modifiant en conséquence le projet de programmation préparé par le gouvernement précédent, 15 % à l'éducation et à la formation.

Des crédits plus importants que dans le passé seront affectés à la protection de l'environnement, à l'énergie, à la santé et à la culture. En revanche, le gouvernement socialiste a réduit la part de l'agriculture, estimant que celle-ci était déjà largement pourvue grâce aux subventions accordées pour le soutien des marchés par le Fonds européen agricole.

Les services de la Commission considèrent comme plutôt satisfaisant le fonctionnement des fonds structurels en Grèce. Sur les années 1989-1993, les crédits effectivement dépensés ont dépassé 95 % des sommes prévues. En revanche, en raison de faiblesses administratives, il a fallu parfois renoncer à certains projets figurant dans le CCA ou en différer l'exécution et affecter l'argent à des investissements que, de part et d'autre, on n'avait pas jugés prioritaires.

Cependant, au fil des années, selon Bruxelles, la gestion des projets s'est améliorée, notamment parce que, pour certaines opérations difficiles, les autorités helléniques ont accepté une assistance technique, fournie soit par la Commission, soit par des consultants privés.

Ph. L.

(1) Un écu = 6,60 francs.

SERVICES

Figaros en franchise

Suite de la page I

Cela pour bénéficier du droit de se présenter comme unique « correspondant Jacques Dessange » dans sa ville. Dans son bureau de PDG, avenue Franklin-Roosevelt, à côté du premier salon qu'il a ouvert en 1956, « Monsieur », comme le désignent respectueusement ses collaborateurs, insiste bien : *« Je ne suis pas allé démarcher les coiffeurs de province, ils sont venus d'eux-mêmes à moi. »* Aujourd'hui, le réseau Dessange pèse 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, réalisé dans 400 salons, dont 150 à l'étranger.

Jean-Louis David, lui, annonce 600 salons dans le monde et 1,1 milliard de chiffre d'affaires. Pour ces deux hommes, que quelques années séparent de la soixantaine, la vente de leur nom à grande échelle a constitué un virage après une ascension sans heurt. Petit-fils et fils de coiffeur, David, dès dix-neuf ans, coiffait les stars chez Carita et Alexandre à Paris. La création d'une coupe originale pour Kim Novak a consacré sa réussite, lui permettant d'ouvrir son premier salon à vingt-cinq ans. De son côté, Dessange exerçait son art sur les têtes célèbres de Martine Carol et de Brigitte Bardot. Avec le succès, ils multiplient tous les deux les ouvertures à Paris, avant de saisir la vague de la franchise et de prendre le large vers la province, puis l'étranger.

Les parcours, jusque-là similaires, de ces deux self-made-men prennent des voies divergentes, quand il s'agit de définir une recette commerciale. Jacques Dessange défend un certain élitisme et vise une clientèle relativement aisée (des prestations qui avoisinent 300 francs) tandis que Jean-Louis David a segmenté le marché en une série de concepts différents : les salons « diffusion », « tradition », « quick-service » et, depuis peu, « just a cut » proposent une offre plus large, de 300 à 100 francs la coupe. Si cette construction pyramidale permet à ses détracteurs d'affirmer que Jean-Louis David a dévoyé son nom sur l'autel du marketing, sa réussite commerciale ne s'est pas démentie. Jacques Dessange ne vient-il pas à son tour de lancer la marque Camille Albane, pour occuper un créneau économique intermédiaire ?

FIDÉLITÉ • *« A quarante-cinq ans, j'étais devenue une coiffeuse fatiguée. »* Pourtant, Annie comptait près de 800 clientes fidèles qui ne juraient que par elle dans le salon de Pigalle. *« Et quand je suis tombée malade,* poursuit-elle, *je me suis rendu compte que je ne pouvais pas continuer à porter tout le poids de mon entreprise sur mes épaules. »* Décidée à se régénérer, Annie opte pour la franchise. *« Mes anciennes clientes que je coiffais depuis vingt-cinq ans se sont senties lâchées et m'ont quittée, mais Jean-Louis David m'en a apporté 30 % de plus. »* Aujourd'hui, Annie, devenue « manager », vient d'ouvrir son deuxième salon sous la même enseigne et a remis en question toutes ses méthodes de travail.

Se franchiser, pour les coiffeurs, impose en effet de renoncer à une partie de la liberté inhérente au statut d'artisan indépendant. Lorsqu'il entre dans un réseau, le coiffeur doit décorer son salon selon des normes très précises et faire suivre à ses employés une formation initiale aux techniques de la maison mère, réactualisée deux fois par an. Moyennant un droit d'entrée de 30 000 à 100 000 francs et une redevance de 4 000 à 7 000 francs par mois, selon leur chiffre d'affaires, les franchisés bénéficient d'une formation, de conseils en gestion, de publicité, de produits capillaires et, bien sûr, du prestige d'un nom.

Les petits coiffeurs isolés ont de quoi frissonner lorsqu'ils voient s'installer en face d'eux une de ces enseignes. *« Il y a toujours une réaction de peur de l'indépendant face à cette nouvelle concurrence, mais il ne faut pas sous-estimer la fidélité des clients aux coiffeurs de quartier »*, constate Robert Maréchal, secrétaire général de la Fédération nationale de la coiffure. En effet, sur environ 45 000 salons en France, 2 000 seulement appartiennent à une franchise. Mais ces 2 000-là réalisent au moins 10 % du chiffre d'affaires général, impulsant un nouvel élan à une profession qui n'avait que peu évolué depuis ses débuts.

On comprend aisément que, derrière les Dessange et David, ils aient été nombreux à s'engouffrer dans ce créneau très rentable. Saint-Algue, Jean-Claude Biguine, Mod's Hair, Claude Maxime, Courrèges Coiffure, Haircoif, Vog Coiffure, Vert tendre, pour les enfants, et bien d'autres (une trentaine de chaînes au total) regroupent chacun entre 15 et 200 points de vente en France.

Jean-Claude Biguine, quarante ans, fédère 110 salons dans l'Hexagone. Proposant des coupes pour 150 francs, ce franc-tireur de la profession est accusé par ses concurrents de brader le métier. *« La crise est notre alliée,* rétorque-t-il. *La coiffure doit être un produit de grande consommation. J'y applique les mêmes règles que dans la grande distribution. »*

Indéniablement, le regain de concurrence sur le secteur a entraîné une réduction généralisée des prix. *« Nous devons lutter contre l'obscurantisme traditionnel des coiffeurs,* commente Jean-Louis David. *Ma grand-mère coiffait tout le gotha mondain à Grasse. Moi, je préfère voir mes coupes portées dans la rue. »*

Pourtant, tous les coiffeurs médiatiques n'ont pas profité de leur renommée pour lancer une franchise. Jean-Marc Maniatis a été très sollicité par des confrères de province : *« Il faut reconnaître,* précise-t-il, *que ce qui les intéressait, ce n'était pas d'apprendre mes techniques, c'était mon nom pour faire de l'argent. »* Lucie Saint-Clair possède 7 salons bien à elle dans la capitale, et 3autres en province. Pour elle, il faut se méfier de la franchise : *« Certes, les royalties tombent régulièrement, mais l'image de marque se détériore. Et puis, pour atteindre la rentabilité, les franchisés doivent faire des économies sur la gestion, au détriment de la qualité. »*

QUALITÉ • Les grandes chaînes le savent bien. Une détérioration de la qualité associée à leur nom pourrait leur être fatale. C'est pourquoi, comme Jean-Louis David, ils possèdent une équipe « espion », chargée d'aller, incognito, contrôler le travail des franchisés. Et si un salon s'écarte trop du chemin balisé, la maison lui envoie un « commando » de remise à niveau ou bien « descend » l'enseigne purement et simplement.

Entre la haute couture et les supermarchés, entre l'artisanat et le travail à la chaîne, les coiffeurs d'aujourd'hui ne savent plus où se situer. L'univers des marques, du marketing et de la publicité apporté par la franchise correspond-il à ce métier de proximité ? Une chose est sûre : cette évolution a permis à des coiffeurs, *a priori* destinés à faire des mises en plis jusqu'à l'âge de la retraite, de sortir de leur condition, en devenant des gestionnaires, voire des hommes d'affaires fortunés.

Florentin Collomp

COLOMBIE

Le bonheur dans le crime ?

Suite de la page I

Les syndicats réclamaient au moins 25 % (2) ; le gouvernement a opté pour 21,09 %. Miguel Urrutia se résigne : « *J'espère*, commente-t-il, *que les objectifs macroéconomiques de 1994 ne seront pas affectés. On ne doit pas faire de populisme avec les salaires...* »

Un débat qui illustre la stabilité remarquable de l'économie colombienne. Malgré – c'est un exploit – une violence exceptionnelle (qui incite le gouvernement de Washington à déconseiller le voyage en Colombie à ses ressortissants), malgré l'image, parfois caricaturale, de narco-démocratie, les sabotages à répétition des guérillas encore actives et l'insécurité dans plusieurs régions où bandes armées et guérillas font plus ou moins la loi.

SANTÉ ● La Colombie affiche donc une bonne santé économique. C'est même l'une des meilleures d'Amérique latine. Au niveau du Chili, vitrine du sous-continent. La violence affecte moins de 2 % du produit intérieur brut. Et les dirigeants d'Ecopetrol, la société nationale des pétroles, commentent avec un sourire narquois : « *Nous prenons en compte le coût des sabotages dans nos prévisions. Cela est tout à fait possible à gérer...* » La croissance du PIB en 1993 a *été de* 5,2 % (après 3 % les dernières années). Certains analystes disent 6,5 % sans le café, en crise très grave après avoir été longtemps le premier produit d'exportation.

Parmi les secteurs les plus performants, la construction et l'immobilier, avec un bond de 15 % (ce qui laisse entrevoir le rôle d'accélérateur joué par les narco-dollars) ; les transports et les services (+ 10 %) ; l'industrie de transformation (+ 5 %) ; mais surtout le secteur financier, qui a grimpé de 56 % en deux ans. Les Bourses des valeurs de Bogota et de Medellin ont flambé plus encore qu'en 1992. Les crédits à la consommation ont augmenté de 70 %. La demande interne a été renforcée par la baisse des taux d'intérêt, par la baisse des coûts grâce à la libération des importations, et par l'afflux massif de dollars (les autorités parlent d'une « *véritable pluie de dollars* », qui a provoqué une réévaluation de fait du peso, au grand dam des exportateurs).

On trouve maintenant à Bogota du rhum vénézuélien, de la porcelaine anglaise, des sucreries nord-américaines et, signe le plus tangible du boom des importations, des voitures de luxe européennes et japonaises. Cent trente mille voitures vendues en 1993, plus du double par rapport à 1992.

Le déficit budgétaire ne dépasse pas 2 % du PIB et la Colombie s'est donné le luxe, en février, de renoncer à des prêts de la Banque mondiale (200 millions de dollars) et de la Banque inter-américaine de développement (250 millions de dollars) afin, précise Armando Montenegro, directeur de la planification, « *d'accroître les réserves monétaires et de limiter la dette extérieure à 15 milliards de dollars* » : l'objectif est de ramener la dette à moins de 10 milliards de dollars en l'an 2000.

Une décision qui s'explique par les promesses du nouveau gisement de pétrole de Cusiana, dans le département de Casanare, à l'est *(lire l'encadré ci-dessous)*. L'Etat table sur des revenus de l'ordre de 17 milliards de dollars... si le brut colombien remonte à 17 dollars au lieu de 12 dollars aujourd'hui (3). Le boom pétrolier devrait permettre une modernisation indispensable de l'infrastructure routière et portuaire (en particulier de Buonaventura, sur le Pacifique, qui absorbe 70 % du commerce extérieur) ainsi que des aéroports (notamment celui de Bogota, débordé par l'accroissement rapide du trafic avec le Venezuela).

ÉCHANGES ● L'intégration économique avec le Venezuela (et dans une moindre mesure avec l'Equateur) est un succès indéniable. Echanges commerciaux et contacts se sont multipliés (1 milliard de dollars de commerce bilatéral). Un projet ambitieux prévoit même une liaison fluviale par le Rio Meta (colombien) et l'Orénoque *(vénézuélien)* assurant – il est vrai dans un avenir sans doute fort éloigné – un débouché sur l'Atlantique aux riches savanes amazoniennes de Colombie (où rôdent actuellement trafiquants de drogue et colonnes de guérilleros très actives).

Pas étonnant, dans ces conditions, que les compliments abondent. Selon une revue britannique, le Chili et la Colombie « *sont les pays les plus sûrs en Amérique latine pour les investissements étrangers* ». La CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) place la Colombie parmi les pays « *dont les rythmes de croissance sont relativement dynamiques, avec un taux d'inflation en baisse* ». Ford, après vingt ans d'absence, est revenu à Bogota parce que, dit son représentant, « *la Colombie est une des nations de la région ayant le plus grand avenir* ». Réserves pourtant de Jeffrey Sachs, conseiller néolibéral en vogue : « *L'ouverture est un succès, mais la Colombie ne peut pas se contenter d'une inflation de 20 %.* »

OLÉODUC DE COLOMBIE
VENEZUELA
Caucasia
Vasconia
Yopal
Cupiagua
Cusiana
Bogota
El Porvenir
OLÉODUC DE LOS LLANOS
COLOMBIE
BRÉSIL
ÉQUATEUR
PÉROU

DÉSÉQUILIBRES ● Au Banco de la Republica, les hommes du directoire, curieusement, font aussi la moue : « *Sans doute*, disent-ils, *les indicateurs sont bons. C'est encourageant, mais le taux d'épargne est beaucoup trop bas chez nous. Il est de 35 % en Chine. Nous devrions avoir, nous aussi, une croissance soutenue de 7 % à 8 % pendant plusieurs années. Difficile...* »

Pour qualifier sa politique de réformes, le président Cesar Gaviria, dont le mandat s'achève (le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 29 mai), parle de « *revolcon* », de bouleversement. S'il a marqué des points avec ses deux voisins, le Venezuela et l'Equateur, son prosélytisme a été, en revanche, fraîchement reçu au Mexique (le G3 est en panne) et au Chili, où l'on admet seulement une certaine « *complémentarité* » avec la Colombie. Pour l'adhésion à l'ALENA, la Colombie devra patienter encore longtemps.

Et, derrière la façade brillante de l'ouverture, il y a beaucoup de zones d'ombre. Graves déséquilibres, d'abord, de la balance commerciale. Les importations ont *augmenté de 49 %* au cours des onze derniers mois, les exportations seulement de 2 %. D'où un déficit de plus de 2 milliards de dollars. Fin 1992, la balance était positive de 813 millions de dollars. La chute a donc été très rapide.

Victime du *revolcon*, l'agriculture, parente pauvre des pays qui abaissent leurs barrières douanières. Le coton, l'ancien « or blanc » du pays, est en crise, comme le riz, concurrencé par celui du Venezuela, moins cher. Même chose pour la palme africaine et le soja. L'agriculture est en récession (– 2 %). « *A ce train*, dit Cesar de Hart, président de la Société d'agriculture de Colombie, *l'économie va se pétroliser et l'agriculture sera détruite.* »

CRISE DU CAFÉ ● La crise du café (chute du prix international, de la production, de la qualité, des exportations, mais hausse des coûts de production et des stocks) est aussi un drame social. « *Le cinquième de la population vivait du café*, affirme Hernan Uribe, l'un des directeurs de la Fédération des *cafeteros. Pour la plupart, des centaines de milliers de petits et moyens producteurs. Ils sont désespérés.* » Conséquence : dans le Caldas, le pays des collines et du café, des agriculteurs ont choisi d'aller cultiver la coca.

Les industriels, face à la concurrence étrangère, grognent. Le textile, jadis point fort, a du mal à refaire surface. La suppression trop rapide des contrôles douaniers a relancé la contrebande, une activité traditionnelle. La hausse des impôts et des taxes – le ministre des finances, Rudolf Hommes, est l'homme le plus critiqué du pays – risque de décourager certaines compagnies pétrolières étrangères, dont la collaboration est indispensable « *à l'heure de Cusiana* ».

Certes, la Colombie a encore de nombreux atouts à exploiter : un tourisme en gestation, le charbon du Cerrejon, les fleurs, les émeraudes, l'or, les diamants, des minerais rares. Et surtout, un capital humain de haute qualité.

INÉGALITÉS ● C'est peut-être, paradoxalement, le plus négligé. « *Le salaire réel ne cesse d'augmenter* », affirme-t-on au Banco de la Republica. Mais pour des syndicalistes, des économistes et des sociologues de tous horizons, « *la baisse constante du pouvoir d'achat, depuis un an, de la majorité de la population est un fait* ». 44 % des Colombiens sont pauvres, ou très pauvres, selon une enquête d'une institution catholique. A Bogota, depuis trois ans, le pourcentage est passé de 29 % à 39 %.

Avec un PIB *per capita* de 1 590 dollars en février 1994, la Colombie reste un pays où les inégalités sociales s'aggravent. L'abîme qui sépare les quartiers nord résidentiels des quartiers sud populaires de Bogota n'est qu'une image de ce décalage. Des riches de plus en plus riches, des pauvres de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux : la Colombie n'échappe pas au dérapage social que connaissent les pays du tiers-monde ayant adopté des plans d'ajustement néolibéraux.

Enfin, *last but not least*, d'où vient cette « *pluie de dollars* » ? En partie sans doute des capitaux spéculatifs attirés par des taux d'intérêt élevés ou rentrés au bercail grâce à une loi d'amnistie. Mais l'ampleur de l'apport des narcodollars suscite un débat. C'est un thème que le Banco aborde avec des pincettes. Non qu'il en nie l'existence.

Miguel Urrutia y a même consacré une étude économétrique, mais il tend à minimiser le montant (17 % seulement des réserves monétaires, selon lui). Le Banco estime que les revenus des trafiquants « *ont diminué de 30 % ces trois dernières années* » ; il redoute surtout que leurs bénéfices placés à l'étranger « *soient transférés soudainement en Colombie en utilisant leur nouvelle méthode sophistiquée de blanchiment* ».

CERTITUDE ● D'autres analystes estiment que « *10 milliards de narcodollars sont entrés en Colombie ces dernières années* » (70 % de la dette extérieure) ; Fernando Brito, directeur du DAS (police secrète), chiffre ces entrées à « *7 milliards de dollars par an au maximum* ». En fait, aucun organisme ne dispose de moyens d'investigation fiables. D'où les variations dans les estimations.

Salomon Kalmanowits, un expert du narcotrafic, dans une étude du CINEP, un centre de recherche jésuite, estime à « *près de 4 milliards de dollars au début des années 90 les rentrées nettes de l'économie illégale* ».

Au-delà des chiffres, une certitude. Les narcodollars ne corrompent pas seulement les institutions et les hommes. Ils ont un double effet, à la fois positif et pervers sur l'économie. Un ballon d'oxygène pour de très nombreux secteurs, mais un facteur grave de déstabilisation des finances publiques.

Marcel Niedergang

(2) Les experts officiels du DANE (département de statistiques) estiment qu'une famille doit disposer d'au moins deux ou trois salaires de base pour acheter les produits essentiels (pain, lait, viande, riz, haricots, fruits). En moyenne, les familles modestes consacrent 75 % de leurs revenus à la nourriture.

(3) A 71 cents le gallon, l'essence, quoique plus chère qu'au Venezuela (36 cents), reste à un des prix les plus bas d'Amérique latine et du monde.

Le coût du pétrole

CUSIANA
(Est de la Colombie)
de notre envoyé spécial

Rien n'est laissé au hasard. Présentation générale à Bogota, transfert le lendemain en avion privé vers Yopal, à plus de 150 kilomètres à l'est, pour la visite des sites de Cusiana et Cupiaga *(voir carte ci-dessus)*, puis, dans la foulée, des futures installations de traitement, et, enfin, survol en hélicoptère des forêts escarpées de la Magdalena, où une saignée parmi les arbres découvre le tracé des canalisations. Depuis deux ans, les responsables locaux de BP sont passés maîtres dans l'organisation de ce marathon spectaculaire destiné à présenter le gisement pétrolier qui permettra à la Colombie de devenir le troisième producteur d'hydrocarbures d'Amérique latine, loin cependant derrière les géants que sont le Venezuela et le Mexique.

L'objectif est de convaincre les actionnaires, mais aussi les investisseurs potentiels, de l'importance des gisements découverts en 1988. De véritables eldorados, a-t-on dit dès le départ. Une appréciation confirmée au fil des sondages (« le Monde-l'Economie » du 2 février 1993). Les réserves sont telles qu'elles permettent à la Colombie de doubler son potentiel et d'assurer son autosuffisance au-delà de l'an 2000, grâce à des ressources évaluées aujourd'hui à 3,6 milliards de barils.

MOUVEMENTS ● *Sur place*, la satisfaction affichée par les quatre partenaires (l'américain Triton, à l'origine de la découverte, le britannique BP, opérateur des gisements, associé au *français Total* et à la firme d'Etat colombienne Ecopetrol) est d'autant plus forte qu'auparavant pas moins d'une dizaine de compagnies pétrolières, conscientes des richesses de cette *région*, avaient vainement tenté d'en percer les mystères...

Mais ce plaisir disparaît quand les partenaires se retrouvent confrontés à la réalité. *Bien que localisé, le gisement* est difficilement accessible en profondeur. Les différentes strates géologiques semblent bien décidées à protéger coûte que coûte l'accès à cette huile, enterrée à 5 kilomètres de profondeur.

« *A grande profondeur, le sol bouge en permanence car les Andes sont des montagnes jeunes* », explique Alain Duchesne, l'un des ingénieurs de Total appelé pour forer les puits. Or ces mouvements brisent les sondes. De plus, « *la roche argileuse se délite et dès qu'on retire la foreuse, le trou se rebouche. L'une de nos plus grandes déconvenues est de ne pouvoir modéliser le problème, tant les mouvements sont aléatoires. De plus, en raison de la friabilité du sol, nous retirons parfois dix fois plus de terre que prévu* ».

Au début mars, l'ambiance était tendue à Cupiaga 3, où depuis deux mois on tentait de forer un puits. Ce jour-là, comble de malchance, le tube s'est non seulement bloqué à plus de 4 000 mètres sous terre mais il s'est aussi percé... Sur la plateforme, après une nuit écourtée, toute l'équipe tente de trouver au plus vite une solution car les frais engagés dépassent déjà 23,9 millions de dollars, alors que pour ce type de forage le plafond est généralement placé à 20 millions. Les minutes sont comptées pour ne pas trop grever le budget. A ce jour, les dépenses pour un puits avoisinent sensiblement celles d'un *forage en mer du Nord, alors* que l'objectif est de les ramener à 10 millions de dollars pour les futurs puits, en tirant les enseignements techniques des premiers essais.

« *Nous allons nous en sortir* », affirme Beatrig Rueda, jeune ingénieur de BP, qui justifie aussi le coût élevé de ces chantiers par les contraintes techniques de protection de *l'environnement imposées par* le gouvernement colombien. Du mélange de boue remontée, on filtre l'eau pour la réinjecter dans le sol, tandis que la terre est épandue sur le site. « *Nous ne devons laisser aucune trace de notre passage. Nous faisons différentes plantations, en particulier d'arbres fruitiers* », ajoute cette Colombienne, fière des fruits de la passion qui prolifèrent non loin des caravanes où loge le personnel.

Ce caractère bucolique du paysage, au pied des Andes où paissent des vaches et galopent des chevaux, ferait presque oublier un instant la double rangée de barbelés qui encerclent le camp, les miradors et les gardes, débonnaires mais l'arme au poing. Sur tous les sites pétroliers de cette région, on rencontre une telle protection : celle-ci est jugée indispensable tant la guérilla y est active. A telle enseigne que le gouvernement a décidé de prélever depuis deux ans « *un impôt de guerre* », d'un dollar par baril, pour financer ces multiples protections armées.

FISCALITÉ ● En dépit des difficultés rencontrées et de l'importance des taxes – la fiscalité du pays est l'une des plus pesantes au monde –, à aucun moment il n'a été question de renoncer à cet investissement de 6 milliards de dollars (34 milliards de francs), présenté comme le plus important projet jamais réalisé en Colombie. La première phase de travaux, qui devrait s'achever en 1995, permettrait de produire 150 000 barils par jour. Ces hydrocarbures seront transportés jusqu'au port de Covenas, sur la côte caraïbe, à 800 kilomètres, par le réseau de pipelines *existant : seul un tronçon* d'une centaine de kilomètres est en cours d'agrandissement. Une deuxième phase, plus ambitieuse, devrait porter ensuite la capacité d'extraction *à 500 000 barils par jour dès* 1997 : le réseau sera alors doublé.

Reste à trouver les investisseurs qu'exige un tel projet, sachant que le tracé du pipeline *est régulièrement* plastiqué par la guérilla. Pour attirer des candidats, il faudrait notamment supprimer la clause stipulant qu'en cas d'accident ou d'attentats les *propriétaires du réseau seront* responsables des dégâts écologiques causés par le pétrole... A tous les niveaux, les coûts s'avèrent considérables, suscitant de nombreuses interrogations *sur le montant des inves*tissements nécessaires. Seule l'importance des réserves est pour l'instant garantie. Mais la faiblesse actuelle des cours du pétrole pèse sur la rentabilité *future de la plus importante* découverte des dix dernières années en Amérique du Sud.

Dominique Gallois

PÉROU

Privatisation avortée

Le groupe péruvien Centromin, premier complexe minier et métallurgique d'Amérique latine, devait être privatisé *le 10 mai. Mais l'opération* a été repoussée *in extremis* pour cause... d'environnement !

LIMA
de notre correspondante

Tout était prêt. En apparence, la vente au secteur privé de Centromin, deuxième entreprise péruvienne par le chiffre d'affaires et premier groupe *minier et métallurgique du* sous-continent, semblait bien engagée. Aux mains de l'Etat depuis 1974, l'entreprise Centromin traite une vingtaine de métaux dans sa fonderie et son usine d'affinage *de La Oroya*. Ses ventes ont frôlé en 1993 les 400 millions de dollars (2,3 milliards de francs). Elle dispose d'une infrastructure ferroviaire de près de 300 kilomètres, d'un vaste *réseau routier* et de 400 mini-centrales hydro-électriques. Ses réserves lui assurent au moins un quart de siècle d'activité.

De plus, le groupe est en bonne santé : l'Etat a pris en charge ses dettes et réduit le personnel d'un tiers. Après une perte de 174 millions de dollars en 1991, il a réalisé 15 millions de bénéfices en 1993. Enfin, l'opération semblait fort intéressante pour les investisseurs. Le prix plancher fixé par l'Etat était de 280 millions *de* dollars en numéraire, plus 60 millions *en titres de la dette publique* extérieure – cotés à 35 % de leur valeur nominale sur le marché secondaire de la dette. C'est la première fois que le Pérou utilise ce mécanisme de conversion de la dette pour une privatisation.

L'acheteur devait s'engager également à investir 240 millions de dollars en trois ans. Malgré cela, le prix de vente paraissait alléchant, l'entreprise ayant été évaluée, en 1992, à 800 millions de dollars par l'International mining Consultant. « *La valorisation est totalement absurde,* estimait même la revue spécialisée *Actualidad Economica. Il s'agit d'une authentique braderie.* » Une vingtaine de groupes avaient d'ailleurs manifesté leur intérêt, dont le britannique Rio Tinto Zinc, le canadien Cominco, le sud-africain Gencor et le mexicain Penoles.

BOUE ● Pourtant, la privatisation, *prévue le 10 mai, a dû être* repoussée *in extremis*. Pourquoi ? Le président du comité de privatisation, Alberto Benavides de la Quintana, a reconnu que la plupart des candidats *étaient plus intéressés par les* gisements de la Cerro de Pasco et les centrales électriques que par le complexe métallurgique, dont dépendent, directement ou indirectement, près de cent *mille personnes. Et c'est qu'à la* modernisation de Centromin, le futur propriétaire devra ajouter des investissements considérables pour réduire drastiquement la pollution.

Depuis que la Cerro de Pasco s'est installée sur les gisements d'argent exploités par les Conquistadors il y a quatre cent cinquante ans, la pampa verdoyante de jadis, refuge d'une centaine d'espèces d'oiseaux migrateurs, est recouverte d'une épaisse couche de boue jaunâtre ; 80 % de la réserve nationale de la lagune de Junin, *deuxième lac du Pérou* après le Titicaca, ont été progressivement pollués, faisant disparaître la flore et la faune et forçant les paysans à émigrer.

Selon une étude de la Banque mondiale, l'investissement nécessaire atteindrait 600 millions de dollars au total, dont 85 millions pour les mines et autant pour le centre de La Oroya. Un problème qu'on risque de rencontrer de plus en plus souvent au Pérou et en Amérique latine...

Nicole Bonnet



OPINIONS

LETTRE DE TOKYO

Le champ de bataille de l'embauche

par Philippe Pons

COMME chaque année, ils ont sacrifié au rituel des jeunes diplômés qui se présentent sur le marché du travail : ils se sont acheté au rayon spécialisé des grands magasins costumes sombres pour les garçons et tailleurs stricts pour les filles, gages d'un bon esprit. Ils ont compulsé les manuels de recettes pour se présenter au mieux et éviter les gaffes, et ils ont envoyé tous azimuts un *curriculum*. Certains ont passé des auditions et attendent des réponses. La plupart continuent leurs démarches : une inquiétude grandissante, et relativement nouvelle, se manifeste chez les 900 000 jeunes Japonais partis cette année au « champ de bataille de l'embauche » *(shushoku sensen)*.

Les embauches ont lieu en octobre et seront effectives au printemps suivant mais, déjà, en avril et en mai, les étudiants qui terminent leur scolarité contactent les entreprises. L'année dernière, on disait déjà que c'était la « douche froide ». Cette année, elle est glacée. En raison de la récession, les entreprises réduisent de manière drastique l'embauche.

Les jeunes filles sont les plus défavorisées. Selon une agence d'emploi privée, Gakuto Engokai, sur 639 diplômés cherchant un travail, un garçon et une fille avec les mêmes qualifications écrivent en moyenne à 80 entreprises pour solliciter un emploi : le premier reçoit 32 réponses et la seconde 22.

Les compagnies aériennes (JAL, ANA ou JAS) ont fait savoir qu'elles n'embaucheraient pas d'hôtesses. Le gigantesque bureau du tourisme (JTB), prisé par les jeunes filles, ne recrute pas non plus. La maison de commerce Mitsubishi refuse les nouvelles secrétaires et Fujitsu, l'un des premiers de l'informatique, a réduit ses recrues de 2 200 à 400. Selon une enquête de l'*Asahi Shimbun*, deux mille entreprises ont annoncé que, cette année, elles n'embaucheraient aucune femme.

La situation n'ira pas en s'améliorant. Le journal économique *Nihon Keizai* publiait le 17 mai une étude prospective : en 1995, le nombre des emplois proposés sera en diminution de 18 % par rapport à 1994, marquant la troisième baisse annuelle consécutive. La diminution sera plus accentuée (– 32,5 %) pour les diplômés de collèges universitaires de deux ans et des lycées : en d'autres termes, surtout pour les filles. En 1992, les femmes représentaient 50,7 % du total des salariés mais il est probable que ce pourcentage va baisser, inversant la tendance à l'augmentation enregistrée depuis dix-huit ans.

Le temps est fini où les entreprises « achetaient le riz encore vert » *(aota-gai)*, c'est-à-dire embauchaient avant même que les étudiants aient achevé leurs études. Il y a certes toujours eu des discriminations : les grandes entreprises privilégiaient les universités prestigieuses. Les diplômés des autres devaient se tourner vers des sociétés moins cotées ou des petites et moyennes entreprises. Mais ils se « casaient ». Cette fois, même les universités prisées ne parviennent plus à trouver des débouchés pour leurs diplômés. Pour les filles, les discriminations traditionnelles, qui s'étaient estompées, s'accentuent, en dépit de la loi de 1986 sur l'égalité des chances devant le travail, qui a supprimé les mesures discriminatoires, mais aussi de protection (travail de nuit), spécifiques aux femmes dans le code du travail. Cette loi fut complétée par des mesures d'encouragement à la reprise de l'activité après la maternité, de réglementation du travail à temps partiel et de développement des crèches. Leurs effets restent marginaux : en 1993, 4,1 % des Japonaises occupaient des postes d'encadrement.

Lors de la période de « bulle financière » de la fin de la décennie 80, ces dispositions furent à peu près respectées (la demande d'emploi aidant). La récession a démontré que l'évolution était superficielle : les employeurs renouent avec les vieux réflexes. Les employées temporaires sont remerciées, celles qui se marient encouragées à quitter l'entreprise (ce qui est illégal) et les jeunes diplômées se heurtent à des fins de non-recevoir.

Selon une enquête réalisée en 1993 par cinquante-quatre universités, 45 % de jeunes diplômées se sont vu répondre que l'entreprise n'embauchait pas de femmes et 29 % que les conditions d'emploi féminin étaient différentes de celles des hommes. La loi sur l'égalité des chances comporte une carence évidente : son non-respect n'est guère sanctionné.

Les jeunes diplômées sont aussi désavantagées par la résistance qu'opposent celles qui ont déjà un emploi et que l'employeur incite à partir lorsqu'elles se marient : un refus symptomatique d'une évolution des mentalités.

Les jeunes Japonaises se marient plus tard, divorcent davantage et ont moins d'enfants. Célibataires, elles entendent mener une vie libre : or les entreprises préfèrent les garanties qu'offre la vie en dortoir ou chez des parents. Les diplômées émancipées, vivant seules, n'ont pas bonne image aux yeux des patrons nippons.

S'IL existe une évidente discrimination à l'égard des femmes au travail, celle-ci reflète peut-être des attitudes et des équilibres sociaux plus complexes qu'un sexisme invétéré. Selon une récente enquête du bureau du premier ministre, 56 % des Japonaises estiment que leur « devoir » est de rester à la maison, contre 71 % il y a dix ans. Une majorité de femmes, certes en diminution, continuent donc à privilégier la vie de famille sur le travail, ce qui implique que beaucoup quittent leur emploi en milieu de carrière pour élever leurs enfants et reviennent, au-delà de quarante ans, sur le marché du travail temporaire.

Cette attitude donne de bons arguments aux employeurs pour éviter de confier aux femmes des tâches requérant une qualification : le plus souvent acquise dans le cadre de l'entreprise, elle leur paraît, dans le cas de ces « étoiles filantes », un investissement à perte.

Si la porte du marché des carrières évolutives (travail stable et promotion) est entrebâillée aux femmes, celle des emplois temporaires, avec les incertitudes mais aussi la souplesse qu'ils offrent, leur est ouverte. Or ce marché reste en croissance, en dépit de la crise. Beaucoup de Japonaises y émargent, assurément parce qu'elles n'ont pas le choix, mais aussi parce qu'elles continuent à penser qu'un choix s'impose entre leur vie de famille et leur vie professionnelle et qu'elles ne peuvent réussir sur les deux tableaux. Sont-elles rétrogrades, « soumises » ? La réponse est plus complexe qu'il n'y paraît.

Bloquées dans leur ambition de carrière, partagées entre la méfiance et la rancœur, nombre de jeunes Japonaises sorties des universités partent à l'étranger : notamment à Hongkong, où un millier y travaillent déjà. D'autres, moins diplômées, prennent des travaux plus durs : le nombre des femmes chauffeurs de taxi dans la préfecture de Yamaguchi a doublé en quelques années pour représenter 3,7 % du total. D'autres, enfin, s'orientent vers la fonction publique (enseignement, administration locale), moins fermée que le privé.

Ces solutions de repli pour des diplômées d'université, maîtrisant souvent une langue étrangère ou ayant suivi une filière scientifique, sont frustrantes. Sans parler du gaspillage de compétence qu'elles représentent pour la société.

Le débat au Parlement

L'agriculture sera marchande ou ne sera plus

Le débat d'orientation agricole s'est ouvert *le 18 mai à l'Assemblée* nationale. Il s'agit non de distribuer des milliards, mais de tracer les grandes lignes de la politique agricole française. Pour Philippe Mangin, ancien président du CNJA, il faut avant tout faire preuve de réalisme. Confrontée à un paysage mondial bouleversé, l'agriculture française n'a plus le choix : elle sera marchande et relèvera le défi ou elle choisira le repli et elle ne sera plus.



par PHILIPPE MANGIN (*)

LE Parlement débat des orientations de la politique agricole au moment même où l'agriculture française se trouve confrontée à un paysage mondial bouleversé, et donc devant de nouveaux défis et de nouveaux choix à réaliser tant au niveau européen qu'au niveau national. Cet exercice, s'il est judicieux, mérite, pour être utile, le plus grand réalisme ! L'agriculture peut se reprendre à espérer si elle veut bien considérer en face la situation nouvelle dans laquelle elle est placée.

Sur le plan mondial, l'éclatement du bloc soviétique et, par voie de conséquence, le renforcement de la puissance des Etats-Unis, l'émergence de nouvelles économies puissantes, d'un Bassin méditerranéen confronté à son essor démographique et du vaste bloc de l'ALENA en Amérique, modifient les perspectives des échanges agricoles et alimentaires. A l'échéance de dix ans, nous nous trouverons devant un paysage économique contrasté : des pays de l'Est que nous devons aider à se développer avec ce que cela comporte de nouveaux échanges agricoles et alimentaires ; des pays d'Extrême-Orient et d'Orient acheteurs de nouveaux tonnages de matières agricoles de base, comme le seront, sous une autre forme, les pays du Maghreb que nous aurons à aider à trouver les voies de leur développement.

Ces nouveaux courants d'échanges, pour partie réglementés par les accords du GATT signés le 15 avril 1994 à Marrakech, ne doivent pas nous conduire au repli, pas plus qu'ils ne doivent pousser les pays exportateurs à une volonté hégémonique interdisant tout développement agricole de tel ou tel continent. Ces nouvelles données devraient nous inciter à produire mieux parce que la demande qualitative des pays développés s'accroît sensiblement.

Ils peuvent nous conduire à ne pas craindre de produire plus si, par nos efforts, nous sommes devenus suffisamment concurrentiels pour prendre ou regagner des parts de marché sur d'autres concurrents. Car la maîtrise de la production entendue comme une limitation en soi n'est qu'une pénalité anti-économique ou un marché de dupes. Elle ne se comprend que comme une méthode brève d'adaptation.

Compétitivité

Sur le plan communautaire, trois problèmes sont à privilégier :

• les problèmes monétaires doivent être considérés à travers deux aspects : d'abord tout faire pour aller le plus vite possible vers une monnaie européenne unique – même avec un nombre restreint de partenaires – pour ne plus être constamment affaiblis par des fluctuations monétaires et la sous-évaluation du dollar qui minent nos efforts, abaissent nos revenus et contre lesquelles nous ne pouvons pas nous couvrir comme peuvent le faire des sociétés multinationales.

Ensuite, à l'intérieur de la Communauté, il faut introduire les dispositifs nécessaires pour empêcher des fluctuations monétaires (type dévaluations anglaise et italienne), qui non seulement grèvent le budget communautaire mais faussent les mécanismes d'une fixation commune des prix et nient le marché unique.

• les aides : il ne faut pas admettre de diminuer les aides compensatoires propres à la Communauté (nouvelle PAC) tant que les Etats-Unis ne diminuent pas les leurs. La CEE a choisi un système coûteux, elle doit en assumer les conséquences. Nous devons, en la matière, nous coller à nos concurrents.

En revanche, le secteur agricole français devrait réfléchir aux aides autorisées ou déguisées que donnent un certain nombre d'Etats à leurs agriculteurs. Leur suppression, même si certaines des nôtres doivent en pâtir, permettrait à la France d'exprimer sa compétitivité par rapport à d'autres agriculteurs européens, qui ne survivent que par ces moyens, et de s'ouvrir de nouveaux marchés.

• une politique commerciale communautaire : si l'organisation mondiale du commerce prévue dans les accords du GATT ne se met pas en place, la création d'instruments de défense commerciale comme aux Etats-Unis devient indispensable, ce qui n'empêche pas de continuer de veiller au respect des règles de normalisation ou d'hygiène avec une grande sévérité, à l'importation comme au niveau des échanges internes à la Communauté.

Mais nous ne pouvons pas tout attendre de l'Europe pour nous redonner les moyens de nous battre avec suffisamment de chances de gagner. Sur le plan français, il faut faire porter la réflexion et l'effort sur une clarification de nos objectifs qui, en évitant la dispersion des efforts, rende plus vraisemblables les chances de relever positivement le défi. Soulignons d'abord que beaucoup de nos problèmes ne sont pas spécifiquement agricoles, mais participent de la faiblesse de l'ensemble de notre économie nationale : le niveau et le mode de financement des charges sociales, la nécessité d'une réforme de la fiscalité des entreprises, et la transmission de celles-ci, l'aménagement du territoire, le coût du crédit. Qu'au travers des réformes d'ensemble, les particularités de nos secteurs et de nos régions soient prises en compte doit nous mobiliser, mais ne recherchons pas des réformes spécifiques si nous voulons rester des entrepreneurs comme les autres. C'est dans ce contexte général de réformes fondamentales que nous devons retrouver notre compétitivité au sein de l'Europe.

C'est sans doute la raison pour laquelle les organisations agricoles françaises ont ouvert un débat difficile sur la répartition des aides publiques octroyées à l'agriculture. Ce débat est inévitable pour bien fixer les priorités entre les divers choix qui s'ouvrent devant nous.

Il faudra, parallèlement aux mesures d'ordre général, alléger, voire supprimer, les outils mis en place de 1950 à 1975 pour accompagner l'expansion et les adapter aux exigences nouvelles ; certains partenaires d'amont et d'aval sont trop coûteux, certaines de nos structures agricoles doivent pouvoir s'agrandir pour abaisser le poids des charges fixes, les prélèvements professionnels ou para-fiscaux doivent être diminués. Le cadre juridique doit être modifié pour rendre plus mobiles les restructurations nécessaires (rôle des SAFER). Les propriétaires doivent, dans le cadre des protections acquises pour le fermier, trouver une vraie rentabilité de leur investissement plutôt que les voir se dégager de notre secteur, obligeant les preneurs à acheter leur exploitation et donc à s'endetter, empêchant ainsi la modernisation des outils.

Mais si toutes ces mesures favorisent la compétitivité des produits de grande production, il conviendra de faire un effort particulier pour la protection des produits de qualité type AOC et certificats d'origine. Il existe pour eux un marché mondial soumis à d'autres sortes de concurrence (contrefaçons) où la réputation et le savoir-faire français constituent un atout. Il faut encourager les productions familiales et le négoce de proximité de ces artisans, seuls capables de défendre leur réputation.

En jouant sur ces deux tableaux – compétitivité et produits de qualité à haute valeur ajoutée –, sans oublier les activités de services complémentaires dans les deux cas, l'agriculture maintiendra durablement sa présence sur l'ensemble du territoire. Les agriculteurs, où qu'ils se trouvent, et quelles que soient leurs productions, seront marchands ou ne seront pas. Toute autre approche est utopique et dangereuse.

Nous n'avons pas d'autre chemin devant nous que celui qui nous conduit à relever les défis internationaux. L'autre voie nous mènerait au repli, sorte de remède plus immédiat mais aux conséquences dramatiquement douloureuses, pour les agriculteurs comme pour l'économie française tout entière. Le plus difficile sera sans doute de faire ces choix, de bousculer des schémas devenus vieux, de faire partager nos ambitions aux pouvoirs publics français et européens, d'en obtenir les moyens. Pour le reste, c'est-à-dire la compétence et le courage, on peut compter sur les agriculteurs.

(*) Président du club Déméter, ex-président du CNJA.

C O N J O N C T U R E

PARMI les pays du système monétaire européen ayant subi d'importantes dévaluations de leurs devises depuis la crise du mois de septembre 1992, tous n'en ont pas retiré les mêmes bénéfices. Les économies britannique et italienne qui, à l'époque, ont quitté le SME, ont enregistré des dévaluations comparables : elles sont loin d'en avoir tiré les mêmes profits.

Confrontées à une importante récession sur leur marché intérieur, les entreprises italiennes paraissent avoir mené une politique d'autant plus offensive à l'extérieur de leurs frontières. En 1993, les exportations de biens et services de l'Italie ont progressé de près de 8 % en volume, après 5 % en 1992. En valeur, l'exportation des seules marchandises augmentait de 20 %. Dans un contexte de stagnation des importations consécutif à la faiblesse de

INDICATEUR • Le commerce extérieur

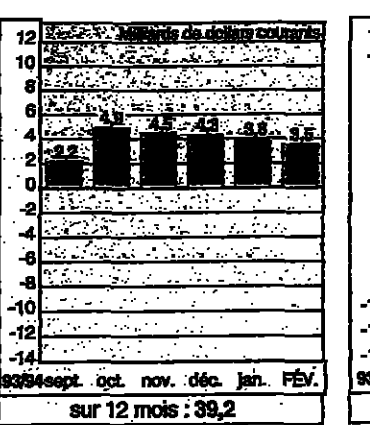
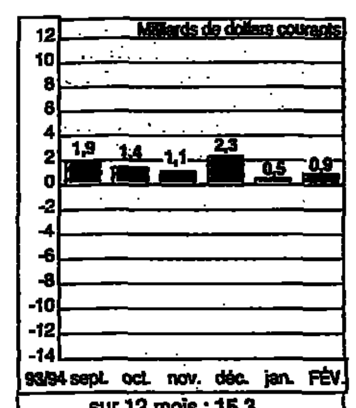
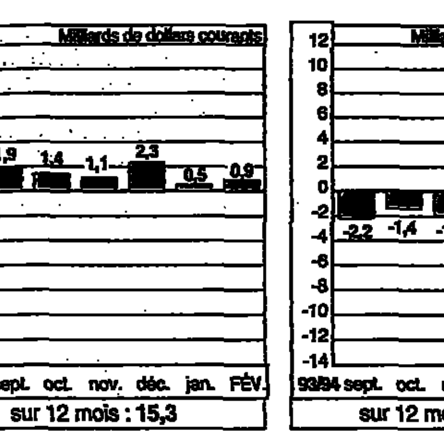
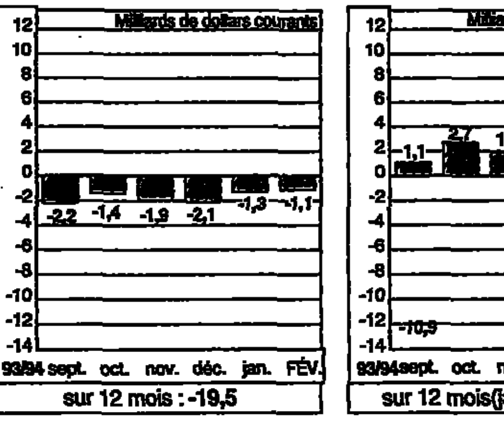
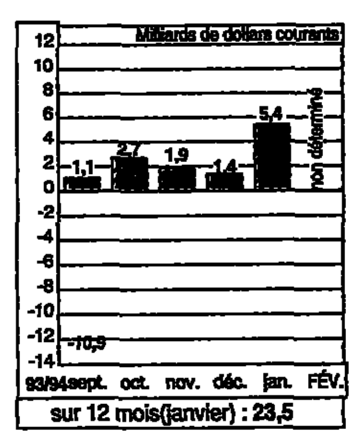
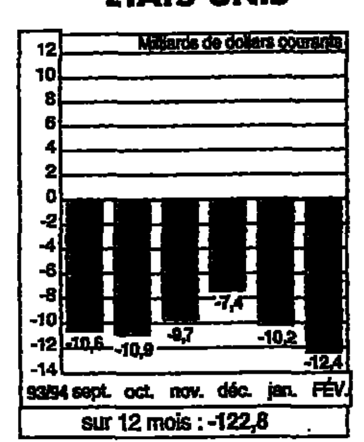
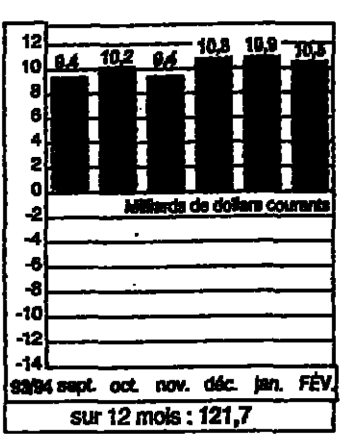
L'Italie gagnante

la demande intérieure, le solde italien, devenu excédentaire, a totalisé 19 milliards de dollars l'an dernier.

Les exportateurs britanniques ont assurément moins profité des avantages de prix que leur offrait la dévaluation de la livre. Leurs ventes de biens et services en volume n'ont pas même progressé de 4 % l'an dernier, alors que, dans un contexte de reprise, la hausse des importations amputait largement les gains possibles en termes de solde commercial. L'an dernier, le déficit commercial britannique s'est établi à 13 milliards de livres, soit l'équivalent de 20 milliards de dollars.

L'Espagne, restée dans le SME malgré plusieurs dévaluations successives de la peseta, bénéficie d'une poussée rapide de ses exportations depuis le milieu de l'année dernière. En valeur, ses ventes de marchandises à l'étranger ont ainsi *augmenté de 20 % l'an dernier.* Dans un contexte d'importants ajustements structurels, comparables à ceux engagés en Italie, les importations espagnoles se sont accrues de moins de 3 %. Le déficit commercial a été réduit d'un tiers en 1993.

ALLEMAGNE **FRANCE** **GRANDE-BRETAGNE** **ITALIE** **ÉTATS-UNIS** **JAPON**

Soldes commerciaux : exportations moins importations en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales sauf le Japon (en dollars). Sources nationales.

RÉGION • L'Asie du Sud

Recul inégal de la pauvreté

DU Pakistan à la Chine, les économies avancent à des cadences variables : le progrès mord sur la pauvreté, les marchés s'élargissent, des biens de première nécessité à l'électroménager, du vélo au scooter, plus rarement à l'automobile. Comment évolue l'Asie du Sud dans ce contexte ?

Première évidence, la corrélation entre la croissance, la population et les niveaux de vie. En Inde, dans les zones de révolution verte, tout le monde en profite. Les manœuvres agricoles bénéficient, en gros, d'un salaire double de celui qu'ils obtiennent, pour les mêmes activités, dans les *régions « molles » et trouvent* plus d'emplois additionnels.

Au Pakistan, les salaires agricoles sont, en général, un peu supérieurs à ceux des districts comparables en Inde, malgré une hausse plus modeste de l'agriculture, car les densités rurales sont au Pendjab pakistanais moins lourdes que dans les districts du bassin du Gange. Même au Bangladesh, un district avancé comme Comilla assure des salaires et des taux d'emploi supérieurs à ceux des districts qui évo*luent* peu.

En bref, le recul de la pauvreté dépend de l'élargissement du marché du travail, lui-même lié à la croissance agricole, à celle des services, des petites industries locales, c'est-à-dire à l'augmentation de la production et à la diversification de l'économie rurale.

Dans le bassin de l'Indus au Pakistan, dans le nord-ouest de l'Inde, dans les deltas du Sud-Est, la pauvreté tend à reculer. Il en va de même dans les régions du Deccan, là où les grandes villes *absorbent une partie de l'exode* rural et où se développent des poches de culture irriguée. Voici des «Paraiyars » (ex-intouchables ou parias) dans les belles rizières au sud de Madras. Vifs, vêtus correctement, ils nous disent : *« Maintenant, nous vivons de manière civilisée. »* Les enfants vont à l'école, le père est en train de nettoyer sa bicyclette. Dans les districts somnolents du Bihar, en revanche, ce paysan, également sans terre, murmure : *« La pauvreté ne s'en va pas des pauvres. »* Sa garde-robe se réduit à son unique chemise rapiécée et à un vieux *dhoti* (sorte de long pagne). Dans sa paillote, quelques cruches en terre, deux nattes, un morceau de couverture. Dans les zones isolées de l'Inde centrale, d'autres scènes de misère *accueillent le voyageur.*

Contrastes aussi dans les villes. Les bidonvilles de Bombay (50 % de la population) n'abritent pas que des miséreux. Une partie des habitants exercent un métier permanent, tels ces commis de bureau qui partent au travail, pantalons bien repassés, chemises à la mode. Faute de logis à la mesure de leur revenu, ils habitent une masure, parfois coiffée de l'antenne TV. Ils côtoient ceux qui survivent au jour le jour.

Distinguons quatre grandes catégories : les démunis, souvent accablés par l'inertie, fille de la misère. Deuxièmement, les forts contingents de ceux qui se situent au-dessus de la misère, des hommes qui, avec un peu de chance, la volonté et l'esprit débrouillard, commencent à gagner plus, à envoyer leurs enfants à l'école.

Prenons l'exemple de Dalchand, un « Bhangi » (éboueur, une des castes d'intouchables tout en bas de l'échelle sociale). Originaire de l'Uttar Pradesh, il revient au village, après avoir travaillé un temps à Bombay, pour devenir chauffeur du tracteur appartenant au principal notable. Aujourd'hui, il travaille dans une briqueterie. Son buffle femelle donne 3,5 litres de lait par jour dont il vend 2 litres. Il élève aussi des porcs. Solide, plein de bon sens, il parle avec assurance, ce qui ne l'empêche pas de déplorer le manque de ressort qui caractérise trop de Bhangis, une caste qui a beaucoup de peine à décoller.

La troisième catégorie constitue les classes moyennes, qui peuvent acquérir les biens dépassant ceux de première nécessité : une alimentation dif*férenciée, plus riche en fruits,* légumes, éventuellement en viande, et, dans les grandes villes, *fast food*, une garde-robe variée avec les inévitables baskets, la télévision couleur, le réfrigérateur, le scooter, l'habitat, maison en dur à la campagne, appartement et mobilier moderne en ville. Cette masse, qui ne cesse de grossir, est estimée en Inde à 150-200 millions sur 900 millions. Il s'agit d'un marché de taille pour les industriels indiens et leurs partenaires ou concurrents étrangers. *La moitié de la clientèle est* urbaine, l'autre rurale.

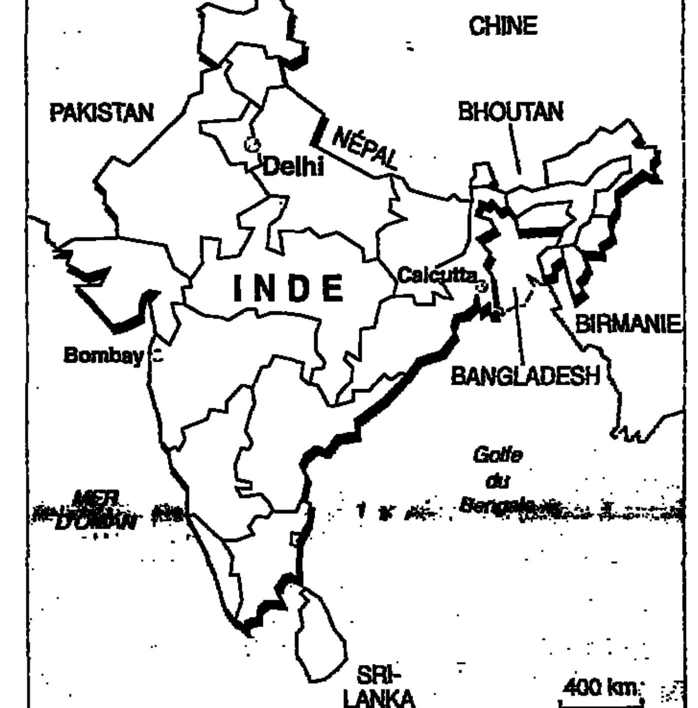
Vient, enfin, la mince frange des riches, dont le mode de vie et de consommation s'apparente au nôtre : voiture, logis confortable, nombre croissant de gadgets.

Cette montée de nouvelles classes exerce des effets d'entraînement jusqu'au fond des campagnes. Elle stimule le paysan qui travaille sur un demi-hectare à faire pousser ses légumes. Le paysan pauvre transporte chaque jour 50 à 100 litres de lait sur son vélo jusqu'à la centrale laitière où l'attend le camion, gagnant ainsi plus que dans les champs.

Le Pakistan connaît une évolution assez semblable. Les consommateurs des troisième et quatrième catégories pourraient se situer autour de 30 millions, ou *plus, sur 125 millions. Le Bangla*desh demeure en retrait : 10 % peut-être de ses 115 millions d'habitants semblent en passe d'accéder à des niveaux de consommation un peu moins élémentaires.

Bien sûr, les injustices, les abus, les inégalités choquantes sont encore loin de disparaître. Néanmoins, les réformes économiques en cours ont des chances d'accélérer le recul de la misère.

Gilbert Etienne



Population : 894 millions en 1994, +1,9 % par an
Inflation : 17% en 1993, 11% en 1994
PNB par tête : 340/350 dollars en 1994
PNB croissance : +3% par an entre 1991/94

PAYS • L'Inde

Vents contraires

L'ÉCONOMIE a le vent en poupe. Les exportations ont crû de 20 % en 1993-1994 (1er avril-31 mars). Les réserves en devises atteignent 13 milliards de dollars. L'intérêt des milieux *d'affaires internationaux est* manifeste. A sa manière, différente de la Chine, mais peut-être plus sûre, l'Inde va de l'avant. Le ministre des finances l'a confirmé en présentant le budget 1994-1995, les réformes continuent : abaissement des droits de douane, convertibilité de la roupie pour les transactions courantes, encouragement à la création de banques privées...

L'investissement direct étranger (réalisé) atteint environ 700 millions de dollars en 1993-1994, contre 100 millions en 1991. Fait plus révélateur, la Bourse de Bombay draine une masse croissante de capitaux étrangers, tandis que les entreprises indiennes émettent des emprunts à l'extérieur. Le total cumulé de ces opérations avoisine 2,5 à 3 milliards de dollars pour *1993-1994.* Dans le secteur boursier, l'Inde détient de nets avantages par rapport à la Chine, du fait d'institutions anciennes et solidement établies. De plus, le gros scandale de 1992 a suscité des améliorations du système, même si d'autres demeurent nécessaires.

Autre élément positif, l'agriculture a connu une nouvelle année plutôt bonne. Les réserves en grain de l'Etat atteignent 23 millions de tonnes.

L'ensemble de ces facteurs, auxquels s'ajoute le retour au calme politique, suscite un climat de confiance en Inde, comme à l'étranger, au point que plusieurs institutions financières internationales insistent sur l'importance du *marché indien.*

Après avoir été réduit, au début des réformes, à partir de 1991, le déficit budgétaire pour 1993-1994 laisse à désirer. De 5 % du PNB l'année précédente, il remonte à 7,4 %. De nombreuses subventions ont été maintenues pour des raisons politiques. Le secteur public ne dégage pas assez de bénéfices et le gouvernement ne peut se lancer dans des privatisations massives, compte tenu du poids des syndicats.

D'autres dépenses n'ont pu être contenues. En même temps, l'inflation repart : après avoir chuté de 17 % en 1991 à 7 % en 1993, elle monte à 11 % en 1994, ce qui est beaucoup dans le contexte indien.

L'industrie, qui avait connu une croissance de 8,5 % par an (*1981-1991*), a d'abord subi le contrecoup des mesures d'ajustement, mais, depuis l'automne dernier, plusieurs branches repartent. Néanmoins, il est capital que la reprise se confirme pour retrouver une croissance de 8 % ou plus.

Autres soucis : l'électricité et les transports, qui doivent aussi se renforcer, sinon ils pèseront sur la reprise industrielle. Enfin, l'agriculture a un besoin urgent de gros investissements publics.

G. E.

SECTEUR • Les eaux en bouteille

Marché troublé

L'OFFENSIVE des « premiers prix », consécutive à la crise économique, n'a pas épargné les eaux en bouteille en 1993. Les Français, premiers consommateurs européens en ce domaine, ont modifié leur comportement. Par souci d'économie, une partie des buveurs d'eaux minérales ont délaissé celles-ci, malgré leurs qualités garanties *« favorables à la santé »*, au profit des eaux de source, moins chères – 0,90 à 1,20 franc le litre et demi, contre 2,90 francs. Le même souci a conduit des habitués des eaux de source à leur préférer la carafe remplie au robinet de leur cuisine.

Cette cascade de réactions a pesé sur ce jeune marché de près de 9,7 milliards de francs, dont la croissance n'a pas dépassé 2 % l'an dernier, malgré le lancement de nouvelles marques comme Valvert. Avec les eaux pétillantes, la progression atteint 3 %, ce qui reste tout de même bien plat en comparaison des 5 % de 1992. De quoi laisser un goût amer aux producteurs qui ont encore en mémoire la décennie de croissance à deux chiffres (10 % à 15 % par an) qui avait précédé la guerre du Golfe.

L'eau ne semble plus aussi *attrayante et aussi facile à exploiter* que certains l'espéraient, car la concurrence est devenue très forte. Si l'on répertorie une petite cinquantaine de producteurs, depuis le partage de Perrier en 1993 le marché est entre les mains de trois grands groupes : Nestlé et BSN, qui ont chacun plus du tiers des ventes, et Castel, avec 15 %.

Des trois, c'est ce dernier qui s'est le mieux adapté à l'évolution du marché, en répondant à cette demande de prix bas. En 1992, l'une de ses filiales, la Compagnie *générale des eaux de source,* s'associait à la firme Roxane, appartenant à M. Papillaud, pour commercialiser leur production sous la même appellation, Cristaline, en mentionnant sur l'étiquette, comme l'y oblige la réglementation, le lieu d'origine de l'eau. Ainsi ont été regroupées une douzaine de sources différentes, afin de fidéliser la clientèle, en lui proposant partout en France une même marque, à très bas prix. Rapidement, cette stratégie a permis à Cristaline de conquérir 10 % du marché des eaux plates.

Cette croissance s'est faite au détriment des grandes marques d'eau minérale comme Vittel ou Evian, dont les volumes de ventes ont diminué de 5 % à 6 % l'an dernier. *« Cette tendance s'est arrêtée depuis la fin de l'année »*, affirme Alain Dorfner, directeur de Nestlé Sources international, qui, comme BSN, a lancé une vaste contre-offensive. *« La première à court terme est d'ordre marketing. Nous avons fait des efforts de promotion sur Vittel, en proposant une bouteille gratuite par* « pack » *de six,* raconte-t-il. *A cela s'ajoutent des actions de communication pour rappeler la différence de qualité entre l'eau minérale et l'eau de source. »*

Une manière de sortir par le haut de la guerre des prix qui pèse sur la rentabilité des entreprises. Les petites firmes régionales sont très éprouvées par cette concurrence. *« Les prix ont baissé de 15 % entre 1991 et 1993, entraînant six dépôts de bilan en deux ans »*, explique Jacques Tréherne, secrétaire général des eaux de source. *Hormis les grands groupes,* peu d'entreprises se lancent aujourd'hui dans le métier de sourcier. Une exception : SFII (Société française d'innovation industrielle), qui relance l'eau minérale de Wattwiller dans les Vosges. Cet engouement, étonnant pour un groupe plus orienté vers la communication, est dû à un coup de cœur de son président, François Schneider, natif de la région. *«Quand on sait vendre du vent, on sait vendre de l'eau »*, soutient Jean-Michel Dardour, qui a en charge le déve*loppement de cette activité.*

Les grands du secteur, eux, s'intéressent surtout au marché de l'eau gazeuze, qui ne représente encore que 15 % de la consommation de l'eau embouteillée française. BSN vient de se renforcer en lançant Arvie, une source du Puy-de-Dôme. Nestlé répliquera en 1995 avec Diva, en Lozère.

Dominique Gallois

